I

(15)

HISTOIRE D'ITALIE,

DE 1789 À 1814.

TOME III.

A PARIS,

DE L'IMPRIMERIE DE CRAPELET,

rue de Vaugirard, n° 9.

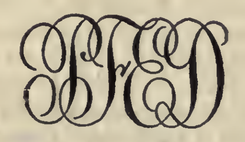
HISTOIRE D'ITALIE,

DE

1789 à 1814,

PAR CHARLES BOTTA.

TOME TROISIÈME.



A PARIS,
CHEZ P. DUFART, LIBRAIRE,
QUAI VOLTAIRE, N° 19.

1824.


LIBRARY
1976
UNIVERSITY OF TORONTO

HISTOIRE D'ITALIE,

DE 1789 À 1814.

LIVRE DOUZIÈME.

Desseins de Buonaparte. — Partis qui se forment dans Milan, et leurs illusions. — Création de la république cisalpine. — Discours prononcés dans la société de l'instruction publique. — Le général en chef donne une constitution à la Cisalpine. — Fête magnifique célébrée dans le champ du Lazaret à Milan. — Les puissances reconnaissent la nouvelle république. — Homélie du cardinal Chiaramonti, évêque d'Imola, en honneur de la démocratie. — Visconti, ambassadeur de la Cisalpine à Paris; son discours au directoire, et réponse du président. — Derniers adieux de Buonaparte à la Cisalpine. — Sa profonde dissimulation pour tromper les potentats, afin d'arriver au suprême pouvoir en France. — Traité de Campo-Formio. — Malheurs de l'Italie. — État de Venise démocratique. — Les troupes de l'empereur occupent l'Istrie, la Dalmatie et l'Albanie vénitienne. — Artifices de Buonaparte pour s'emparer des vaisseaux vénitiens et des îles de la mer Ionienne. — Expédition des Français dans le Levant. — Spoliation du pays vénitien. — Fête joyeuse et déplorable à la fois dans Venise. — Congrès de Bassano; son but et son inutilité. — Proposition indécente faite par Buonaparte aux officiers municipaux de Venise; généreux sentimens que font éclater dans cette circonstance ces mêmes officiers et Villetard, secrétaire de la légation française. — Colère barbare de Buonaparte à ce sujet. — Les républicains livrent Venise aux Impériaux.

Vainqueur de l'Italie et de l'Autriche, Buonaparte voulait fonder, dans la première de ces contrées, un monument solennel qui, mieux que des écrits

éphémères, transmît à la postérité le souvenir de ses hauts faits et de sa valeur. C'était, ainsi que nous l'avons déjà dit, un nouvel état qui lui fut redevable de sa naissance et de sa durée. Mais, comme la paix n'était pas définitivement conclue, comme la guerre pouvait recommencer à chaque instant, Buonaparte voulut encore qu'au milieu des monarchies italiennes, et sur les frontières même de l'empire, s'élevât une république dont les principes modernes entretinssent continuellement autour d'elle l'inquiétude et l'effroi. Il espérait aussi que la fondation d'une république nouvelle compenserait, dans l'opinion des peuples, la destruction d'une vieille république, et que l'honneur d'avoir créé la Cisalpine effacerait la honte d'avoir anéanti Venise. Mais peut-être avait-il en vue autre chose que sa propre gloire et l'embarras de ses ennemis; peut-être prévoyait-il en secret que lui-même, ou quelque autre, pourrait rétablir en France l'antique forme de gouvernement, c'est-à-dire la monarchie; auquel cas l'état créé par lui pouvait devenir son asile ou sa récompense. L'idée de rentrer dans la foule des individus effarouchait son orgueil et n'était pas dans son caractère, quoi qu'il ait pu dire à cet égard au directoire dans certains momens de dépit. A ses yeux, les Cincinnatus et les Washington étaient des hommes sans élévation dans l'esprit, sans générosité dans le cœur. En effet, ils pla-

çaient la patrie hors d'eux et chez les autres, tandis que Buonaparte la plaçait exclusivement en lui seul.

C'est pourquoi, après avoir arrêté les préliminaires de Léoben, et mis ordre aux affaires les plus pressantes de l'armée, Buonaparte revint à Montebello, d'où il pouvait à la fois surveiller les négociations pour la paix, et imprimer le mouvement à la Cisalpine. Cette république était toujours le centre de manœuvres tendant à révolutionner les pays voisins. Ces manœuvres avaient lieu, soit publiquement par les journaux, les réunions politiques, les enrôlemens, pour le compte de la Cisalpine, de soldats piémontais, autrichiens, polonais, pontificaux et napolitains, qu'on incorporait dans les légions lombarde ou polonaise; soit en secret, au moyen d'agens affidés, de correspondances, d'inventions de toute espèce. Point de relâche pour les émigrés italiens, surtout les Piémontais et les Napolitains, également dangereux; les premiers, par l'opiniâtreté de leur caractère; les seconds, par la facilité de leur élocution. Ce serait une longue tâche que de rapporter tout ce qui s'écrivit alors à Milan contre les rois et le pape: Salvadori, et Porro, qui depuis fut ministre de la police, et mourut deux ans après pendant l'épidémie de Nice, étaient les principaux auteurs de ces déclamations, et excitaient des écrivains, qui d'ailleurs n'avaient pas besoin de cet

aiguillon pour marcher à grands pas sur le chemin des révolutions. Le coryphée des journaux italiens, c'était *le Thermomètre politique*, et il ne faut pas demander ce qu'il imprima sur les événemens de Gênes et les mouvemens du Piémont. Ce journal dépassa toutes les bornes, principalement lorsqu'il proclama qu'il fallait jeter au vent les cendres des princes de la maison de Savoie qui reposaient dans des tombeaux magnifiques à Superga, pour y substituer celles des patriotes morts dans la révolution d'Asti. Ces excès d'une extravagance ridicule portaient avec eux leur préservatif. Mais il y avait à Milan un foyer d'inflammation bien plus puissant sur l'esprit des peuples; c'était une réunion appelée la société de l'instruction publique, où ils accouraient en foule pour entendre des discours explicatifs des nouvelles doctrines, et d'où se répandaient dans la Cisalpine d'innombrables écrits destinés à leur instruction. Les orateurs les plus brillans de cette assemblée étaient des hommes savans, sincères, amis du bien, mais en proie aux illusions de l'époque. Je ne rapporterai ici qu'un seul discours; les analyser tous entraînerait trop de longueurs, et ce sera celui d'un jeune homme instruit et ami sincère de la liberté. Animé d'intentions pures, il ne soupçonnait pas chez les autres les vices dont il était exempt. Après avoir exposé, avec une subtilité qui lui était particulière, l'origine et l'accroissement des so-

ciétés parmi les hommes, il continuait ainsi, le dimanche 7 mai, devant l'assemblée de l'instruction publique :

« Oui, peuples de la nouvelle Gaule cisalpine, « vous ajoutez aux annales du monde une époque « mémorable. Les cités italiennes n'envieront plus « désormais à la Grèce le destin qui la rendit libre. « Les Héraclides, ces barbares de Thessalie, qui « s'ouvrirent la route du Péloponnèse, ne vinrent « pas pour affranchir, mais pour dépouiller, pour « opprimer les Grecs. Obligés de prendre les armes « contre un ennemi du dehors, ceux-ci, à la vé- « rité, vinrent à bout de renverser le trône de « leurs rois; mais ce ne fut qu'après de longs et « pénibles efforts. Thèbes et Athènes achetèrent « leur liberté au prix de la mort de Xante et de « Codrus. Une série de malheurs extrêmes décida « seule toutes les villes à conspirer la ruine des « despotes, à se liguer pour leur défense mutuelle, « et la garantie de leur indépendance. Alors parut « la fédération, mal conçue, de la république « achéenne; et il fallut des siècles de souffrances « pour préparer les bonnes lois de Sparte et « d'Athènes, parce qu'à l'époque de la révo- « lution, ces villes manquaient de Solons et de « Lycurgues.

« Maintenant, peuple insubre, compare ta ré- « génération avec celle de la Grèce. Combien la « tienne est plus douce et plus fortunée! Les ar-

« mées françaises ne ressemblent point aux hordes
« avides des Héraclides. Elles ne sont point des-
« cendues des Alpes pour dévaster nos campagnes,
« renverser nos murailles, apporter chez nous le
« fer et le feu. Elles ont paru dans les plaines
« délicieuses de l'Italie, pour fraterniser avec les
« peuples, briser le sceptre de nos tyrans, repous-
« ser loin de ces contrées les barbares du Nord,
« véritables Héraclides qui n'eurent et n'auront
« jamais le droit de se dire nos maîtres, qui ne
« mériteront jamais d'être appelés nos frères. La
« différence du climat, des mœurs, des lois et du
« langage, jusqu'à celle de la physionomie, tout
« nous dit que leur espèce n'est point la nôtre, et
« qu'une haine éternelle est tout ce que nous leur
« devons. Nous n'avons point été forcés de prendre
« les armes, encore moins de combattre les esclaves
« de la tyrannie. Les braves républicains de France
« ont livré pour nous des batailles, ont remporté
« pour nous des victoires. Instruits par la consti-
« tution française, disons mieux, par ce code de
« la nature, nous imprimerons plus facilement à
« nos lois la sagesse des Lycurgue et des Solon.
« Nous aussi, nous aurons bientôt nos Miltiade,
« nos Léonidas, nos Thémistocle, nos Cimon,
« dont la gloire toutefois a déjà pâli devant celle
« des généraux français. Et nous aussi, nous au-
« rons nos journées de Marathon, des Thermo-
« pyles et de Salamine, tant de fois renouvelées

« par les phalanges de la France. Plus grand que « Publicola, le chef de l'armée d'Italie a mé- « rité parmi nous les honneurs du triomphe, « et notre allégresse ne sera point altérée par le « spectacle des funérailles de Brutus. Du sein de « nos armées vont sortir des Servilius, des Fabri- « cius, des Papirius, des Scipions; et les vierges « italiennes vont nous montrer autant de coura- « geuses Clélies, autant de Virginies inébran- « lables. »

Après avoir décrit la liberté donnée par Timoléon à la Sicile, exhorté ses compatriotes à éviter l'oisiveté et la discorde, l'orateur termina ainsi son discours :

« O peuple! apprends à connaître tes forces. « La ligue de tes ancêtres contre Brennus et Bar- « berousse t'en donnera une noble idée. Vis pour « cette liberté qui, après avoir abandonné les « aimables rives du Céphise et du Pénée, s'être « reposée pendant quelques siècles sur les bords « peu sûrs du Tibre, sort enfin des forêts et des « déserts où elle se cacha si long-temps, pour « asseoir son empire sur les rives de la Seine, « briller ensuite sur celles du Pô, d'où elle s'éten- « dra un jour sur le beau pays que l'Apennin tra- « verse, que la mer et les Alpes environnent. »

Les bons Milanais couvrirent ce discours de bruyantes acclamations, émerveillés qu'ils étaient de voir naître bientôt chez eux, et en si peu de

temps, des Thémistocles, des Scipions, des Clélies et des Virginies. Voilà précisément, comme le disait Buonaparte qui gardait sa tête pendant qu'elle tournait aux autres, voilà ce qui était bon dans un roman.

Nous avons déjà dit quels effets ces moyens avaient produit en Piémont et dans le Génovésat. Le duché de Parme se maintenait; mais avec beaucoup de peine, et sous la protection de l'Espagne que le gouvernement français ne voulait pas alors contrarier. La Toscane jouissait toujours de sa tranquillité, encore bien que la présence des soldats républicains, la surcharge inaccoutumée des impôts et l'exemple pernicieux de la Cisalpine y eussent produit quelque impression. Lucques avait acheté, à force d'or, la bienveillance des principaux agens républicains, et conservait ainsi son ancienne organisation, au grand courroux des patriotes cisalpins, qui détestaient profondément l'aristocratie lucquoise. Du reste, le mal se glissait au cœur de Rome elle-même, où l'on découvrit des conspirations tendant au renversement de l'état. Des Français et des Italiens, des nobles et des plébéiens, des chrétiens et des juifs étaient les principaux auteurs de ces menées. Selon l'usage du siècle, ils avaient beaucoup parlé, peu agi; et Joseph Buonaparte, alors ambassadeur à Rome, les appelait Brutus par la pensée, femmelettes à l'épreuve. A la vérité, ils n'avaient ni agens, ni

moyens d'exécution suffisans. Il en résulta néanmoins de l'effroi pour le gouvernement, de l'insubordination dans les esprits. A Naples, sous une apparence de tranquillité, se préparait un affreux avenir. Des troupes étaient dirigées sur les frontières du pape. Naples cherchait à s'étendre, et voulait sa part dans le trafic des états. Elle demandait avec instance aux Français, Fermo et Ancône en Italie, Corfou, Céphalonie et Zante en Grèce. Ces réclamations excitaient la gaîté du directoire et de Buonaparte, plus habitués à renverser les petits états qu'à les agrandir. Concluons du moins de là, que la soif du bien d'autrui n'était plus seulement chez les républiques, et qu'elle avait déjà passé dans les monarchies.

En Valteline, province soumise aux Grisons, on ne s'en tint pas aux discours, aux projets et aux vœux. Le peuple y prit les armes, déclarant qu'il voulait faire partie de la république cisalpine. Il y eut même du sang de répandu. Les Grisons et les Valtelins convinrent de s'en rapporter à la France. Buonaparte décida, attendu que les députés des Grisons ne comparurent pas, que la Valteline faisait désormais partie de la Cisalpine. A ce moyen, Chiavenna, Sondrio, Morbegno, Tirano et Bormio, principales villes de cette vallée, furent soustraites, avec tout leur territoire, à la domination d'une nation germanique, et incorporées à une nation italienne. A ce moyen encore,

les républicains de France s'ouvraient une route au cœur même de l'Helvétie : immense avantage pour l'accomplissement de leurs futurs desseins.

Cependant, si Buonaparte aimait les discours des patriotes lorsqu'il voulait soulever les gouvernemens étrangers, il les écouta moins complaisamment quand il s'agit de fonder un gouvernement à lui. Il savait très bien qu'on ne régit pas les peuples avec de vaines paroles, et s'attachait à donner à la Cisalpine une constitution régulière. Jusqu'alors, la Lombardie n'avait obéi qu'à une administration générale, soumise elle-même, non seulement à Buonaparte, mais encore au premier commissaire ou commandant subalterne. Il serait trop long d'ailleurs de rapporter ici toutes ses concessions. Cette administration ne dominait pas les circonstances, elle était au contraire dominée par elles. En effet, qu'elle comprimât les démocrates, c'était s'entacher d'aristocratie; qu'elle ne leur imposât aucun frein, c'était renoncer à une partie de ses pouvoirs, et ouvrir un champ à la licence. Dans chaque ville, les commandans étrangers se conduisaient comme ils l'entendaient bien, avec plus ou moins de sévérité, selon que leurs opinions se trouvaient plus ou moins déréglées. Le gouvernement n'était donc ni civil, ni libéral, ni commun à tous; c'était un régime incohérent, difforme et arbitraire. Aussi, imposer des contributions de toute espèce, pour

remplir la caisse de l'armée de Buonaparte, donner des gratifications aux généraux et aux officiers, c'était à peu près là que se réduisaient les fonctions de l'administration générale. La haine des peuples fut aussi tout le fruit qu'elle en retira. Accoutumé à se défaire des agens devenus odieux à son service, Buonaparte résolut d'opérer un changement. Il lui importait d'ailleurs beaucoup que la Cisalpine fût un état de sa création, reconnu par les puissances européennes, et que le provisoire y fût définitivement remplacé par un pouvoir durable et légalement constitué, autant que les circonstances le permettraient. C'est pourquoi, après avoir fait consacrer l'existence de la Cisalpine à Léoben, il voulut l'organiser et lui donner des lois à Montebello. D'abord, il créa un comité de dix personnes, renommées pour la sagesse et les mœurs, et le chargea de rédiger un projet de constitution. Ce comité fut composé de cinq Milanais, d'un Crémonais, d'un Régien, d'un Modenois, d'un Bergamasque, et d'un Tyrolien depuis long-temps professeur à Pavie. C'était le père Grégoire Fontana, homme prodigieux par la profondeur et l'étendue de ses connaissances, et sans aucun doute, le plus érudit parmi les plus savans. Exempt d'ambition, il n'aimait pas à se mêler de politique; mais Buonaparte le recherchait par amour-propre et à dessein, voulant que les noms les plus célèbres fussent

pour lui comme autant de degrés vers l'élévation qu'il projetait d'atteindre. Il assistait même souvent en personne aux séances du comité. Le monde attendait avidement les fruits du génie de Buonaparte et de Fontana : ce fut un calque de la constitution française, sauf quelques modifications insignifiantes; œuvre de copistes, plutôt que d'esprits supérieurs. En vain de grands noms furent mis en avant, et ceux qui avaient été choisis pour donner au pays une bonne organisation sociale, virent ainsi leur réputation compromise. Restait à mettre la théorie en pratique. Buonaparte appela quatre Cisalpins au directoire, ce furent le duc Serbelloni, alors grand partisan des innovations; Moscati, aussi savant médecin que profond philosophe; Paradisi, auteur fameux, élégant écrivain, et mal vu de l'Autriche pour s'être trouvé avec les Régiens contre les Impériaux, dans les événemens de Monterugolo; enfin Alessandri, agent principal des troubles dans les villes vénitiennes au-delà du Mincio. Comme il était impossible d'élire aussi vite les représentans des deux conseils législatifs, Buonaparte créa quatre comités; l'un, de la constitution, composé de Fontana, Mascheroni, Longo, Oliva, Loschi et Goldaniga; le second, de jurisprudence, composé de Bazzetta, Negri, Taverna, Spannocchi, Villa et Perseguiti; le troisième, des finances, où entrèrent Melzi, Vandelli, For-

migini, Nicoli, Forni et Carissimi; le quatrième, de la guerre, dont les membres furent Visconti, Lahoz, Porta, Triulzi, Gazzari et Caleppi : tous hommes, ou du moins la plupart, plus vertueux que le siècle. Buonaparte étendit la durée de leur mandat jusqu'à la formation et l'entrée en exercice des conseils législatifs. Pour compléter la haute organisation politique de l'état, le général en chef nomma ministre de la police Porro; de la guerre, Birago; des finances, Ricci; de la justice, Luosi; des affaires étrangères, Testi. En même temps, il nomma secrétaire du directoire Sommariva.

Pour préluder à la république cisalpine, Buonaparte publia un manifeste conçu dans les termes les plus pompeux. Cette république, disait-il, a passé de longues années sous la domination autrichienne. La république française l'a enlevée à l'empire : hé bien! la France renonce à sa conquête; elle veut que la Cisalpine soit libre, indépendante, reconnue comme telle par l'Autriche, par l'Europe entière. Ce n'est point assez pour le directoire exécutif de France, d'avoir fait servir son autorité et les victoires des soldats républicains à la création, à l'affermissement de la république cisalpine, il veut encore, dans l'amour particulier qu'il lui porte, et pour la préserver des révolutions, donner au peuple cisalpin sa propre constitution, enfant chéri de la nation la plus éclairée. La liberté est le premier des biens,

les révolutions le plus grand des malheurs. Le peuple cisalpin va donc passer du gouvernement militaire au gouvernement civil; et afin que cette transition s'opère sans choc et sans discorde, le directoire exécutif a pensé qu'il devait, pour cette fois seulement, nommer les magistrats suprêmes de la nouvelle république. Cette année révolue, le peuple les désignera lui-même, conformément au texte de sa constitution. Depuis des siècles, il n'y a plus de véritables républiques en Italie: l'amour sacré de la liberté y est éteint. Le plus beau pays d'Europe gémit sous le joug étranger. C'est un devoir pour la république cisalpine de prouver au monde, par sa prudence, sa vigueur et la bonne organisation de ses armées, que la moderne Italie n'a point dégénéré de l'ancienne, et que ses enfans sont encore dignes de la liberté. En conséquence, j'ai nommé les quatre comités, le directoire et les ministres.

L'inauguration solennelle de la république cisalpine fut fixée au 9 juillet, dans le Lazaret, enceinte vaste et magnifique hors la porte Orientale. Furent appelés et assistèrent à cette pompe, qui promettait de si belles destinées, des députés de toutes les communes, de toutes les compagnies des gardes nationales, de tous les régimens au service de la république. Les jours qui précédèrent la fête, c'était dans la ville une foule, des allées et venues, une joie inexprimable. Il

semblait qu'une ère nouvelle commençât pour la noble ville de Milan et pour l'Italie. Au jour marqué, sur les neuf heures, s'ouvrit le champ de la confédération, ainsi fut appelé le Lazaret. Plus de quatre cent mille citoyens y accoururent, pleins d'empressement et d'allégresse. La fête fut annoncée par le carillon des cloches et les éclats de l'artillerie. D'innombrables drapeaux tricolores, avec le bleu ou avec le vert, flottaient au gré des vents; et les acclamations bruyantes, et les accens du délire s'élançaient jusqu'aux nues. Les démocrates étaient hors d'eux-mêmes et tenaient les discours les plus étranges : c'était véritablement une grande transition de la vie morte des Autrichiens à la vie sémillante des Français. Le superbe Milan, séjour ordinaire de la gaîté, grâce à l'heureux naturel de ses habitans, s'y abandonnait maintenant plus que jamais, et paraissait électrisé jusque dans sa base. Les directeurs firent leur entrée, revêtus d'un habit vert brodé d'argent à la cisalpine : ils étaient suivis des magistrats et des députés des villes, tous formant un spectacle magnifique. En ce moment redoublèrent les salves d'artillerie, et les applaudissemens du peuple; toutes les bannières furent déployées. L'archevêque célébra ensuite la messe, au bruit du canon tirant par intervalles. Après le sacrifice, les drapeaux furent successivement présentés à la bénédiction du prélat. Suivit un concert des plus

bruyans et pourtant mélodieux : c'étaient des hymnes, des décharges d'artillerie, des vivat républicains. Au milieu du champ, s'élevait l'autel de la patrie. Sur les côtés, on voyait des inscriptions analogues à la circonstance : au-dessus, un feu allumé, symbole de l'ardeur patriotique; au pied, des urnes, avec d'autres inscriptions, exprimant les regrets et la reconnaissance publique envers les soldats français et cisalpins morts pour la défense de la république.

Telles étaient les joyeuses solennités de la Cisalpine. Buonaparte assistait à la fête sur une estrade séparée. Vainqueur en tant de combats, fondateur de la république, il réunissait sur lui tous les regards. Ce n'était pas un faible ornement à ce spectacle que la présence des députés de Ferrare, de Bologne, de l'Émilie, de Mantoue elle-même, quoique non encore agrégée à la république. Tous venaient prendre part à une pompe, je ne dis pas extraordinaire, mais sans exemple dans leurs annales; témoignage imposant d'amour et de concorde parmi les Italiens.

Le silence s'établit alors; Serbelloni, président du directoire, se place sur un siége plus élevé, et prononce le discours suivant devant le peuple assemblé :

« Nous fûmes libres autrefois, et ce sol était « foulé par des républicains. La divergence fatale « des opinions et leur inconstance, nous fit tom-

« ber pour des siècles sous le joug étranger, et « souvent nous ne faisions que changer de ty- « rans. Rappelons-nous, ô citoyens! la longue « série des malheurs qui ne sont plus, et que le « passé nous soit une leçon pour l'avenir. Puisse « aujourd'hui disparaître, sans retour, le germe « funeste de nos divisions! Que les dénominations « odieuses, source intarissable de discordes civiles, « soient à jamais oubliées! Conservons, dans notre « reconnaissance, le souvenir éternel des bienfaits « de la république française. C'est à la valeur de « ses guerriers, c'est à leur sang répandu que nous « devons la liberté. Reconnaissance éternelle aussi « à l'immortel Buonaparte, émule de Scipion « l'Africain! Ses victoires nous arrachent à la « servitude, sa politique profonde imprime une « marche régulière à notre gouvernement régé- « néré. Pénétrons-nous bien de cette importante « vérité, que le maintien, que le salut d'une répu- « blique démocratique résident essentiellement « dans la vertu des pères, la bonne éducation des « enfans, dans les mœurs, dans le courage des ci- « toyens, dans l'uniformité des lois et la commu- « nauté des intérêts. Qu'un saint amour de la patrie « nous enflamme; jurons ensemble de vivre et de « mourir libres. Le directoire de la république « cisalpine vous donne l'exemple, et prononce le « premier son serment. »

A ces mots, le président tire son épée, et pro-

nonce à haute voix la formule. Ses collègues l'imitent en élevant leur chapeau; les députés des villes en font autant, ainsi que les officiers des régimens et le peuple lui-même tout entier. Les vivat, les cris, les acclamations, les applaudissemens de recommencer, chapeaux de voler dans les airs, enseignes de flotter au gré des vents.

Le serment prêté, le président continua ainsi :

« Le directoire maintiendra, au prix de son « sang et de sa vie, s'il est nécessaire, la constitu- « tion et les lois. Souvenez-vous, ô citoyens! sou- « venez-vous que votre patrie est celle des Curtius, « des Scévola, des Caton. Imitons, sans réserve, « ces âmes généreuses. Que nos ennemis perdent « à jamais l'espérance de nous vaincre; et que « l'Europe sache enfin que l'antique Rome se ré- « veille. »

Ici, nouveaux applaudissemens, nouvelles salves d'artillerie. Ce début promettait à la république une existence éternelle, et bientôt pour elle il n'y aura plus d'avenir. Toute la journée, courses de chars et de chevaux, concerts, bals et banquets. Le soir, superbes illuminations, soit à l'intérieur, soit au dehors du théâtre. En un mot, l'allégresse fut au comble, la solennité imposante; Milan, la splendide Milan, n'a point de rivale parmi les cités du globe, pour la pompe et la magnificence de ses fêtes.

Pour que le souvenir d'un si grand jour se con-

servât dans la postérité, le directoire décréta, en l'honneur de l'armée française, l'érection de huit pyramides quadrangulaires, dans le champ même de la confédération. Sur l'un des côtés devait être gravée une inscription, témoignage immortel de la reconnaissance et de l'amitié du peuple cisalpin envers la république française et l'armée d'Italie; sur deux autres, les noms des braves, morts dans les combats pour la patrie et la liberté de la Cisalpine. Le dernier côté était destiné à recevoir les noms de ces généreux citoyens qui, dans les batailles, et par le sacrifice de leurs jours, auraient contribué au salut et à la liberté de la république.

Néanmoins la joie des patriotes fut altérée par la suppression de la société de l'instruction publique. Ainsi l'ordonna le directoire, sous prétexte que l'existence de la société était incompatible avec l'esprit de la constitution.

Buonaparte continua d'exercer une autorité suprême dans l'organisation de la république. Il nomma les juges, les administrateurs des districts ou départemens, et ceux des communes : se réservant de choisir plus tard les membres des deux conseils, c'est-à-dire du grand-conseil ou des jeunes, et du conseil des vieillards ou des anciens.

Les peuples voisins, soumis à des gouvernemens faibles, temporaires ou anarchiques, voyant l'organisation mieux entendue et plus heureuse introduite dans la Cisalpine, séduits aussi par

l'affection particulière que l'invincible général portait à cette république, se donnèrent volontairement à elle les uns après les autres. Bologne, Imola, Ferrare, furent les premières à en manifester le désir : plus ardentes les deux dernières, par rivalité à l'égard de Bologne; moins empressée celle-ci, par le souvenir de son ancienne supériorité. La junte bolognèse fut même un moment indécise; mais telles furent les menées des patriotes les plus exaltés et des Cisalpins, que toute résistance de la junte fut vaincue et qu'elle se réunit enfin à cette république chérie : adhésion précieuse, attendu l'importance de cette ville, remplie de braves et généreux citoyens. Les légations réunies, Buonaparte s'occupa du choix d'un cinquième directeur. Il nomma Costabili Containi de Ferrare.

Ce qui contribua surtout à la grandeur de la Cisalpine, ce fut l'accession de Brescia, l'une des cités les plus fortes et les plus considérables de la Terre-Ferme vénitienne. Fenaroli, natif de cette ville, fut nommé président du grand-conseil. Fenaroli avait joué le principal rôle dans les derniers événemens de Brescia, et montrait beaucoup d'ardeur pour le nouvel ordre de choses.

Quant à Mantoue, son sort n'étant pas encore fixé, elle hésitait, incertaine sur le parti qu'elle avait à prendre; mais à peine le traité de Campo-Formio vint-il lui apprendre que l'empereur renonçait à sa souveraineté sur elle, qu'elle se joignit

sans délai à la Cisalpine. Ensuite, les Cisalpins ayant fait une irruption dans le pays de Plaisance, au-delà du Pô, les peuples de cette contrée consentirent sans peine à faire corps avec la république.

Le nouvel état ainsi agrandi, Buonaparte le divisa en vingt départemens qu'il désigna par les noms suivans : département de l'Olona, chef-lieu Milan ; du Tésin, chef-lieu Pavie ; du Lario, chef-lieu Côme ; du Verbano, chef-lieu Varese ; de la Montagne, chef-lieu Lecco ; du Serio, chef-lieu Bergame ; de l'Adda et Oglio, chef-lieu Sondrio ; du Mela, chef-lieu Brescia ; du Benaco, chef-lieu Desenzano ; du Mincio, chef-lieu Mantoue ; de l'Adda, chef-lieu Lodi ; du Crostolo, chef-lieu Reggio ; du Panaro, chef-lieu Modène ; des Alpes-Apuanes, chef-lieu Massa ; du Reno, chef-lieu Bologne ; du Pô-Supérieur, chef-lieu Cento ; du Pô-Inférieur, chef-lieu Ferrare ; du Lamone, chef-lieu Faenza ; du Rubicon, chef-lieu Rimini. De cette manière, et moins de cinq mois depuis sa création, la Cisalpine s'était accrue au point de comprendre la Lombardie autrichienne, les duchés de Mantoue, de Modène et de Reggio, Massa et Carrara, les villes de Bergame, de Brescia et de Crema avec leur territoire, la Valteline, les trois légations de Bologne, de Ferrare et de l'Émilie ; et le pays de Plaisance, au-delà du Pô. Peu de temps après, Pesaro dans la Romagne se sou-

leva et se donna à la Cisalpine. C'était ainsi que cette nouvelle république s'agrandissait aux dépens des états de Rome.

La réunion des légations à la Cisalpine n'était pas sans difficultés. Ces peuples accoutumés à vivre sous la domination de l'Église voyaient avec peine des innovations qui leur paraissaient contraires à la religion. Ces inquiétudes devinrent plus fortes et plus générales lorsqu'on exigea le serment des fonctionnaires. Ils étaient obligés de jurer obéissance inviolable à la constitution, haine éternelle à la royauté, à l'aristocratie et à l'oligarchie; de ne jamais souffrir aucun joug étranger, et de contribuer de tous leurs moyens au soutien de la liberté et de l'égalité, ainsi qu'à la conservation et à la prospérité de la république. Les autorités faisaient tous leurs efforts pour persuader au peuple que ses craintes étaient mal fondées; mais leurs exhortations produisaient peu d'effet, parce qu'on les croyait pour la plupart trop attachées aux idées nouvelles. On eut recours aux ecclésiastiques, et on s'adressa entre autres au cardinal Chiaramonti, évêque d'Imola, qui fut ensuite pape sous le nom de Pie VII, homme de mœurs irréprochables et d'une piété sincère. Son témoignage et ses persuasions devaient être d'un grand poids. Il publia en conséquence, le jour de Noël de la présente année, une homélie dans laquelle il parlait ainsi aux fidèles de son

diocèse : « La liberté, chère au ciel et à la terre, « est une des facultés de l'homme. Elle est le « pouvoir d'agir ou de n'agir pas ; mais tou« jours en conformité de la loi divine et hu« maine. Il n'use pas raisonnablement de sa li« berté celui qui s'oppose audacieusement et en « rebelle à la loi, celui qui résiste à Dieu ou à « la souveraineté temporelle, celui qui se fait « esclave du plaisir, qui s'écarte de ce qui est « honnête, qui s'adonne au vice, qui abandonne « la vertu. Le gouvernement démocratique adopté « parmi nous, mes très chers frères, n'est pas en « contradiction avec ces maximes, et ne répugne « point à l'Évangile ; il exige même toutes ces « vertus sublimes qu'on n'apprend qu'à l'école de « Jésus-Christ, et qui, si elles sont pratiquées « religieusement par vous, feront votre bonheur, « la gloire et la splendeur de votre république. »

Après un éloge très animé des vertus des anciens Romains, le cardinal continuait ainsi : « Si « les vertus morales donnèrent tant de lustre à « la liberté romaine, combien ne devons-nous pas « croire la vertu plus nécessaire dans la démocra« tie actuelle, nous que le Verbe de Dieu a sanc« tifiés, nous à qui il a fait connaître la vérité, « nous qu'il a tirés de l'humiliation d'adorer de « fausses divinités.... Les vertus morales, qui ne « sont autre chose que l'ordre établi par l'amour « éternel, nous rendront bons démocrates ; elles

« nous feront aimer cette démocratie véritable qui « ne désire que le bonheur de tous, qui est éloi- « gnée de la haine, de l'infidélité, de l'ambition, « qui ne manque pas plus à ses devoirs qu'elle ne « s'arroge les droits d'autrui. Ces vertus conser- « veront au milieu de nous cette égalité bien en- « tendue qui, nous montrant la loi égale pour « tous, soit qu'elle protége, soit qu'elle punisse, « nous trace en même temps, en présence de la « loi divine et humaine, les devoirs que chacun « doit remplir, dans la démocratie, envers Dieu, « envers soi-même et ses semblables. »

« Mais l'accomplissement des devoirs de l'homme « ne dépend pas seulement des vertus morales; « l'égalité, qui forme l'harmonie et le bonheur « de la société, exige d'autres ressorts pour son « existence et son perfectionnement. L'Évangile « de Jésus-Christ nous fut donné comme un code « destiné à rendre les hommes vraiment parfaits, « même en société, et pour bien organiser cette « égalité à qui nous devrons le bonheur pendant « notre carrière mortelle, et encore plus dans cette « vie éternelle à laquelle nous aspirons. L'histoire « de la philosophie nous fait apercevoir l'insuffi- « sance du moyen, l'histoire de l'Évangile nous « en démontre le complément et l'exécution....

« Vous voyez par là combien les préceptes de « l'Évangile, les traditions des apôtres, les maxi- « mes de ces grands philosophes, les pères et les

« docteurs de l'Église, concourent au maintien « de la paix, à la véritable grandeur de l'état dé- « mocratique, à rendre les hommes meilleurs, à « en former pour ainsi dire autant de héros d'hu- « milité, de prudence dans le maniement des af- « faires publiques, de charité fraternelle en Jésus- « Christ.... Le glorieux objet de notre démocratie « doit être d'établir la plus grande union possible « de sentimens, de cœurs, de forces physiques et « morales, pour qu'il en résulte une douce frater- « nité parmi nous.

« Voilà, mes très chers frères, une faible idée « des préceptes évangéliques. Vous voyez combien « ils doivent contribuer à élever l'homme au plus « haut degré de vertu possible, à fonder l'égalité ci- « vile, à faire régner une liberté bien entendue, à « cimenter en un mot cette heureuse alliance d'a- « mour et de paix, l'essence et l'honneur de la dé- « mocratie. Peut-être suffit-il d'une vertu commune « pour le bonheur durable des autres gouverne- « mens; mais, dans la démocratie, efforcez-vous « d'atteindre le plus haut degré de vertu, et vous « serez de véritables démocrates; étudiez et exé- « cutez l'Évangile, et vous serez la joie de la répu- « blique.... Que la religion catholique soit l'objet « le plus précieux de votre attachement, de votre « dévotion, de tous vos sentimens! Ne croyez pas « qu'elle s'oppose à la forme du gouvernement « démocratique. Dans cet état, en vivant dans

« l'union avec votre divin Sauveur, vous pouvez « concevoir une juste espérance de votre salut « éternel, vous pouvez opérer votre bonheur tem- « porel, celui de vos semblables, la gloire des au- « torités constituées et celle de la république elle- « même.... Oui, mes chers frères, soyez bons « chrétiens et vous serez excellens démocrates. » L'onction de ce langage, la dignité imposante du pontife, le respect qu'inspiraient ses vertus, calmaient les esprits, adoucissaient les cœurs et favorisaient le développement de la nouvelle république.

L'organisation de la Cisalpine terminée, il ne restait plus qu'à la faire reconnaître solennellement, par les puissances amies de la France, en qualité de puissance européenne. Buonaparte y employa tous ses efforts : tenant à honneur, non seulement de voir vivre un état créé par lui, mais encore de donner à cet état une véritable consistance politique. Ici, le moyen le plus facile était aussi le plus efficace, et il suffisait que la France reconnût la première sa fille aînée, comme on appelait la Cisalpine. Dans ce but, le directoire cisalpin nomma son ambassadeur à Paris, Visconti, ancien membre de l'administration générale de Lombardie, et que Buonaparte affectionnait particulièrement. Lui trouvant néanmoins trop d'ardeur pour les opinions modernes, il ne l'avait appelé, ni au directoire, ni au nombre des magistrats

subalternes; mais il ne paraissait plus possible que Visconti rentrât dans la classe des simples citoyens.

L'ambassadeur fut très bien reçu à Paris, et entendu en audience publique, le 27 août, devant tous les ministres français et les ambassadeurs des puissances alliées. Visconti parla, en termes magnifiques, des bienfaits de la France et de la reconnaissance de la Cisalpine. Le premier, l'unique désir des Cisalpins, disait-il, c'est de se montrer dignes de l'illustre nation française. Elle ne peut avoir d'amis plus affectionnés, plus fidèles. Nous sommes unis par le genre de vie, par les mêmes intérêts; que notre félicité aussi soit commune! Français, nous ne pouvons, nous ne voulons être heureux que du bonheur des Français. Déjà les glorieuses victoires de Buonaparte ont donné à la république cisalpine le repos et la paix. La Cisalpine désire que la France elle-même jouisse de cette paix, goûte cette félicité qu'elle a droit d'attendre de ses triomphes et de sa constitution sublime. Ainsi parlait en français Visconti. Son discours parut ensuite dans les journaux du temps, traduit en italien détestable. La réponse du président ne fut ni moins pompeuse, ni moins ampoulée, selon l'usage du temps. La création de la république cisalpine et son amitié, disait-il, sont agréables à la république française. La Cisalpine peut compter sur de longues années de bonheur et

de liberté. Après quoi, le président parla des vipères qui mordaient Buonaparte; puis du masque, porté d'abord, déposé ensuite par les ennemis des deux républiques. Le directoire n'ignore pas, ajoutait-il, que ces hommes, remplis de fiel et de perfidie, veulent anéantir la liberté sur la terre; mais la France est saine, elle est forte, et le devient chaque jour davantage, entourée, comme d'une ceinture, par des peuples libres, gouvernés par des lois en harmonie avec les siennes. Ensuite le président parla de douceur et de modération, non pas celles des âmes viles et craintives, mais celles des cœurs nobles et généreux. Non, s'écriait-il, immortels guerriers, vous n'aurez point opéré tant de prodiges, vous n'aurez point acquis tant de gloire pour n'en pas laisser en Italie un témoin vivant et durable dans l'existence d'un peuple libre, dans le salut d'un fidèle allié de votre patrie! Non, peuples de la Cisalpine, vous n'aurez point savouré les premiers fruits de l'indépendance, pour retomber encore dans la servitude! Vos destinées ne seront point telles que le prétendent, dans leurs discours imposteurs, les ennemis de la liberté. Le perfide serpent brisera ses dents sur la lime, et le pygmée ne renversera point l'œuvre du géant. En Italie sont encore nos armées victorieuses, nos braves généraux, et l'invincible Buonaparte ami de la Cisalpine; le directoire emploiera tous ses efforts à fonder la liberté de cette république, en

dépit des conjurations et de la calomnie. Rassurez-vous donc, Cisalpins; reposez-vous sur la force et la loyauté de la nation française, sur la valeur de ses armées, sur la droiture et la constance du directoire. Ses vœux les plus ardens sont pour le bonheur et la liberté de la Cisalpine.

Ce discours menaçant était particulièrement dirigé contre l'Autriche. Cette puissance, en effet, depuis que Buonaparte avait retiré son armée, et qu'elle avait recruté les siennes, montrait moins d'empressement à conclure la paix alors en négociation. Déjà même, elle élevait des prétentions qui paraissaient exorbitantes, surtout celle de rentrer en possession de Mantoue.

Ce langage résolu était bien fait pour épouvanter les états moins puissans, qui déjà enchaînés par la république française, ou tout-à-fait dans sa dépendance, n'avaient d'autre parti à prendre que celui d'obéir. Aussi les rois d'Espagne, de Naples et de Sardaigne, le grand-duc de Toscane, la république ligurienne et le duc de Parme, n'hésitèrent-ils pas à envoyer à Milan des ambassadeurs, des ministres, et autres agens de cette nature, afin de se ménager la bienveillance d'un état, l'objet des plus tendres affections de Buonaparte. Ils avaient encore un autre but, celui d'épier, au milieu de tant de craintes et de défiances, ce qui pourrait arriver à Milan, soit en faveur, soit au préjudice de leurs propres états; car c'était à

Milan que se déroulaient alors les destinées des gouvernemens italiens; et voilà pourquoi les patriotes s'écriaient que ces ministres étaient autant d'espions et de suborneurs. Ils les déchiraient dans leurs écrits, les insultaient en face, les maltraitaient même quelquefois dans leur personne : excès que rien ne saurait excuser. Les nombreux émigrés italiens, rassemblés à Milan, se montraient les moins modérés. En vain Buonaparte cherchait à les contenir. Chassés d'un côté, ils reparaissaient d'un autre en plus grand nombre. Point de tranquillité possible avec eux. Introduits devant le directoire cisalpin, les ministres étrangers portèrent des paroles de paix et d'amitié; langage auquel, selon la coutume, et moins encore que de coutume, ne croyaient ni ceux qui le tenaient, ni ceux à qui il était adressé. C'est ainsi qu'on se tendait réciproquement des piéges, où personne ne se laissait prendre, parce que chacun savait fort bien à quoi s'en tenir à cet égard.

Le pape hésitait à envoyer un ministre; il lui semblait que les Cisalpins avaient porté la faux dans la moisson de l'Église; mais Buonaparte prononça quelques mots : les Cisalpins s'emparèrent d'assaut de la forteresse de San-Leo, menacèrent de porter leurs armes plus avant, de se faire précéder de manifestes plus dangereux encore, et le pape ne se fit pas prier davantage. Quant à l'Autriche, persuadée qu'il était de sa dignité d'at-

tendre, elle ne se pressait point d'accréditer un ambassadeur; prétextant, et elle avait raison, que la Cisalpine, encore bien que légalement constituée et organisée en république, n'était cependant point encore un état libre et indépendant, puisque ses forteresses demeuraient toujours au pouvoir des Français; puisque les commandans français, de leur autorité privée, publiaient dans toutes les villes de la république, même dans Milan sa capitale, des arrêtés et des manifestes, tandis que les magistrats cisalpins ne rendaient aucun décret, ne publiaient aucun manifeste que sur le vu et l'approbation des commandans français.

Les ministres des puissances étrangères reconnus à Milan, le directoire cisalpin envoya de son côté des agens diplomatiques auprès de ces puissances, et leur donna les mêmes instructions, c'est-à-dire qu'ils devaient faire de beaux discours et sonder l'état du pays. C'est ainsi que Turin, Naples, Rome, Florence, Gênes et Parme, reçurent des ambassadeurs cisalpins. Cette république ne se trompa point dans le choix de ses agens : c'étaient pour la plupart des jeunes gens pleins de vivacité et d'ardeur pour les opinions du jour, peu prudens peut-être, mais habiles néanmoins, et d'une activité infatigable. L'agrégation de tant de provinces avait donné une nouvelle force au projet de l'union italienne. Les ministres cisalpins poussaient à ce projet, et le préconisaient

de tous leurs moyens dans les états auprès desquels ils résidaient. Marescalchi seul, d'une des premières familles de Bologne, et ambassadeur à Vienne, n'obtint rien de l'empereur qui n'avait pas voulu reconnaître en lui un caractère officiel. Marescalchi n'était pas homme non plus à faire des prosélytes. Il aimait une liberté douce et paisible, non une liberté inquiète et féroce; et, quoiqu'il n'eût pas infiniment de pénétration dans l'esprit, il savait cependant mesurer les choses au compas de la raison, non d'après des calculs imaginaires. Enfin il servait, moins pour servir, que pour ne point paraître disposé à refuser le service.

Le ministre de France tardait à se présenter à Milan. Ce n'était pas que le directoire ne fût l'ami de la Cisalpine; mais l'ambassadeur devait arriver avec beaucoup de besogne préparée d'avance, comme nous le verrons bientôt.

Pour compléter l'organisation politique d'un état fondé par ses armes, Buonaparte nomma les législateurs cisalpins : cent soixante pour le grand-conseil, quatre-vingts pour le conseil des anciens. Parmi les élus, figuraient avec éclat des hommes renommés par leur savoir, l'ancienneté de leur maison, leurs richesses et leur amour de la liberté. On y voyait Quadrio, Giovio, Melzi, Birago, Cicognara, Compagnoni, Savoldi, Cagnoli, Monga, Venturi, Lamberti, Polfranceschi, Martinengo, Fenaroli, Lecchi, Lattanzi, le juif Colonia, Arese,

Reina, Beccaria, Somaglia, Bossi, Castiglione, Tassoni, Cavedoni, Aldini, Guglielmini, Aldrovandi, Mascheroni, Mangili, Bellisomi, Malaspina, Alpruni, Fontana, Scarpa, trois professeurs célèbres de Pavie, Castelbarco et Pallavicini.

A ces hommes distingués, Buonaparte ajouta François Gianni, jeune Romain doué d'un génie poétique admirable, et le chantre favori de ses exploits. Mais la république cisalpine considérant, c'était le texte de la loi, que le citoyen François Gianni avait surtout employé ses talens pour la poésie à célébrer la liberté italienne et les victoires de l'armée française, ce qui avait puissamment contribué à l'amélioration de l'esprit public, lui accorda par une loi expresse et solennelle, des lettres de naturalité.

Les conseils assemblés épousèrent avec ardeur les opinions des démocrates les plus prononcés. Naturellement disposé à comprimer de pareils élans, Buonaparte ne les voyait pas d'un œil favorable; mais ils lui plaisaient sous ce rapport, qu'ils pouvaient inquiéter l'Autriche dont les idées paraissaient changer de direction.

La Cisalpine ainsi organisée, le vainqueur fit ses adieux à la république, dans la proclamation suivante :

« A compter du 21 novembre, votre constitu-
« tion se trouvera en pleine activité. Votre direc-
« toire, votre corps législatif, votre tribunal de

« cassation, les autres administrations subalternes,
« se trouveront organisés. Vous êtes le premier
« exemple, dans l'histoire, d'un peuple qui de-
« vient libre sans factions, sans révolution, sans
« déchiremens. Nous vous avons donné la liberté,
« sachez la conserver. Vous êtes, après la France,
« la république la plus populeuse, la plus riche.
« Votre position vous appelle à jouer un grand
« rôle dans les affaires de l'Europe. Pour être
« dignes de votre destinée, ne faites que des lois
« sages et modérées, faites-les exécuter avec force
« et énergie. Favorisez la propagation des lumiè-
« res, et respectez la religion. Composez vos ba-
« taillons, non pas de gens sans aveu, mais de
« citoyens qui se nourrissent des principes de la
« république, et immédiatement attachés à sa pro-
« spérité. Vous avez, en général, besoin de vous
« pénétrer du sentiment de votre force, et de la
« dignité qui convient à l'homme libre. Divisés,
« et pliés depuis tant d'années à la tyrannie, vous
« n'eussiez pas conquis votre liberté; mais, sous
« peu d'années, fussiez-vous abandonnés à vous-
« mêmes, aucune puissance ne sera assez forte
« pour vous l'ôter. Jusqu'alors, la grande nation
« vous protégera contre les attaques de vos voi-
« sins; son système politique sera réuni au vôtre.
« Si le peuple romain eût fait de sa force le même
« usage que le peuple français, les aigles romaines
« seraient encore sur le Capitole, et dix-huit siècles

« d'esclavage et de tyrannie n'auraient pas dés-
« honoré l'espèce humaine. Pour consolider votre « liberté, et dans l'unique vue de votre bonheur, « j'ai entrepris un travail que l'ambition et l'amour « du pouvoir ont seuls fait faire jusqu'ici. J'ai « nommé à toutes les places; peut-être aurai-je in- « volontairement oublié l'homme probe, et donné « la préférence à l'intrigant, j'y étais exposé; mais « il y avait de plus grands inconvéniens à vous « laisser faire ces premières nominations, vous « n'étiez pas encore organisés. Je vous quitte sous « peu de jours : les ordres de mon gouvernement, « et un danger imminent que courrait la répu- « blique cisalpine, me rappelleront seuls au mi- « lieu de vous. Mais, dans quelque lieu que le ser- « vice de ma patrie m'appelle, comptez sur le « vif intérêt que je prendrai toujours au bonheur « et à la gloire de votre république. »

Ce langage échauffa singulièrement les esprits; il semblait vraiment qu'une ère nouvelle se levât, que de nouveaux destins commençassent. C'était là l'œuvre ostensible de Buonaparte; mais il nourrissait en secret des projets non moins élevés et même d'une plus haute importance. Quatre grands objets se partageaient alors l'attention du monde : la gloire étincelante de Buonaparte; la crainte chez les rois, que cette république française ne vînt un jour à renverser tous les trônes; le gouvernement républicain lui-même, fondé chez un peuple dont

le caractère est incompatible avec la république; enfin une maison de Bourbon, exilée à la vérité, mais qui avait laissé en France des racines d'autant plus vigoureuses et plus profondes, que cette république s'était montrée plus désordonnée et plus cruelle. C'était donc un désir partagé, et au dedans de la France par un certain nombre d'hommes sages, et à l'extérieur par tous les princes, que la république fût renversée, et l'ancien régime rétabli avec les Bourbons, autant que le permettraient les intérêts nouveaux. Et comme ce but n'avait pu être atteint, ni par les armes vendéennes, ni par la ligue de l'Europe conjurée, attendu que la France avait trouvé dans sa force et dans son courage les moyens de repousser les attaques de l'étranger, on pensa que les pratiques secrètes, les promesses, la corruption et les flatteries pourraient amener un résultat plus heureux. Dans ce but, et à l'aide de ces moyens, on s'était attaché avec beaucoup de succès, à faire tomber les nouvelles élections aux conseils législatifs, sur des hommes plus amis de la monarchie des Bourbons que de la république. Ensuite, comme dans tout mouvement politique, il faut un chef d'une réputation illustre, on avait nommé membre du conseil des cinq cents le général Pichegru, capitaine fameux par ses victoires en Allemagne et en Hollande. Il comptait dans son parti beaucoup de personnages célèbres, soit dans la guerre,

soit dans les sciences, soit par de grandes actions dans la révolution politique de France. Des intelligences existaient jusque dans le directoire. Barthélemi favorisait le projet, et par penchant naturel, et par opinion : ses vœux s'étendaient à la personne des Bourbons, son ambassade en Suisse en avait donné la preuve. Il paraît aussi que Carnot le favorisait de son côté, soit qu'il voulût la monarchie des Bourbons, ce qui est douteux; soit que, doué d'une grande pénétration d'esprit, il méditât seulement de ramener cette république effrénée et anarchique à des règles plus sévères et plus sûres, après en avoir écarté les hommes les plus turbulens. Les initiés cachaient peu leurs desseins; ils vinrent à la connaissance de trois directeurs, qui, ne faisant point partie du complot, se mirent en devoir de le faire avorter, parce qu'ils aimaient la république et redoutaient la monarchie. Il est cependant de notre devoir de rapporter que des négociations secrètes avaient été entamées à cette époque entre Barras, l'un des trois, et quelques agens de Louis XVIII. Barras s'engageait à favoriser la restauration des Bourbons, sous condition de l'oubli du passé, et sur la promesse d'une récompense en argent; mais nous devons remarquer avec la même sincérité que, bien qu'il soit vrai que ces négociations aient existé, Barras repoussa, dans les termes les plus énergiques, l'accusation d'avoir voulu changer la forme

du gouvernement qui existait alors; il affirma qu'il n'avait prêté l'oreille aux agens des Bourbons, que dans le seul but de connaître et de faire échouer leurs desseins, et de les attirer eux-mêmes en quelque endroit où ils pussent être arrêtés. Il déclara de plus, dans un écrit imprimé, qu'il était entré dans ce manége d'après le consentement formel de ses collègues du directoire, auxquels, à cette fin, il avait communiqué les ouvertures qui lui avaient été faites. Cette allégation acquiert un certain degré de vraisemblance, si l'on considère qu'il l'a publiée à une époque où il lui eût été utile de déclarer le contraire, et qu'il a invoqué le témoignage des ministres du temps, celui de ses collègues du directoire, ainsi que les registres secrets de cette autorité suprême de la république. Il assura que sur ces registres se trouvait cousigné un arrêté qui l'autorisait à suivre ces négociations. Quoi qu'il en soit, l'armée d'Italie fixait alors tous les regards; tout ce qui venait d'elle inspirait l'enthousiasme ou la terreur, selon les opinions et les vœux. Les ennemis du changement projeté pensaient donc que l'armée d'Italie se prononcerait la première contre son exécution. En cela Buonaparte montrait plus d'empressement que personne, à cause de sa rivalité avec Pichegru; prévoyant, dans l'élévation du vainqueur de la Hollande, la dépression du vainqueur de l'Italie. Par tous ces motifs, sortirent des différentes divi-

sions de l'armée d'Italie d'horribles menaces contre les prétendus ennemis de la liberté, contre les royalistes et les adversaires de la constitution. On parlait de venir en France avec des armes victorieuses pour châtier les rebelles. On faisait un tableau pathétique des conjurations ourdies au sein de la patrie, contre la liberté, pendant que les soldats défendaient la liberté et la patrie au prix de leur sang et à travers d'innombrables dangers. Non, s'écriaient ces républicains, ce ne sera pas en vain que nous aurons versé notre sang, livré tant de batailles, obtenu tant de glorieux triomphes. Vainqueurs de la puissante Autriche, nous écraserons, nous anéantirons sans peine quelques bandes de factieux. Que les soldats d'Italie se montrent seulement au-delà des Alpes, ces lâches conspirateurs vont fuir épouvantés. Le gouvernement peut être certain que l'armée d'Italie aime la liberté autant que la gloire : elle saura déployer, pour la défense de l'une, toute la constance, toute la valeur qui lui ont mérité l'autre. Nous viendrons, nous verrons, nous vaincrons même sans combat.

Rassuré par ces démonstrations, et certain d'être appuyé, le directoire en vint au coup d'état qui rendit si fameux le 18 fructidor an V de la république, ou le 4 septembre 1797. Barthélemi, Pichegru et les autres chefs de la conjuration furent arrêtés et exilés dans des régions lointaines et

pestilentielles. Quelques uns, parmi lesquels se trouve Carnot, échappèrent à toutes les recherches, et trouvèrent en pays étranger un asile contre ceux qui en voulaient à leur liberté et à leurs jours. Au moyen de ce grand mouvement, le directoire exclut de son sein les dissidens, y appela des hommes de son opinion, se rendit maître des circonstances, et fortifia son pouvoir. La république se consolidait en apparence sur ses bases.

La tentative n'ayant pas réussi, les confédérés, surtout l'Autriche qui se trouvait plus près de l'incendie, et qui connaissait mieux Buonaparte, depuis ses derniers rapports avec lui, prirent une autre route pour parvenir à la destruction de cette république, objet de leurs inquiétudes. La paix se négociait à cette époque avec l'Autriche. Ses agens abordèrent Buonaparte en lui disant : Jetez les yeux sur les malheurs de l'Europe, sur ceux de votre propre patrie. Voyez une république qui ne doit sa naissance qu'à la hache des bourreaux, sa conservation qu'à la baïonnette du soldat. Voyez-la protéger le crime et persécuter la vertu. Vous-même, n'espérez pas échapper à la haine des républicains. N'en doutez pas, plus il y a de gloire dans vos actions, de magnificence dans vos bienfaits, plus il y aura d'atrocité dans la fin qu'on vous prépare. Réflé-

chissez à l'inexorabilité des rivalités républicaines. Songez que la reconnaissance des républiques fut toujours l'ingratitude. Si la haute réputation des citoyens suffit en France pour les perdre, quel sera le sort du plus illustre de tous les Français? Rappelez-vous les dernières trames ourdies contre vous, les plaintes du directoire, sa haine même toute prête à éclater, malgré le besoin qu'il éprouve encore de vos talens militaires. Que serait-ce donc, si la paix venait à se conclure? Seriez-vous né pour devenir l'instrument de factieux et de pervers, pour servir l'ambition d'avocats et de notaires obscurs? Est-ce donc avec des cris et des échafauds que se régissent les états? Regardez autour de vous, sondez votre cœur, comparez-vous à ces hommes, et dites alors : ma gloire est unique dans les fastes du monde, je dois me proposer un but unique aussi bien que ma gloire. Général, vous avez déployé une tactique encore inconnue; homme d'état, vous devez suivre des voies politiques non frayées. C'est l'Europe entière qui vous en convie, l'Europe couverte de sang et de débris; c'est la malheureuse humanité, victime de promesses fallacieuses, écrasée sous le poids des forfaits. Vous le voyez vous-même, et vous en êtes convenu plus d'une fois, la république est impossible en France. Pourquoi donc balancer? à quoi bon les délais? L'Europe infortunée, la France, plus infortunée encore, réclament de vous d'autres

destins. Elles vous demandent la restauration de l'antique monarchie des Bourbons, le rétablissement de tous les droits européens. Trop longtemps ont régné la violence, l'usurpation et l'anarchie. Il vous est réservé d'étouffer ces nouveaux monstres. Déployez l'étendard des Bourbons, vous serez appuyé en France, au premier moment favorable, par tous les bons citoyens, tous les mécontens, toutes les victimes déplorables de la tyrannie présente, par l'Europe entière que séduira la grandeur de l'entreprise, et l'espérance si douce de voir finir tant de calamités. Oui, comptez sur la coopération de toutes les puissances, de l'Autriche la première, et de la Russie, qui a donné jusqu'ici tant de preuves de l'intérêt qu'elle porte aux Bourbons. Parler de récompenses à celui qui s'est couvert de plus de gloire qu'aucun autre homme n'en acquit jamais, à celui qui seul peut encore accroître sa renommée par une grande action civile, ce serait une superfluité, peut-être même une injure. Désirez-vous, néanmoins, des honneurs individuels, de hautes fonctions publiques? la reconnaissance préviendra vos vœux et surpassera vos désirs. Mettez-vous donc à la tête des affaires de France. Les princes vous y aideront, pourvu que vous promettiez d'en remettre la direction à l'antique et légitime souverain. C'est une œuvre unique, et Buonaparte seul peut l'accomplir. L'influence divine est évidemment intervenue

dans votre gloire et dans vos triomphes; répondez par des faits à l'appel de la Providence.

Ce langage plaisait à l'orgueilleux Buonaparte; mais Buonaparte prenait aussi peu d'intérêt aux Bourbons qu'à la république. Le bonheur ou le malheur des hommes ne le touchait pas davantage. Cependant il s'aperçut, au premier abord, et avec la rapidité ordinaire de son esprit, que ces offres nouvelles pouvaient lui ouvrir une route vers les sommets que son ambition brûlait d'atteindre. Il se montra donc disposé à faire ce qu'on attendait de lui, se proposant de profiter du consentement et de la coopération des princes pour arriver au suprême pouvoir en France; mais bien décidé, une fois qu'il y serait parvenu, à ne pas s'en dessaisir en faveur des Bourbons, à le garder pour lui-même, au contraire, à s'y maintenir fortement, à étendre même sa puissance. Les annales du monde n'offrent pas d'exemple d'une aussi grande déception.

Quelques personnes prétendent que le directeur Barras avait des intentions favorables au retour des Bourbons, dès le moment où il fit nommer Buonaparte général en chef de l'armée d'Italie, et que cette nomination n'avait même pas d'autre but. Il espérait, à les entendre, que ce jeune Corse, dans lequel il avait aperçu un génie capable des entreprises les plus difficiles, et un caractère opposé aux gouvernemens populaires,

l'aurait secondé dans l'exécution de son dessein. Les publications faites par les agens des Bourbons donnent quelque poids à cette opinion, et celles de Barras la contredisent. Nous avons rapporté les unes et les autres, pour mettre le lecteur à même de former ses conjectures sur un objet aussi compliqué qu'il est important.

Après avoir donné des espérances aux confédérés, et être convenu avec eux de rétablir en France l'antique gouvernement des Bourbons, sujet de sécurité pour les princes, puisqu'il reposait sur les principes de leurs propres gouvernemens, Buonaparte voulut leur donner un témoignage authentique de sa loyauté. Il avait fait arrêter, contre le droit des gens, à Trieste, et conduire avec de grandes précautions dans le château de Milan, le comte d'Entraigues, de tous les sujets de Louis XVIII le plus fidèle et le plus dévoué. Il n'était bruit dans les journaux que de l'arrestation du comte. Ils en parlaient comme d'une circonstance du plus haut intérêt pour le salut de la république. On trouva sur lui des papiers qui faisaient connaître les plans de Pichegru et des autres royalistes. S'il eût fallu s'en rapporter à un interrogatoire rigoureux subi par le comte, il aurait existé bien d'autres projets en faveur des Bourbons contre la république; mais le comte protesta constamment contre le procès-verbal de cet interrogatoire. Telle était la violence de ces temps, que sans

certaines arrière-pensées, Buonaparte eût immédiatement livré le comte à un conseil militaire, ou du moins l'eût envoyé en France, au-devant de l'échafaud ou d'une prison perpétuelle. Mais au moment où chacun s'attendait à voir le comte frappé du dernier supplice, on apprit, non sans étonnement, que Buonaparte avait donné ordre à Berthier de faire préparer un appartement commode dans le château de Milan pour le prisonnier, et d'en permettre l'entrée à la comtesse son épouse. Il ordonna en outre que si le château n'offrait point de logement convenable, on laissât le comte demeurer en ville, sous bonne garde, et qu'on lui rendît tous ses papiers, excepté ceux qui traitaient d'affaires politiques, c'est-à-dire de la conjuration de Pichegru. L'étonnement devint stupeur pour ceux qui ne connaissaient pas le fond des choses, quand on sut que le comte s'était échappé du château et se trouvait déjà en sûreté sur les terres de l'empereur de Russie, Paul, qui venait de succéder à sa mère Catherine. La vérité, c'est que Buonaparte, jaloux de donner aux alliés une preuve de sa sincérité, et voulant confier le secret des négociations qui avaient eu lieu à Montebello, à un agent sûr de la Russie et de Louis XVIII, avait ménagé l'évasion de d'Entraigues, chargé par lui de porter à l'empereur Paul son consentement et ses promesses. En effet, aussitôt après la réception de cette nouvelle, le gouvernement de

Russie se radoucit singulièrement à l'égard de la France. En même temps, les négociations d'Udine et de Montebello devenaient plus faciles, et paraissaient tirer à leur fin. Les princes s'imaginaient, en facilitant à Buonaparte les voies vers la suprême puissance, le mettre seulement à portée de réaliser ses promesses. Buonaparte était transporté de joie à la seule idée d'arriver au faîte du pouvoir; au point que, malgré sa réserve et sa dissimulation naturelles, il lui échappait de temps en temps certaines expressions qui révélaient ses désirs et dévoilaient ses projets. J'ai entendu raconter au jeune et candide Villetard que, se promenant un jour à Montebello avec Buonaparte et Dupuis, qui mourut général en Égypte dans la révolte du Caire, Buonaparte s'arrêtant tout à coup, leur dit : *Que penseriez-vous si je devenais roi de France?* et que Dupuis, grand républicain de profession, lui répondit : Je serais le premier à vous plonger un poignard dans le cœur. Sur quoi Buonaparte se mit à rire.

Ce n'étaient pas là les seuls indices de ce que l'on méditait. Les mœurs et les usages des cours se montraient à Montebello : audiences fastueuses d'une part, humbles de l'autre; adulations sans mesure; silence respectueux qui n'était interrompu que par les interrogations du maître; hommages rendus à ses sœurs comme à des princesses; les ministres étrangers et ceux de la Cisal-

pine reçus comme dans le palais des souverains: la royauté se décelait dans tout, il ne manquait plus que le titre. Le nom même de roi était prêt à s'échapper des lèvres des courtisans; et ils l'auraient prononcé s'ils n'eussent été retenus par l'amour ou par la crainte, mais bien plus par la crainte que par l'amour de la république. Il était clair aux yeux de tout homme habitué à porter un regard scrutateur sur l'avenir, que la nature avait donné l'instinct du commandement à Buonaparte, et qu'il en aurait usé en despote arbitraire plutôt qu'en citoyen soumis aux lois. Le ciel l'avait fait pour le siècle, et le siècle était fait pour lui.

Les engagemens secrets de Buonaparte et la nécessité, pour le directoire, de calmer par une grande mesure les ressentimens nés de la terrible révolution du 4 septembre, eurent pour effet l'aplanissement de toutes les difficultés, et la conclusion de la paix à Campo-Formio, entre la France et l'Autriche. Par ce traité, un gouvernement moderne renversait un gouvernement antique, et un gouvernement antique s'enrichissait des dépouilles d'une autre puissance antique et amie. Ainsi d'un côté, violence honteuse; de l'autre, acceptation peu honorable, à moins qu'on ne trouve, pour ce dernier cas, une excuse dans les déclamations du directoire, qui prétendait pompeusement avoir forcé l'Autriche à recevoir la

paix à quelque condition que ce fût. En outre, l'Autriche abandonnait à la discrétion de la république française, je ne dis pas le Piémont, parce qu'elle voyait peut-être une injure personnelle dans l'alliance étroite de ce royaume avec la France, après la trève de Cherasco et la paix de Paris; mais le pape et le roi de Naples, dont elle n'avait reçu aucune offense, et qui se trouvaient exposés aux plus grands dangers pour prix de leur fidélité à sa cause. On ne voit pas, en effet, que l'Autriche ait stipulé, dans le traité, aucune garantie, ni pour le pape, ni pour le roi de Naples. Le traité de Campo-Formio fut le prélude funeste de ces conventions barbares qui, pendant près de vingt années, désolèrent la malheureuse Europe, en enseignant à soulever les peuples, pour les vendre ensuite à une domination étrangère.

Il fut donc arrêté entre l'Autriche et Buonaparte, que la France conserverait les Pays-Bas; que les îles vénitiennes de l'Archipel, celles de la mer Ionienne, et toutes les possessions de Venise en Albanie, devenaient propriété de la république française; que cette république consentait à ce que l'empereur possédât en toute souveraineté Venise, l'Istrie, la Dalmatie, les îles vénitiennes de l'Adriatique, les bouches de Cattaro, les pays situés entre les états héréditaires et la première moitié du lac de Garda, la rive gauche de l'Adige jusqu'à Porto-Legnago, enfin tout le ter-

ritoire sur la rive gauche du Pô; que la république cisalpine comprendrait la Lombardie autrichienne, le Bergamasque, le Brescian, le Crémasque, les ville et forteresse de Mantoue, Peschiera, et toute la partie des états vénitiens à l'ouest et au sud de la ligne ci-dessus indiquée; que le duc de Modène recevrait un dédommagement dans le Brisgaw; enfin que les plénipotentiaires de France et d'Autriche se réuniraient à Rastadt pour y régler les intérêts de l'empire germanique.

A ces articles ostensibles on en ajouta d'autres d'une grande importance, d'après lesquels l'empereur consentait à ce que la France acquît certains domaines impériaux jusqu'au Rhin. De son côté, la France promettait à l'Autriche de l'aider à s'emparer d'une partie du cercle de Bavière, ce qui ne pouvait bien certainement s'effectuer qu'au préjudice de cet état.

Le traité de Campo-Formio fut plein de rapine et, ce qui est pis encore, de dérision. La république française, disait-on, consentait à ce que l'empereur prît possession de Venise. Ce qu'on doit penser de ces paroles, il faut le demander à l'indignation de ceux qui auront mûrement considéré s'il était possible aux Vénitiens de ne pas devenir Impériaux; et si la France eût permis qu'ils devinssent autre chose; si les généraux et les soldats de Buonaparte n'ont pas livré de leurs propres mains l'infortunée Venise, nue et désarmée, aux

mains des généraux et des soldats de l'empereur. Agir, et vouloir paraître étranger à ses propres actes, voilà ce que tout le monde qualifiera, comme moi-même, de pudeur hypocrite.

C'est pourtant de cette paix que Charles-Maurice Taleyrand disait, dans un moment d'enthousiasme : *Voilà donc une paix à la Buonaparte!* ce que chacun lui accordera sans peine. Puis, ne pouvant contenir son admiration, son amitié, son respect, sa reconnaissance, comme il disait, envers Buonaparte, car on ne sait, ajoutait-il, où s'arrêter dans cette énumération, il écrivait : *Peut-être aurons-nous quelques criailleries d'Italiens; mais c'est égal.* Langage incivil et cruel. Bien certainement, ceux qui éprouvaient les trahisons de Buonaparte et les moqueries de Taleyrand, étaient, pour la plupart, des hommes renommés par leur naissance, leurs richesses ou leurs vertus, des hommes qui, à l'instigation et sur la foi des agens de la république française, s'étaient placés dans une position telle, qu'ils ne pouvaient rester sans danger dans leur patrie subjuguée, ni échapper, dans un douloureux exil, aux insultes des auteurs de leur infortune. Une indifférence complète pour ce qu'il y a de grand, de bon et de décent, peut seule avoir inspiré des expressions si légères, quand il s'agissait d'un événement de cette importance, de la destruction de Venise, gouvernement si ancien, d'un rang si distingué, et à qui l'Europe devait en

grande partie sa civilisation, et son affranchissement de la barbarie ottomane.

Après avoir conclu le traité de Campo-Formio, organisé la Cisalpine comme il l'entendait bien, Buonaparte quitta l'Italie pour se rendre à Rastadt. Dans quel état l'avait-il trouvée, cette Italie? Dans quel état la laissait-il? C'est ce que le lecteur pourra facilement apprécier, en repassant dans sa mémoire les déplorables événemens rapportés dans les précédens Livres. Les défenses des Alpes renversées; un roi de Sardaigne devenu esclave, de libre qu'il était; une république de Gênes, autrefois indépendante, riche par son commerce, aujourd'hui désorganisée, en proie à la licence, et province tributaire des Français; un duc de Parme bercé de trompeuses espérances du côté de l'Espagne, et rançonné par d'obscurs agens; un duc de Modène, chassé d'abord, pillé ensuite; un pontife tourné en ridicule, et bientôt dépouillé; un royaume de Naples en danger, à qui la crainte avait inspiré des rigueurs; une antique république, telle que Venise, naguère l'honneur du monde, flambeau de la civilisation moderne, maintenant réduite à l'extrémité, d'abord par la ruse, ensuite par la violence; le gouvernement doux et généreux d'un Firmian, transformé en un gouvernement de fer; la Lombardie gémissant sous les exactions de soldats étrangers; et ces lieux où la jeunesse aimait à s'instruire aux leçons de la phi-

losophie sublime des Beccaria et des Verri, condamnés à ne plus retentir que des pédanteries d'un Beauvinais et d'un Prelli. Ajoutez à tout cela l'enlèvement des chefs-d'œuvre des Titien et des Raphaël; de nobles palais changés en hideuses casernes; la plus suave des langues souillée par l'alliage impur d'un jargon dégoûtant; l'adulation dans toutes les bouches, l'ambition dans toutes les têtes; les outrages réservés à la vertu, la louange prodiguée au vice; et, ce qui fut le pire de tous les maux, des hommes recommandables déshérités de leur réputation, pour avoir pris part, soit malgré eux, soit par un généreux dévouement à leur patrie, aux œuvres condamnables de cette époque. Au milieu de tant de calamités, aucune lueur d'espérance : les nouveaux gouvernemens ne pouvaient se maintenir, et personne ne prévoyait à quels autres ils devaient céder la place, parce que des deux grands fondemens de la société, la morale privée et la force publique, le premier était corrompu, le second était étranger. Si même la France ou l'Autriche eussent retiré leur bras, il eût été impossible de savoir ce qu'il en serait résulté, au point que l'indépendance eût peut-être été plus funeste que la servitude. L'Italie en était donc venue à cette extrémité, qu'elle ne pouvait être abandonnée à elle-même sans tomber dans l'anarchie, ni se maintenir avec l'étranger sans rester dans les fers. Les temps étaient bien chan-

gés, toutes les espérances évanouies. Aux bienfaits de Joseph, de Léopold, de Beccaria, de Filangieri, avaient succédé une rapine sans exemple, la tyrannie militaire, un bouleversement effroyable, et l'affreuse douleur de voir s'éloigner de nous, peut-être pour toujours, un bonheur que ces hommes généreux avaient montré de si près à nos esprits enchantés. En un mot, la belle Italie devint un théâtre de ravages; et, pour comble de maux, ceux qui la couvraient de débris et de sang, l'écrasaient encore sous le poids de la calomnie. La justice et l'innocence ne servent plus à rien dans ce monde trompeur et déréglé; elles n'attirent à ceux qui les possèdent que les outrages du plus fort. Vous n'avez point de sabres, de canons, de soldats innombrables? attendez-vous à l'oppression, à la ruine et à la calomnie. Avec son beau langage, la vieille Europe n'est plus qu'un tombeau blanchi.

Restait à mettre à exécution les articles du traité de Campo-Formio, qui concernaient la malheureuse Venise. Mais avant de raconter ce grand marché entre les républicains français et un prince allemand, il est nécessaire de dire quels événemens étaient survenus, quelles opinions dominaient, quels desseins étaient conçus dans les différentes provinces du domaine vénitien, et dans la ville elle-même, avant la publication du traité de Campo-Formio, et depuis qu'à l'ancien gou-

vernement aristocratique avait succédé ce gouvernement nouveau, que je ne sais comment appeler, si ce n'est tyrannique et esclave tout ensemble.

A peine les officiers municipaux étaient-ils installés, qu'imitateurs serviles de l'étranger, jusque dans leurs divisions, la discorde s'établit parmi eux. Les uns suivaient l'exemple des démocrates français les plus ardens, à l'époque de la révolution. D'autres montraient plus de modération dans leurs idées. A la tête des premiers s'étaient mis Giuliani et Dandolo : les seconds suivaient l'impulsion de Vidiman et de Joblovits, personnages connus par leurs richesses et leur amour de la patrie. Les partisans de Giuliani et de Dandolo étaient appelés, par quelques uns, les vrais patriotes; par d'autres, jacobins; ceux de Vidiman et de Joblovits étaient réputés, selon les opinions de chacun, vrais amis de la liberté ou aristocrates. Giuliani et Dandolo poussaient continuellement les magistrats à des mesures de rigueur contre les nobles. Plus violent que son collègue, Giuliani n'épargnait pas même les Français, à qui il n'adressa jamais de flatteries, tandis que Dandolo les comblait de prévenances et de caresses. Le bon et vertueux Vidiman, aussi éloigné de flatter les étrangers que de persécuter ses compatriotes, ne recherchait que le juste et l'honnête. Deux partis existaient donc à Venise; l'un,

et c'était le moins nombreux, obéissait à Giuliani et Dandolo; l'autre, beaucoup plus considérable, y compris la noblesse, qui l'embrassait pour éviter de plus grands malheurs, suivait la ligne tracée par Vidiman et Joblovits. La municipalité tenait publiquement ses séances dans la salle du grand-conseil. Les deux partis soutenaient avec acharnement leurs opinions. C'était peu du joug étranger; la discorde régnait encore à Venise. Tous cependant étaient d'accord sur un point, le maintien de l'intégrité du territoire. Pour arriver à ce but, il était nécessaire que les provinces de Terme-Ferme, et celles d'outre-mer, restassent unies à la mère-patrie. Aussi, dès que la municipalité fut entrée en fonctions, elle expédia des commissaires et des lettres à toutes les villes du domaine vénitien, pour les informer de l'heureuse révolution, disait-elle, opérée à Venise, les inviter à confondre leurs intérêts avec les siens, et à faire cause commune avec elle. Mais les villes de Terre-Ferme, dans leur délire patriotique, attribuant à Venise moderne les mêmes vues qu'à Venise antique, l'accusèrent de tyrannie, d'insolence et d'avidité, rejetèrent ses propositions et déclarèrent : les unes, qu'elles voulaient être incorporées à la Cisalpine; les autres, qu'elles prétendaient se gouverner elles-mêmes. Et comme Venise, encore bien qu'elle eût fait écrire les droits de l'homme, dans le livre ouvert

de l'Évangéliste, avait néanmoins conservé l'antique emblème du lion, ces démocrates insensés firent pleuvoir sur elle un déluge sans fin de sarcasmes, d'injures et d'exécrations de tous les genres. En un mot, la Terre-Ferme poussa un cri général d'inimitié contre Venise, bien loin de manifester l'intention de se réunir à elle. Buonaparte et ses agens souriaient à la vue de cette mésintelligence, qui facilitait l'accomplissement de leurs projets sur les malheureux débris de la république vénitienne : mésintelligence qu'ils entretenaient par tous les moyens à leur disposition. Les paroles et les écrits, tout était mis en œuvre pour aigrir encore davantage la Terre-Ferme contre Venise. Le général Victor, qui avait ses quartiers à Padoue, écrivait officiellement, et en termes énergiques, aux officiers municipaux de cette ville, pour les inviter à faire abattre les enseignes de Saint-Marc, et à se méfier de la municipalité de Venise, à laquelle il attribuait les projets les plus sinistres, en l'accusant de desseins aristocratiques.

Les démocrates, surtout un certain Savonarola, firent plus que ce que Victor leur avait recommandé. Toutes les images de Saint-Marc, avec le lion, qu'il tînt ou non dans ses griffes les droits de l'homme, furent mises en pièces avec fureur; et les démocrates se persuadèrent avoir ainsi conquis la liberté. En vain, pour mettre un terme à cette rage contre Venise, les magistrats

de cette ville décrétèrent que l'ancien emblème de la république serait entièrement changé; que le lion disparaîtrait, et serait remplacé par les enseignes de la liberté moderne. Ces concessions eurent l'effet de toutes celles qui sont arrachées par la nécessité dans les cas extrêmes. On y vit plus de faiblesse que de bonne volonté; on se crut dégagé de la reconnaissance, et l'autorité des magistrats en souffrit. Peu à peu la fureur s'accrut contre Venise; elle fut déchirée sans relâche dans les gazettes cisalpines. Les Padouans poussèrent même la rage assez loin pour vouloir priver les Vénitiens de l'usage des eaux douces de leur territoire; mesure que l'état de guerre autorise à peine entre ennemis.

A la honte des harangues démocratiques de Giuliani et de Dandolo, Venise perdait de son antique réputation. L'envahissement de ses états du Levant, dont on s'emparait sous un prétexte de protection et d'amitié, était un coup plus funeste encore à sa puissance.

En vertu des conventions secrètes de Léoben, et du traité de Campo-Formio, à qui il ne manquait plus que les dernières formalités, les Allemands descendaient de Trieste pour venir occuper les provinces vénitiennes de l'Istrie et de la Dalmatie. Au commencement de juin, le général en chef de l'Autriche intérieure, Terzi, ordonna au général Klenau de prendre posses-

sion en Istrie de Pirano, d'Umago, de Citta-Nova, de Parenzo, d'Ossero et de Rovigno; au colonel Casimir, devenu célèbre par la prise de Trieste, de placer des garnisons dans toutes les villes importantes du littoral de cette contrée, et de s'emparer des îles de Veglia, Cherso, Arbo et Pago. Ces deux officiers remplirent leur mission sans beaucoup de difficultés, parce que les Istriotes n'avaient pu s'habituer à la démocratie moderne et que, malgré leur attachement à Venise, ils se soumirent facilement à l'Autriche, en haine de la domination française, sous laquelle était tombée leur antique patrie. Les commissaires impériaux publièrent des proclamations où ils parlèrent de la bonté de l'empereur François, de l'obligation où il se trouvait de préserver ses états de mouvemens dangereux, de son désir de délivrer les Istriotes de l'anarchie et des inquiétudes qui en sont inséparables. L'empereur, disaient-ils, protégera les hommes paisibles, punira les séditieux, et garantit à chacun sa personne et ses biens.

Les choses se passaient ainsi en Istrie; mais en Dalmatie des actes cruels et sanglans répandaient partout la terreur. Le nom français n'était pas aimé des Dalmates, par l'effet d'une ancienne habitude, l'éloignement, et la rareté des communications entre les deux peuples. D'un autre côté, on leur avait peint sous des couleurs énergiques et

fidèles la dévastation et la ruine de l'Italie, de sorte qu'à la haine antique se joignait encore chez eux l'indignation du moment. Les soldats de cette nation, qui s'étaient trouvés en garnison à Vérone, à Venise, ou dans d'autres places vénitiennes, se souvenaient aussi, et du peu d'estime et des sarcasmes même dont ils avaient été l'objet, de la part de ces républicains enorgueillis par la victoire. Instruits ensuite de la révolution de Venise, et de l'ardeur que les magistrats de cette ville mettaient à seconder les opinions et les mœurs nouvelles, les Dalmates avaient ouvertement déclaré qu'ils ne souffriraient pas davantage l'intervention des Vénitiens dans leurs affaires. Déjà de toutes parts des discours menaçans faisaient craindre de cruels excès contre les partisans, vrais ou supposés, du nouveau régime. Les premiers à se soulever furent les paysans et les montagnards de Trauno et de Sebenico. Descendus en foule, ils commirent des actes d'une extrême barbarie. Le consul de France, quoique dalmate, fut mis à mort sans pitié, lui et toute sa famille. Les maisons de Calafatti et de Gavagnini, députés élus par la municipalité de Venise pour organiser la Dalmatie d'après le nouveau système, furent pillées et bouleversées de fond en comble. La persécution s'étendit à leurs parens, dont une partie fut massacrée. Nobles, prêtres, soldats, quiconque passait pour ami des Français, était in-

distinctement immolé. Du continent, cet exemple coupable passa dans les îles voisines. Partout régnaient le carnage et l'effroi. Cette barbarie ne s'arrêtait point devant l'amour qu'on portait à Querini, gouverneur de la province pour Venise. Les exhortations étaient impuissantes, la fureur seule était écoutée, et les soldats, au lieu de se montrer les appuis du pouvoir, devenaient avec le peuple les instrumens du désordre. Quatre mille hommes de troupes impériales, sous la conduite des généraux Roccavina et Lusignan, et du colonel Casimir, partirent de Trieste et de Fiume pour Zara. Les vents contraires retinrent quelque temps Roccavina; mais Casimir, après une heureuse traversée, mouilla dans le port de Zara vers la fin de juin. Roccavina le rejoignit au commencement de juillet. Les habitans reçurent les Autrichiens avec joie; les uns par opinion, les autres comme une sauvegarde contre l'anarchie. Les Impériaux s'emparèrent des forts, firent disparaître les bannières vénitiennes et y substituèrent celles de l'Autriche. L'empereur promit, dans une proclamation, paix et sûreté à tous, menaça les turbulens, et déclara qu'il prenait possession de la province, en vertu des droits antiques et irrécusables qu'il avait sur elle. Les magistrats, et environ deux mille hommes de troupes vénitiennes en garnison dans la ville, prêtèrent serment de fidélité à l'empereur. Ici eut lieu une

scène digne d'éloges et de compassion tout ensemble. Au moment où les soldats remettaient l'étendard de Saint-Marc aux mains du général autrichien, des ruisseaux de larmes s'échappèrent de leurs yeux, les spectateurs répondaient par des gémissemens, on en vit plusieurs serrer l'étendard dans leurs bras, et le couvrir de baisers en poussant de profonds soupirs. Les Pandours entre autres, espèce d'hommes réputée barbare, firent éclater tant de douleur, au rapport de plusieurs écrivains, que les généraux autrichiens leur permirent de garder les enseignes de Venise. Ainsi, pendant que des hommes instruits et civilisés plaçaient leur patrie sous le joug de l'étranger, ou l'accablaient, dans sa chute, des injures les plus atroces, et la poursuivaient d'une haine coupable, d'autres hommes, ignorans et grossiers, l'honoraient, dans ses malheurs, d'un amour sans limites, assistaient à ses funérailles, noyés dans les larmes et atterrés par la douleur.

Le gouvernement vénitien renversé à Zara, il fallait encore le faire disparaître dans le reste de la province. Pour y parvenir, Casimir, continuant sa route par terre, s'empara de Spalatro, Clissa et Singo. Roccavina se remit en mer, et entra dans le port de Sebenico, où il fut reçu avec beaucoup de joie, parce que les montagnards y avaient exercé plus de fureur que partout ailleurs, et menaçaient d'en exercer davantage. Roccavina

fut alors rejoint par le comte de Wartensleben, qui arrivait, par les hauteurs, à la tête d'un corps de Hongrois et de Transylvains. Devenus supérieurs en force, les Impériaux, conduits par Roccavina en personne, se mirent en devoir d'occuper les positions importantes des bouches de Cattaro, que Buonaparte leur avait aussi abandonnées au nom de la France. Le pays se soumit paisiblement à ses nouvelles destinées, en témoignant toutefois de vifs regrets en faveur de leur ancien gouvernement. La Dalmatie entière et l'Albanie vénitienne passèrent sous la domination de l'empereur : acquisition précieuse pour ce prince, attendu les avantages que lui présentaient les ports, l'activité du commerce, le naturel belliqueux des habitans et leurs connaissances en marine. Les communes de Perasto, Risano et Geganowich firent seules quelque résistance; mais cédèrent bientôt elles-mêmes et se soumirent au plus fort. Ainsi se démembrait pièce à pièce l'antique empire de Venise.

L'étrange occupation des provinces vénitiennes du Levant, éveilla toute l'inquiétude des magistrats de la capitale. Ils insistèrent auprès de Buonaparte et du directoire pour qu'il leur fût donné des éclaircissemens à cet égard, suppliant la France d'interposer ses bons offices en faveur de l'ancien ordre de choses. A qui Venise s'adressait-elle pour obtenir justice ? Le lecteur peut le

dire. Battaglia s'en plaignit à Buonaparte; car il faut savoir que le général avait exigé, avec son ton impératif ordinaire, que les municipaux de Venise envoyassent Battaglia résider auprès de lui, comme leur ministre. Cette mission du noble vénitien, auprès du général en chef, fut l'objet de vives réclamations de la part de Dandolo et de Giuliani; mais le général était le plus fort, et voulait bien ce qu'il voulait. San-Fermo, que la municipalité, toujours à l'instigation de Buonaparte, avait accrédité près le directoire à Paris, se plaignit aussi avec amertume de l'envahissement de la Dalmatie. San-Fermo et Battaglia obtinrent, chacun de leur côté, de bonnes paroles. Soyez certains, leur disait-on, ou que les armées françaises obligeront l'Autriche à évacuer les provinces envahies, ou que des traités stipuleront, en dédommagement pour Venise, l'acquisition d'autres domaines. Tantôt c'était la Terre-Ferme, et tout le pays audelà du Mincio qu'on devait lui restituer, tantôt c'étaient les légations qui devaient lui être données en compensation. Quelle était cette nouvelle espèce de loyauté? Les faits vont répondre. Les plénipotentiaires autrichiens et Buonaparte étaient déjà convenus à Montebello, le 26 mai, de donner Venise à l'empereur. Le directoire y avait consenti le 3 juin. Battaglia et San-Fermo transmirent les réponses favorables qu'ils avaient reçues. La municipalité y crut, ou fit semblant d'y

croire, et se livra aux démonstrations de la joie la plus vive.

Pour assurer l'exécution des conventions secrètes de Campo-Formio, jusqu'à ce que le traité eût reçu la forme officielle, il était nécessaire que les îles vénitiennes du Levant vinssent au pouvoir des Français. A cet effet, Buonaparte avait déterminé la municipalité de Venise à faire passer des troupes de terre et de mer à Corfou, l'une des îles de ces parages, la plus importante par son étendue et la nature de ses fortifications. Corfou avait un dépôt considérable d'objets de marine; il fallait donc y envoyer une force prépondérante, et Buonaparte, de concert avec le directoire, avait ordonné à l'amiral Brueys d'appareiller en même temps de Toulon, et de faire voile pour l'île avec son escadre. Les îles vénitiennes du Levant obéissaient alors au frein sage et paternel du noble Vidiman, frère de l'officier municipal de ce nom, et, comme lui, plein d'un amour véritable pour sa patrie. Humain avec ses ennemis, affable avec ses amis, juste pour tous, ses mœurs tenaient plus des temps anciens que des temps modernes. Tel avait été le succès de son administration, que sans le moindre effort, par le seul effet de son excellent naturel, malgré le langage incendiaire qui, de la France et de l'Italie, se faisait entendre jusque dans les îles, il avait su conserver à Venise l'affection de ces Grecs, si connus par le feu et la

mobilité de leur imagination. A l'époque où la présence des républicains dans les états de Terre-Ferme, rendait déjà la position de Venise si critique; mais toutefois avant l'abolition de l'ancien gouvernement, le trésor se trouva obéré, et dans l'impossibilité de fournir aux dépenses civiles et militaires des îles. Vidiman offrit à la république, et lui donna, outre sa vaisselle d'argent, huit mille ducats vénitiens; le sénat lui décerna des actions de grâces solennelles. Cette ressource ne suffisant pas, il emprunta, pour le service public, sous sa responsabilité personnelle, quarante autres mille ducats, et parvint ainsi, malgré les difficultés du moment, à subvenir aux besoins de l'état dans les îles. Lorsque ensuite la nouvelle de la révolution, opérée à Venise, se répandit à Corfou; quoique frappé lui-même dans ses opinions, à cause du dévouement sans borne qu'il portait à l'ancienne république, il pensa qu'il lui restait, sinon une patrie, au moins un pays qui réclamait ses services, et mit tous ses soins à calmer les esprits et à les maintenir, quelles que dussent être les destinées de l'état, dans les sentimens de fidélité qu'ils avaient toujours montrés à Venise. Le succès couronna ses efforts, grâce à l'attachement qu'on lui portait généralement à lui-même.

Enfin il reçut des magistrats Vénitiens, par la voie d'Otrante, la nouvelle des changemens survenus, du renversement de l'aristocratie, et des

réformes opérées dans le gouvernement en faveur de la démocratie. Ils ajoutaient que le peuple nommerait un jour ses représentans; mais que, pour ne pas entraver la marche des affaires, il avait été formé un gouvernement provisoire parmi les officiers municipaux; que ceux-ci regardaient les habitans des îles et des provinces du Levant, comme leurs frères; qu'ils leur enverraient deux commissaires pour se concerter avec Vidiman sur l'organisation du nouvel état, et que ces commissaires viendraient avec une forte escadre et six mille soldats. Devaient-ce être des Français ou des Vénitiens? On ne s'expliquait point à cet égard. Préparez donc les esprits, disaient-ils, avec la sagesse et l'habileté qui vous distinguent. Découvrez, comprimez les partisans de l'aristocratie. Entourez-vous, pour assurer le repos général, de personnes prudentes et religieuses observatrices des usages. Empêchez surtout les hommes inquiets et turbulens d'exciter le tumulte et la division. Nous nous reposons avec une sécurité entière sur votre fermeté, votre sagesse, votre modération et votre expérience.

Dans ce moment solennel, qui allait décider du sort de ce qu'il chérissait, de ce qu'il honorait le plus sur la terre, Vidiman convoqua les principaux magistrats civils et militaires, et leur donna lecture de la dépêche municipale, en les exhortant à la patience et à la soumission. Il y eut

des plaintes, beaucoup de réclamations; mais tous se résignèrent, incertains du sort qui leur était réservé.

Cependant les préparatifs de l'expédition du Levant se faisaient à Venise. L'intention du directoire et de Buonaparte était de faire croire à la municipalité que les troupes françaises, envoyées dans le Levant, pourraient maintenir ces provinces dans leur attachement à la république, et reprendre la Dalmatie à la première occasion favorable. C'était un prétexte pour faire sortir, afin de s'en emparer, cette partie de l'escadre vénitienne qui se trouvait à l'ancre dans le port. A cet effet, Baraguey d'Hilliers, accompagné de tous les officiers de marine française qui devaient commander la flotte, se présenta en audience solennelle devant la municipalité, protesta, dans un discours emmiellé, de l'amitié du directoire, nomma la nouvelle république la sœur de son gouvernement, et promit que toutes les forces de la France seraient employées à rétablir l'antique splendeur de Venise. Ici je laisse le champ libre aux panégyristes de Buonaparte; mais il serait bien qu'ils nous dissent par quelle offense, à compter de ce moment, Venise avait mérité d'être anéantie et livrée à l'empereur. Le général Gentili devait commander les troupes de terre. L'escadre obéissait à Bourdet, capitaine expérimenté,

modéré dans ses opinons, et fort aimé de Buonaparte. Là flotte consistait en deux vaisseaux de ligne vénitiens, deux frégates, également vénitiennes, et deux bricks français; elle était suivie d'un grand nombre de bâtimens de transports, chargés de soldats français, tirés en grande partie de la soixante-dix-neuvième; troupe aussi brave que bien disciplinée, qui, par sa modération à Corfou, tempéra, à la louange des Français, ce qu'il y avait de pénible dans la domination étrangère. Comme c'était en Grèce qu'on allait, Buonaparte fit monter sur l'escadre, Arnault, homme de lettres distingué. Arnault était venu en Italie pour voir le pays, et observer de près ces révolutions. Après un séjour assez long à Venise, il avait conçu le projet de visiter la Grèce. Le général en chef espérait surtout qu'il lui donnerait des renseignemens sur les antiquités du pays, sur les mœurs et sur les lois: lui recommandant, s'il découvrait quelque objet rare ou curieux, tableau, statue ou manuscrit, de lui en donner avis, afin qu'il pût s'en saisir.

Le généreux Vidiman manquait d'argent; sa position devenait des plus critiques; la municipalité de Venise le savait; elle crut se rendre les peuples favorables en chargeant ses nouveaux commissaires de payer un arriéré, depuis long-temps exigible, et fit embarquer six mille sequins à la dis-

position des administrateurs qu'elle envoyait dans les îles.

Le 28 juin, la flotte qui portait les soldats étrangers, parut dans le port des Corfiottes. On concevra facilement la surprise de Vidiman et des insulaires, à la vue de drapeaux et de soldats français, au lieu de drapeaux et de soldats vénitiens. Ils ne pouvaient rien comprendre à un événement si extraordinaire, et il leur paraissait que les faits démentaient les paroles. Gentili écrivit du vaisseau amiral à Vidiman, qu'il venait, sur la demande de la municipalité de Venise, renforcer les garnisons, protéger Corfou et les autres îles du Levant, s'entendre avec lui pour la sûreté de l'état et le repos public : puis il l'invitait à faire disposer les logemens de ses soldats dans la forteresse. C'était la première fois que ces îles grecques se voyaient au pouvoir de la France.

Le 29 juin, le canon tira en signe de réjouissance, et les républicains débarquèrent à Corfou. Les Grecs ne revenaient pas de leur surprise à l'aspect guerrier de ces hommes nouveaux. Les magistrats vinrent saluer les maîtres inaccoutumés. L'évêque grec (la plus grande partie de ces insulaires suivent ce rite) adressa en ces termes la parole à Gentili : « Français, vous trouvez en « cette île un peuple étranger aux sciences et aux « arts dont s'honorent les nations ; ne le méprisez « pas cependant ; il peut redevenir ce qu'il fut au-

« trefois. Apprenez par ce livre (ici l'évêque « montra l'*Odyssée*), apprenez le cas que vous de- « vez faire de nous. »

Gentili débarqua ses troupes, les logea dans la forteresse, et se trouva ainsi à même d'agir comme bon lui semblerait. Procédant bientôt, non pas en allié, mais en maître, il s'empara des magasins publics et de l'artillerie qui était considérable et en bon état, savoir : plus de cinq cents pièces de canon, la majeure partie de bronze, vingt obusiers, cent vingt et un pierriers ou mortiers, soit de bronze, soit de fer, cinquante milliers de poudre, vingt caisses de fusils, des balles et des bombes en proportion.

A Gentili succéda Bourdet qui s'empara des magasins de la marine, de six vaisseaux de ligne et de trois frégates, dont deux bonnes, *le Vulcain* et *la Renommée*, le reste en mauvais état. Pendant ce temps, Gentili payait ses soldats et les administrateurs qu'il avait amenés, avec les six mille sequins envoyés par la municipalité de Venise, pour subvenir aux besoins urgens des îles.

La domination française consolidée à Corfou, Gentili et Bourdet envoyèrent des forces de terre et de mer prendre possession de Céphalonie, Zante et Cerigo, l'antique Cythère, bien différente de ce qu'elle était jadis, puisque ce n'est plus aujourd'hui qu'un rocher aride et désert. Gentili et Arnault s'étant fait ensuite donner une liste des

principaux habitans, instituèrent les officiers municipaux de Corfou, au nombre desquels, par artifice, ou plutôt par dérision, comme on l'avait fait pour le doge de Venise, ils nommèrent Vidiman, après l'avoir dépouillé de toute autre autorité. C'est ainsi qu'en effaçant jusqu'aux derniers vestiges du gouvernement vénitien, en faisant servir les deniers publics à la solde des troupes françaises, en enlevant à Venise tout ce qu'elle avait de richesses et de munitions dans les îles, les agens du directoire et de Buonaparte prétendaient conserver ces domaines à la malheureuse république. C'était ainsi encore que s'exécutaient les commandemens de Buonaparte, qui, au mois de juin, avait ordonné à Bourdet de se rendre avec Baraguey d'Hilliers et le ministre de France, auprès de la municipalité de Venise, et de lui représenter que la conformité des principes qui régissaient maintenant les républiques française et vénitienne, le puissant secours que la première accordait à la seconde, réclamaient le prompt armement de la marine de Venise, afin que les deux républiques pussent agir de concert pour se maintenir en possession de l'Adriatique et des îles du Levant, et protéger leur commerce; que déjà dans ce but, il avait envoyé des troupes à Corfou, pour conserver cette île à Venise; qu'enfin le temps était venu d'équiper et d'armer l'escadre vénitienne. Telle était la commu-

nication que Buonaparte ordonnait à Bourdet de faire solennellement à la municipalité de la république. Qu'on y réfléchisse un moment, qu'on se rappelle aussi les conventions de Montebello au 26 mai, on verra sans peine tout ce qu'avaient de frauduleux ces mots de conservation en faveur de Venise; mais il y avait ici double perfidie, puisque au même instant, Buonaparte voulait que Bourdet, sous ce prétexte et en s'efforçant néanmoins d'entretenir la bonne intelligence, mît la main sur tout, et attirât au service de France les marins et les employés de la marine vénitienne. Enfin, il ordonnait à ce même Bourdet de mettre en état tous les vaisseaux de Venise sans exception, de les réunir à l'escadre française, de s'emparer de tous les approvisionnemens qui existaient dans les arsenaux, et de les faire partir pour Toulon. Venise était donc dévastée dans Venise, dans la Terre-Ferme italienne et esclavonne, dans les îles de l'Adriatique, de la mer Ionienne et de l'Archipel.

Corfou ainsi tombée au pouvoir des républicains de France, les partis y éclatèrent plus vivement que jamais. Les uns se déclaraient pour le nouvel ordre de choses, les autres restaient attachés à l'ancien. Le principal chef des premiers était le vieux Théotochi, homme respectable par son grand âge aussi bien que par ses vertus, et très influent dans l'île. A la tête des seconds se mon-

trait l'avocat Scordilli, recommandable lui-même par ses vertus et son génie; et comme les haines sont toujours violentes parmi les insulaires, les deux partis ne s'épargnaient pas les injures; ils en seraient même volontiers venus aux mains, s'ils n'eussent été comprimés par la présence des Français.

Gentili, quoique fort malade, resta dans l'île, et continua de l'administrer. Bourdet revint avec sa flotte à Venise. Pour Arnault, dans l'impossibilité de satisfaire Buonaparte, puisqu'il n'y avait ni églises, ni musées, ni bibliothéques publiques qui renfermassent des statues, des tableaux ou des manuscrits; après avoir visité, disait-il dans ses lettres, les jardins d'Alcinoüs, et la pierre sur laquelle lavait Nausicaa; après avoir appelé les Corfiottes, superstitieux, ignorans, lâches, et les Grecs, en exceptant seulement les Maïnottes, peut-être parce qu'il savait que Buonaparte les caressait, voleurs, perfides et inhospitaliers; après avoir enfin avancé que la liberté n'avait de sectateurs que chez le peuple tyran, c'est-à-dire chez les Turcs, il partit pour l'Italie, dans le dessein de visiter le tombeau de Virgile. Arnault ne jugeait donc pas les Grecs amis de la liberté : il ne trouvait pas non plus qu'ils en fussent dignes, et n'avait à cet égard quelque espoir que dans les Turcs.

Jusqu'à la paix de Campo-Formio, le gouver-

nement fut provisoire à Corfou; après quoi Buonaparte envoya Corbigny, qui organisa les îles sur le pied de la France. Il en fit trois départemens, qu'il appela : de Corcyre pour Corfou, d'Ithaque pour Céphalonie, et de la Mer-Égée pour Zante. Theotochi fut nommé président de l'administration départementale. A son entrée en fonction, il prononça sur la place publique un discours analogue aux circonstances; et comme il déclamait avec une certaine chaleur, son rival Scordilli l'appela vieux fou.

La présence des Français à Corfou produisit deux effets notables. Le premier fut que les Corfiottes ne s'égorgèrent plus les uns les autres, comme ils le faisaient, pour ainsi dire, journellement avant l'arrivée des républicains. Le second, que ceux-ci, par leur modération, s'attachèrent les habitans, et changèrent en affection la haine que ces insulaires portaient auparavant aux Français. Les Corfiottes se formèrent à l'industrie et aux arts mécaniques; il se fit des mariages, sûr moyen de lier fortement les nations entre elles. J'ai même vu et entendu un militaire français, déjà au courant de la langue du pays, plaider avec une éloquence toute particulière, devant les tribunaux, contre une très belle Grecque qu'il avait épousée, et qui l'attaquait en divorce. Il gagna sa cause, et témoigna beaucoup de joie de garder sa femme.

Les choses se passèrent ainsi tranquillement à Corfou et pour le bonheur des habitans, jusqu'à l'arrivée de Sordina, membre de la municipalité de Venise, qui mit en vogue les assemblées populaires, où l'on déclamait à la tribune. Les ressentimens s'accrurent, les haines se réveillèrent, les hommes sages se rappelèrent avec effroi les assemblées tumultueuses et sanguinaires de France. Toutefois on y entendait souvent le général français Vallelongue, officier animé des meilleures intentions, plein de modération, aussi distingué par son savoir et son éloquence que par sa politesse et sa loyauté.

Déjà esclave de la France, Venise allait bientôt passer sous la domination autrichienne. Mais avant de passer outre, il faut rapporter les événemens antérieurs. Baraguey d'Hilliers commandait à Venise en maître absolu, tant en son propre nom que conformément aux instructions de Buonaparte. Il logeait dans la maison Pisani, où il étalait un grand faste, très onéreux pour cette famille qui en supportait la dépense. La municipalité ne délibérait point sans l'avoir consulté. Les postes principaux étaient gardés par les Français; les officiers municipaux lui étaient soumis, celui-ci par force, celui-là par prudence, cet autre par adulation. Jeune et confiant, Villetard se donnait beaucoup de mal pour organiser le nouveau gouvernement démocratique, et se trouvait sous ce

rapport dans une position difficile. Les spoliations décréditaient ses paroles, et chacun trouvait avec raison que la liberté s'annonçait sous de fâcheux auspices. Villetard en était désolé, parce qu'il agissait avec franchise dans cette affaire, et qu'il aimait sincèrement la liberté. On commença par les ouvrages d'agrément, jusqu'à ce qu'il fût temps de mettre la main sur les objets utiles. Les plus belles et les plus précieuses productions des sculpteurs, des peintres, des écrivains grecs, latins ou italiens, devenaient la proie de ces étranges amis. Les bibliothèques, les temples, les musées, publics ou particuliers, étaient soigneusement explorés, et perdaient aussitôt leurs plus riches ornemens. Neuf églises dans Venise, une à Vérone, plusieurs autres dans les villes de Terre-Ferme furent ainsi marquées du sceau de la cupidité étrangère. L'Hôtel-de-ville, et surtout ces appartemens où la prudence des sénateurs avait délibéré pendant tant de siècles sur les intérêts de la patrie, appartemens où la municipalité vantait maintenant la liberté de Venise ou la générosité du vainqueur, se virent déshérités de leurs embellissemens les plus magnifiques. La galerie particulière des nobles Bevilacqua, de Vérone, fut violemment dépouillée. Les chefs-d'œuvre de Bassano, de Paul Véronèse, du Titien, du Tintoretto, de Pardenone, de Bellini, de Mantegna, chefs-d'œuvre si chers aux Vénitiens, et par leur propre beauté, et

parce qu'ils étaient l'ouvrage de leurs compatriotes, allèrent chez l'étranger, décorer de lointains rivages. On eut la cruauté d'employer des bras italiens à la spoliation de l'Italie. Beaucoup de statues, de bas-reliefs antiques, soit en marbre, soit en bronze, et du plus grand prix, trois vases étrusques d'un travail admirable, furent enlevés de la bibliothéque de Venise et de la galerie Bevilacqua. Les précieux camées n'étaient pas épargnés, et l'on n'eut garde d'oublier le camée fameux qui représente Jupiter Égéen. Soixante-dix-neuf médailles, grecques ou romaines, partie en argent, partie en bronze, disparurent des musées particuliers des Muselli et des Verità, de Vérone. La seule bibliothéque de Venise perdit, à la douleur extrême des Italiens, plus de deux cents manuscrits grecs, latins, italiens ou arabes, sur vélin, papier ordinaire ou papier de soie; c'était le bon plaisir des républicains venus d'au-delà des Alpes. Les Vénitiens se montraient principalement jaloux de deux manuscrits arabes, sur papier de soie, qui avaient été donnés à leur république par le cardinal Bessarion; ils eurent encore à gémir sur leur enlèvement. Le même sort fut réservé aux célèbres bibliothéques des monastères de Venise, de Trévise, et de Saint-Daniel, en Frioul; elles perdirent, sous la main des vainqueurs, soixante-seize manuscrits des plus rares, parmi lesquels s'en trouvaient huit antérieurs au treizième siècle. On ne se montra pas plus scrupu-

leux pour les impressions si renommées des Alde, au nombre desquelles se trouvait la Magontina, édition de 1459, tous ouvrages conservés avec un soin extrême dans les bibliothèques de Venise, de Trévise, de Padoue, de Vérone et de Saint-Daniel. Les chariots et les barques vénitiennes étaient chargés des dépouilles de Venise. C'était à l'intérieur des divers édifices qu'avaient eu lieu ces enlèvemens. Sur le portail du principal temple de Venise, paraissait encore le plus beau, le plus glorieux témoignage, et de la grandeur vénitienne, et de l'antique valeur de cette nation généreuse. Je veux parler des chevaux de bronze, chef-d'œuvre attribué à Lysippe. Donnés d'abord à Néron par Tiridate, roi d'Arménie, transportés par Constantin à Byzance, conquis par le courage des Vénitiens réunis aux Français qui eurent une autre part dans les dépouilles de Constantinople, ils avaient été envoyés à Venise par le doge Pierre Zani. Leur départ vint mettre le comble à la douleur publique. Arnault voyait avec peine que ces chevaux, et les lions enlevés par le brave Morosini, dans le Pyrée, restassent à Venise comme un témoignage de la gloire nationale; il en écrivit à Buonaparte : et les lions du Pyrée, par ses ordres, suivirent en France les chevaux d'Arménie. Telle fut la douleur des Vénitiens à cette vue, qu'elle prit sur leurs traits le caractère d'un abattement stupide. Par quel motif Arnault, qui fai-

sait profession d'aimer la liberté et l'indépendance de sa patrie, suggéra-t-il de pareilles idées à Buonaparte? Je ne saurais le dire; car il me semble impossible qu'on veuille sincèrement la liberté et l'indépendance de sa propre patrie, si l'on ne respecte pas l'indépendance et la liberté des autres pays.

Quelques personnes prétendaient, je le sais, et prétendent peut-être encore, que ces spoliations s'exécutaient en vertu du traité de Milan; mais Buonaparte, ayant refusé sa ratification à ce traité, la France devait le regarder comme nul et non avenu; voulait-on, malgré tout, le considérer comme valable? étrange manière de le reconnaître que de mettre à exécution les conditions les plus dures qu'il contenait contre Venise, et de ne pas observer celles qui lui étaient favorables; de ne pas assurer surtout sa conservation, base principale du traité; car on ne stipule pas des conventions avec un état dont on méconnaît l'existence, et l'on n'arrête pas des conditions à venir avec une puissance qu'on veut renverser.

La rapine ne se bornait pas aux richesses de Venise, elle s'étendait aux dépôts confiés à l'inviolabilité des neutres. Pour échapper à la fureur des républicains, le duc de Modène, comme nous l'avons dit, s'était retiré à Venise. Le bruit des armes françaises retentit bientôt de tous côtés, le duc prévit la reddition prochaine de la ville, et

se réfugia sur les terres de l'empire; mais il laissa son trésor à Venise, persuadé qu'il était, et en cela il s'écartait de sa prudence accoutumée, ou que ce trésor ne serait pas découvert, ou du moins qu'il serait respecté à cause de la neutralité du lieu. La ville occupée par les troupes de Buonaparte, les agens du directoire eurent avis du dépôt; c'était pour eux une excellente occasion : ils se mirent à l'œuvre sans délai, firent cerner le palais du quartier Saint-Pantaléon, où le duc avait logé, cherchèrent le trésor dans tous les coins, et perdirent leur peine, parce qu'il avait été caché dans la maison du ministre d'Autriche; ils ne tardèrent pas à le savoir, forcèrent à main armée l'hôtel du ministre, et furetèrent si bien qu'ils découvrirent enfin l'argent et l'emportèrent. Il se trouva, selon les bruits du temps, environ deux cent mille sequins. Des Modénois vinrent à Venise pour les réclamer, on se moqua d'eux; les agens dirent qu'ils les gardaient pour la caisse de l'armée.

Un grand appareil militaire présidait à ces déprédations; car, malgré l'état de servitude où se trouvaient les Vénitiens, on craignait de voir le peuple se soulever tout à coup, et demander aux déprédateurs un compte terrible des glorieuses dépouilles de la patrie. On le craignait d'autant plus, que la dévastation de Venise rappelait le souvenir de toutes celles qui avaient eu lieu en Italie.

La vue de ces enlèvemens excitait une horreur universelle. A cette époque, parut en Italie un livre imprimé, ayant pour titre : *Les Romains en Grèce*, et qui fut généralement attribué à Barzoni. On y appelait les peuples à la vengeance. En effet, les Romains en Grèce n'étaient autres que les Français en Italie, et la tyrannie de Flaminius voulait dire la tyrannie de Buonaparte. Le général en chef en fut singulièrement courroucé, et en fit chercher partout l'auteur et les exemplaires; mais les poursuites ne firent qu'en augmenter la vogue; il trouva même des prôneurs parmi beaucoup de Français ennemis de Buonaparte, soit par générosité de caractère, soit par haine personnelle, soit par jalousie. Villetard, entre autres, ne trouvait que trop de justesse dans les allusions aux rapines commises en Italie, par quelques individus indignes du nom français. Le livre circulait à Venise au moment où on la dépouillait, et comme il accusait la municipalité de la cherté du pain, qu'il comparait l'Italie à un vaste cimetière encombré de cadavres, et qu'il excitait les peuples à courir aux armes contre les Français, l'effet qu'il produisit fut incroyable. Villetard s'en plaignit aux officiers municipaux; ils se bornèrent à répondre que la presse était libre, et qu'à l'égard des injures qui leur étaient personnelles, ils n'en faisaient aucun cas. Buonaparte ne l'entendait pas ainsi; il voulait absolu-

ment découvrir l'auteur. On vivait donc, d'un côté dans une fureur concentrée, de l'autre dans une appréhension continuelle. Un soir que Villetard se trouvait dans un café au-dessous de la quarantie, Barzoni s'avança vers lui d'un air amical; le Français le repoussa en lui disant avec colère : Il est bien étonnant que l'homme qui appelle la mort sur les Français ait l'audace de se présenter en ami devant celui qui les représente à Venise. Barzoni se saisit alors d'un pistolet qu'il tenait caché sur sa poitrine, et ajusta Villetard pour le tuer. En un moment ce furent des clameurs, un tumulte extraordinaire de gens qui fuyaient ou qui accouraient. Intimidé ou étourdi par ce désordre, Barzoni se retira. A cette rumeur inopinée, la troupe ne tarda pas à se porter au lieu du rassemblement. Pour calmer la colère de Buonaparte, Villetard écrivit à Monge d'excuser le fait auprès du général, disant que le pauvre Barzoni était devenu fou à la suite d'un ardent et malheureux amour; il le pria en outre, tant était bon ce Villetard, de faire en sorte que Buonaparte se contentât qu'il fût délivré à Barzoni un passe-port, afin qu'il allât exhaler, en voyageant, cet excès de bile qu'il gardait contre les Français. Buonaparte répondit avec fureur que c'était un assassinat, et qu'il exigeait un châtiment exemplaire. Malgré tout, Villetard donna le passe-port. Le jeune Barzoni alla chercher en pays étranger

un refuge contre le courroux du général. Il finit par se retirer à Malte, lorsque cette île fut tombée au pouvoir des Anglais. Il y resta long-temps occupé de la rédaction d'un journal dirigé contre la tyrannie de Buonaparte. Cet événement, néanmoins, contribua encore à aigrir les esprits. La municipalité même commençait à trouver odieuse la domination étrangère.

On cherchait malgré tout à cacher ces calamités sous un voile d'allégresse. J'hésite à raconter une fête solennelle, ordonnée et célébrée par ceux-là même qui connaissaient le sort réservé à la malheureuse Venise. Je la dirai cependant, pour exciter la pitié de l'avenir, si l'avenir doit être meilleur que le présent. Rien d'ailleurs ne provoque plus la compassion, que la joie inspirée à l'infortuné qu'on destine à la mort. C'était le jour de la Pentecôte; la place de Saint-Marc avait été décorée pour la plantation de l'arbre de la liberté. Des mains vénitiennes avaient élevé au bout de la place, du côté opposé à Saint-Marc, une vaste loge où l'on arrivait par deux escaliers latéraux ornés de fleurs et d'arbustes odoriférans. La façade de la loge présentait une colonnade magnifique d'ordre toscan, embellie d'une double corniche et de statues élégantes. Des deux côtés de la loge, étaient deux estrades avec des colonnes entourées de guirlandes et d'enseignes républicaines. Là, devaient siéger les musiciens de la chapelle

ducale, dispensés désormais de chanter la gloire antique de la république indépendante, appelés maintenant à célébrer la naissance honteuse de la république asservie. Deux autres loges, également avec des orchestres, et décorées de franges, de tapis, de devises et d'emblèmes de circonstance, s'élevaient au milieu de la place, vis-à-vis les Procuraties, dont les arcades aussi bien que l'extérieur de l'église Saint-Marc étaient chargés de festons aux trois couleurs. Il fallait entendre alors les conversations de ces aimables et spirituels Vénitiens! Cet appareil de fête, ces pompeuses illusions avaient déjà effacé dans leurs esprits le souvenir de tous leurs maux. Au milieu de la place, encore paré de son feuillage, était couché à terre cet arbre qu'on appelait, je ne sais vraiment pourquoi, l'arbre de la liberté. A la dix-septième heure, selon la manière de compter des Italiens, parut le général Baraguey d'Hilliers, suivi d'un brillant état-major. Les municipaux allèrent à sa rencontre, avec l'habit, le chapeau, l'écharpe et l'épée à la mode. Ils se joignirent au cortége du général, et s'avancèrent processionnellement, au son des cloches, au bruit du canon, aux cris d'allégresse des démocrates. Que pensait de tout cela Baraguey d'Hilliers, qui savait l'avenir? je l'ignore. Le cortége était ainsi composé : d'abord, la troupe italienne; ensuite, deux enfans élégamment vêtus; après, un jeune couple qui

devait s'épouser; puis, deux vieillards, homme et femme, avec des instrumens d'agriculture. Venait alors la garde nationale en grande tenue; Baraguey d'Hilliers, aussi en uniforme; les consuls des nations, les magistrats, civils et militaires; les maîtres des arts et métiers, chacun avec le symbole de leur profession; la municipalité, suivie d'une musique militaire, fermait la marche. Les deux enfans touchèrent l'arbre, et en un clin d'œil, aux acclamations du peuple et au bruit de l'artillerie, il se trouva debout au milieu de la place. Les deux vieillards déposèrent au pied les instrumens ruraux, un bonnet rouge parut au sommet, et la multitude redoubla ses applaudissemens. Je me trouvais dans la loge de droite; je vis le général Baraguey et le président de la municipalité jeter de la terre au pied de l'arbre et en arroser les racines. Tant de trahisons m'indignaient, et j'étais sur le point d'éclater : une inspiration du ciel me fit taire. Pendant toute la cérémonie, ce ne furent que fanfares, symphonies militaires, retentissement prolongé des cloches, salves bruyantes d'artillerie, et les drapeaux tricolores de flotter dans les airs. Le silence s'établit enfin. L'archiprêtre Valier, membre de la municipalité, prononça un discours où il exaltait, dans un langage magnifique, et la générosité française, et la régénération vénitienne. Le joyeux cortége se rendit ensuite à l'église Saint-Marc, le *Te Deum* fut chanté, et le mariage du

jeune couple célébré. Il n'y avait plus qu'à outrager l'ancien gouvernement, pour compléter le tribut d'honneurs qu'on rendait au nouveau. En sortant de l'église, on revint donc sur la place, où déjà, Vénitiens et Français confondus dansaient autour de l'arbre, et on brûla le livre d'or avec les insignes du doge. Pendant ce temps, l'abbé Collalto, dans une harangue emphatique, comparait l'arbre de la liberté au bois adorable de la croix. On dansa tout le jour, on dansa toute la nuit. Le superbe théâtre du Phénix retentit des sons mélodieux d'une musique enchanteresse. Détournons nos regards de cette joie déplorable, n'arrêtons point notre pensée sur les désastres qui devaient éclore à sa suite; ils laisseraient en défaut et la pitié pour les plaindre, et l'imagination pour les comprendre, et le langage pour les exprimer. Jamais plus de cruauté n'accompagna tant d'allégresse et de bonheur en apparence. Je me souviens, et que ce soit la dernière fois que je parle de moi dans cette lamentable histoire, je me souviens qu'étant dans la loge d'une noble dame nommée Contarini, épouse, si ma mémoire est fidèle, de l'amiral Correr de Santa-Fosca, chez qui je goûtais alors les douceurs d'une hospitalité bienveillante, il me sembla, à la vue de cette scène de déception, que mon cœur se déchirait violemment en deux parts, et je subissais alors ce supplice horrible de l'accouplement d'un corps vivant avec

un cadavre : torture inventée par un tyran de l'antiquité pour servir à ses délassemens. Néanmoins je cachai mon émotion; il eût été dangereux de me découvrir, et je n'aurais peut-être rencontré que des incrédules.

Ainsi plantait l'arbre de la liberté, à Venise, le général Baraguey d'Hilliers. Au même moment, Bernadotte, qui connaissait le sort réservé à la république, défendait, par un sentiment de franchise, que cet arbre fût planté à Udine. Guyeux, au contraire, frappait une contribution de cent mille livres sur une petite commune du Padouan, sous le prétexte qu'on y avait abattu l'arbre de la liberté. Douloureux enchaînement de circonstances bizarres, pour la malheureuse Venise, puisqu'à l'occasion du même arbre symbolique, la sincérité des uns lui était inutile, et que la résistance des autres lui devenait funeste.

L'artificieux Buonaparte continuait de se montrer favorable aux Vénitiens, et leur faisait toujours espérer la conservation de leur empire. Non content des chimères dont il repaissait le député Battaglia, Dandolo, Zorzi et les autres municipaux, qu'il faisait mouvoir à son gré, il imagina une démarche d'autant plus grossière, qu'elle semblait tenir davantage de la politesse et de la courtoisie. Il annonça que le nombre et la gravité de ses affaires l'empêchaient de visiter Venise en personne, comme il l'aurait désiré; mais qu'il y

envoyait sa femme, comme un témoignage vivant de l'affection qu'il portait aux Vénitiens. En effet, l'épouse se rendit à Venise. Les républicains de cette époque, Vénitiens et Français, se confondirent devant elle en adulations de tous les genres. Par ordre du général en chef, le canon tira en l'honneur d'une femme sans caractère public; et ce n'était pas assez de souffrir une pareille conduite, on lui donnait encore des éloges. Les hommes prévoyans purent se faire une idée de l'avenir par le présent. A son entrée dans la salle de la municipalité, la femme de Buonaparte fut accueillie par les plus vifs applaudissemens. Deux membres furent députés pour la complimenter et lui faire les honneurs. Il y eut festins, bals, concerts, réjouissances de toute espèce. Souper splendide à la Giudecca, illumination sur le grand canal; et l'on n'oublia point la joute, spectacle favori des Vénitiens. Au langage doucereux de l'épouse, les municipaux se crurent sauvés, persuadés que Buonaparte n'eût pas envoyé une personne qui lui était chère, au milieu de gens dont il aurait médité la ruine. Ils se trompaient, parce qu'ils ne le connaissaient pas, ou ne voulaient pas le connaître. Dandolo triomphait aussi bien que ses collègues. Chevaliers assidus de la dame, ils étaient, comme on dit, pendus à ses côtés. Le républicain Giuliani seul se tenait à l'écart d'un air dédaigneux. Enfin, après quatre jours passés dans la ville, l'épouse partit

avec des présens magnifiques. Je n'affirmerai point, parce que je n'en ai pas la certitude, qu'il lui fut donné un superbe collier de grosses perles, tiré tout exprès du trésor de Saint-Marc, où il était conservé pour un usage religieux. Je dois néanmoins le rappeler ici, comme un renseignement que je puise dans les annales du temps. Quoi qu'il en soit, au défaut du collier, elle eut et accepta bien d'autres présens. Si l'offre fut honteuse, l'acceptation le fut davantage, je ne dis pas du côté de la femme, qui peut-être ignorait les piéges tendus à Venise, mais de la part de Buonaparte qui les connaissait, puisqu'il en était l'auteur.

Malgré tant de promesses et de démonstrations, les magistrats de Venise avaient conçu quelque défiance. Aussi, indépendamment des négociations et de l'argent répandu, cherchaient-ils à se ménager une alliance étroite avec les villes de Terre-Ferme, qui, comme on l'a vu, étaient loin de se montrer favorables à la domination vénitienne. Les magistrats avaient donc décidé les principales de ces villes à envoyer des commissaires à Bassano pour traiter de l'alliance. Vérone envoya Monga, Padoue Savonarola, Brescia Beccalozzi. Venise députa Giuliani, natif de Desenzano, et qui paraissait, par cela seul, plus propre à concilier à Venise les opposans de Terre-Ferme. Il ne vint point de commissaires d'Udine; Bernadotte, plus humain, plus sincère, empêcha la ville d'en nommer. Buona-

parte, qui en apparence favorisait l'entreprise, y envoya Berthier comme président du congrès, et pour faire échouer adroitement le projet d'union. Il y eut beaucoup de discussions, on se donna bien du mal; Vérone voulait être la capitale de Terre-Ferme; Padoue élevait les mêmes prétentions; Bassano tenait pour Padoue, Vicence pour Vérone; Trévise se déclarait pour les Vénitiens; les députés des villes au-delà du Mincio inclinaient en faveur de la Cisalpine. Malgré tout, à travers ces démêlés on apercevait, en résultat, que les députés resteraient d'accord sur l'objet principal de leur mission. C'est pourquoi Berthier, qui n'avait pu faire avorter le dessein par ses insinuations, le rompit d'autorité, déclara le congrès dissous, et publia que les députés n'avaient pu s'entendre sur le projet d'union. Il disait vrai; mais la faute en était à lui, et non aux députés.

Après cette inutile tentative, les Vénitiens pensèrent à intéresser le directoire et Buonaparte à leur incorporation à la Cisalpine. Ils en adressèrent même la demande formelle au directoire cisalpin. Buonaparte et le gouvernement de Paris donnaient des espérances. Battaglia et San-Fermo en écrivirent à la municipalité, et les Vénitiens se soutenaient par l'idée consolante de rester du moins Italiens. Le directoire cisalpin fit une réponse tortueuse et hautaine : insulte barbare et absurde, à Venise malheureuse.

Pendant tout ce temps, le traité de Campo-Formio avait été conclu. Buonaparte revint à Milan. Son langage contradictoire, les bruits qui commençaient à se répandre, jetaient l'effroi parmi le peuple. A son passage par Vicence, on lui demanda quel serait le sort des Vénitiens; il répondit que la France ni lui n'avaient aucun droit sur eux. Un Vicentin nommé Tiene lui déclara qu'ils étaient prêts à tout sacrifier pour conserver l'indépendance. Buonaparte répliqua que rien n'était encore décidé; que la France ni lui n'entreprendraient jamais rien contre eux, et ne disposeraient point d'un peuple sur lequel ils n'avaient aucun droit; mais, étant arrivé à Vérone, et se trouvant déjà plus en sûreté par le voisinage de Milan, persuadé d'ailleurs que l'empereur y avait un parti puissant, il répondit à D'Angioli, président du gouvernement, qui lui faisait des questions sur le même sujet : Vérone est cédée à l'Autriche. *Pourquoi*, repartit le président, *ne nous avoir pas laissés plutôt sous la domination vénitienne? Pourquoi, après tant de promesses de liberté, nous vendre à l'Autriche?* Le cruel général répondit à ceux qu'il avait désarmés : *Eh bien! défendez-vous!* Le président reprit avec magnanimité la parole, et fit entendre cette réponse foudroyante : *Va-t'en, traître; fuis ces contrées; rends-nous les armes que tu nous as ravies, et nous saurons nous défendre.* Le barbare se tut, étourdi

de l'apostrophe, et passa dans une autre pièce, moins honteux qu'avili. Ce ne fut bientôt qu'un cri dans la ville; la douleur était partout aussi bien que l'épouvante. Le vendeur entendit les accens de désespoir des habitans et partit en hâte pour Milan.

La dernière heure de Venise était sonnée. De Milan, Buonaparte écrivit à Villetard : Le traité de paix oblige les Français à évacuer Venise, et autorise l'empereur à s'en emparer; mais nous ne devons en sortir que vingt ou trente jours après la ratification. Tous les patriotes qui voudront quitter le pays seront accueillis dans la Cisalpine où ils jouiront des droits de citoyen; il faut absolument créer un fond pour subvenir à ceux de ces patriotes qui n'auraient pas des moyens d'existence suffisans; la république française est prête à vendre, s'il en est besoin, pour les secourir, les francs-alleux qu'elle possède dans la Cisalpine; il existe à Venise beaucoup d'approvisionnemens de marine, de guerre ou de commerce, appartenant aux Vénitiens; il est indispensable que le comité de salut public (c'était un comité composé de membres municipaux) fasse transporter ces approvisionnemens à Ferrare, afin qu'on puisse les y vendre au profit des émigrés; tout ce qui pourrait être utile aux travaux maritimes de Toulon devra être embarqué pour Corfou, et il en sera dressé une estimation dont le produit

sera réservé pour le même objet; l'artillerie et la poudre seront vendues à la Cisalpine. Vous vous entendrez avec Roubault, Forfait et le comité de salut public pour voir quel parti on pourrait tirer d'un navire et d'une frégate nouvellement désarmés, de huit galiotes, six canonnières, une grue, des pontons, du *Bucentaure*, des barques dorées, des bâtimens de transports, des grosses chaloupes, de six bâtimens de guerre, six frégates, six bricks, six canonnières et trois galères avec leurs agrès. Prenez bien garde à trois choses, ajoutait Buonaparte; la première, de ne rien laisser qui puisse servir à la marine impériale; la seconde, d'envoyer en France tout ce qui peut être utile à la nation; la troisième, d'assigner au produit des ventes le meilleur emploi possible en faveur des émigrés. Du reste, vous prendrez toute autre mesure, selon les circonstances, pour assurer un sort aux Vénitiens qui voudraient se retirer en Cisalpine. Enfin, vous vous concerterez avec le comité de salut public, et les députés de la Terre-Ferme, pour garantir le même avantage aux émigrés de cette partie des états vénitiens.

Une pareille mission était bien dure pour Villetard, auteur de la révolution de Venise, bien dure aussi pour les Vénitiens qui perdaient une patrie; mais il fallait obéir, et Villetard, s'étant rendu dans la salle des assemblées, après avoir retracé la situation de l'Europe qui, selon lui, ren-

dait une nouvelle guerre sur le continent dangereuse pour la France, s'adressa dans les termes suivans aux membres de la municipalité :

« Citoyens, vous aviez immolé la plupart votre « intérêt personnel à l'intérêt de votre patrie; il « vous reste à faire un sacrifice bien plus solen- « nel; il vous faudra peut-être immoler l'intérêt « de votre patrie à celui de l'Europe entière. Vous « ne m'entendez que trop, et le bruit précipitam- « ment accrédité par vos plus cruels ennemis, « épargne du moins à ceux de vos amis chargés « de cette mission douloureuse, la peine de la rem- « plir autrement que par des larmes.

« Mais, citoyens, vos ennemis sont aussi les « nôtres; ils ont calomnié la république française « en l'accusant d'un trafic honteux de chair hu- « maine, afin de vous faire déverser sur la liberté « et sur ses défenseurs une partie de la haine que « vous nourrissiez contre la tyrannie et ses com- « plices.

« Le gouvernement de la république abandonne « aux rois cet odieux commerce des nations, elle « poursuit les tyrans et protége les hommes libres « aussi loin qu'elle peut les atteindre; mais il est « un terme où doit s'arrêter sa protection et sa « vengeance : celui où elle ne pourrait aller plus « loin sans blesser les intérêts de ses propres « enfans.

« La république française laisse à la république

« nouvelle qu'elle a fondée, une partie de ses « troupes. Trop disséminées sur la surface entière « du pays qu'elles occupaient durant la guerre, « ce n'est qu'en se resserrant autour du centre « qu'elles pourront conserver et nourrir dans cette « partie de l'Europe le feu sacré de la liberté.

« Le territoire vénitien, sa capitale elle-même « peut-être, vont se trouver ouverts à l'invasion « des armées impériales.

« Quelques uns d'entre vous, à l'exemple des « Ottomans vos voisins, sont décidés à subir le « joug de la fatalité; quelques autres, comme les « Vénètes, vos glorieux ancêtres, veulent aban- « donner des monceaux de chaux et de briques, « emporter sur leurs navires leur véritable patrie « et ce qu'il y a d'hommes libres parmi leurs con- « citoyens; d'autres enfin ont juré d'expirer sous « les débris de leurs murailles plutôt que de les « céder à l'étranger.

« Il ne m'appartient point de décider entre une « résignation stoïque, une retraite honorable, et « un dévouement généreux; mais, après avoir « combattu les calomniateurs du gouvernement « français, je viens offrir en son nom les services « qu'il est prêt à rendre à ceux d'entre vous qui « voudront se bâtir une autre Venise dans des « lieux inaccessibles à la tyrannie.

« La république cisalpine, à la voix de la France « et de la liberté, vous ouvre son sein. Vous y

« jouirez du titre et des droits de citoyen ; vous y « trouverez un emplacement pour la nouvelle Ve- « nise, soit dans les places fortes, soit dans les « cités populeuses, soit sous l'humble chaume, « séjour des hommes libres et vertueux.

« Vous pourrez emporter avec vous vos ri- « chesses ; la république française vous en a ré- « servé la faculté par les traités. Ainsi, ne pou- « vant garantir, à un si grand éloignement, l'in- « dépendance de votre état, elle a du moins assuré « des destinées libres à ceux qui préfèrent la li- « berté aux lagunes. »

Ici, le jeune Villetard se tut ; pâle, tremblant et les yeux baignés de larmes. Ensuite il exhorta, au nom de Buonaparte, le gouvernement de Venise à prendre les mesures nécessaires pour que la reddition à l'empereur s'opérât sans choc et sans désastres.

La fureur et l'indignation s'emparèrent de l'assemblée. Elles se manifestaient, tantôt par le silence, tantôt par des cris de malédiction. Le cœur déjà navré par la mort de son frère, ancien gouverneur des îles, et qui n'avait pu survivre aux spoliations effectuées sous ses yeux, le bon Vidiman, doublement accablé par la chute prochaine de sa patrie, demeura quelque temps stupéfait et dans l'abattement ; puis, retrouvant bientôt en lui cette force d'âme qui habite avec la modération plus souvent qu'avec la violence, il se résolut à l'exil,

non pour flatter Buonaparte, ou courir après de nouveaux honneurs, mais pour mener une vie humble et ignorée, dans des lieux où l'on sentît encore le prix de la vertu. Heureux Vénitien, même dans tes disgrâces, puisque la vertu, non seulement nous console, mais encore nous verse à pleines mains le bonheur! Si ce fruit de mes veilles doit passer à la postérité, nos neveux apprendront à ton école, et le devouement à la patrie, et l'intégrité des mœurs, et l'amour de la liberté, et la constance dans l'infortune. Peut-être même un temps viendra où le monde préférera l'humble Vidiman au fond de sa retraite, au glorieux Buonaparte assis sur les débris des nations innocentes.

Villetard reprit la parole : il offrit de la part du général en chef, aux Vénitiens, pour les soutenir dans leur prochain exil, le produit des dépouilles de Venise. A cette proposition, tout-à-fait digne de Buonaparte, le caractère italien se réveilla, et se montra tout entier. Qu'il garde ses infâmes présens, s'écria l'assemblée d'une voix unanime : nous n'avons point accepté le gouvernement de la patrie, aux jours de ses désastres, pour nous en approprier maintenant les débris. De détestables exemples n'ont point jusque-là souillé le cœur des Vénitiens. Victimes de la trahison du plus fort, nous échappons au déshonneur par la vertu. La force est un bien extérieur et fugitif; la vertu est un trésor intérieur et intaris-

sable. Que la France s'empare des dépouilles de Venise; mais qu'elle se garde bien d'appeler les Vénitiens au partage. On nous enlève une patrie; nous ne céderons pas du moins notre honneur. Si la puissance se soutient par la rapine, le malheur trouve un abri dans sa conscience. Ces remparts et ces eaux, tant de fois témoins d'illustres actions, ne nous verront point dérober honteusement les richesses de Venise. Par générosité envers la France, par dévouement à notre patrie, nous avons encouru la haine d'un grand nombre de nos compatriotes; mais ce dernier acte de notre vie publique, nous méritera peut-être le retour de leur estime, et nous aurons prouvé, à la face du monde, que si trop de confiance aveugla nos esprits, le crime du moins ne put rien sur nos âmes. Cela dit, l'assemblée frémissante se retrancha dans le silence de l'indignation.

Villetard informa Buonaparte de ce noble et énergique refus. Je me vois obligé de rapporter ici textuellement sa lettre, aussi bien qu'une autre de ce même Villetard. Plus appliqué à excuser Buonaparte qu'à rendre à chacun ce qui lui était dû, soit en blâme, soit en éloge, l'auteur moderne d'une histoire de Venise, a passé cette lettre sous silence, et s'est borné à donner celle du général en chef, que je transcrirai moi-même tout à l'heure. A quoi faut-il attribuer cette omission? je l'ignore. L'historien craignait-il de louer les Ita-

liens d'une action magnanime? mais il aurait au moins dû féliciter Villetard d'un procédé qui, du milieu de cet affreux événement, ressortait à la gloire d'un Français, et par conséquent de la France elle-même.

« Il fallait, écrivait Villetard, autant de stoï-« cisme que d'amour de la patrie pour accepter « la mission douloureuse dont vous m'avez chargé. « J'étais prêt à la remplir autant qu'il était en « moi; mais je me réjouis du moins d'avoir trouvé, « dans les membres du gouvernement de Venise, « des âmes trop fières pour se prêter elles-mêmes « à l'exécution des mesures que vous leur proposez « par mon organe.

« Ils iront chercher ailleurs un sol libre; mais « ils préféreront, s'il est nécessaire, l'indigence à « l'infamie. Ils ne voudront pas qu'on dise d'eux, « qu'ayant usurpé pendant quelques jours la sou-« veraineté de leur nation, ils ont fui en parta-« geant ses dépouilles. Ils prouveront du moins, « par cette conduite, qu'ils n'ont point mérité les « fers qu'on leur prépare.

« Des gémissemens sur ces fers, des blasphêmes, « il faut l'avouer, contre la nation française, un « refus unanime de complicité dans la ruine de « leur patrie, ont suivi la lecture de vos ordres.

« Général, huit ans de révolution ne les ont « point encore façonnés au malheur, et ils gé-« missent; ne les ont point mûris au machiavé-

« lisme, et ils blasphèment; ne les ont point cor-
« rompus à l'effronterie politique, et ils n'osent.

« Ils s'honoreront du moins du titre de citoyens « de la Cisalpine, et des bienfaits de la nation « française, s'il ne faut point les mériter par ce qui « leur paraît un crime, et vous êtes trop grand « pour ne pas apprécier leur délicatesse.

« Je ne vois donc, général, d'autre moyen de « leur être gratuitement utile, que le régime mi- « litaire, au moyen duquel vous réglerez par l'or- « gane de vos généraux, au nom de la France, « ce qu'ils refuseraient de faire au nom de la sou- « veraineté du peuple, dont ils avaient la con- « fiance. »

Buonaparte supportait d'autant plus difficilement le blâme, qu'il aimait davantage à faire le mal. C'était folie à ses yeux que de ne pas s'enrichir des dépouilles de sa propre patrie, que de ne pas vouloir la livrer à un joug étranger. Il fit donc à Villetard cette réponse furibonde et barbare :

« J'ai reçu, citoyen, votre lettre du 3 brumaire. « Je n'ai rien compris à son contenu. Il faut que « je ne me sois pas bien expliqué avec vous.

« La république française n'est liée avec la mu- « nicipalité de Venise par aucun traité qui nous « oblige à sacrifier nos intérêts et nos avantages « à celui du comité de salut public, ou de tout « autre individu de Venise.

« Jamais la république française n'a adopté « pour principe de faire la guerre pour les autres « peuples. Je voudrais connaître quel serait le « principe de philosophie ou de morale qui ordon- « nerait de sacrifier quarante mille Français contre « le vœu bien prononcé de la nation, et l'intérêt « bien entendu de la république.

« Je sens qu'il n'en coûte rien à une poignée de « bavards, que je caractériserais bien en les appe- « lant fous, de vouloir la république universelle. « Je voudrais que ces messieurs vinssent faire une « campagne d'hiver.

« D'ailleurs la nation vénitienne n'existe pas. « Divisés en autant d'intérêts qu'il y a de villes, « efféminés et corrompus, aussi lâches qu'hypo- « crites, les peuples d'Italie, et spécialement le « peuple vénitien est peu fait pour la liberté. S'il « était dans le cas de l'apprécier, eh bien, la cir- « constance actuelle lui est très avantageuse pour « le prouver. Qu'il la défende. Il n'a pas eu le « courage de la conquérir, même contre quelques « misérables oligarques. Il n'a pu même la dé- « fendre quelque temps dans la ville de Zara, et « peut-être, si l'armée française fût entrée en Al- « lemagne, nous aurions vu se renouveler, sinon « les scènes de Vérone, du moins des assassinats « multipliés, qui produisent le même effet sinistre « pour l'armée.

« Au reste, la république ne peut pas donner;

« comme on paraît le croire, les états vénitiens.

« Ce n'est pas que, dans la réalité, ces états « n'appartiennent à la république française par « droit de conquête; mais parce qu'il n'est pas « dans les principes du gouvernement de donner « aucun peuple.

« Lors donc que l'armée française évacuera ce « pays-ci, les différens gouvernemens sont maîtres « de prendre toutes les mesures qu'ils pourraient « juger avantageuses à leur pays.

« Je vous ai chargé de conférer avec le comité « de salut public sur l'évacuation qu'il est possible « que l'armée française exécute, pour se mettre « à même de prendre toutes les mesures, soit « pour leur pays, soit pour les individus qui vou-« draient se retirer dans les pays réunis à la répu-« blique cisalpine, et reconnus et garantis par la « république française.

« Vous avez dû également faire connaître au « comité de salut public, que les individus qui « voudraient suivre l'armée française auraient tout « le temps nécessaire pour vendre leurs biens, « quel que soit le sort de leur pays, et que même « je savais qu'il était dans l'intention de la répu-« publique cisalpine de leur accorder le titre de « citoyen.

« Votre mission doit se borner là. Quant au « reste, ils feront ce qu'ils voudront. Vous leur « en avez assez dit pour leur faire sentir que tout

« n'était pas perdu; que tout ce qui arrivait était « la suite d'un grand plan. Si les armées françaises « continuaient à être heureuses contre une puis- « sance qui a été le nerf et le coffre de toute la « coalition, peut-être Venise aurait pu par la suite « se trouver réunie avec la Cisalpine. Mais je vois « que ce sont des lâches, et ils ne savent que « fuir. Eh bien! qu'ils fuient, je n'ai pas besoin « d'eux. »

C'est ainsi que parlait Buonaparte de ceux qui, à cause de lui, perdaient une antique et noble patrie, et se voyaient condamnés à l'exil, pour s'être dévoués, au milieu de circonstances funestes, aux intérêts de leur pays et à ceux de la France. C'est ainsi qu'il parlait d'eux, seulement parce qu'ils avaient rejeté avec indignation la proposition infâme de livrer eux-mêmes leur infortunée patrie, et de tremper leurs mains dans la ruine de Venise. Nouvelle preuve du peu d'exactitude de l'historien ci-dessus désigné, qui attribue la colère de Buonaparte à je ne sais quelle protestation des Vénitiens, sans l'expliquer, au lieu de déclarer ouvertement que la cause en était dans leur refus de partager les dépouilles de la patrie, et de la consigner, de leurs propres mains, au pouvoir de l'empereur. Si l'on n'est point pénétré de vénération pour les actions généreuses, d'une sainte horreur pour les actions viles, je ne comprends pas qu'on ose écrire l'histoire.

Le généreux Villetard fit à la lettre furibonde de Buonaparte cette noble réponse :

« Ce ne sont point des bavards, des fous et des « lâches qui voudraient qu'on leur fît, aux dépens « du sang français, une république universelle, « dont je vous parlais dans ma dernière lettre. Je sais « apprécier comme vous les phrases, la politique « et le courage de ces sortes de gens. Mais c'était « de plusieurs pères de famille, négocians, vieil- « lards qui, abattus par la nouvelle de l'évacuation « de leur pays et de l'invasion des troupes de « l'empereur, qui doit en être la suite, ne se sont « point cru en droit de gouverner, lorsqu'ils « n'avaient plus à le faire qu'à leur profit, et qu'ils « ne se sentaient revêtus que d'une autorité pro- « visoire que leur nation n'avait point confirmée. « Croyez, au reste, qu'il entre dans leur refus de « piller en quelque sorte la nation vénitienne au « profit du parti démocratique, une délicatesse et « une probité malheureusement trop rares. »

Discutons un moment la lettre de Buonaparte. Si la France n'était liée par aucune convention avec Venise, pourquoi donc le général en chef invoquait-il un traité quand il s'agissait de dépouiller les Vénitiens ? Il eût été, sinon plus honorable, au moins plus sincère de nommer rapine ce qui était rapine, et de ne pas prétendre que ce fût en exécution d'un traité. Que Buonaparte ne fût point obligé de faire égorger quarante mille

Français pour maintenir l'indépendance de Venise, on le conçoit très bien ; mais ce que l'on conçoit parfaitement aussi, c'est que les Vénitiens n'étaient pas la cause si la France voulait garder les Pays-Bas, la rive gauche du Rhin, Mayence, la Lombardie autrichienne, Mantoue et Corfou. Que Venise ait payé pour tous, c'est démontré par le fait ; mais que ce fût un devoir pour elle, voilà un argument tout nouveau et digne du temps. Je passe sous silence les instigations faites aux Vénitiens, pour la liberté, par le directoire, par Buonaparte, ses généraux et ses agens ; c'est la honte de ceux qui voulaient vendre Venise à l'empereur. Pousser les pays à la révolte pour les trahir ensuite, était certainement une œuvre abominable.

Au milieu des ruines de son ancienne patrie, la municipalité de Venise convoqua les assemblées primaires, afin qu'elles eussent à délibérer si les Vénitiens voulaient conserver la liberté. Son intention était, puisque la force dominait, de constater au moins la volonté. Aucun orateur ne parla dans ces assemblées ; chacun fut livré, sans impulsion étrangère, à son désir individuel. Des prêtres seuls furent chargés de recueillir les vœux du peuple ; ces vœux furent, en grande majorité, favorables à la liberté. La municipalité députa Sordina, Carminati, Dandolo et Giuliani à Paris, les chargeant de porter au directoire le vœu émis par le peuple vénitien, et de solliciter la permis-

sion de s'armer pour défendre la liberté de Venise. Une autre députation fut envoyée dans le même but à Buonaparte à Milan. Buonaparte, par un abus horrible de la force, fit arrêter les députés en chemin. De sorte que si les Vénitiens ne s'armaient pas, il les appelait lâches; s'ils voulaient s'armer, il les traitait comme coupables. Voilà l'explication de cet article du traité de Campo-Formio, qui portait que la république française consentait que l'empereur d'Allemagne possédât Venise. Proclamer que l'on consent quand on force, c'est une ruse ridicule et révoltante.

Serrurier fut nommé par Buonaparte commandant suprême de Venise, et chargé de mettre la dernière main au grand marché. Après avoir vidé les magasins publics du sel et du biscuit, dépouillé avidement l'arsenal, brisé ou mutilé les statues précieuses qui l'embellissaient; après avoir fait appareiller les gros vaisseaux, couler à fond les petits, détruire à coups de hache ceux qui étaient en construction dans les chantiers, incendier dans Saint-George pour en prendre les ornemens, *le Bucentaure,* relique vénérable, et par l'antiquité des souvenirs, et par les sculptures admirables dont il était décoré; après avoir ruiné et dispersé tout ce qui appartenait à l'état, il remit Venise aux Allemands, pleins de joie à la vue d'une si belle conquête. La populace fit quelques démonstrations d'allégresse, qui ajoutèrent encore à la

douleur générale. Les démocrates prirent la fuite ou se cachèrent. Parmi les patriciens, le plus grand nombre versaient des larmes; quelques uns poursuivaient déjà de nouveaux honneurs. François Pézare, je le dis malgré moi, en pleurant sur son honneur flétri, François Pézare, devenu commissaire impérial, reçut le serment de fidélité.

Ainsi périt Venise. L'idée de la servitude est désormais attachée à son nom. Un temps viendra, peut-être il n'est pas éloigné, où Venise voudra dire un amas de débris, un champ d'algues marines, aux lieux même où s'élevait jadis une cité magnifique, la merveille du monde. Voilà l'œuvre de Buonaparte!

FIN DU LIVRE DOUZIÈME.

LIVRE TREIZIÈME.

L'orage se tourne contre le pape. — Machinations dans Rome pour y opérer une révolution. — Mort funeste du général Duphot. — La France déclare la guerre au pontife. — Berthier marche sur Rome, et s'en rend maître. — Acte par lequel le peuple romain se proclame libre. — Pie VI est exposé à des railleries indécentes; les républicains l'obligent à quitter Rome, et le conduisent en Toscane. — Spoliations exercées à Rome; les Romains irrités se soulèvent; les officiers français, jaloux de l'honneur de l'armée, s'en indignent eux-mêmes, ils éclatent en protestations solennelles. — On proclame la république romaine, et on lui donne une constitution. — Instructions de Pie VI relatives au serment.

Les bouleversemens se multipliaient; les enlèvemens continuaient dans Rome en vertu du traité de Tolentino; les commissaires du directoire s'acquittaient de cette tâche avec beaucoup d'activité. Spoliateurs empressés, ils se montrèrent encore adroits courtisans. La femme de Buonaparte désirait avoir quelques belles statues de bronze; ils le surent, achetèrent ces statues, et les encaissèrent pour elle avec les autres. Cette adulation, qui ne tenait que de la galanterie, donna lieu à une flatterie déplorable. Informé du désir de la dame, et de l'acquisition faite en son nom, le pape voulut en payer le montant, c'est-à-dire trois mille sept cents écus romains, afin qu'il n'en coûtât rien à l'acquéreuse. De plus, se persuadant, avec une

grande simplicité sans doute, qu'il avait à faire à des cœurs exorables, le malheureux pontife, aux derniers momens d'une grandeur expirante, fit préparer, pour être offert de sa part à la femme de Buonaparte, un collier de camées précieux. Cacault, ministre du directoire, trouvait de la noblesse dans ces hommages, rendus à la veille de la catastrophe de Rome. Il y avait peut-être de la noblesse à les offrir ; mais y en avait-il à les accepter dans un pareil moment? c'est ce que j'abandonne au jugement de ceux qui n'ont point abjuré tout sentiment de délicatesse.

Cependant de nombreux chariots emportaient chaque jour les dépouilles de Rome, à la vue du peuple romain, que ce spectacle remplissait d'indignation. L'épuisement du trésor en raison des contributions stipulées dans le traité de Tolentino, une perte de deux tiers pour cent sur les bons romains, le discrédit progressif et journalier de ces effets, le bouleversement général : tout annonçait une dissolution prochaine. Cacault le savait ; aussi voulait-il, non pas renverser le gouvernement papal, au moyen d'une violente secousse, mais le laisser tomber de lui-même par la force des choses. Il paraissait regretter seulement que la cassette particulière du pape et celle de son neveu, ne fussent pas entièrement vides, et il engagea le pontife à acheter la terre de la Mesola, moyennant trois millions : convaincu, comme il

l'écrivait à Buonaparte, que la sortie de cet argent entraînerait la ruine totale des bons romains, puis une grande misère, et enfin une révolution inévitable. Cacault n'excitait pas les démocrates; il en faisait peu de cas, et croyait que le peuple n'en voulait point. Toutefois il requérait de Pie VI la libération des détenus, ce qui plaçait le pontife dans une alternative également dangereuse pour son autorité. Tolérer les novateurs, c'était encourager les autres à les imiter; les priver de la liberté, c'était s'exposer à la nécessité de la leur rendre. Le mécontentement des peuples augmentait avec la disette et la cherté des vivres: effet, en grande partie, de l'exportation des grains, exigée avec hauteur par les agens civils et militaires de la république, et forcément accordée par le gouvernement pontifical. Ces exportations étaient considérables, parce qu'elles rapportaient de gros bénéfices. La paralysie vint alors ajouter, chez le pape, au poids de la vieillesse. Des désastres publics augmentèrent encore l'effroi général, comme si le ciel lui-même eût voulu manifester son courroux contre la malheureuse Rome. La poudrière du château Saint-Ange sauta, la veille de saint Pierre, avec une horrible détonation. Il y eut beaucoup de morts, plusieurs édifices ruinés, le Vatican lui-même en fut violemment ébranlé; la façade de la chapelle Sistina fut crevassée dans un grand nombre d'endroits; une partie même

s'écroula, en occasionnant au fameux tableau de Michel-Ange, représentant le Jugement dernier, des dommages considérables.

Pour arriver au renversement du gouvernement pontifical, on chercha d'abord querelle à son chef. Le pape avait pris à sa solde le général Provera. Aussitôt, grands cris de la part des agens du directoire qui demandèrent impérieusement, sous peine de la guerre, le licenciement et le renvoi, sans délai, du général autrichien. C'était là le respect que portait le directoire vainqueur, à l'indépendance d'un état souverain, avec qui le traité de Tolentino lui donnait des rapports d'amitié. Aux causes politiques qui menaçaient le pape s'en réunissait une autre d'une nature fort singulière, c'était le projet qu'on avait formé en France de fonder la religion naturelle, décorée du nom de théophilanthropie. Ce projet fut attribué spécialement à Lareveillere-Lepaux, l'un des directeurs; mais quoiqu'il l'approuvât, comme moyen propre à réveiller dans le cœur des hommes des sentimens doux et sociables, il n'en était pourtant pas le principal auteur. Les partisans de ce nouveau rit avaient pour but d'éloigner la nécessité de la religion révélée, principalement de la catholique. Ils étaient donc opposés au pape, comme chef et directeur suprême de cette dernière religion, et faisaient tous leurs efforts pour détruire le pouvoir pontifical.

Cacault avait été remplacé à Rome, en qualité de ministre français, par Joseph Buonaparte, frère du général. C'était un homme d'un caractère assez pacifique; mais, en raison de cette faiblesse et de cette indolence même, plus facile à être circonvenu par ceux qui aimaient mieux hâter la catastrophe que l'attendre. Il connaissait d'ailleurs les intentions de son gouvernement; il avait même reçu l'ordre exprès de révolutionner Rome, sans paraître toutefois vouloir s'en mêler : c'est pourquoi son hôtel était continuellement plein de démocrates et de novateurs qu'il encourageait secrètement. Mais, comme il n'entendait rien au métier des armes, et qu'il n'avait point de résolution dans l'esprit, on lui envoya pour l'exciter et le soutenir les généraux Duphot et Sherlock. Le premier avait fait ses preuves dans ces sortes d'affaires, quand il s'était agi de bouleverser l'état de Gênes. Le gouvernement papal eut avis des manœuvres qui se tramaient contre lui. Par son ordre, de nombreuses patrouilles circulèrent dans la ville, surtout pendant la nuit. La surveillance la plus active fut observée; mais la prudence devait céder à la force des choses, et la partie avait cessé d'être égale du moment où les ambassadeurs des puissances étrangères, dont le titre annonce la paix et l'amitié, encouragèrent eux-mêmes le désordre et la rébellion.

L'année 1797 tirait à sa fin. Rome devint le

théâtre de l'événement le plus funeste; le torrent qui depuis long-temps menaçait de tout inonder, se déborda furieux et terrible. C'était dans la soirée du 27 décembre; la garde urbaine parcourait les rues et observait tout avec soin. Elle rencontra çà et là de petits rassemblemens d'hommes portant la cocarde française; la plupart étaient sujets du pape; parmi eux se trouvaient aussi des Français, mais en petit nombre. La garde prudente se contenta d'ordonner aux attroupemens de se dissoudre, elle fut obéie. Toutefois, l'événement parut sérieux au gouverneur de Rome; il redoubla de surveillance, mit sur pied de plus grosses patrouilles, stimula le zèle de tous les corps. Plus avant dans la nuit, la garde rencontra une autre troupe de gens armés, c'étaient les démocrates; injonction à eux de se séparer; menaces et railleries de la part du rassemblement; mêlée sanglante entre les deux partis. Un démocrate fut tué, deux gardes de ville blessés. Le sang veut du sang, la terreur planait déjà sur la ville. Le secrétaire d'état fit son rapport à l'ambassadeur Joseph, qui en ce moment se divertissait au bal; il répondit qu'il ferait en sorte que les siens ne se mêlassent point à ces désordres. Vaines paroles. Que Joseph y eût ou non consenti, le 28, dans la Villa-Médici, hors la porte Pinciana, se rassemblèrent environ trois cents démocrates, que n'avaient encore désabusés ni la vente de Venise,

ni l'esclavage de la Cisalpine. Duphot était avec eux. Il les excitait à la révolte, de la voix et du geste; il élevait et agitait son chapeau; tous arborèrent la cocarde aux trois couleurs. C'étaient des cris, une confusion sans exemple. Informé de ce qui se passait, le gouvernement envoya sur les lieux quelques compagnies d'infanterie et de cavalerie. La troupe dispersa d'autant plus aisément ces hommes, échauffés par un dîner copieux et le vin qu'ils avaient pris en abondance, qu'une bande de leurs amis qui devait les rejoindre, avait été retenue par un ordre contraire de Sherlock. L'ambassadeur de France occupait le palais Corsini; ce fut là que se retirèrent les démocrates comme dans un asile assuré, comme à la source de leurs espérances. Ils remplissaient l'hôtel et les lieux circonvoisins. Devenus alors plus audacieux, ils poussèrent de grands cris de liberté, déclarant qu'ils voulaient planter leurs enseignes sur le Capitole. Rome entière était consternée. Le pape fit marcher contre ces fanatiques des troupes qui, se dirigeant vers le palais Corsini, refoulèrent successivement de ce côté les novateurs assez hardis pour les combattre. Les arquebusiers pontificaux blessèrent plusieurs démocrates, dont la foule alla chercher un abri dans l'hôtel de l'ambassadeur; ils en encombrèrent la cour, le vestibule et les escaliers. En conformité des ordres du gouvernement, les troupes du pape s'arrêtèrent devant cet asile que

garantissait le droit des gens. Toutefois les commandans prièrent l'ambassadeur, qui s'était montré sur le perron de l'escalier, de comprimer ces rebelles et de les engager à se retirer; mais l'ambassadeur, soit qu'il ne pût ou ne voulût rien faire de plus, se contenta de dire aux séditieux qu'ils lui répondraient de ce qui arriverait; du reste il ne les exhorta point à partir. Forts de l'inviolabilité du lieu, les démocrates insultaient et menaçaient les soldats qui malgré tout se contenaient encore. Sur ces entrefaites, arrive un régiment de dragons, envoyé par le gouvernement pour aider à comprimer la révolte. Ne pouvant supporter tant d'outrages, cette nouvelle troupe se précipita impétueusement dans la cour du palais, menaçant de faire main basse sur quiconque ne sortirait pas sans délai. Il en résulta une mêlée, des cris, un frémissement confus, plus faciles à imaginer qu'à décrire. A cet épouvantable tumulte, l'ambassadeur se montra, accompagné de Duphot et de Sherlock; il chercha, de la voix et du geste, à faire cesser le désordre; il appela auprès de lui, pour conférer, les officiers pontificaux; mais les démocrates ne diminuaient rien de leurs injures, et les dragons exaspérés ne pouvaient plus rien entendre de sang froid : ils répondirent. La retraite prompte et simultanée des rebelles : ils ne voulaient point d'autre accord. Jeune, emporté, plein de bravoure, Duphot n'écoute plus

qu'une imprudente ardeur, il tire son épée, franchit l'escalier, se mêle aux démocrates, et les exhorte à chasser les soldats. Ce fut en ce moment terrible, il était écrit dans le ciel qu'un événement fortuit et dirigé contre Rome deviendrait le prétexte de sa destruction, ce fut alors, dis-je, que les dragons, ne pouvant plus se contenir, firent une décharge. Plusieurs factieux périrent; Duphot reçut une blessure dont il mourut quelques momens après. Effrayés du bruit des armes, et à la vue du sang répandu, les démocrates s'enfuirent par le jardin du palais; quelques uns plus hardis demeurèrent. La cour resta hideusement jonchée de morts et de blessés. Ce fût là un événement déplorable. Ceux qui avaient permis, et peut-être expressément ordonné, que le siége de l'ambassade de France devînt un foyer de rébellion contre le gouvernement papal, étaient certainement bien coupables envers lui; mais les dragons n'en furent pas moins inexcusables d'y avoir fait irruption, et si le pape eût fait arrêter sur-le-champ les chefs du régiment, l'ambassadeur n'aurait eu aucune plainte légitime à former. Les soldats du pape pouvaient entourer le palais sans doute, mais ils ne devaient point y entrer à main armée, encore moins y répandre du sang. De ce que ceux qui l'habitaient avaient manqué de foi, et violé la sainteté du lieu, il ne résultait pas que le gouvernement pontifical fût autorisé à

la violer lui-même : il devait se borner a placer, dans les environs du palais, autant de troupes qu'il était nécessaire pour garantir la sûreté de l'état, et en venir en même temps à des négociations avec l'ambassadeur, pour obtenir l'éloignement des rebelles.

L'ambassadeur Buonaparte écrivit avec hauteur au cardinal secrétaire d'état, d'ordonner aux soldats pontificaux d'évacuer les environs du palais. Le cardinal, dans sa réponse, représenta combien était épineuse la position du gouvernement de Rome, qui se voyait dans l'alternative périlleuse, ou d'enhardir les rebelles dans leurs menaces, en retirant ses troupes, ou de mécontenter la France en ne les retirant pas; que l'ambassadeur seul pouvait remédier au mal; que le cardinal mettait en lui toute son espérance, parce que la nation, représentée avec tant de dignité par l'ambassadeur, était une nation généreuse; que lui, cardinal, avait vécu au milieu d'elle pendant douze années environ, et que nul autre, mieux que lui, n'avait su la connaître et l'apprécier. Plusieurs autres personnes essayèrent d'apaiser le courroux de l'ambassadeur, et de l'amener à faire sortir les ennemis déclarés du gouvernement. Non seulement Joseph s'y refusa, disant qu'ils l'avaient préservé du sort tragique de Basseville; mais il écrivit, plus irrité que jamais, qu'il fallait enfin savoir si les hommes qui dirigeaient en secret les

conseils de Rome, voulaient ourdir, à l'ombre de la paix, de nouvelles trahisons contre la république. Ils s'embarrassent peu, disait-il, parce qu'ils ont su les éviter, de tant de maux supportés par le peuple romain à la suite de la guerre contre la France. Les assassins de Basseville respirent encore, et sont employés dans les troupes du pape. Que le gouvernement de sa sainteté punisse les auteurs des désastres de Rome; qu'il punisse les assassins de Basseville; à ces marques seules la France reconnaîtra la sincérité romaine; à ce prix seulement la bonne intelligence peut exister entre Rome et la France. Que le cardinal fasse attention à la liste ci-jointe; il y verra les noms des assassins de Basseville : un abbé Beltrami, auteur principal du forfait; un caporal Pulcini, qui le frappa d'une baïonnette; un barbier, qui le perça d'un stylet. Ces sicaires ensanglantés habitent Rome, et ils se promènent impunément au grand jour.

Réduit désormais à cette nécessité, également funeste, ou de refuser, conformément à ses droits, ou de céder à la violence, le gouvernement de Rome s'arrêta au meilleur parti. Il répondit que Rome n'avait jamais écouté les avis des ennemis de la France; que sa première pensée, son plus ardent désir était de vivre avec elle dans les termes d'une sincère amitié; que les meurtriers de Basseville avaient été soumis à l'action légale de la jus-

tice; que les accusés, reconnus coupables, avaient payé la peine due à leur crime; et qu'enfin les individus portés sur la liste de l'ambassadeur, ou ne demeuraient pas à Rome, ou avaient été juridiquement et solennellement déclarés innocens.

L'ambassadeur ne se contint plus à cette réponse. Il demanda ses passe-ports, et déclara qu'il partait. Autant valait un manifeste de guerre. Dans cette extrémité, le gouvernement pontifical crut devoir se soumettre, et offrit à la république française telle réparation qu'il lui plairait d'exiger: protestant toujours néanmoins de son innocence dans les événemens qui venaient d'avoir lieu. Nous prions l'ambassadeur, ajoutait le cardinal, de considérer qu'il dépend de lui de conserver à la cour de Rome tout ce que le général en chef, son frère, lui a généreusement accordé. Mais, sans avoir égard, ni aux offres de satisfaction, ni aux prières du pape, l'ambassadeur, furieux ou feignant de l'être, se fit amener des chevaux de poste, et partit brusquement pour la Toscane. Partout, sur son passage, il déclamait contre ce qu'il appelait les trahisons de Rome, parlait de vengeances terribles, et excitait les peuples à se soulever contre le gouvernement pontifical. Arrivé à Paris, il présenta les faits sous le point de vue qui lui convenait le mieux, à lui aussi bien qu'au directoire, et demanda que la France déclarât la guerre au pontife. Pour conjurer cet orage, le pape ordonna des

prières, des jeûnes et des pénitences; le directoire courut aux armes. Déjà les républicains avaient établi dans Ancône un foyer de rébellion contre le pape; ce qui aurait suffisamment justifié le pontife, s'il eût déclaré le premier la guerre à la France et à la Cisalpine. En effet, des soldats de ces deux républiques avaient pris part à cette levée de bouclier dans Ancône. Déjà s'insurgeaient Pesaro, Sinigaglia et les villes voisines; déjà le flanc oriental de l'Apennin retentissait du cri de république d'Ancône, et enfantait partout des soulèvemens, des révoltes, des avortons de républiques babillardes et serviles. Le pape s'en était plaint au directoire; mais ses remontrances étaient restées sans effet auprès de ceux qui voulaient, non le maintien de ses droits, mais l'abolition de sa puissance. C'était dans ce but que Paris fulminait : le sang de Basseville et de Duphot crie vengeance; il faut détruire ce repaire d'assassins; la dernière heure a sonné pour la tyrannie de Rome, et cet acte d'humanité est réservé à la France; la république doit au monde une preuve de l'amour qu'elle porte à ses enfans; vivans elle les protége, morts elle les venge. Tel était le langage ampoulé du temps, et la foule imbécille d'applaudir. Considérons attentivement les faits. Sans doute la mort de Duphot fut un événement déplorable et digne de regrets éternels; mais en accuser le pape, mais s'en faire contre lui un prétexte de destruction,

voilà qui n'est ni raisonnable ni juste. Je n'ai jamais ouï dire, personne au monde, je crois, n'a jamais prétendu que Pie VI et le cardinal Doria Pamphili, son secrétaire d'état, fussent des assassins ; et les accuser d'assassinat est non seulement une indignité, mais encore une odieuse calomnie.

Imputant donc exprès à la préméditation ce qui n'était que l'effet du hasard et de provocations extraordinaires, le directoire donna au général Berthier l'ordre de marcher promptement contre Rome avec toute l'armée.

Berthier commençait à se dégoûter des révolutions, et il aurait mieux aimé être dispensé d'une expédition qui lui était à charge; cependant il se mit en devoir de remplir sa mission. Cervoni, Corse de nation, et qui savait la langue du pays, eut le commandement de l'avant-garde, avec ordre de s'établir à Macerata. Le centre fut confié à Dallemagne, et devait suivre l'avant-garde à une marche de distance. L'arrière-garde, sous la conduite de Rey, prit ses logemens à Tolentino. Ce corps veillait sur les défilés d'Ascoli qui mènent au royaume de Naples, et couvrait les routes de Naples entre Tolentino et Foligno. Enfin Berthier laissa Dessoles dans Ancône avec une forte division. Ce dernier devait faire courir le pays par divers détachemens, et contenir les paysans du duché d'Urbin, fort attachés au saint siége, et

toujours prêts à remuer en sa faveur. Dambrouski prit garnison à Rimini avec quatre mille Polonais et les légions cisalpines. Ces dernières, en se livrant à tous les excès, avaient soulevé l'indignation des peuples, qui auraient même fini par les exterminer, si Berthier n'était arrivé avec les troupes françaises. Ainsi l'Italie se voyait dévastée à la fois, et par les étrangers, et par ses propres enfans. Au milieu de ces préparatifs de destruction contre le gouvernement pontifical, Berthier publia d'Ancône, le 29 janvier, le manifeste suivant : Déjà les rives du Tibre, après une guerre désastreuse, goûtaient les douceurs de la paix. Mais l'implacaple et perfide gouvernement de Rome conspire contre le repos des nations, et vient de commettre un lâche forfait, présage de ceux qu'il médite. Il insulte à la modération et à la générosité déployées par la France dans le traité de Tolentino. La république a droit à une réparation aussi éclatante que l'injure même. Une armée française s'ébranle contre Rome; mais seulement pour punir les meurtriers du brave Duphot, ces assassins encore tout couverts du sang de l'infortuné Basseville; pour châtier les insolens qui ont osé méconnaître le caractère et outrager la personne de l'ambassadeur de France. Toutefois, la république sait que le peuple romain est innocent de tant d'inhumanité, de tant de perfidie. L'armée française lui promet paix et protection.

Se retournant ensuite vers ses soldats : Vous ne marchez, leur dit solennellement Berthier, vous ne marchez que pour venger les outrages commis envers la république, pour punir les assassins que le gouvernement de Rome soudoie. Mais si la vengeance est juste, elle doit être noble et sans tache. Le peuple romain n'est point coupable des crimes de son gouvernement, vous lui devez bienveillance et amitié. La république vous ordonne de respecter les personnes, les propriétés, la religion et les temples. Je punirai sévèrement quiconque se livrera au pillage. Montrez-vous donc dignes de la France, de la république et de vous-mêmes.

Cela dit, Berthier ébranla ses colonnes. C'est ainsi que la redoutable république s'élançait contre la ville religieuse, et contre un pontife déjà presque entièrement désarmé, et qui n'avait plus d'autre rempart, pour ainsi dire, que la vénération des peuples. Après avoir pris Lorette, emmené la garnison prisonnière, commis quelque pillage dans la ville, frappé de contributions Osimo, qui s'était soulevé pour le pape, et franchi rapidement les Apennins, les phalanges républicaines s'approchèrent de cette Rome, objet de leur convoitise. Rome était alors le théâtre de la confusion et des dangers, soit par rapport aux circonstances passées, soit à cause des événemens présens. Partout, des sectes opposées et des opinions ennemies. En dépouillant le pape de la meilleure portion de ses

états, en le forçant à certaines modifications dans la discipline ecclésiastique, le traité de Tolentino lui avait ôté une grande partie de son ascendant et du respect que les peuples lui portaient auparavant. On considérait surtout que ces concessions avaient été faites à un gouvernement contre lequel le pape avait dirigé, avec tant d'ardeur et d'opiniâtreté, ses armes spirituelles et temporelles. D'un autre côté, si l'enlèvement des ornemens les plus précieux de Rome soulevait l'indignation générale contre le vainqueur, il excitait aussi des murmures contre Pie VI, parce que le peuple juge toujours d'après les effets, jamais d'après les causes; et il accusait le pape d'avoir imprudemment provoqué un ennemi puissant, qu'ensuite il n'avait pas su apaiser. De plus, le pontife se trouvait réduit à la nécessité d'imposer de nouvelles taxes à ses sujets, pour se procurer les sommes énormes que le traité de Tolentino l'obligeait à payer à la république. Ainsi, après avoir épuisé le trésor de Saint-Pierre, le pape se vit contraint de chercher une ressource dans la vaisselle d'or et d'argent des individus, d'émettre un nouveau papier qui ajouta au discrédit de l'ancien, en perdant beaucoup lui-même, et d'établir une contribution de cinq pour cent sur toutes les propriétés. Une autre cause principale de mécontentement, même parmi les amis du pontife et les partisans de la cour de Rome, ce fut la vente du

cinquième des biens du clergé, attentat énorme, disait-on, aux immunités ecclésiastiques. Le clergé reprochait au pape d'avoir ordonné dans ses propres états, précisément ce qu'il avait condamné si solennellement en France, dans la Cisalpine, et partout où l'on avait voulu porter la faux dans cette moisson. Cette mesure fut très préjudiciable au pontife, et lui enleva la faveur de ceux en qui résidait surtout sa puissance. Le départ continuel des ballots renfermant les antiquités les plus rares, des caisses remplies de l'argent si péniblement arraché au trésor de l'état et à la bourse des individus, représentait aux Romains l'image d'une spoliation sans terme, achevait d'aigrir les esprits, et ne rapportait au pape que la déconsidération et la haine. On n'ignorait pas non plus que l'argent ayant manqué pour satisfaire aux conditions du traité de Tolentino, Pie VI avait livré au vainqueur, des bijoux dont la valeur réunie s'élevait à plusieurs millions. Il résultait donc, de la pénurie du trésor, que le pape avait réformé en grande partie cette pompe, cette splendeur, qui lui avaient jusque là concilié l'amour et le respect des peuples. Et comme les Romains voient la perfection des princes dans leur magnificence bien plus que dans leurs vertus, l'affection pour le pape se changea en dédain. Pie VI méritait assurément plus de compassion que de haine; mais le peuple ne plaint ordinairement ses princes que dans les fers ou

l'exil, et quand sa pitié leur est inutile. En vain le malheur est assis à côté d'eux sur le trône, il suffit qu'ils règnent pour que la pitié publique les évite, pour que le mépris et l'animadversion les poursuivent. Mépriser et haïr son prince est aux yeux du peuple une compensation de l'obéissance. Cette altération des esprits donnait lieu à la reproduction des anciens griefs. On s'entretenait du duc Braschi, neveu du pontife. On l'accusait de s'être honteusement enrichi par des monopoles au préjudice du public, par des spoliations à la ruine des individus. On rappelait la parcimonie de Ganganelli envers ses neveux; on la comparait aux prodigalités de Braschi envers les siens. La conduite du premier réunissait tous les éloges, celle du second toutes les censures. Mieux eût valu, s'écriait-on, se retrancher dans la modestie de Ganganelli, que d'afficher d'abord la profusion, pour tomber ensuite dans la misère. Les domestiques surtout, si nombreux à Rome, se plaignaient de la diminution des gages. Et comme cette espèce de gens est ordinairement sourde à toutes les remontrances, ils se livraient à une intempérance de langage très nuisible; d'autant plus désespérés, que leur nombre s'était grossi outre mesure en raison de la magnificence de Braschi, que la cour entière avait pris pour modèle. L'habitude même de l'oisiveté les empêchait de chercher, dans un travail honnête, d'honnêtes moyens d'existence. A

leur fâcheux bavardage se joignaient les discours des politiques et des partisans de l'ancienne discipline de l'Église. Les premiers cherchaient à démontrer la nécessité de placer à la tête du gouvernement, dans les temps difficiles, des hommes sages et versés dans la connaissance du monde, non des prêtres toujours préoccupés de la religion, et jugeant de tout par les idées abstraites qu'elle leur suggère. Ils prétendaient que les armes spirituelles ayant décidément perdu leur efficacité, il fallait donner la conduite des affaires à ceux qui, habitués à lire dans le cœur humain, savaient, par expérience, appliquer aux gouvernemens malades les remèdes politiques et temporels dont ils avaient besoin; puisque Rome spirituelle doit périr, disaient-ils, que Rome temporelle au moins soit sauvée. Les seconds montraient où avait conduit l'état romain, l'excessive puissance spirituelle des pontifes : puissance, selon eux, usurpée par l'audace, exercée par l'ambition. C'est le moment, s'écriaient-ils, de rendre aux mœurs de l'Église leur antique simplicité, de resserrer la puissance des papes dans ses limites primitives, de réintégrer les évêques dans cette plénitude de pouvoir qu'ils tiennent du fondateur même de la religion, de redonner à la puissance temporelle l'indépendance à laquelle elle a droit, et qui est si nécessaire pour le bon gouvernement des états. Nous devrons ce bienfait à nos malheurs même.

Les doctrines de Pistoie, se montrant ainsi à découvert, acquéraient de jour en jour plus de crédit et de partisans.

Mais les démocrates, qui n'aimaient pas plus une religion réformée qu'un gouvernement régulier, fortifiés de ces démonstrations hostiles contre le pape, redoublaient de courage et d'activité. L'état se trouvait menacé d'une chute imminente. Les gouverneurs de Rome le voyaient; mais il y avait plutôt, chez eux, désir de remédier au mal que possibilité d'y réussir. Ils prirent cependant des mesures contre les écarts du langage. Vaine précaution; ils ne pouvaient rien contre la force des circonstances, et le frein même devenait un aiguillon pour la licence. La faculté de médire avait long-temps tenu lieu de la liberté dans Rome. Les esprits s'y montraient volontiers soumis, pourvu que la langue n'y fût point captive. Aussi les Romains s'écriaient-ils qu'on leur avait arraché cette liberté dont ils avaient joui jusqu'alors, et sous le despotisme même d'Alexandre et de Sixte; que la tyrannie s'accroissait avec la misère; que le peuple payait de son esclavage les fautes du gouvernement, et que la condition des Romains était devenue insupportable. Que résultait-il de ces clameurs? Un surcroît d'inquiétude chez les fidèles, d'espérance pour les novateurs, d'exaspération dans les esprits. Ainsi, l'indulgence et la sévérité étaient également funeste au pape.

L'état s'écroulait avant que la France lui portât les derniers coups. Abandonné de presque tous les cardinaux, dans ces premiers momens d'effroi, le malheureux pontife trouva un faible soulagement dans les consolations du cardinal Lorenzana, protecteur du royaume d'Espagne, du prince Belmont Pignatelli, à lui adressé par le roi de Naples, et enfin du chevalier Azara, ministre d'Espagne, accoutumé à faire naître, chez les gouvernemens d'alors, des dispositions favorables à la république française, puis à leur offrir une médiation inutile, quand le moment de leur chute était arrivé. Désespérant du salut de ses états, le pape donna l'ordre à ses généraux de n'opposer aucune résistance, et de céder successivement le terrain aux républicains. Pour assurer cependant la tranquillité dans Rome, il en renforça la garnison, voulant éviter l'anarchie avant de subir l'invasion.

Le 10 février, à la pointe du jour, les républicains parurent sur les hauteurs de Rome. Après quelques instans donnés à l'admiration que leur inspirait la vue de cette ville immense, ils pratiquèrent des tranchées, établirent des batteries; mais au moyen d'un accord, stipulé pour le pape par Azara, et quelques cardinaux, ils entrèrent le même jour dans la magnifique cité, et occupèrent le château Saint-Ange après en avoir fait sortir la garnison, aux yeux des Romains consternés.

Les postes principaux furent également occupés. Le lendemain, entouré de ses principaux officiers, escorté par de gros détachemens de cavalerie, Berthier fit son entrée triomphale. Aussitôt parurent, affichés sur tous les murs, des manifestes, promettant garantie pour les individus, les propriétés et la religion. Si les Romains en conçurent plus d'espérance que de crainte, c'est ce dont on peut douter. Berthier logea au palais Quirinal. Il chargea Cervoni d'aller saluer le pape, et de l'assurer du respect qu'on aurait pour sa personne et sa souveraineté. Le même jour, il écrivit à Buonaparte qu'une terreur profonde régnait dans Rome; qu'on n'y remarquait aucune disposition favorable à la liberté, et qu'un seul démocrate était venu lui offrir de délivrer deux mille forçats. Cependant, et conformément à ses ordres, plutôt que par inclination, Berthier donna bon espoir aux novateurs, et leur promit de les appuyer. Ces promesses et ces provocations produisirent leur effet. Le 15 février, aniversaire de l'exaltation du pontife, qui, ce jour-là même, accomplissait vingt-trois années de règne, des attroupemens considérables parcoururent la ville en criant : Liberté! et déjà, par l'effet d'une servile imitation, ils s'acheminaient vers Campo-Vaccino qui est l'ancien forum, traînant je ne sais quel arbre après eux. La foule grossissait à chaque instant sur la route; c'étaient des cris, un emportement in-

croyable. Beaucoup de gens accouraient par curiosité, d'autres pour offrir leurs services, aucun dans un esprit d'opposition, attendu que les patrouilles républicaines, qui circulaient aux environs, empêchaient tout mouvement contraire. Arrivée en face du Capitole, cette multitude bruyante planta, vis-à-vis la fameuse colline, son arbre surmonté d'un bonnet. A cette vue, les clameurs redoublèrent, le délire fut au comble; mille voix s'écrièrent : Liberté! liberté! Les meneurs demandèrent alors aux assistans s'ils voulaient être libres, et le champ retentit d'un *oui* général. *Est-ce la volonté du peuple romain?* demandèrent encore les meneurs; et le oui approbateur éclata une seconde fois. Cinq notaires, mandés à cet effet, rédigèrent l'acte, par lequel le peuple romain, ressaisissant tous ses droits, se déclarait libre et souverain, renonçait au gouvernement du pape, se constituait en république, et prétendait vivre et mourir libre. Puis les acclamations, les trépignemens qui redoublaient, les chapeaux qui volaient dans les airs, les acolades fraternelles, les félicitations réciproques, les larmes de la joie, le rire de la folie; tout cela formait un tableau qu'il n'est pas donné à la plume de l'homme de décrire. Qui pourrait rapporter les sarcasmes lancés contre le pape, les cardinaux et les prêtres, les déclamations sur les vices, partie réels, partie exagérés de la cour de Rome, tous les écarts enfin

de ce peuple égaré? Je me bornerai à un seul fait. Le père de deux fort jolies demoiselles s'était rendu sur la place publique : il abjura d'abord son nom de famille aux éclats joyeux de la bruyante assemblée, déclarant vouloir se nommer Thésiphonte; après quoi il débaptisa ses deux filles, et depuis il prétendit absolument qu'on l'appelât *citoyen Thésiphonte*. Ces désordres en présageaient de plus grands encore.

L'acte rédigé, dans un style dégoûtant et servile, moitié italien, moitié français, l'assemblée nomma des députés pour le porter à Berthier, et lui recommander la jeune république. Ce fut une véritable solennité. Tel qu'un triomphateur, le général français fit son entrée par la porte du Peuple, suivi d'un cortége magnifique, environné d'un brillant état-major, et au milieu de cent chevaux d'élite de chaque régiment. La musique militaire exécutait d'éclatantes fanfares, accueillies par les applaudissemens de la multitude. A peine Berthier paraissait-il à la porte du Peuple, qu'il lui fut présenté une couronne au nom du peuple romain. Il l'accepta; mais en disant qu'elle appartenait de droit à Buonaparte, dont les magnanimes travaux avaient préparé la liberté de Rome; qu'il la recevait, la garderait pour lui, et la lui enverrait de la part du peuple romain. Berthier monta ensuite au Capitole, proclama solennellement la république romaine, la reconnut au nom

de la France, fit l'éloge de la liberté, et appela les Romains, fils des Brutus et des Scipions. Du Vatican désert, le vieux et infirme pontife voyait cette scène, entendait ce tumulte. Le reste de la journée et la nuit suivante furent consacrés aux chants, aux danses et aux divertissemens de toute espèce.

La république cisalpine se réjouit à la nouvelle de cette révolution. Le directoire, toujours dans le style bassement imitateur de cette époque, écrivit au corps législatif cisalpin, par l'organe de son président : La patrie de Brutus est libre. Ses descendans ont proclamé les droits de l'homme ; l'arbre sacré, régénérateur des peuples, a pris racine sur le Capitole ; la raison est vengée de ses outrages; Rome enfin n'a plus de tyrans. Il y a été créé un gouvernement provisoire, composé de républicains braves et éclairés. L'évêque de Rome est gardé à vue par les troupes françaises, et le peuple, tout enivré qu'il soit du sentiment de sa liberté, ne s'en fait pas moins remarquer par la dignité de son attitude, sa sagesse et sa modération. Telles étaient les amplifications poétiques, ou, comme le disait Buonaparte, les romans de cette époque.

Au milieu d'un si grand bouleversement, Pie VI conservait au Vatican un simulacre de souveraineté, tout captif qu'il fût en effet. Il exerçait toujours son autorité spirituelle, ses ministres célé-

braient le service divin; il était servi par les officiers de sa maison, et la garde suisse veillait encore aux portes de son palais; mais dans l'état où se trouvait Rome, le pape ne pouvait plus y demeurer avec dignité; d'un autre côté, la sûreté des républicains pouvait être compromise par sa présence; il fallait d'ailleurs que l'œuvre du directoire s'accomplît. On commença par enfermer au château Saint-Ange, ou confiner dans leurs propres demeures quelques cardinaux, et autres grands personnages en crédit. Bientôt après, le pape eut la douleur de voir la garde suisse relevée au Vatican par une garde française. Ici je voudrais pouvoir me taire; mais l'amour de la vérité l'emporte, et je dirai : Que dans l'état d'abaissement où était tombé le vénérable pontife, il eut à essuyer, de la part de quelques républicains français, des insultes telles, que ce n'eût pas été une faute beaucoup plus grave de lui ôter la vie. Après les injures vint l'exil. Suivant l'ordre de Berthier, Cervoni se rendit auprès du pontife, et lui intima, au nom de la république française, l'ordre de renoncer à son autorité temporelle, et de se contenter du pouvoir spirituel. Pie VI répondit : Je tiens mon autorité temporelle de Dieu, et de la libre volonté des hommes. Je ne puis ni ne veux y renoncer; j'ai quatre-vingts ans; vous pouvez me faire beaucoup de mal; mais vous ne pouvez m'en faire bien longtemps encore. Je suis préparé à toutes les dis-

grâces. Pontife suprême, je veux, autant qu'il dépendra de moi, mourir dans l'exercice de tous mes pouvoirs. Employez la force, elle est en vos mains; mais apprenez que si vous êtes maîtres de mon corps, vous ne l'êtes point de mon âme. Libre, dans la région où elle s'est placée, elle ne craint rien des événemens d'ici-bas. Je touche au seuil d'une autre vie; là, je serai à l'abri de la violence et de l'impiété.

N'ayant pu dompter le cœur, il fallait se dédommager sur la personne. Le financier de l'armée, qui était vite accouru au bruit des écus romains, se présenta au pape, et lui signifia l'ordre de partir sous deux jours. Je ne puis résister à la force, répondit le pape; mais le monde entier saura que la force seule me fait abandonner mon troupeau. Chose étrange ! les républicains allaient à Rome, publiaient-ils, pour punir les assassins de Basseville et de Duphot, pour maintenir le pape ; et les assassins ne furent point punis, et le pape ne fut point maintenu. Rome une fois occupée, il ne fut plus question ni de Duphot, ni de Basseville, ni de leurs meurtriers.

Le 20 février, les républicains contraignirent le pontife de partir. Pie VI quitta ces antiques demeures qu'il ne devait plus revoir. Quelques domestiques attachés à sa personne, monseigneur Inico Caracciolo de Martina son chambellan, l'abbé Marotti professeur de rhétorique

au collége Romain, et son secrétaire intime, l'accompagnèrent seuls dans sa retraite. C'était tout ce qui lui restait d'une cour autrefois si brillante. Il sortit par la porte Angélique, et se dirigea vers la Toscane, soigneusement escorté par une troupe de cavaliers républicains. Partout, sur son passage, les populations accouraient de près et de loin, et s'inclinaient avec soumission devant le pape dans les fers. Ces marques de respect et de compassion, elles les donnaient à son rang, à sa vieillesse, à ses infirmités et à ses malheurs. Accablé d'années, malade et prisonnier, Pie VI était chassé de Rome, événement inouï depuis la fuite de Clément devant Bourbon; de cette Rome, qui lui devait une si grande part de sa splendeur, et qui bientôt allait être dépouillée de tout ce qui avait échappé à la rapacité des exécuteurs du traité de Tolentino; de cette Rome, qui maîtrisa le monde par la force d'une opinion, et qui tombait maintenant dans l'esclavage par la force d'une opinion nouvelle, et sous les baïonnettes de modernes républiques. Étonnante cité, dont le destin fut toujours, souveraine ou esclave, magnifique ou ravagée, d'éprouver les deux extrêmes de la fortune humaine. Le pape trouva un asile dans le couvent des Augustins de Sienne, et aussi quelques consolations dans les prévenances du grand-duc et les lettres de toute la chrétienté. Ce devoir pieux fut surtout rempli

par les évêques français émigrés, principalement ceux qui s'étaient réfugiés en Angleterre. Néanmoins, le pape était toujours étroitement gardé. Les républicains le pressaient souvent de renoncer à son autorité temporelle; il refusa constamment avec la plus grande fermeté, et devint par cette raison l'objet d'une surveillance plus active. On poussa la sévérité jusqu'à lui interdire toute communication au dehors : rigueur d'autant plus condamnable qu'elle était inutile, et ne pouvait avoir d'autre résultat qu'un consentement arraché par la violence. Vers ce temps, arriva un événement épouvantable. Un affreux tremblement de terre ébranla le couvent, comme si Dieu eût voulu éprouver, jusqu'à la fin, la résignation du malheureux pontife. Les voûtes s'écroulèrent avec fracas; les murailles se fendirent en plusieurs endroits. Une partie de la maison détruite, Pie VI fut obligé de chercher ailleurs un asile. Accueilli d'abord dans le palais Venturi, puis dans la Villa Sagardi, il se retira enfin dans la Chartreuse de Florence; mais sa présence sur le continent, et dans un pays si voisin de Rome, donnait de l'ombrage aux républicains, qui ordonnèrent sa translation à Cagliari en Sardaigne. Les hommes compatissans qui lui étaient restés attachés, représentèrent que son âge et ses infirmités ne permettaient pas de l'exposer à un voyage sur mer; de son côté, le roi de Sardaigne avait horreur de devenir le geô-

lier d'un pape. Cette odieuse mission n'était pas non plus sans danger, à cause des relations que ce prince entretenait alors avec la France; il s'en défendit. Enfin, les républicains laissèrent le pape dans la Chartreuse, jusque au moment où leur position devenant critique en Italie, ils l'emmenèrent en France.

Veuve du pontife, Rome perdit encore, par la violence ou la surprise, ses approvisionnemens et ses ornemens les plus précieux. Le profane et le sacré, les propriétés publiques ou particulières devinrent également la proie des spoliateurs avides. Et ce ne fut pas seulement, comme auparavant, pendant trois ou quatre jours que s'exercèrent les rapines; elles n'eurent de terme qu'au départ des républicains. Que dis-je? ils furent imités par les troupes napolitaines qui survinrent, et le pillage recommença mieux que jamais. Pour ne parler que des républicains, qui dominaient alors dans Rome, quelques chefs militaires ou civils donnèrent le premier exemple. La contagion gagna bientôt les soldats; mais elle ne put rien sur la plupart des officiers secondaires, que nous verrons protester hautement contre des actes qui compromettaient l'honneur de l'armée. A l'arrivée des républicains, il existait en circulation, dans l'état de Rome, pour vingt-sept millions de papier-monnaie; poids énorme, capable d'écraser la fortune publique et celle des individus. La valeur de

ce papier fut réduite au quart, blessure douloureuse, mais salutaire. Il n'y aurait eu que des éloges à donner à cette loi, si elle n'eût été rendue et promulguée au moment même où les agens du directoire venaient de payer leurs approvisionnemens publics ou individuels avec une grande quantité de ce papier, trouvée par eux dans le trésor du pape. On assure encore, et si le fait est vrai, ce serait un excès beaucoup plus condamnable; on assure que peu de temps avant la promulgation de la loi, qui d'ailleurs était résolue, il fut frappé à la hâte, de ce papier, pour une somme de six millions, qu'on lança aussitôt en circulation au moyen d'achats opérés à cet effet. Le lecteur saura que penser de ces manœuvres. Un cri général s'éleva contre les auteurs de ce honteux artifice; mais les cris étaient impuissans contre les baïonnettes, et le plus fort pouvait tout oser.

Sans parler du papier-monnaie, le revenu public, à Rome, était assis sur des domaines considérables appartenant à l'état. Non contens de s'approprier le patrimoine particulier du pape, ce qu'ils pouvaient faire à la rigueur, non pas avec raison, mais à l'ombre d'un prétexte, puisque le directoire s'était déclaré l'ennemi du pontife, les républicains s'emparèrent aussi des propriétés publiques, encore bien que le directoire prétendît n'être point en guerre avec le peuple romain,

Ainsi furent saisis au nom de la France, excès tout-à-fait exorbitant, les biens du collége de la Propagande, ceux du saint office, de l'académie ecclésiastique, les marais Pontins et l'apanage de la chambre apostolique. C'était là pour les immeubles; quant au mobilier, on ne l'épargna pas davantage, et il fut pillé plutôt encore que confisqué. Ce que le Vatican et le palais Quirinal possédaient de plus admirable, disparut devant la rapacité des républicains. Les agens du directoire poussaient la cupidité jusqu'à la barbarie. Au Vatican, si fameux par ses onze mille salles, ils enlevèrent, non seulement le mobilier domestique, riche et précieuse capture; non seulement les bustes, les tableaux, les statues, les camées, les marbres et les colonnes, mais jusqu'aux serrures et aux clous; au point que l'Institut national de Rome, qui fut créé peu de temps après par l'effet de je ne sais quelle dérision, voulant y tenir ses séances, eut à s'occuper d'abord de faire mettre des portes, des clous et des serrures aux endroits d'où une avidité insatiable les avait arrachés. Noble demeure des pontifes romains, respectable dépôt des chefs-d'œuvre de Raphaël et de Michel-Ange, brillant asile de tout ce que la Grèce et l'Italie avaient produit de plus magnifique, de plus aimable et de plus gracieux, le Vatican n'offrait plus aux regards effrayés que l'aspect de la solitude et du ravage. Était-ce la guerre, la haine

ou la barbarie qui enfantaient ces désordres? Non, c'était la paix, l'amitié, une civilisation toujours vantée. Il y avait constamment à la suite de l'armée républicaine une nuée de croupiers d'intelligence avec d'avares financiers, et toujours prêts à leur acheter à vil prix le fruit de la rapine. Qu'en résultait-il? Que les nations vaincues perdaient tout; que la France victorieuse n'y gagnait rien, et que les soldats, qui ne recevaient pas leur solde, menaçaient à chaque instant de se révolter; mais les spoliateurs appelaient la discipline militaire à leur aide, comme si l'on eût été en droit d'exiger plus d'obéissance dans le soldat que de délicatesse dans un financier. Le butin plus grossier, qui n'attirait pas l'attention des chefs, était vendu aux juifs, non pas d'après un prix convenu, mais d'après un prix imposé. Ainsi que le Vatican, furent pillés Monte-Cavallo, Castel-Gandolfo et la noble Terracine. Tout disparut; les meubles les plus recherchés comme la plus misérable vaisselle. Point de privilége pour les objets employés au culte; les vases sacrés de la chapelle Sistina, et ceux des autres chapelles pontificales subirent les attouchemens profanateurs de la cupidité, et la flamme dévora les habits sacerdotaux dont on voulait retirer les précieuses broderies. Des propriétés de l'état et du pape, la rapine passa aux palais des parens du pontife et de tous autres, princes romains ou cardinaux, qui avaient montré le plus

de constance à repousser les doctrines, causes premières et bases actuelles de la révolution. Les palais de la ville, ceux du prince et du cardinal Braschi, celui du cardinal Yorck, furent pillés avec une égale avarice. Celui de la Villa-Albani, qui appartenait au cardinal et prince de ce nom, fut surtout horriblement dévasté; ce qu'il renfermait de plus précieux, soit par la matière, soit par le travail, fut saisi, enlevé par la main rapace des républicains; ils se jetèrent particulièrement sur Albani, parce qu'ils le savaient attaché au pontife et partisan de cette opinion : que le pape devait avoir plus de confiance dans l'Autriche que dans la France, dans l'empereur François que dans le directoire, comme si, dans un état indépendant, l'opinion des conseillers du prince ne dût pas être libre. Prétendre le contraire, c'est avouer qu'on préfère la trahison à la fidélité, la perfidie à la droiture. Le jardin même d'Albani fut saccagé et transformé en désert; les orangers, les autres plantes odoriférantes ou rares furent vendues à vil prix. C'était ici un véritable vol plutôt qu'un enlèvement autorisé par la conquête, puisque Albani n'était assurément ni le pape ni l'état, mais une personne privée; et de quel droit venait-on le dépouiller? C'est ce que les régens du siècle devraient bien nous apprendre. Je ne puis ni ne dois passer sous silence un larcin médité par ces républicains avares que le directoire avait

chargés de la direction des finances en Italie; je veux parler d'un superbe ostensoire tout parsemé de diamans. Il appartenait à la famille Doria, et chaque année, était exposé à l'adoration des fidèles dans l'église Sainte-Agnès, de la juridiction patronale de la même famille. On estimait sa valeur à quatre-vingt mille écus. Aussi désintéressé que d'autres se montraient avides, le général Saint-Cyr s'opposa à cet enlèvement sacrilége; il fut tancé par le directoire et rappelé. Le pillage qui s'exerçait dans Rome et aux environs s'étendit à tout l'état romain. Point de propriété publique ou particulière qui ne fût mise à l'encan. Entre autres événemens funestes je noterai le suivant: C'était le 23 février; on célébrait une pompe funèbre en l'honneur de Duphot; quelques patrouilles de républicains, je dis quelques unes, parce que le plus grand nombre n'imita pas ces excès, foulant aux pieds toute pudeur, toute discipline, oubliant que leur devoir était de maintenir le bon ordre, de garantir les propriétés, soit de l'état, soit des individus, pénétrèrent dans les églises, en enlevèrent les vases et les ornemens sacrés, et ne respectèrent pas même les églises appartenant à l'Espagne ou à l'Autriche, encore bien qu'à ce moment l'une fût l'alliée, l'autre l'amie de la république; et, pour que cette journée fût entièrement déplorable, il y eut le soir grande illumination de la coupole et de la place du Vatican, et

le palais Quirinal retentit toute la nuit sous les pas joyeux des danseurs. Les provinces furent bientôt informées de la dévastation des églises dans Rome; plusieurs édifices religieux de ces provinces devinrent aussi la proie du plus fort. Au pillage succédèrent les contributions, d'autant plus odieuses parfois, qu'elles n'avaient d'autre but que de satisfaire une rapacité personnelle. Ces contributions étaient énormes; mais il y avait des moyens secrets de s'y soustraire, et tel individu se trouvait frappé de l'impôt, uniquement pour qu'il vînt offrir sa rançon. La seule famille Chigi fut taxée à plus de deux cent mille écus; le graveur Volpati à plus de douze mille, qu'il fallait payer dans douze heures. Tantôt, on menaçait de confiscation pour avoir de l'argent; tantôt, c'était de l'argent qu'on demandait, pour se faire offrir des tableaux, des statues ou d'autres raretés de prix. C'est ainsi que la présence des républicains dans Rome, acheva pour sa ruine les effets désastreux du traité de Tolentino.

Malgré tout ce butin, les soldats français vivaient dans la détresse. Pendant que les précieuses dépouilles, devenues la propriété des agens du directoire, s'acheminaient vers la France, ou en secret, ou même publiquement, l'armée, sans habits, sans souliers, manquant de tout, attendait une paye arriérée de plusieurs mois, et maudissait la voracité de ceux qui, chargés par devoir du soin

de la nourrir et de l'habiller, convertissaient à leur profit des richesses conquises au prix de ses fatigues et de son sang. Les officiers subalternes, jaloux de l'honneur français, et indignés de ces désordres, se rassemblèrent en grand nombre dans l'église de la Rotonde, rédigèrent une protestation énergique, et l'adressèrent à Masséna, qui avait remplacé Berthier. Ils réclamaient pour les soldats la paye échue, et une prompte vengeance contre les spoliateurs qui compromettaient la réputation de l'armée. Leurs plaintes étaient principalement dirigées contre Masséna, à cause des extorsions par lui commises, disaient-ils, dans les provinces d'Italie soumises à sa domination, et surtout dans le Padouan. Ils ne se montraient pas moins irrités contre Haller, qu'ils accusaient particulièrement de la ruine des Italiens et de la misère des Français. Peu s'en fallut même qu'ils ne l'arrêtassent et ne missent le scellé sur ses papiers. Masséna, qui n'était pas accoutumé à supporter patiemment la résistance, encore moins les reproches, se retrancha derrière la discipline militaire, et ordonna aux officiers de se séparer sans délai, sinon qu'il emploierait la force pour les y contraindre. Ils répondirent qu'ils préféraient la mort à la honte, prirent Dieu à témoin de la pureté de leurs intentions, et envoyèrent à Masséna de nouveaux députés. Vaines remontrances; le général leur reprocha plus durement encore leur insubordina-

tion, et les menaça d'une punition rigoureuse. A la vue de l'orage qui se formait, les fournisseurs s'enfuirent, ou se cachèrent, prenant toutes les mesures possibles pour mettre à couvert leur butin. Les officiers, à qui cette fois se joignirent plusieurs généraux également jaloux de l'honneur français, se rassemblèrent de nouveau dans la même église, et représentèrent à Masséna, dans un langage plus énergique encore, qu'il devait justifier l'armée de tous ces brigandages, et payer enfin de braves soldats. Mais, après avoir distribué dans le château Saint-Ange et les forts de la ville, une garnison de trois mille hommes, Masséna était parti de Rome, laissant à l'armée entière l'ordre de le suivre. En disséminant les soldats dans la campagne, il espérait rompre l'intelligence des mécontens. On se soumit; mais chaque corps nomma des officiers chargés de veiller aux intérêts de tous. Ces derniers se réunirent au Capitole, d'où ils écrivirent à Berthier pour le prier de reprendre le commandement, et déclarèrent ne vouloir plus obéir à Masséna. En vain ce général mit tout en œuvre pour regagner l'affection des soldats. En butte à toutes les déclamations, ne pouvant plus prétendre à l'obéissance de gens qui le chargeaient des épithètes les plus odieuses, il pensa qu'il était temps de se retirer, remit le commandement à Saint-Cyr et à Dallemagne, et partit pour Ancône, d'où il adressa ses plaintes à Buonaparte, le priant

de l'appuyer auprès du directoire, et de lui faire obtenir une ambassade.

Voyant les dissensions des Français; exaspérés par tant de vexations; ne pouvant plus supporter un esclavage qui réduisait aux horreurs de la faim une population d'environ deux millions d'habitans, les Romains se soulevèrent; mais avec plus de témérité que de réflexion. Les Transtévérins s'ébranlèrent les premiers aux cris de *vive Marie!* Ils accoururent en masse du côté de Saint-Pierre, égorgèrent un poste français, s'emparèrent du pont Sisto et des rues aboutissantes. Les campagnes secondaient le mouvement. Velletri, Albano, Marino, Civita di Castello commençaient à remuer; l'affaire devenait sérieuse. Tout Français isolé était frappé de mort; la troupe elle-même se trouvait déjà en péril. Mais, pleins de bravoure, habitués à la guerre et à ces alertes subites, les Français, faisant trève d'abord aux ressentimens qui les divisaient, se réunirent contre l'ennemi commun, et s'apprêtèrent à le combattre. Vial dirigea ses soldats contre les insurgés de Rome, Murat contre ceux de la campagne. Aguerris, naturellement valeureux, les Français se battirent avec vigueur. Entraînés par la fureur, animés par le zèle de la religion, les Romains opposèrent une résistance opiniâtre, et il y eut beaucoup de sang répandu dans ces rencontres. Enfin la discipline des républicains pré-

valut. Ils possédaient d'ailleurs une artillerie bien servie, et les Romains n'en avaient pas. Les Français remportèrent donc un avantage signalé. Leurs ennemis dispersés se cachèrent, soit dans les maisons, soit dans les champs. Les paysans voulurent tenir ferme dans les montagnes; mais Murat les y poursuivit à la tête de ses troupes légères, et les dissipa. Cent cinquante prisonniers tombèrent au pouvoir du vainqueur; une partie fut envoyée aux galères, le reste condamné à mort et fusillé. Rome était devenue un séjour d'effroi, d'horreur, de sang et de larmes. Le désarmement du peuple s'opéra aussitôt. On accusa de ce soulèvement, à raison ou à dessein, les cardinaux et autres prélats soupçonnés d'attachement au pape. Les cardinaux eurent ordre, sous peine de prison, de renoncer à leur dignité. Antici et Altieri obéirent; Antonelli, Joseph Doria, Borgia, Roverella, la Somaglia, Carandini, Archetti, Maury et Mattei refusèrent. Ces deux derniers furent exilés du territoire de la république romaine. Les autres, d'abord envoyés en prison, puis conduits à Civita-Vecchia, et embarqués sur des navires délabrés, allèrent chercher un asile dans l'étranger. Atteint d'une maladie mortelle, Rezzonico eut la permission de rester. Celui que les républicains auraient surtout voulu avoir en leur puissance, c'était Albani; la cavalerie légère se mit à sa poursuite; mais il arriva sain et sauf sur les terres de

Naples. Ainsi donc se trouvait errant et dispersé tout ce que l'Église catholique avait d'hommes vénérables par la vieillesse, la science et la dignité. Tyrannie maladroite, qui ne s'apercevait pas qu'en décréditant des hommes jusque-là respectés, elle invitait au mépris contre elle-même! La licence est un mal contagieux qui se communique rapidement de proche en proche.

Jusqu'ici, les événemens de Rome étaient le résultat du tumulte et de la confusion qu'une occupation militaire entraîne ordinairement à sa suite. On allait bientôt y organiser l'oppression et la servitude, sous la forme trompeuse d'un gouvernement régulier; comme si l'intention des conquérans eût été de vilipender la liberté et de la rendre odieuse à ses amis. A cette fin, le directoire avait envoyé à Rome quatre commissaires, savoir : Faipoult, Florent, Daunou et Monge, tous hommes qui faisaient profession d'aimer la liberté. Ils s'occupèrent de donner une constitution à la république romaine. Quelles devaient être ces lois que la France allait donner à Rome, par l'organe de personnages renommés, de Daunou surtout et de Monge, tous deux recommandables sous le rapport du génie, de la science et de la vertu? C'est ce qui excitait puissamment l'attente du monde : et voilà qu'ils publient un calque, sous des noms romains, de la constitution française. En effet, le consulat, le sénat, le tribunat, les tribunaux

de haute préture et de haute questure n'étaient autre chose que le directoire, le conseil des anciens, le conseil des jeunes, le tribunal de cassation et les commissaires de la comptabilité. Joignez à cela ces imitations fastidieuses d'administrations centrales pour chaque département de la république, et d'une administration centrale pour chaque canton. Huit départemens furent créés; c'étaient ceux du Tibre, du Cimino, du Circeo, du Clitunno, du Metauro, du Musone, du Trasimene et du Tronto. Ils eurent pour chefs-lieux Rome, Anagni, Viterbe, Spolete, Macerata, Sinigaglia, Perugia et Fermo. Aussi-bien que la magistrature, la législation fut celle de France. Les hommes prudens remarqueront sans doute l'absurdité qui résultait de la contradiction des noms avec les choses, et ce qu'il y avait de funeste pour la liberté, dans l'application de dénominations antiques qui rappelaient des idées de force et d'indépendance, aux institutions d'un état opprimé. Par là fut ôtée toute influence à des paroles jusqu'alors en vénération. L'imitation passa jusque dans la manière de se vêtir. Les magistrats s'habillèrent à la française, à cette unique différence près, que le noir fut substitué au rouge pour les consuls, les sénateurs et les tribuns. Du reste, les habits étaient de la même forme que ceux des directeurs, des anciens et des cinq-cents.

Les premiers consuls furent Liborio Angelucci

et Ennio Quirino Visconti de Rome, Jacques Dematteis de Frosinone, Panazzi et Reppi d'Ancône. Mais ces consuls eurent de nombreux successeurs pendant la courte existence de la république romaine. Un caprice du général ou du commissaire français, et ils étaient à l'instant remplacés. Fut nommé secrétaire du consulat un nommé Bassal, ancien agent de Buonaparte dans la révolution de Venise, aujourd'hui fauteur de la révolution dans Rome. Torriglioni, Camille Corona, Mariotti et le Français Brémond composèrent le corps des ministres.

Comme si tant de spoliations, d'impôts arbitraires, d'injonctions superbes ou capricieuses n'eussent pas suffi pour éclairer les Romains sur leur état de servitude, les commissaires français insérèrent dans la constitution romaine cet article, c'était le 369e, qu'il serait conclu dans le plus bref délai un traité d'alliance entre la république romaine et la république française; que jusqu'à la ratification de ce traité, aucune loi rendue par les assemblées législatives de Rome ne pourrait être ni publiée ni exécutée sans le consentement du général français préposé au gouvernement de la république; et que ce même général pourrait, de son autorité privée, faire toutes les lois qui lui paraîtraient nécessaires, en se conformant néanmoins aux instructions du directoire. La constitution romaine plaçait dans une position difficile, soit les per-

sonnes qui occupaient les emplois que la république avait laissé subsister, soit généralement tous ceux qui, bien qu'attachés aux anciennes maximes, étaient pourtant obligés, par les circonstances, de servir le nouvel état. Il y avait dans cette constitution un article qui ordonnait de jurer haine à la royauté, fidélité et attachement à la république. Pie VI apprit, dans sa retraite de la Chartreuse de Florence, que le gouvernement de la république exigeait ce serment de tout le clergé et des curés de Rome. Voulant régler cette affaire de conscience, et persuadé qu'il ne convenait point aux ministres de la religion de jurer haine à aucun gouvernement, il fit connaître, par un bref adressé à monseigneur Passeri, vice-gérant de Rome, qu'il n'était pas permis de prêter purement et simplement le serment dont il était question; lui ordonna de communiquer cette décision pontificale à ceux qui avaient reçu l'intimation de le prêter, et de veiller à ce qu'ils s'y conformassent. Il ajouta cependant, attendu qu'il importait que la république fût persuadée de la rectitude des maximes du clergé de Rome, relativement au gouvernement républicain, maximes entièrement conformes aux doctrines de la religion catholique : que chacun pouvait, en toute conscience, jurer fidélité et soumission à la république qui exerçait alors le pouvoir. Il allégua en même temps, que les saints pères et l'Église elle-

même avaient unanimement enseigné qu'on devait fidélité et subordination au pouvoir qui, selon la diversité des temps, se trouve avoir en main les rênes du gouvernement, c'est-à-dire à ceux qui gouvernent par le fait. Il statua en outre qu'on pouvait jurer de ne prendre part à aucune conspiration, complot ou sédition qui aurait pour but le rétablissement de la monarchie et le renversement de la république. Il voulut aussi qu'on pût jurer haine à l'anarchie, parce qu'elle n'est qu'un état de désordre. Il décréta enfin qu'il était permis de jurer fidélité et attachement à la constitution, sans préjudice cependant de la religion catholique. Le pape espérait que les magistrats n'auraient pas rejeté cette formule, parce qu'elle était conforme, suivant son expression, à l'acte du peuple souverain, qui, se trouvant assemblé devant Dieu et devant les hommes le 15 février 1798, avait d'une voix unanime déclaré qu'il voulait conserver la religion dans laquelle il vivait, c'est-à-dire la religion catholique. Mais monseigneur Passeri, étant parti de Rome, et ayant été remplacé dans sa charge de vice-gérant par l'archevêque de Nazance, ce dernier donna une seconde instruction en vertu de laquelle les professeurs du collége romain et de la Sapience se crurent autorisés à prêter le serment tel qu'il était prescrit par la constitution, en y ajoutant seulement une protestation verbale. Le pape apprit avec beaucoup

de peine cette transgression, en témoigna son mécontentement à l'archevêque, lui ordonna de rapporter sa seconde instruction, et se plaignit hautement que, par suite de cet accident, Rome pût avoir l'apparence d'être devenue la source de l'erreur, elle qui avait toujours été l'oracle de la vérité. Ces décisions du saint père étaient marquées au coin de la sagesse et de la prudence : elles contribuaient au maintien de la tranquillité publique. On peut tirer de là une conséquence utile, c'est que la religion est et doit être toute spirituelle, et qu'il ne lui est point permis de se mêler de la forme politique des gouvernemens. Néanmoins, cette affaire du serment, soit par la prudence du pape, soit par la déférence des magistrats de la république, se termina sans beaucoup de difficultés, et ne produisit point, comme on le craignait, de mouvemens ou de persécutions remarquables. La république romaine ainsi créée, on supprima celle d'Ancône, qui n'avait jamais été qu'un épouvantail contre le pape. Son territoire, San-Leo excepté, fut incorporé à la nouvelle république.

Le 20 mars fut célébrée, dans l'immense place du Vatican, la confédération de la république romaine, avec la pompe déployée dans la Cisalpine à la même occasion. Arcs de triomphe, concerts, illuminations, chants, bals, fête magnifique; beaucoup de cris et de nombreuses satires,

suivant la coutume de Rome. Dallemagne, avec grand appareil, monta au Capitole, fit l'appel des sénateurs, ouvrit le sénat, et déploya le drapeau romain. Puis, sur la place du Vatican, il installa les tribuns, ensuite les consuls, proclama la constitution et la liberté de Rome. Les consuls prêtèrent le serment du haut du perron. On frappa, toujours suivant les habitudes romaines, une fort belle médaille adulatrice, portant ces mots : *Berthier restitutor urbis,* et, *Gallia salus generis humani.*

FIN DU LIVRE TREIZIÈME.

LIVRE QUATORZIÈME.

Nouvelle coalition en Europe contre la France. — Expédition d'Égypte; prise de Malte. — Buonaparte débarque et s'établit en Égypte. — Bataille navale d'Aboukir. — Affaires de Naples. — Garat, ambassadeur de France auprès du roi Ferdinand; son discours au roi. — Effets produits dans le royaume par la victoire des Anglais à Aboukir. — Ferdinand se décide à la guerre contre la France; marche contre l'état romain, et s'en empare. — Conduite blâmable des Napolitains à Rome. — Vicissitudes de la Cisalpine; traité d'alliance entre les deux républiques. — Trouvé, ambassadeur de France à Milan; son discours au directoire cisalpin. — Il réforme violemment la constitution donnée par Buonaparte. — Mécontentement produit par cette mesure. — Écrits publiés contre Trouvé et son successeur Rivaud. — Sectes et assemblées politiques en Italie par suite des changemens faits dans la Cisalpine.

Le moment est venu de raconter des événemens d'une plus haute importance : événemens qui changèrent subitement la face de l'Europe, bouleversèrent l'Afrique, appelèrent le glaive ottoman à ensanglanter l'Italie, enlevèrent à la France la domination de cette contrée, objet de tant de combats, et la firent passer sous le joug de nouveaux prétendans.

En paix avec toutes les puissances du continent, alliée de l'Espagne, du Piémont, de la Cisalpine et de la Hollande, la France goûtait les fruits du traité de Campo-Formio. Ses vic-

toires multipliées, la réputation de ses généraux, la valeur et la constance de ses soldats effrayaient les souverains, et surtout l'empereur d'Allemagne, qui avait éprouvé des chocs plus terribles, reçu des atteintes plus funestes. Aussi, malgré leur répugnance à voir se consolider en France, c'est-à-dire au centre de l'Europe, des principes en opposition avec la nature de leur gouvernement, aucun d'eux n'osait remuer, et attendait des temps plus favorables. Sans inquiétudes du côté des puissances du continent, la France pouvait donc tourner toutes ses forces contre l'Angleterre, et ne manquait de rien pour cette entreprise. Sa marine était considérable, ses marins expérimentés, ses matelots excellens. Elle pouvait disposer en outre des flottes de l'Espagne et de la Hollande ses alliées, aussi bien que de leurs côtes, réunies par les siennes, ce qui plaçait l'Angleterre dans une position des plus critiques. Tous les ports d'Italie étaient ouverts à la France; les troupes de terre et les généraux qu'elle pouvait embarquer, étaient renommés pour leur valeur et leur habileté. Déjà le bruit d'une descente se répandait; déjà l'ordre était donné de rassembler les vaisseaux de toute grandeur dans les ports les plus rapprochés de la Grande-Bretagne; et Pléville-Leplay, ministre de la marine et amiral de France, inspectait les côtes qui regardent l'Angleterre. Le gouvernement de

France était bien aise d'entreprendre cette expédition pour entretenir l'inquiétude chez les puissances, et occuper des généraux et des soldats victorieux qui s'étaient fait une habitude de la guerre, et se seraient facilement mutinés pendant la paix. On craignait surtout, sous ce rapport, les inclinations de Buonaparte, et le directoire connaissait en partie les propositions faites au vainqueur de l'Italie en faveur des Bourbons, et les promesses qu'il avait données à cet égard. Il était donc évident que le directoire se trouvait également en péril, soit que Buonaparte tînt parole aux princes, soit qu'il voulût satisfaire son ambition personnelle.

Cependant les ministres d'Angleterre, et Pitt surtout, qui était à leur tête, ouvrirent les yeux sur le danger qui les menaçait. Outre les forces de l'ennemi, ils avaient à redouter, au sein de l'Angleterre même, tous ceux qui, ayant épousé les principes de la révolution française, désiraient les mettre en pratique dans leur propre patrie, auraient pu seconder les Français, et travailler ainsi au bouleversement et à la ruine de l'état. Pour conjurer cet orage, les ministres employèrent tous leurs efforts à rallumer la guerre sur le continent. Cette garantie leur paraissait plus sûre que les espérances douteuses et lointaines données par Buonaparte.

Dans ce but, ils ordonnèrent à leurs ambassa-

deurs et ministres près les souverains d'Europe, et principalement près l'Autriche, d'exposer avec force le péril où se trouveraient les anciens gouvernemens, si la république française se consolidait sur ses bases, et venait à faire prévaloir des principes subversifs de tout bon gouvernement; de rappeler les désastres de l'Italie et de la Hollande; de montrer la Suisse injustement attaquée, cruellement envahie, inhumainement dépouillée; de représenter qu'au mépris de la paix, l'Autriche se voyait exposée de tous les côtés à la violence des armes, aux maximes de l'anarchie, aux fureurs du libéralisme. Pourquoi donner du temps à ceux qui devancent toujours le moment? Levons-nous avant qu'ils se soient affermis. Attendre, c'est se perdre. Il est donc indispensable de réunir nos efforts pour écraser des monstres qui menacent de tout dévorer. Telles étaient les exhortations des ministres anglais, qui offraient en même temps des subsides et des hommes.

L'Autriche répondit que la dernière guerre avait trop diminué ses forces et appauvri ses finances; que l'ennemi était devenu trop redoutable, surtout en Italie, pour qu'elle pût seule recommencer avec la France une épreuve si dangereuse; qu'elle était néanmoins prête à reprendre les armes si la Russie voulait intervenir franchement dans la querelle, et l'appuyer de ses propres

armées. Elle ajoutait que dans l'accession de la Russie était tout le succès de l'entreprise.

La Russie répliqua de son côté, qu'elle pensait avec l'Autriche qu'il valait mieux s'en rapporter à la force des armes qu'aux promesses de Buonaparte; qu'elle entrerait volontiers dans la ligue si l'Angleterre lui répondait de la Turquie, craignant que la Porte ne marchât contre elle pendant qu'elle marcherait contre la France. Les Anglais sondèrent alors le gouvernement turc. Mais le sultan déclara qu'en raison de son antique union avec la France, il ne voulait ni s'armer contre elle ni se liguer avec ses ennemis; qu'il n'avait rien à redouter des principes français, et qu'il lui importait peu que la France fût république ou monarchie.

N'ayant pu réussir, par ces insinuations et ces offres, à semer de nouveaux troubles, et à ralumer la guerre en Europe; persuadés néanmoins que c'était le moyen de sauver l'Angleterre, ses ministres firent jouer d'autres ressorts, espérant obtenir de la France, contre elle-même, ce qu'ils n'avaient pu obtenir de ses ennemis. Ils envoyèrent donc à Paris des agens chargés d'or, qui dirent au directoire et à tous ceux qui avaient quelque influence dans le gouvernement : qu'il convenait de créer une occupation pour l'armée, dont l'oisiveté pouvait devenir funeste à l'état; qu'il fallait trouver

un aliment à l'ambition des généraux, de Buonaparte surtout, qui méditait, à Paris, de nouveaux projets; mais que l'expédition contre l'Angleterre n'était pas le moyen préférable, parce qu'un général qui soumettrait un pays aussi important, aussi riche que l'Angleterre et aussi voisin de la France, pourrait facilement ensuite s'emparer du gouvernement même de la France; que dans ce cas, et même en supposant heureuse une expédition contre l'Angleterre, il restait encore un grand danger, et le plus à craindre de tous; qu'il y avait donc nécessité d'abandonner ce plan, et de porter ses regards sur des pays non moins importans, mais plus éloignés, parce qu'alors la gloire acquise ne serait point à redouter, et qu'en tous cas le gouvernement aurait le temps de se mettre en garde contre les entreprises de généraux et de soldats victorieux. Rappelez-vous, disaient-ils, les chagrins que vous a donnés la réputation colossale de Buonaparte après ses victoires d'Italie. Songez à toutes les inquiétudes qu'il vous donnerait s'il triomphait un jour de la puissante Angleterre! et ils ajoutaient adroitement : Que l'Égypte, contrée opulente, peu dépendante de la Porte, située entre l'Asie et l'Europe, paraissait le pays où il convenait d'envoyer l'armée. Que d'avantages pour le commerce français, que d'espérances pour eux du côté des Indes, que de progrès dans la civilisation générale, si la France

venait à s'emparer de ce pays! En poussant la France contre l'Égypte, l'Angleterre espérait brouiller le sultan avec la république, et c'était le but principal de ces nouvelles manœuvres.

Ces discours plaisaient fort au directoire. D'un autre côté, les agens anglais circonvenaient Buonaparte, et cherchaient à lui persuader qu'une descente en Angleterre n'était pas aussi facile qu'elle le paraissait d'abord, et qu'il l'avait peut-être pensé lui-même; que ce royaume était fortement attaché à son antique constitution; qu'il avait une marine formidable; que cette noble et courageuse nation ne se laisserait pas aisément conquérir par la nation française, sa rivale. Souvenez-vous, disaient-ils, de la fin déplorable de Hoche, réfléchissez que la conquête de l'Angleterre vous exposerait à la jalousie du directoire, et le ferait sans peine recourir à des violences également funestes à votre honneur et à votre existence. Dans un pays plus éloigné, vous serez bien mieux le maître d'agir selon vos vues. Il est une contrée dont la conquête vous méritera autant de gloire en Europe que celle de l'Angleterre même, et cette contrée, selon nous, c'est l'Égypte.

Malgré son habileté à bien juger les hommes et les choses, Buonaparte avait dans l'esprit je ne sais quoi de romanesque en fait de guerre et de gloire militaire. Le jeune général sourit donc à cette proposition. Dès cette époque, il méditait le

renversement du directoire, c'est-à-dire, pour parler son langage, du gouvernement des avocats; et comme l'impatience de son caractère égalait la rapidité de ses mouvemens, chaque instant qui s'écoulait lui paraissait mille ans perdus pour l'exécution. Cependant une guerre en Égypte lui plaisait beaucoup, parce qu'elle tenait du merveilleux, et il s'y prêtait volontiers, en réfléchissant aux difficultés de détruire un gouvernement qui venait de conclure une paix glorieuse. Il espérait d'ailleurs, pendant qu'il s'emparerait de l'Égypte et ajouterait à l'éclat de sa renommée par une entreprise aussi extraordinaire, ou que la France deviendrait le théâtre de nouveaux troubles, ou qu'une guerre extérieure ferait désirer sa présence, et qu'au milieu de ces événemens, le souvenir de la paix avantageuse dernièrement donnée par le directoire, s'affaiblirait dans l'esprit des peuples.

Les agens de l'Angleterre, et tous ceux qu'ils étaient parvenus à tromper ou à séduire, s'efforçaient de persuader au directoire que l'expédition d'Égypte ne saurait offenser la Porte, ni rompre la bonne intelligence entre les deux états. L'Égypte, disaient-ils, relève peu de la Turquie. Les mamelucks, ennemis irréconciliables du grand-seigneur, sont les véritables maîtres de ce pays. C'est contre eux que la France doit paraître envoyer ses soldats. On peut faire entendre à la Porte que l'occupation de l'Égypte sera momentanée, et n'a

d'autre cause que les hostilités entre la France et l'Angleterre ; que la province rentrera sous la domination de la Porte, plus soumise qu'auparavant, quand les mamelucks seront anéantis ; enfin, que la présence des Français en Égypte ne peut qu'amener de grands avantages pour le commerce de la Turquie.

Les choses ainsi disposées, il fallut préparer les esprits en France à une expédition aussi extraordinaire. On parlait de l'Égypte comme d'une terre promise, de la prospérité du commerce, des progrès de la civilisation, de l'expulsion des Anglais hors des Indes, de la conquête de ces fécondes rives du Gange, et ces idées trouvaient beaucoup de faveur parmi les Français. Naturellement belliqueuse, cette nation était alors tellement électrisée, que l'entreprise la plus élevée, la plus épineuse, devenait à ses yeux d'une exécution facile. Les obstacles mêmes doublaient son ardeur et nourrissaient son espoir. Taleyrand lut à l'Institut un Mémoire écrit avec beaucoup d'élégance et d'adresse, dans lequel il démontrait l'importance de l'Égypte, et les avantages que l'on pouvait retirer de sa possession. Déjà le bruit se répandait qu'il allait être nommé ambassadeur extraordinaire près la Porte, afin d'expliquer clairement à cette puissance les desseins du gouvernement français, relativement à l'expédition d'Égypte, et de maintenir la concorde entre les

deux états. On lui adressa même des dépêches à Constantinople, comme s'il eût été déjà en route pour cette destination.

En attendant, les préparatifs se faisaient pour le départ. Les hommes, les vaisseaux, les armes, les approvisionnemens de toute espèce arrivaient de l'intérieur de la France et de l'Italie à Toulon, où Buonaparte s'était rendu lui-même pour surveiller et hâter les apprêts. Le général venait d'être nommé membre de l'Institut, et prenait cette qualité dans sa correspondance, cherchant à se concilier la faveur des savans et des littérateurs français, très influens dans le gouvernement, et fort jaloux de la suprématie militaire. Il voulait aussi persuader à ses contemporains que tout soldat qu'il était, il savait protéger les sciences et les lettres. Ce calcul était d'ailleurs fort adroit, au moment d'une expédition dans une contrée réputée le berceau des sciences. Ce fut aussi dans ce but qu'on fit embarquer pour l'Égypte un grand nombre d'illustres savans Français. Quant à l'Angleterre, en donnant un véhicule actif aux passions les plus vives de Buonaparte, en se prêtant aux projets sans mesure, aux soupçons fondés du directoire, elle avait obtenu un résultat immense pour elle-même, puisqu'à la fois, elle mettait la discorde entre la France et la Turquie, donnait à la Russie les moyens de se réunir à l'Autriche, fournissait à celle-ci l'occasion de recommencer la

guerre, détournait de ses propres rivages une effroyable tempête, privait la France de ses meilleurs généraux et de ses plus braves soldats, aventurait, sur des mers lontaines, la puissante marine de la république, troublait enfin de nouveau, et à son profit, la paix du continent. C'est là une des opérations les plus admirables de Guillaume Pitt.

Chargée de si grandes destinées, la flotte française appareilla, et fit voile à l'est. Les républicains voyaient, avec raison, dans l'île de Malte, la clef de l'Afrique et de l'Europe. Maîtres de cette île, ils étaient certains de conserver l'Égypte, et de s'approprier le commerce du Levant, objet particulier des désirs de la France; certains encore, en raison de leurs forces maritimes, de porter le trouble en Sicile et à Naples. Ce qui entretenait ces idées chez les républicains, ce qui rendait pour eux l'exécution du projet plus facile, c'était la possession de Rome, et le mouvement qu'ils excitaient dans le pays, au moyen de ces principes par lesquels ils s'efforçaient de présenter la royauté comme un monstre, la république comme une idole, les révolutions comme un bienfait. De Rome et de Malte, il leur était aisé d'employer contre Naples et la Sicile les instigations qui soulèvent les esprits, la force qui renverse les états. Dès son entrée en Italie, Buonaparte avait songé à la conquête de Malte. Ses agens, et surtout

Regnault de Saint-Jean-d'Angely, homme d'un esprit vaste, et d'une élocution brillante, l'avaient assuré que six cent mille francs suffiraient à cette expédition. Disons encore que les chevaliers de Malte, en cela dégénérés de leurs prédécesseurs, pensaient plutôt à jouir des agrémens de la vie, en dépensant leurs richesses au milieu des chrétiens, qu'à combattre vigoureusement sur leurs vaisseaux contre les Turcs. Aussi prévoyait-on que l'île ne résisterait pas long-temps, soit aux assauts, soit à la corruption, aussi honteuse pour celui qui l'emploie que pour ceux qu'elle atteint. C'était donc, pour Buonaparte, une conquête certaine que ce rempart formidable, contre lequel était venue jadis se briser la fureur des armées de Soliman; et sans une pareille garantie, Buonaparte, qui se montrait si impatient d'arriver en Égypte, n'aurait pas tenté une entreprise qui pouvait entraîner tant de longueurs et de difficultés.

La flotte républicaine se présenta devant Malte dans les premiers jours de juin. Redoutable par ses armes, elle l'était davantage par son or. Buonaparte amenait avec lui plusieurs anciens chevaliers, qui, après avoir abandonné leur île, s'étaient mis à la solde des républicains, et les aidaient à renverser cet ordre illustre. Ils avaient des intelligences avec le chevalier Bosredon de Ransijat, trésorier de l'ordre, et partisan des opinions nouvelles. Buonaparte demanda l'entrée du port,

sous le prétexte de s'approvisionner d'eau. On lui répondit qu'il pouvait entrer ; mais avec deux vaisseaux seulement. Il feignit du courroux, débarqua dans la cale Saint-George ; et, guidé par les émigrés maltais, attaqua les fortifications extérieures de l'île. La résistance fut molle ; point de canons sur les remparts, de munitions dans les magasins, de confiance chez le soldat. La zizanie avait été semée au milieu des troupes par les amis des Français ; elles craignaient une trahison, et combattirent sans ordre comme sans énergie. La Valette aurait pu tenir encore par la force de sa position, et quoique les défenses ne fussent pas en état ; mais, d'un côté, la corruption produisait son effet, et de l'autre, la terreur et la confusion étaient au comble, par l'affluence des femmes, des enfans, des fuyards de tout rang et de toute condition, qui, à la vue de l'ennemi, avaient déserté les campagnes pour se mettre à l'abri dans la ville.

Le grand-maître, Ferdinand Hompesch, convoqua le conseil de l'ordre ; mais irrégulièrement, puisqu'on n'y appela ni les plus anciens, hors la présence desquels, d'après les statuts de l'ordre, aucune délibération ne pouvait être prise, ni les plus braves, ni les plus fidèles, tels que : le bailli de Tigny, Gurgeo, Clugny, Tillet, Bellemont, Loras, Latour Saint-Quentin, Latour Dupin, et plusieurs autres illustres chevaliers. Déterminée par

ses espérances plutôt que par la crainte, la majorité décida qu'une trève serait demandée. Puis, après une entrevue de Marmont avec le grand-maître, on traita d'une reddition complète, sous la médiation de l'Espagne. En considérant attentivement cette capitulation, on se convaincra sans peine que si la reddition fut honteuse dans ses causes, la capitulation ne le fut pas moins par les récompenses qu'on y stipula. Le traité portait : Que les chevaliers de Saint-Jean de Jérusalem remettraient à l'armée française la ville et les forts de Malte, renonçant en faveur de la république à la propriété et à la souveraineté de l'île, aussi-bien qu'à tous leurs droits sur celles de Gozo et de Comino; que la république française userait de son influence au congrès de Rastadt, pour faire obtenir au grand-maître, sa vie durant, une principauté au moins égale à celle qu'il perdait; que la France payerait en outre au grand-maître une pension annuelle de trois cent mille francs, et deux années d'avance en dédommagement de son mobilier; que les chevaliers français recevraient de la république une pension de sept cents francs, et de mille francs pour les sexagénaires; que la république française emploierait ses bons offices auprès des républiques ligurienne, cisalpine, romaine et helvétique, pour que les mêmes avantages fussent accordés aux chevaliers liguriens, cisalpins, romains et suisses; que les chevaliers con-

serveraient leurs propriétés individuelles à Malte; que la France engagerait les souverains d'Europe à consentir au partage des biens de l'ordre entre les chevaliers de chaque langue : enfin, que la religion serait maintenue sauve et intacte.

Le 12 juin, furent remis aux Français les forts Émanuel et Tigny, le château Saint-Ange, les fortifications de la Bormola, de la Cottonara et de la cité victorieuse. Le 13, les vainqueurs prirent possession du fort de Ricasoli, du château Saint-Elme, des fortifications de La Valette et de Floriano. Ils trouvèrent deux vaisseaux de guerre, quatre galères, douze cents canons, et des munitions en abondance. Le grand-prieur de Malte et d'autres chevaliers assemblés à Pétersbourg, protestèrent solennellement contre cette reddition, taxèrent Hompesch d'imprévoyance, de lâcheté, de perfidie, et se déclarèrent innocens de l'opprobre dont ils accusèrent Hompesch, Ransijat, Saint-Tropes et plusieurs autres de leurs confrères.

Maître d'une île aussi importante, Buonaparte y créa un gouvernement provisoire, sous la présidence de Bosredon. Puis, vinrent les exils et les spoliations. Il bannit les chevaliers, entre autres le grand-maître Hompesch, qui alla finir obscurément au fond de l'Allemagne, des jours désormais perdus pour la gloire. Buonaparte ordonna, en outre, et il chargea de ce soin le chimiste Bertho-

let; il ordonna, dis-je, l'enlèvement de l'or, de l'argent et des pierres précieuses qui se trouvaient dans l'église de Saint-Jean, et tout autre édifice dépendant de l'ordre, sauf pourtant les ornemens nécessaires à la célébration du culte. L'argenterie des auberges, celle du grand-maître furent également saisies, le tout converti en lingots, et réservé pour le service de l'armée.

Presque au même moment, l'île de Gozo se rendait au général Reynier, envoyé par Buonaparte pour en prendre possession; après quoi, le général en chef, chargé des dépouilles de Malte, fit voile, avec toute sa flotte, pour l'Égypte. Il donna le gouvernement de Malte à Vaubois, non moins honnête homme que valeureux soldat. Il y laissa encore l'ambidextre Regnault, aussi beau parleur qu'administrateur orgueilleux. Le mobilier le plus rare, l'épée du grand-maître et les bannières de l'ordre, furent embarqués sur la frégate *la Sensible,* qui les conduisait en France, lorsqu'elle fut capturée par les Anglais, qui emmenèrent à Londres la précieuse conquête. Cette frégate portait Baraguey d'Hilliers et Arnault. Celui-ci attribua la perte du navire à la lâcheté des étrangers; mais il est bon de savoir que ces étrangers n'étaient autres que des forçats napolitains, libérés par Buonaparte des galères de Malte, et chargés par lui, je ne sais avec quelle décence, de manœuvrer sur *la Sensible.*

Nouveau témoignage du bonheur, jusque là non interrompu, de la république française et de Buonaparte, la conquête de Malte remplit l'Europe d'étonnement, l'Autriche d'inquiétude, et Naples d'épouvante. L'Angleterre seule, dont la marine était intacte et réputée invincible, l'Angleterre ne s'effraya point. Élevant au contraire son courage à la hauteur du péril, elle fit ses préparatifs pour la grande lutte qui s'approchait.

Arrivé sur les bords égyptiens, Buonaparte y opère son débarquement sans obstacle, s'empare d'Alexandrie, et successivement des positions les plus fortes de cette contrée. Il n'entre pas dans notre plan de raconter la guerre d'Égypte, elle a trop peu de rapport avec notre sujet; nous nous contenterons de décrire la bataille navale d'Aboukir, événement si considérable pour l'Europe entière, et qui d'ailleurs changea la face des choses en Italie.

Ainsi que nous l'avons dit, les Anglais connaissaient d'avance l'expédition projetée sur l'Égypte. Constamment sur le qui vive, ils furent promptement informés du départ de la flotte française, et la suivirent avec tant de rapidité qu'ils arrivèrent avant elle aux bouches du Nil. Ne l'y trouvant pas, ils croisèrent dans la Méditerranée, espérant la rencontrer et la combattre. Frustrés de cet espoir, ils remirent le Cap sur l'Égypte, tant ils étaient bien informés du projet des Français.

On était au 1er d'août ; le ciel avait destiné cette journée à l'une des batailles les plus acharnées et les plus décisives dont il soit fait mention dans les annales de l'histoire, d'ailleurs remplies d'événemens épouvantables. L'escadre anglaise était commandée par le contre-amiral Nelson, chargé par l'amiral Saint-Vincent de chercher et d'attaquer la flotte républicaine. Nelson voguait à pleines voiles vers Alexandrie d'Égypte, lorsque entre une heure et demie et deux heures d'après midi, il découvrit l'escadre française à l'ancre, et rangée en bataille dans la baie d'Aboukir. Les Français aperçurent en même temps la puissante flotte ennemie. Il s'agissait de la défense et de la gloire de leur patrie : Anglais et Français se préparèrent au combat avec un courage égal et digne du moment. Il y avait dans l'escadre anglaise treize vaisseaux, chacun de soixante-quatorze canons. C'était *le Vangard*, vaisseau amiral qui portait Nelson ; *l'Orion*, *le Culloden*, *le Bellérophon*, *le Zélé*, *le Golie*, *le Minotaure*, *la Défense*, *l'Audace*, *le Majestueux*, *l'Agile* et *le Thésée* ; de plus, *le Léandre*, de cinquante canons, et la frégate *la Mutine*, de trente-six : en tout, mille quarante-huit pièces d'artillerie, et plus de huit mille marins d'élite. La flotte française comptait : l'énorme vaisseau *l'Orient*, monté par l'amiral ; trois de quatre-vingt-quatre : *le Franklin*, *le Tonnant* et *le Guillaume Tell* ; neuf de soixante-quatorze ;

le Guerrier, le Conquérant, le Spartiate, l'Aquilon, le Peuple souverain, l'Heureux, le Timoléon, le Mercure et *le Généreux;* plus, les frégates *la Diane*, de quarante-huit; *la Justice*, de quarante-quatre; *l'Artémise* et *la Sérieuse*, toutes deux de trente-six : en tout, mille quatre-vingt-dix pièces de canon, et environ dix mille neuf cents marins, selon la coutume des Français de charger leurs vaisseaux d'un équipage plus nombreux. Le commandement en chef de cette belle flotte était confié à l'amiral Brueys, homme de mer des plus habiles, et chez qui le courage égalait l'expérience. En possession de la confiance de Buonaparte, il était venu à Toulon pour l'expédition d'Égypte, après avoir hiverné dans le port de Corfou avec quelques uns de ces mêmes vaisseaux. Cependant la position des deux flottes était bien différente : les Anglais tenaient la haute mer; l'escadre française, à l'ancre, longeait le rivage du nord-ouest au sud-est. Elle était encore garantie par l'îlot d'Aboukir, trop éloigné néanmoins pour défendre entièrement le passage. Cet îlot se trouvait en tête de la file et avait été muni d'artillerie. Quelques autres petits bâtimens garnis de bombardes, occupaient les intervalles et ajoutaient aux forces de Brueys. L'amiral français avait préféré cette disposition pour conserver ses communications avec la terre, et aussi parce que ses vaisseaux étaient plus gros, et ses combattans plus

nombreux. Fort de cet avantage, il ne voulait pas s'exposer à une bataille en pleine mer, plus favorable aux Anglais, attendu la précision et la rapidité de leurs manœuvres. D'un autre côté, les Français étant dans l'usage de tirer dans le corps des vaisseaux ennemis, il devenait évident que leur artillerie porterait des coups plus certains, partant de vaisseaux à l'ancre, que de vaisseaux sous voiles. Brueys se promettait donc une victoire assurée; il commandait à de braves soldats, et son plan de bataille lui donnait lieu d'espérer que leur courage déjouerait l'habileté de l'ennemi. Le vent soufflait nord-nord-ouest. À peine l'amiral anglais eut-il aperçu la flotte française qu'il donna le signal du combat, ordonnant à tous ses vaisseaux d'aborder l'ennemi le plus tôt possible. De son côté, Brueys fit monter sur ses gros bâtimens l'équipage des petites embarcations, et jeta une ancre de plus, afin de mieux fixer ses vaisseaux et de persuader aux siens qu'ils étaient là sur un théâtre de victoire ou de mort. Il se plaça lui-même, avec ses meilleurs officiers, en observation sur la dunette de *l'Orient*, poste extrêmement périlleux, par l'habitude où sont les Anglais de tirer dans les voiles et les cordages. Les Anglais se précipitèrent avec fureur contre l'avant-garde et le centre des Français, qui les reçurent avec une bordée générale de tribord, et leur causèrent de grosses avaries. Dans ce premier choc,

l'artillerie de l'îlot seconda efficacement le feu des navires. Les anglais revinrent une seconde fois à l'attaque. Nelson s'obstinait à enfoncer la flotte ennemie qui lui présentait le flanc droit, et la bataille eût été pour lui plus longue et plus dangereuse si le capitaine Foley, commandant *le Golie*, n'eût conçu l'audacieux projet de déborder la pointe de l'avant-garde française et de se couler entre le rivage et la flotte ennemie. Les Français perdaient ainsi l'avantage de ne pouvoir être attaqués que de tribord, se trouvaient maintenant entre deux feux, et pouvaient être foudroyés à la fois de babord et de tribord. L'habileté de Foley égala son audace. Les Anglais appréciant l'importance d'une manœuvre qui leur donnait tant d'avantages, *le Golie* fut promptement suivi du *Zélé*, de *l'Orion*, du *Thésée*, de *l'Audace*, et enfin du vaisseau-amiral *le Vangard*. Ainsi passés à babord de la flotte républicaine, ces vaisseaux jetèrent l'ancre sans délai et commencèrent un feu épouvantable. En même temps les autres vaisseaux anglais, qui n'avaient rien à craindre du centre ni de l'arrière-garde ennemie, embossés plus au loin vers le rivage, se réunirent à tribord de l'avant-garde française, et dirigèrent contre elle un feu non moins terrible. De cette manière, l'avant-garde républicaine et une partie du centre, c'est-à-dire *le Guerrier*, *le Conquérant*, *le Spartiate* et *l'Aquilon*, attaqués de tous les côtés,

souffraient horriblement, malgré le courage de ceux qui les défendaient. Accablés bientôt par la force, brisés, fracassés, démâtés, hors d'état de manœuvrer, ils furent contraints de se rendre. Le vent soufflait toujours du nord-ouest, et chassait la fumée sur le centre et l'arrière-garde française qu'elle enveloppait comme un nuage épais, déchiré de temps en temps par la lueur douteuse de l'artillerie, qui seule éclairait cette scène de carnage et d'épouvante.

Inquiets sur le résultat d'une action où leur patrie était si vivement intéressée, les Français qui se trouvaient en Terre-Ferme avaient gagné les hauteurs pour être témoins de la fatale bataille. L'observatoire et les tours d'Alexandrie, les terrasses et les belvéders de Rosette, la tour d'Aboulmaradour, distante d'une portée de canon de cette ville, étaient remplis de républicains effrayés de ce qui frappait leurs yeux et leurs oreilles. De leur côté, les Arabes étaient accourus sur le rivage, les uns pour jouir du danger de ces républicains qu'ils détestaient, les autres dans l'espoir de les piller quand ils viendraient chercher à terre un asile. L'horreur paraissait arrivée à son comble, au milieu de cet affreux mugissement d'une immense artillerie, et cependant une scène plus effrayante encore se préparait : *le Bellérophon* veut s'attacher à *l'Orient ;* ce colosse énorme le repousse avec un fracas terrible, et le maltraite au point

qu'une bordée de plus aurait coulé bas le vaisseau anglais. Arrivèrent en ce moment *l'Alexandre* et *le Léandre*, qui, s'étant trouvés plus loin vers Alexandrie, n'avaient pu se montrer plus tôt sur le champ de bataille. *L'Alexandre* se mit lui-même à foudroyer *l'Orient*; *le Léandre* attaqua *le Peuple souverain* et *le Franklin*. Les Français combattaient toujours; mais leur avant-garde étant défaite, les Anglais eurent la facilité de se porter sur le centre; de sorte que *l'Orient* et ses deux voisins, *le Franklin* et *le Tonnant*, essuyaient de tous côtés le feu des ennemis. Après avoir montré, dans ce déplorable événement, autant d'expérience que de bravoure, l'amiral Brueys, blessé d'abord à la tête et au bras, eut enfin le corps séparé en deux par un boulet. Grièvement blessé lui-même, Casa-Bianca, capitaine de *l'Orient*, fut contraint d'abandonner le commandement. Au milieu de ce tumulte on entend crier que le feu a pris sur *l'Orient*. Aucun moyen d'arrêter l'incendie; les pompes étaient rompues, les seaux brisés, les matelots éperdus, toute espérance anéantie. La mitraille et les boulets anglais pleuvaient toujours. *L'Orient*, ce puissant, cet admirable navire, était dévoré par les flammes, et répandait autour de lui, dans ces affreuses ténèbres, une clarté plus affreuse encore. Les Anglais eux-mêmes s'éloignèrent, redoutant le voisinage du colosse au moment de la catastrophe. Vers dix

heures du soir en effet, un retentissement plus éclatant que celui du tonnerre, une lueur pareille à celle que mille éclairs répandraient dans une nuit obscure, annoncèrent que *l'Orient* venait de sauter. A ce bruit effroyable succéda tout à coup, et pendant dix minutes, un silence profond, témoignage terrible de la stupeur des deux partis. Perdus dans la fumée, couverts de tisons brûlans, encombrés de débris de toute espèce, les vaisseaux éloignés ou voisins cherchaient vainement à se reconnaître, et n'échappèrent eux-mêmes à l'incendie qu'après les plus grands efforts. Mais bientôt l'artillerie recommença le carnage; celle des Anglais surtout, qui ne voulaient pas laisser incomplète la destruction de la flotte républicaine. La canonnade continua ainsi jusqu'à trois heures du matin. La fureur dut alors céder à la fatigue. Ce fut au point du jour que l'on put juger des effets de la bataille et du changement qu'elle avait opéré dans la scène. Deux flottes, dont la veille encore on admirait la légèreté, la magnificence et la pompe, qui retentissaient des cris de joie d'un nombreux équipage : maintenant rompues, délabrées, inhabiles à la manœuvre, souillées de sang, couvertes de débris fumans, jonchées de morts et de mourans, ne faisant plus entendre que les gémissemens de la douleur et les cris de l'épouvante. Aucune trace de *l'Orient*; *la Sérieuse* coulée à fond, ne montrant plus que la cime de ses

mâts brisés; *le Guerrier, le Conquérant, le Spartiate, l'Aquilon, le Peuple souverain,* déchirés et au pouvoir des Anglais; *l'Heureux* et *le Mercure,* échoués sur les roches; *le Tonnant,* fracassé dans sa mâture; *l'Artémise* en flammes; *le Timoléon* couché sur son travers. Il n'y avait d'intacts que *le Guillaume-Tell* et *le Généreux,* tous deux de l'arrière-garde, avec les frégates *la Diane* et *la Justice.* Du côté des Anglais: *le Bellérophon* perdit toute sa mâture; un autre vaisseau éprouva le même sort; un troisième ne sauva que son artimon; tous reçurent d'immenses avaries, mais non telles cependant qu'ils ne pussent encore manœuvrer et combattre. Ils se portèrent contre *l'Heureux, le Mercure, le Tonnant* et *le Timoléon,* déjà naufragés, et s'en rendirent maîtres. Ils voulurent ensuite s'emparer du *Guillaume-Tell,* du *Généreux* et des deux dernières frégates; mais ces vaisseaux gagnèrent le large à pleines voiles et se sauvèrent, le premier à Malte, sous la conduite de Villeneuve, qui avait d'abord commandé *la Justice;* le second à Corfou. Ce dernier rencontra, chemin faisant, *le Cheval-Marin,* gros bâtiment anglais, s'en empara, et le conduisit dans le port de l'île. *Le Généreux* obéissait à Lajoailles, brave capitaine, s'il en fut jamais. La valeur qu'il déploya dans cette rencontre est plutôt incroyable qu'étonnante. Rendu à la société, il était le plus poli, le plus doux des hommes. *La Justice,* le

plus fin voilier de la flotte française, et peut-être du monde, parvint sans peine à se sauver; *la Diane*, moins agile, éprouva plus de difficultés. Trop endommagés par la bataille, les vaisseaux anglais ne purent suivre les fuyards. Quant aux Français, les uns furent recueillis par les Anglais, d'autres gagnèrent Alexandrie sur de légères embarcations. Ceux qui se jetèrent sur le rivage tombèrent aux mains des Arabes et furent massacrés sans pitié. Le sang français inondait ces roches étrangères. La France perdit dans cette action huit mille hommes environ, parmi lesquels quinze cents morts; le reste fût blessé ou pris. L'amiral anglais renvoya ces derniers à Alexandrie, après leur avoir fait promettre de ne point combattre contre l'Angleterre jusqu'à l'échange des prisonniers. La perte des Anglais, en blessés ou en tués, s'éleva à neuf cents hommes environ, parmi lesquels ils regrettèrent principalement le capitaine du *Majestueux*, Westcott. Comme c'est l'ordinaire après une disgrâce, Brueys fut accusé, même par Buonaparte, de s'être embossé trop au large. Bien plus, le général en chef écrivit que l'amiral avait agi en sens inverse de ses ordres, ajoutant qu'il lui avait enjoint de se retirer à Corfou sans délai. D'autres au contraire prétendent que Brueys, appréciant le danger, était dans l'intention de gagner Corfou, et qu'il en avait été empêché par Buonaparte qui ne voulait pas se

priver des secours de la flotte, avant de s'être affermi en Égypte par quelque victoire signalée. Je ne garantirai pas l'exactitude de cette dernière assertion, parce que je n'ai point de preuve qui l'établisse. Dans tous les cas, Brueys est inexcusable d'avoir laissé aux Anglais la facilité de passer à babord de ses vaisseaux. Il devait, aussitôt qu'il aperçut l'ennemi, gagner le large et engager la bataille en pleine mer. Préférait-il combattre sur ses ancres? Il fallait alors qu'il sondât l'espace entre le rivage et son avant-garde, et, trouvant assez de fond pour recevoir des vaisseaux de guerre, choisir une position plus avantageuse ou garder le passage par d'autres moyens. En effet, ce fut cette facilité de prendre à revers la flotte républicaine, qui assura aux Anglais le gain d'une bataille, dont l'issue, autrement, pouvait leur devenir très funeste. Cet événement changea la face des choses en Europe.

La révolution de Rome et la prise de Malte faisaient craindre au roi de Naples que le gouvernement républicain de France ne méditât aussi de fâcheux projets contre les provinces méridionales de l'Italie. A la vérité, il n'était pas vraisemblable que cette fureur de bouleversement et de spoliation, qui avait désolé Gênes, Milan, Venise et Rome, dût s'arrêter sur les limites de l'état pontifical. Les soupçons du roi de Naples n'échappèrent point au directoire. Aussi craignait-il, de la

part de Ferdinand, quelque résolution subite, de nature à compromettre les intérêts de la France. Voulant donc gagner du temps pour voir la tournure que prendrait l'expédition d'Égypte, et l'effet qu'elle produirait sur les princes de l'Europe, particulièrement sur la Porte ottomane, il envoya, en qualité d'ambassadeur à Naples, Garat, littérateur français renommé. Il s'agissait de convaincre le roi que l'amitié de la France pour ce prince était sincère et cordiale; mais le fait démentait ici les paroles; et, quoique Garat fût d'un naturel doux et pacifique, il était néanmoins partisan zélé des révolutions d'alors, persuadé qu'à la fin il en résulterait un grand bien pour l'humanité. Ajoutons qu'un peu plus de sentiment des convenances chez le directoire, un peu moins d'illusion chez Garat, auraient déterminé le premier à ne pas lui donner, le second à refuser l'ambassade de Naples, où régnait Caroline d'Autriche. Il est certain, dans tous les cas, que l'arrivée de Garat déplut beaucoup à la reine. D'un autre côté, le bruit public attribuait au nouvel ambassadeur une part dans la révolution française, et sa présence fortifiait les novateurs dans leurs projets de changer le gouvernement. Introduit auprès du roi, Garat parla de paix, de philosophie, d'humanité. Son discours était à la vérité fort élégant, comme devait l'être celui d'un académicien. Ma mission, dit-il au roi, est d'en-

tretenir la paix entre votre majesté et la république française ; les principes du directoire, dans ses relations avec les autres nations de l'Europe, sont les mêmes que ceux avec lesquels il gouverne les Français, les mêmes que les principes de la justice. Des faits qui ont rempli l'Europe de leur éclat, viennent à l'appui de ce témoignage. Nous avons accordé la paix, dans le plus grand développement de notre gloire et de nos forces, à des ennemis qui présentaient à la victoire, non des obstacles, mais des fruits. L'indépendance et la liberté (je rapporte ces expressions pour donner une idée de la simplicité ou de l'illusion de Garat), l'indépendance et la liberté ont été données aux nations, au milieu des foudres qui semblaient leur apporter le joug de la conquête ; de nouveaux traités d'alliance ont été conclus avec des puissances ennemies du nom républicain, et cette tolérance politique est le gage de la paix pour les générations actuelles de l'Europe. Tels sont les attributs de la force, qui se modère elle-même, qui s'arrête à ce point où elle n'est plus qu'une justice invincible, qui pose devant elle des limites que rien au monde ne pourrait lui opposer.

Ensuite, l'ambassadeur parlait des vertus et de la bonté du roi ; de l'Angleterre esclave au dedans, despote au dehors ; de la France libre, clémente et heureuse ; de la république toute puissante par la liberté, sage par ses malheurs. C'était pour re-

présenter tout cela au roi, que le directoire le députait vers sa majesté. Puis, il parla de philosophie, de volcans, de laves, de globes, de débris, et il disait :

« Ce n'est point parce qu'il m'a vu errer sous « les portiques de la faveur ou de l'ambition, que « le directoire a pu faire tomber sur moi son choix « pour cette mission extraordinaire. Je n'ai guère « vécu que dans le silence des campagnes, dans les « lycées et sous les portiques de la philosophie. Et « lorsque les révolutions et une république m'en- « voient auprès de votre majesté, chargé d'une « mission qui peut être utile à plusieurs peuples, « l'imagination rappelle ces temps de l'antiquité « où, du milieu des républiques de la Grèce, des « philosophes, qui n'avaient un nom que parce « qu'ils savaient penser, venaient sur ces mêmes « bords, sur ce même continent, dans ces mêmes « îles, apporter leurs vœux pour le bonheur de « l'espèce humaine. Plusieurs y firent du bien, « tous voulurent en faire. Je ne puis pas former « d'autres vœux, et je n'ai pas reçu d'autre mis- « sion du directoire de la république française. « Ces vœux doivent être inspirés à toutes les voix « qui se font entendre aux hommes au nom du « ciel et au nom de la nature. Et dans ces lieux où « vous régnez, au milieu des plus étonnans phé- « nomènes du ciel et de la terre, sur ce sol, « magnifique amas de débris entassés par les révo-

« lutions du globe, à côté de ces volcans, dont les
« bouches toujours ouvertes et toujours fumantes
« font penser aux laves qu'ils ont vomies et qu'ils
« vomiront encore, il me semble, sire, que, sous
« quelque nom qu'on vive, sous celui de républi-
« cain ou sous celui de roi, on doit être plus im-
« patient de signaler, par quelque bien durable
« fait aux hommes, une existence si fugitive et si
« incertaine. »

L'ambassadeur Garat parlait avec cette emphase et cette recherche, à un roi qui, selon lui, ne s'occupait que de la chasse, de la pêche et des Lazzaroni. Peu familier avec ces grandes phrases académiques, Ferdinand demeura comme étonné, et dans l'attitude d'un homme embarrassé de répondre.

Le roi complimenté, Garat alla, le lendemain 9 mai, entretenir la reine des vœux du directoire pour la paix, des généreux desseins, de la vertu de Joseph et de Léopold, ses frères; comme si les réformes politiques opérées par ces excellens princes, et les leçons de douceur et d'humanité données aux peuples par les philosophes français, que l'ambassadeur appelait les maîtres de Joseph et de Léopold, avaient eu quelque chose de commun avec les excès des républicains de France à cette époque. Garat le savait et le sentait bien, car personne plus que lui ne voulait le bonheur des hommes; mais il ne s'apercevait pas, aveuglé qu'il

était peut-être par l'ambition, que sous le règne de la tyrannie, le meilleur parti, le plus honorable pour un philosophe, c'est de s'enfoncer dans un désert, plutôt que de se rendre l'interprète des tyrans.

Après les complimens, on en vint à des négociations peu sincères des deux parts. Les démonstrations étaient pacifiques, à la vérité; mais personne ne désirait la paix, et chacun n'attendait que le moment favorable pour lever l'étendard de la guerre. En effet, le directoire ne voulait point lâcher cette proie napolitaine, et le roi de Naples ne pouvait tolérer sur ses frontières les transports déréglés de la démocratie. Le directoire connaissait l'indignation profonde du roi, depuis que Berthier et le chargé d'affaires avaient insolemment commandé à ce prince de chasser de ses états les émigrés corses, de renvoyer le ministre Acton, de donner aux soldats de la république française le passage par Benevent et Ponte-Corvo, qu'ils voulaient, disaient-ils, occuper dans l'intérêt de Rome; de se reconnaître feudataire de la république romaine, et de lui payer, comme au pape, le tribut annuel accoutumé, en commençant par les arrérages échus. Le roi repoussa cette injonction superbe, et consentit seulement au renvoi des émigrés. C'était pour réparer l'impertinence de ses agens, et apaiser le courroux de Ferdinand, que le directoire avait nommé Garat ambassadeur

à Naples. Il fut donc stipulé par un traité : qu'une partie des troupes françaises évacuerait les frontières de Naples; que la république romaine se désisterait de ses prétentions; que, par amour de la paix, Benevent et Ponte-Corvo seraient remis au roi. Mais ce prince, ne se fiant pas aux démonstrations d'amitié, plutôt forcées que volontaires, de ceux qui, au mépris de la foi jurée, s'emparaient des états par la violence, ou les bouleversaient par leurs manœuvres, mit tout en usage pour compléter l'armement de son royaume. Il appela sous les drapeaux le cinquième de la population; ordonna que les couvens d'hommes ou de femmes fourniraient, dans la même proportion, un soldat équipé et armé; que tout ecclésiastique pourvu d'un bénéfice de mille ducats fournirait également un soldat; enfin que les barons du royaume leveraient et entretiendraient un corps nombreux de cavalerie. Au moyen de ces mesures, qui excitèrent quelque mécontentement parmi le peuple, l'armée napolitaine se trouva forte de quatre-vingt mille hommes. Et comme l'entretien d'une armée si nombreuse exigeait des dépenses considérables, le gouvernement eut recours à la vente des biens du clergé, augmenta certains impôts, et se fit donner par les églises tous les ornemens d'argent qui n'étaient pas indispensables à la célébration du culte. Déjà les troupes s'acheminaient aux frontières, déjà de gros

parcs d'artillerie étaient dirigés sur les forteresses, principalement vers celles des Abruzzes; et quoique l'ambassadeur Garat ne cessât de répéter au directoire que les soldats napolitains, tout bien vêtus, tout bien armés qu'ils étaient, ressemblaient plutôt à des commis de la gabelle ou à des contrebandiers qu'à de bons soldats, le directoire n'était pas sans appréhension, se trouvant privé en Italie de ses meilleures troupes et de son meilleur général, ignorant aussi les desseins ultérieurs de l'Autriche, qui de nouveau prenait l'attitude de la résistance et de la menace. Garat, soit qu'il voulût seulement connaître les véritables intentions du roi, soit que, dans l'exaltation de ses idées, il crût tout possible à sa république, enjoignit au roi, avec l'arrogance accoutumée, de désarmer et de réduire ses troupes à l'état de paix. L'ambassadeur espérait que le roi se montrerait docile à ses instances; et il l'espérait, parce qu'au nombre des ministres napolitains se trouvait le marquis de Gallo, naturellement porté pour les Français, l'un des auteurs du traité de Campo-Formio, et par cela seul favorable à la paix; du moins on le supposait ainsi. Cette prétention, et la forme sous laquelle elle était présentée, déplurent au roi, qui s'en plaignit au directoire, et demanda le rappel de Garat. Ferdinand ajouta, était-ce réel ou inexact? que Garat avait excité l'espoir et la turbulence des novateurs du royaume, d'une manière peu conve-

nable à sa qualité d'ambassadeur. La demande, par lui faite, de la libération des détenus pour délits politiques, donnait au langage du roi l'apparence de la vérité.

Doublement inquiété en Égypte et en Europe, le directoire rappela son ambassadeur, et le remplaça par le général Lacombe Saint-Michel, républicain très prononcé, mais plus réservé et moins parleur que Garat. Il avait ordre de temporiser, et de caresser le gouvernement de Naples; puis, quand le moment serait venu, d'insister fortement auprès du roi pour obtenir de ce prince toute suspension de préparatifs hostiles, et la réduction de ses troupes à l'état de paix. De son côté, le roi, qui, au milieu de tant d'avidité et d'hypocrisie, ne voyait pour lui d'autre voie de salut que celle des armes, non seulement ne changeait rien à ses apprêts, mais y ajoutait chaque jour davantage. Il y persista même avec d'autant plus d'opiniâtreté, qu'il venait de soulever contre lui la fureur du directoire, en donnant des signes éclatans de son allégresse à la nouvelle de la victoire des Anglais dans la baie d'Aboukir. On eût dit, à la vue de tant de fêtes et de réjouissances, que le triomphe de Nelson en était un pour Naples et le royaume tout entier. Le peuple porta l'enthousiasme jusqu'à se parer de la cocarde anglaise. Il est arrivé, s'écriait-on de toute part, il est arrivé le jour de la vengeance napolitaine, le jour de la

chute des Français. Le roi lui-même, quand Nelson vint à Naples pour faire réparer ses vaisseaux maltraités dans la bataille, s'avança en mer à la rencontre du vice-amiral, et le conduisit en triomphe à son palais, au milieu d'une foule immense qui ne cessait de crier : Vive Nelson! vive l'Angleterre! Après quoi, Ferdinand ouvrit à Nelson ses magasins et ses arsenaux. L'effet que ces démonstrations produisirent sur la France républicaine, chacun le devine. Elle contint toutefois sa colère, et remit la vengeance à des temps plus heureux. Le revers d'Aboukir lui avait d'ailleurs inspiré, sinon des craintes, au moins plus de prudence. Il y avait donc, à Paris comme à Naples, désir évident de la guerre; seulement, on dissimulait ce désir à Paris.

Cependant les Anglais voyaient tous leurs vœux accomplis. L'invasion de l'Égypte, ainsi qu'ils l'avaient prévu, la victoire de Nelson et les démarches des souverains auprès du divan, avaient déterminé la Porte à déclarer la guerre à la France. Cet événement changea subitement la face de l'Europe, et ouvrit la voie à une nouvelle coalition contre les Français. Cette formidable armée d'Italie, et son général non moins terrible, se trouvaient confinés dans des régions lointaines, sans espérance de pouvoir revenir en Europe au secours de leur patrie. La guerre de la Turquie contre la France ne laissait plus craindre une di-

version de cette dernière en faveur de la république, et donnait à la Russie toute facilité d'appuyer l'Autriche. Pour plus de sûreté encore, la Russie conclut un traité d'alliance avec la Porte. Déjà les légions moscovites étaient en marche pour l'Allemagne; déjà l'empereur Paul se précipitait impétueusement contre la France. On savait en outre que l'Italie était indignée des excès commis par les républicains, que la Suisse l'était encore davantage, et on espérait que le ressentiment de ces peuples seconderait puissamment les efforts de la nouvelle confédération. La république française n'inspirait donc plus cette terreur qui l'avait fondée, et le colosse, privé de ses appuis, menaçait de s'écrouler bientôt sur lui-même.

Tout cela était connu du roi de Naples. Ce prince considérait encore que les troupes républicaines, alors en Italie, ne composaient pas, à beaucoup près, une armée aussi imposante que la sienne. Il savait, en outre, que les Français, déjà inférieurs par le nombre, étaient dispersés çà et là dans les garnisons de la Cisalpine, de l'état vénitien, du Piémont et de la Romagne. Par tous ces motifs, il crut pouvoir se déclarer sans péril, et marcher seul avec avantage contre les républicains, sans attendre l'arrivée des autres confédérés. Il n'ignorait pas non plus qu'en exécution du traité conclu entre la Russie et la Porte, les flottes alliées, après avoir passé les Dardanelles,

allaient entrer dans l'Adriatique pour reprendre les îles vénitiennes sur les Français. D'ailleurs, il ne voulait pas laisser refroidir l'enthousiasme produit par la victoire d'Aboukir et la présence de Nelson, qui le pressait vivement de tenter l'entreprise, lui offrant à cet effet le tribut de son expérience et la coopération de ses armes. La confiance du roi de Naples s'accrut encore par la nouvelle que les insulaires de Malte s'étaient révoltés contre les républicains, les avaient chassés des campagnes, et contraints de s'enfermer dans les forteresses. Ce qui confirmait le gouvernement de Naples dans cette résolution, c'était le désir de retirer un plus grand fruit de la victoire; car il n'avait point abandonné ses prétentions sur Fermo et quelques autres places de la Marche, et nourrissait toujours l'espoir de s'affranchir du tribut envers le saint siége, qui lui devrait alors son rétablissement dans Rome. Enfin, il avait appris dernièrement que les Français, informés des mouvemens de Naples et de la nouvelle coalition des puissances, revenaient à leur ancien projet de s'emparer de la Toscane et de la personne même du grand-duc, si des événemens impérieux les y obligeaient. Nul doute, dans l'esprit de Ferdinand, que les républicains, attaqués pour ainsi dire à l'improviste, et avant d'avoir pu se mettre en garde, n'évacuassent bientôt la péninsule.

Bien décidé à la guerre, le gouvernement de

Naples adressa aux Français des réclamations qu'il savait ne pouvoir être écoutées. C'était de vider entièrement les états pontificaux, et de remettre au roi l'île de Malte, sur laquelle il prétendait des droits de souveraineté. L'occupation de ces deux pays, disait-il, est une violation manifeste du traité de Campo-Formio. Quoique menacé d'une guerre prochaine avec les premières puissances d'Europe, réfléchissant d'ailleurs avec raison qu'une faiblesse, en ce moment, lui serait plus fatale que la perte de trois batailles rangées, le directoire rejeta sans balancer la demande du roi. Aussitôt Ferdinand publia de San-Germano, où il s'était déjà porté avec toute son armée, un manifeste par lequel, après avoir hautement condamné l'occupation des états de Rome et de l'île de Malte, par les Français, il déclarait au monde avoir pris les armes pour la garantie de son propre royaume, pour rendre le patrimoine de l'Église à son souverain légitime, y relever la religion catholique, y faire cesser l'anarchie, le carnage et la rapine. Il affirmait en même temps qu'il ne voulait faire la guerre à aucune puissance; mais seulement pourvoir à la sûreté et à l'honneur de la religion. Moi-même, disait-il, je guide mes invincibles soldats à cette sainte entreprise. Je protégerai les bons, j'ouvrirai mes bras paternels aux hommes égarés que ramènerait le repentir. Oubliez donc vos ressentimens; éteignez tout désir

de vengeance; imitez la modération d'un roi, qui ne veut que du respect pour la religion, des garanties pour la paix et la vraie liberté. Puis il sommait les chefs de toute armée étrangère d'évacuer sur-le-champ le territoire de Rome, et de ne se plus mêler dorénavant des affaires d'un pays dont les destinées, en raison du voisinage et par d'autres motifs légitimes, intéressaient spécialement son autorité royale.

Des paroles, on en vint aux faits sans délai. L'armée s'ébranla sur trois colonnes, et prit la route des états romains. Le plan de campagne avait été dressé par le général autrichien Mack, envoyé à cet effet, auprès de Ferdinand, par l'empereur François. N'ignorant pas que les troupes françaises étaient réparties dans des cantonnemens éloignés les uns des autres, espérant aussi que les populations se souleveraient en faveur des Napolitains, Mack avait jugé nécessaire de donner au front de l'armée une étendue considérable. Il se persuadait qu'à ce moyen l'ennemi serait facilement cerné, et pris sans une grande effusion de sang. Il s'était donc arrêté aux dispositions suivantes : Le corps principal, commandé par lui-même, et le prince héréditaire de Naples, devait s'avancer par les Abruzzes sur Fermo, et, si la fortune se montrait favorable, venir camper sous Ancône, ville munie d'une forte citadelle à la vérité, mais défendue par une faible garnison,

attendu qu'une partie des troupes avait été envoyée au secours de Corfou, menacée par les Ottomans et les Russes. Ce corps devait aussi couper la retraite aux Français sur la Cisalpine. L'autre colonne, qui obéissait au roi et au général Colli, avait ordre de marcher rapidement contre Rome, spécialement destinée au triomphe de Ferdinand. L'intention de Mack était encore de fermer aux Français la route de Toscane; ce soin fut confié à la troisième colonne, guidée par le général Naselli. La plus grande partie de ce corps, embarquée sur des vaisseaux anglais et portugais, commandés par Nelson, mit à la voile, dans le but de s'emparer du port et de la ville de Livourne; mais, pour que cette colonne s'éloignât le moins possible de celle qui se portait sur Rome, il fut convenu que l'autre partie, commandée par le comte Roger de Damas, émigré français, côtoyerait le littoral du côté de Civita-Vecchia, et irait occuper en Toscane le pays qui porte le nom de Présides. Le plan ainsi arrêté, on se mit en devoir de l'exécuter sur-le-champ. Le général Championnet, qui commandait alors en chef les troupes républicaines dans ces contrées, avait à sa disposition peu de monde, et trop peu sans doute pour résister à cette multitude, si les soldats du roi eussent été aussi aguerris, aussi braves que les siens. En effet, Championnet n'avait avec lui que cinq régimens d'infanterie, un de cavalerie légère,

un de dragons et deux compagnies d'artillerie : troupe valeureuse, mais qui n'allait pas à dix mille hommes. Il avait encore quelques brigades italiennes; mais il comptait peu sur elles.

Ce fut le 23 novembre que l'armée napolitaine se mit en marche. Déjà, après avoir chassé le peu de républicains qu'elle avait rencontrés sur son passage, la division du roi s'approchait de Terni. Championnet envoya demander à Mack le motif qui portait les Napolitains à faire la guerre aux Français. L'Autrichien répondit, avec plus de hauteur qu'il ne convenait, que l'armée de sa majesté sicilienne avait le droit d'occuper le territoire romain, bouleversé, usurpé par la France contre la foi du traité de Campo-Formio; que le nouveau gouvernement de Rome n'était reconnu ni par le roi, ni par l'empereur son allié; qu'il continuerait donc son mouvement en avant; qu'il ne commettrait point d'hostilités, s'il n'éprouvait pas de résistance; que, dans le cas contraire, il attaquerait quiconque voudrait s'opposer à sa marche. Championnet répliqua modestement que la république romaine était sous la protection de la France, et qu'il la défendrait. Cependant comme le petit nombre de ses soldats, çà et là disséminés, ne lui permettait pas de se mesurer avec une armée si supérieure à la sienne, ni de veiller sur une aussi grande étendue de pays, il se contenta de laisser une garnison suffisante dans le château Saint-Ange, et

donna ordre à tout le reste de se concentrer à Civita-Castellana; mais, ayant appris que les Napolitains avaient été reçus à Livourne, malgré la protestation des magistrats du grand-duc, contre la violation des neutres; que Viterbe et Civita-Vecchia se soulevaient contre lui; que Roger de Damas arrivait sur la frontière entre l'état ecclésiastique et la Toscane; informé surtout que, malgré la résistance vigoureuse et meurtrière du général Lemoyne, Mack s'était emparé de Fermo, et paraissait déjà sur le chemin d'Ancône: Championnet résolut de se replier davantage par les rives du Tibre, et alla prendre position à Perugia, dans la crainte que le général napolitain ne lui coupât la route de l'Apennin vers la Cisalpine. Ce fut donc à Perugia qu'il réunit ses soldats épars, et transféra le gouvernement romain, qu'un événement si imprévu avait forcé d'abandonner la capitale. Dès ce moment, Rome devenait la proie certaine de l'armée royale. Comme à Viterbe et Civita-Vecchia, les Napolitains trouvèrent le peuple assez favorablement disposé dans l'état pontifical; mais en général ils rencontrèrent peu d'appui, soit par indifférence pour le gouvernement du pape, soit par haine naturelle contre les Napolitains, soit enfin que la terreur des armes républicaines produisît encore son effet. En quelques endroits même, comme à Terni, les paysans combattirent vaillamment en faveur des

Français, et protégèrent efficacement leur retraite. Le 29 novembre, le roi de Naples fit son entrée triomphale dans Rome à la tête d'une armée brillante, et entouré d'un état-major magnifique. Séduit par la nouveauté, plutôt que déterminé par son amour, le peuple, qui vole toujours avec empressement au-devant d'un nouveau maître, s'abandonna aux démonstrations de la joie la plus vive. C'était un singulier concert que le mélange confus de ces voix romaines et napolitaines. Tous se réjouissaient d'être affranchis du joug tyrannique des soldats, et déjà, trompés par leur illusion, se promettaient des temps meilleurs. Ils ne tardèrent pas à s'apercevoir qu'on peut changer de maître sans changer d'esclavage. On commença par injurier les partisans du dernier gouvernement; bientôt après on les maltraita dans leurs personnes. Athées, jacobins, telles étaient les épithètes que le peuple leur donnait, ou qu'on leur faisait donner par le peuple. Puis, comme c'est la coutume en pareille circonstance, les injures et les voies de fait passèrent des coupables aux innocens. Jacobins et non jacobins étaient également tourmentés, les uns par la haine publique, les autres par la haine individuelle. Je ne parle pas des arbres de liberté renversés, de la fureur du peuple à briser le monument élevé à la mémoire de Duphot sur le Capitole; c'étaient là des actes plutôt oiseux que nuisibles, et plût à Dieu qu'on n'en eût pas commis

d'autres ! Mais déjà le sang coulait, déjà plus d'une maison avait été démolie. Ferdinand interposa son autorité ; il mit fin au désordre en organisant une garde urbaine, dont il confia le commandement au chevalier Gennaro Valentino. Il créa en outre un gouvernement provisoire, composé d'hommes probes et respectables, tels que les princes Borghèse, Aldobrandini et Gabrielli, le marquis Massimi et un nommé Ricci ; et comme le peuple, surtout celui de Rome, mesure ordinairement sa soumission à la facilité des subsistances, Ferdinand diminua le prix du pain, ce qui produisit une grande joie dans la ville.

Malgré tout, des spoliations s'exerçaient à Rome. La vénérable cité ne fut pas mieux traitée par les Napolitains que par les Français, quoique les uns et les autres se prétendissent également ses libérateurs. Les galeries du Vatican, embellies par le pinceau de Raphaël, et respectées par les Français, portèrent long-temps les vestiges de la barbarie des soldats napolitains. On n'épargna ni les tableaux, ni les statues, ni les manuscrits échappés à la rapacité des agens du directoire. Il résulta de ces énormités que le joug de la France paraissait déjà moins insupportable que celui de Naples, et qu'un grand nombre des partisans du pontife devinrent partisans des Français ; mais les excès des Napolitains dans Rome furent de courte durée. Il était de la destinée de cette noble et in-

fortunée cité de passer rapidement d'une tyrannie sous une autre, comme on le verra dans la suite de cette histoire.

C'était la coutume du directoire de France, quand il voulait bouleverser un état, de caresser, d'exciter les novateurs, qu'ils fussent bien ou mal intentionnés. La révolution une fois opérée, il réservait ses prévenances pour les méchans, plus disposés que les bons à servir ses projets. Les bons étaient alors oubliés, et les caresses redoublaient pour les méchans, en raison de l'éloignement du péril. Mais dans les temps difficiles, le directoire faisait un appel aux bons citoyens, qui, par leurs vertus, s'étaient conciliés la faveur du peuple, fondement nécessaire du pouvoir. D'un autre côté, les vrais amis de la liberté se montraient d'autant plus dociles, que leur pays paraissait jouir de plus d'indépendance; parce qu'il leur semblait inutile de lutter contre la tyrannie, honteux de ne pas servir la liberté. Ils espéraient d'ailleurs, par ce moyen, l'acquérir véritable et solide. Ensuite, lorsqu'ils devenaient suspects aux dominateurs, on les écartait du gouvernement, pour le confier à ceux qui par bassesse ou par prudence, s'accommodaient plus volontiers du joug étranger. Aussi, les agens du directoire détestaient-ils bien plus les amis de l'indépendance, que les partisans de la monarchie, de l'aristocratie et de l'oligarchie même, qu'ils haïssaient cependant, ou du moins

qu'ils feignaient de haïr. C'est ce qui se voyait clairement en Cisalpine, où ces agens repoussaient les véritables indépendans, se rapprochaient des libéraux avides d'argent et de pouvoir, des aristocrates eux-mêmes, assez indifférens sur le choix du souverain, pourvu qu'ils se trouvent à l'abri des insolences populaires. Pour plus d'intelligence, remontons à l'origine des faits. Jusqu'alors, le directoire de France avait régné par droit de conquête sur la Ligurie et la Cisalpine. Bientôt il voulut y régner par des traités : despotisme plus à craindre que le premier, si l'arbitraire n'en est pas écarté. En effet, tout est permis à celui-là, l'autre veut une mesure et des règles. Le 29 mars, fut conclu à Paris, entre les deux républiques française et cisalpine, forcément à la vérité par l'ambassadeur ordinaire de Cisalpine, Visconti; mais de l'avis de l'ambassadeur extraordinaire Serbelloni, un traité dont les principaux articles portaient : que la république française reconnaissait comme puissance libre et indépendante la république cisalpine, lui garantissant sa liberté, son indépendance, et l'abolition de tout gouvernement antérieur à celui qui la régissait actuellement; qu'il y aurait paix et amitié perpétuelle entre les deux états; que l'alliance serait offensive et défensive du côté de la Cisalpine, en faveur de la France; que la république cisalpine ayant demandé à celle de France un corps de troupes suffisant pour maintenir sa

liberté, son indépendance et son repos, pour la préserver aussi de toute insulte de la part de ses voisins, il était convenu que la république française entretiendrait en Cisalpine, jusqu'à ce qu'il en fût autrement ordonné, vingt-deux mille hommes d'infanterie, deux mille cinq cents de cavalerie, cinq cents d'artillerie tant à pied qu'à cheval; et, qu'en retour, la Cisalpine payerait à la France une somme annuelle de dix-huit millions, exigible par douzièmes; que cette armée et les troupes de la Cisalpine seraient commandées par des généraux français. L'ambassadeur Visconti, qui voyait dans ce traité tout autre chose qu'amitié et indépendance, refusait d'y souscrire. Mais le ministre de France lui fit entendre ces mots : La république française a créé la république cisalpine, elle peut aussi la détruire. Vérité incontestable; mais assurément ce langage n'était ni généreux, ni conforme à tant de belles paroles qui l'avaient précédé, ni de nature à faire espérer l'indépendance. Les représentations paraissant donc inutiles, l'ambassadeur souscrivit la convention.

Ce traité fut accueilli en Cisalpine par l'indignation générale, et les conseils législatifs refusèrent de le ratifier. Berthier, qui s'était rendu de Rome à Gênes, pour l'expédition d'Égypte, écrivit officiellement que le traité était le salut de la Cisalpine, si elle le ratifiait. D'autres répan-

daient sous main que l'acceptation serait suivie d'un accroissement de territoire; le refus, de l'anéantissement de la république.

Malgré les réclamations d'une opposition vive et nombreuse, ces menaces et ces promesses amenèrent la ratification du traité, sujet d'inquiétude pour les amis de l'indépendance. Des opinions sinistres se propageaient dans la république. Joignez à cela que deux directeurs, Moscati et Paradisi, aussi bien que neuf membres du corps législatif, qui avaient combattu le traité avec plus d'ardeur que les autres, furent violemment destitués par le directoire de Paris. On fit dire et imprimer qu'ils étaient partisans de l'Autriche et ennemis de la France. S'il y avait plus de ridicule ou de fausseté dans ces accusations, je ne saurais le dire. Toutefois, la persécution ne se borna pas aux paroles, et plusieurs membres de l'opposition furent même privés de leur liberté. Ces excès soulevaient les esprits, l'avenir s'annonçait sous de funestes auspices.

Au milieu de ces ressentimens, arriva en Cisalpine, avec le titre d'ambassadeur français, Trouvé, jeune homme de beaucoup d'esprit, et qui faisait profession d'aimer la liberté. Son arrivée produisit une grande sensation. C'était la première fois qu'un ministre de France était accrédité près le nouveau gouvernement, et chacun attendait avec anxiété les résultats de sa mission. Le fait en lui-

même paraissait aux indépendans d'un augure favorable. Les aristocrates paisibles s'en réjouissaient également, dans l'espérance qu'un régime plus régulier les préserverait de toute insulte de la part des démocrates. L'entrée de Trouvé au directoire fut magnifique. Son discours contenait un éloge pompeux de la France, des protestations d'amitié pour la Cisalpine. Son exorde surtout plut beaucoup aux partisans de l'indépendance : Je viens, disait-il, au nom de la grande nation, saluer l'indépendance de la république cisalpine; je viens remplir auprès d'elle un ministère honorable et cher à mon cœur, celui d'ajouter à l'admiration que commande les actions héroïques, l'amour qu'inspire la pratique des vertus. Oui, tel est le vœu, tel est le besoin du gouvernement français. Organe de ses intentions généreuses, et j'oserai dire de sa sollicitude paternelle, tous mes soins, tous mes efforts seront dirigés vers ce noble but. Loin de nous les vains dehors d'une politique astucieuse, qui flatte pour corrompre, qui caresse pour poignarder! Loin de nous les subtilités, les fausses promesses, les séductions, la duplicité. Franchise et loyauté, confiance mutuelle, justice impartiale, probité austère et inflexible, union inaltérable entre les autorités, voilà la base de nos relations, voilà le ciment de notre alliance républicaine! Alliance glorieuse et touchante, s'écriait le jeune ambassadeur, dont l'imagination s'enflam-

mait toujours davantage, alliance jurée sur l'autel de la patrie, pour défendre les principes de la raison et propager le culte de la liberté!

Ces déclamations poétiques, sous lesquelles se cachaient de tristes réalités, étaient de mode à cette époque. La réponse à l'ambassadeur français fut dictée par l'adulation et exprimée en italien corrompu, car le langage même qu'on employait décelait la faiblesse des hommes et l'asservissement de la patrie. Le président Costabili portait la parole.

Trouvé débuta par une lettre qu'il écrivit le 30 mai à Birago, ministre des relations extérieures de la république cisalpine, et par laquelle il l'invitait à engager le gouvernement cisalpin à prendre les mesures les plus sévères contre les émigrés français réfugiés sur le territoire cisalpin. Il lui adressait des indications sur quelques uns d'entre eux; il exigeait qu'aux termes de l'article 15e du traité d'alliance entre les deux républiques, ces mêmes émigrés fussent arrêtés pour que le directoire de France pût les faire déporter où bon lui semblerait; il accusait ceux-ci d'avoir combattu contre leur patrie dans les légions parricides (c'est ainsi qu'il les appelait) de Condé; ceux-là, de répandre au milieu d'un peuple nouvellement libre, les doctrines de l'esclavage, de calomnier les républicains français, d'armer contre eux le fanatisme, les préjugés et toutes les haines; il voulait enfin que le ministre

de la Cisalpine publiât sa lettre, pour que tous les émigrés apprissent que la légation française leur déclarait une guerre qui ne finirait que lorsqu'ils auraient cessé de souiller la terre de la liberté. Le ministre répondit à l'ambassadeur de France que le directoire cisalpin purgerait la terre de la liberté, de ces hommes immoraux, disait-il, corrompus et hypocrites. Indigne commencement de mission qu'un acte d'inhumanité : début indigne d'un gouvernement libre que de lui prêter son appui!

Mais ce n'était pas là que se bornaient les projets de l'ambassadeur et les ordres du directoire. Celui-ci n'ignorait pas que l'ardeur des libéraux avait mécontenté le peuple cisalpin, généralement sage et paisible. Ces mêmes libéraux, je dis ceux qui étaient sincères, parlaient hautement et sans détour, accusaient continuellement les agens du directoire de France, de despotisme et de concussion, et donnaient chaque jour un nouveau degré d'intensité à la haine qui s'était élevée contre les Français. Dans les deux conseils, surtout dans celui des jeunes, les indépendans avaient la majorité. Les propositions qui s'y faisaient, les arrêtés qu'on y prenait, indiquaient une grande effervescence dans les esprits, et inspiraient des soupçons au directoire de Paris. Il savait que la licence heurte tout sur son passage, et il ne voulait pas en être heurté. L'opposition vigoureuse

qui s'était manifestée dans les conseils, contre le traité d'alliance, fortifiait encore ses inquiétudes, et il restait démontré pour lui, qu'à moins de dompter ces partisans exagérés de la liberté et de l'indépendance, son autorité en Cisalpine serait toujours précaire et douteuse. En effet, l'esprit d'opposition qui s'était déclaré dans les conseils et une partie du directoire cisalpin, se faisait remarquer jusque chez les magistrats subalternes, et chacun criait à l'indépendance et à la liberté, sans se montrer pour cela plus favorable à l'Autriche qu'à la France. Le directoire de Paris pensa donc que le moment était venu de saisir fortement les rênes, et de rallentir l'impétuosité des esprits. La paix conclue avec l'empereur d'Autriche rendait inutile toute fomentation de troubles en Lombardie, et la France jugea que, pour sa propre sûreté dans la péninsule, soit pendant la paix, soit pendant la guerre, elle devait se ménager un appui dans la Cisalpine, en y introduisant un régime plus calme, plus agréable aux riches, et aux principaux citoyens. C'est pourquoi Trouvé, employant en cette circonstance le concours des bons et des méchans, convoqua dans son hôtel une assemblée secrète, où l'on examinait les modifications qu'il convenait d'apporter à la constitution cisalpine. Les plus chauds partisans de cette réforme étaient : Sopransi, ancien ministre de la police, et révoqué par le directoire dont il vou-

lait se venger; le directeur Adelasio et le ministre de la justice Luosi. A eux se joignirent Aldini de Bologne, Beccalossi de Brescia, Villa de Milan, Martinelli et Alborghetti de Bergame, tous hommes plus chers à la France que détestés de l'Autriche. Le projet était de donner à la constitution une forme plus aristocratique, en réduisant le nombre des législateurs, celui des départemens et celui des administrateurs de district. On voulait aussi ajouter à la force du directoire, parce qu'on avait justement observé que la constitution le plaçait dans la dépendance des conseils, et le rendait pour ainsi dire leur esclave. De plus, il s'agissait de restreindre la liberté de la presse et de fermer les réunions politiques, double cause d'exagération dans les bons sentimens qui devenaient alors dangereux, de licence dans la manifestation des mauvaises doctrines qui devenaient alors plus funestes. Cette réforme était louable sans doute; et les bons citoyens l'eussent approuvée, si l'indépendance de la Cisalpine en eût été le résultat. Mais l'état de servitude corrompt toutes les lois, et les bonnes lois elles-mêmes sont alors les pires de toutes, parce qu'elles portent la déception avec elles, et font croire à un bien qui n'existe pas. Les démocrates ardens furent informés de ce dessein par Montalti. Appelé au comité secret, et n'en approuvant pas les projets, ce représentant révéla tout au conseil des jeunes. Grande rumeur

parmi eux. Les clubs étaient encore ouverts, ils retentirent de leurs accens; les journaux étaient encore libres, ils multiplièrent leurs déclamations.

Un discours, surtout, qui parut dans ces circonstances sous le nom de Marco Ferri, mais qui était l'ouvrage d'un jeune Plaisantin déjà connu à Milan par d'autres écrits généralement estimés, fit une grande impression dans le public. Le jeune homme, après l'avoir fait imprimer secrètement, l'avait répandu avec profusion dans la Cisalpine. Le discours était conçu en termes énergiques et sévères : « D'où te vient, disait le « jeune orateur au jeune Trouvé, d'où te vient, « étranger sans importance, le pouvoir d'opérer « malgré nous, des changemens si considérables « dans notre république ? qui t'en a donné la « mission? est-ce ton directoire ? mais comment « le directoire français aurait-il pu t'investir de « cette autorité tyrannique, d'une autorité qui ne « fut jamais déléguée dans aucun temps, dans « aucun cas, à aucun ambassadeur auprès d'un « peuple ami ? Comment pourrait-il, sans se con- « tredire, condamner dans la Cisalpine ces lois « constitutionnelles qu'il protége avec tant de fer- « veur et de sévérité dans l'étendue de son vaste « empire? Comment pourrait-il enlever en un « instant à cette république qu'il appelle sa sœur, « l'indépendance qu'il lui a garantie par un traité « solennel, il y a peu de mois, et que tu as saluée

« toi-même en son nom, environné d'une pompe « presque triomphale? Qui osera jamais accuser « ces graves *quincumvirs* de l'atroce et vile per- « fidie d'avoir préparé en secret la violation d'un « traité, au moment même où ils venaient d'en « promettre solennellement l'observation, d'un « traité qui, ayant reçu la sanction des légis- « lateurs de France, ne peut plus être altéré sans « leur consentement, ni même sans l'intervention « des directeurs cisalpins? Qui pourra jamais croire « que ton gouvernement, qui n'a reçu que la délé- « gation d'exécuter les lois en France et sur des ci- « toyens français, veuille usurper en pays étranger « et allié, le pouvoir électoral, législatif et exécutif, « en un mot, toute la souveraineté nationale? Les « Cisalpins sont trop justes pour faire un outrage « si grave à ces gouvernans. Non, il n'est pas « vrai qu'ils t'aient donné la mission de renverser « la constitution, en vertu de laquelle ils existent « eux-mêmes : ils l'ont défendue contre toute « l'Europe; comment ne la défendraient-ils pas « contre quelques obscurs oligarques?

« Est-ce bien toi, nouveau Lysandre, et ce n'est « encore que dans le mal que tu mérites ce nom, « est-ce bien toi qui pourras te vanter d'avoir re- « constitué une république étrangère, toi qui n'as « jamais été jugé digne, dans ton propre pays, de « siéger parmi les sept cent cinquante membres « des conseils d'où émanent les lois ordinaires?

« Peut-on conclure autre chose de tes manœuvres « tortueuses et clandestines? Tu te rendis en grande « pompe et officiellement, comme envoyé de France, « à notre palais directorial pour y saluer l'indé- « pendance cisalpine, et le 20 prairial sera célèbre « à jamais dans les fastes de notre république; au- « jourd'hui, pour frapper de mort cette indépen- « dance, tu te caches dans les appartemens les plus « secrets de ton palais, tu y appelles un ministre « révoqué, ambitieux et rebelle, un député ado- « lescent, et quelques autres individus que tu as « eu l'art de corrompre ou de séduire. Le gou- « vernemement suprême, les ministres, le sénat « législateur, le peuple n'en ont point connais- « sance; mais la patrie qui veille s'en alarme et « murmure; elle cherche l'ambassadeur et ne « trouve que le conjuré.

« Est-ce donc là cette foi, cette amitié, cette « fraternité que tu nous apportes de France; sont- « ce là les manières et les formes dont tu pares, « et avec lesquelles tu honores la première am- « bassade française près la nouvelle république? « Est-ce donc cette liberté, cette prospérité que « tu prétends fonder en Italie? Quel vaste champ « de commentaires pour ceux qui n'ont jamais eu « confiance dans les tiens! ils diront que vous « n'avez promis la liberté aux Italiens que pour « les asservir et les dépouiller plus aisément; que « maintenant, sous le prétexte d'une réforme,

« vous les chargez de nouvelles chaînes pour mieux « leur ravir le peu qui leur reste ; que l'or et non « la liberté, est votre unique idole ; que la liberté, « mère de toutes les vertus, n'est pas faite pour « vous, ni vous pour elle ; qu'enfin la liberté fran- « çaise ne consiste que dans les mots, dans les « écrits, dans les hurlemens de quelques tribuns « furibonds, et dans les déclamations de quelques « sophistes imprudens et pervers. Armé de ton « pouvoir despotique tu prétends, avec une lé- « gèreté inconcevable, altérer l'état politique de « la Cisalpine ; ces changemens, n'en doutes pas, « seront le signal de la chute de la république elle- « même. Ce premier exemple sera contagieux ; « ainsi le veut la nature des choses : le caractère « des dominateurs de ta nation y contribuera en- « core efficacement. Rien ne dure en France ; « l'amour de la nouveauté, la soif du pouvoir, la « fureur des partis y exercent leur empire ; de là « mille excès divers. L'Italien blessé dans son ca- « ractère, insulté et avili, n'ayant pu encore se « reconnaître, ni se constituer, ni développer son « génie et ses forces, se livrera au premier con- « quérant qui se présentera. Frivole élève de maî- « tres frivoles, ce ne fut point d'après les vaines « théories qu'on t'enseigna sur les bords de la « Seine, que les anciennes républiques prirent nais- « sance et se consolidèrent ; juges-en, si tu en es « capable, par leur durée à travers de tant de

« siècles : celle de Venise en comptait plus de « quatorze. Qu'est-elle devenue, en deux jours, « dans vos mains? Vante-toi donc encore de pou- « voir raffermir la république cisalpine. Grâce à « ton caractère naturel, à l'exemple des tiens, à « la force prétorienne qui t'entoure, tu pourras « peut-être détruire; mais édifier, consolider, ja- « mais : on ne consolide point en ébranlant les « bases. »

Trouvé prit la chose fort au sérieux : s'étant présenté en costume d'ambassadeur au directoire, il demanda impérieusement l'arrestation de l'auteur du discours, coupable d'insulte, disait-il, envers la république française. Il lui fut répondu qu'on ne trouvait point à Milan les caractères qui avaient servi à l'impression de l'écrit dénoncé; que certainement il était venu du dehors; mais que l'ambassadeur pouvait être certain qu'on ferait des recherches et qu'on prendrait des mesures. Le directoire n'en fit rien cependant, parce qu'il n'avait point encore subi la réforme, et qu'il favorisait en secret l'impression donnée par l'orateur.

Les conseils législatifs firent des représentations; le directoire imita les conseils. Un exprès fut envoyé à Paris. Le général Brune, qui avait succédé à Berthier, s'y rendit lui-même, partisan qu'il était des gouvernemens populaires, et d'une liberté fortement prononcée.

vaines démarches. Rassuré par la bienveillance du directoire, affectionné surtout par Lareveillère-Lepeaux chargé spécialement des affaires d'Italie, Trouvé mit à exécution les délibérations arrêtées. La nuit du 30 août, l'ambassadeur réunit à son hôtel cent dix représentans. Ce n'était pas la moitié des membres. Lecture fut donnée de la nouvelle constitution et des nouveaux projets de lois. L'assemblée les approuva; les uns par conviction, les autres malgré eux, l'ambassadeur ayant déclaré que telle était la volonté ferme du directoire français, et que, si la constitution n'était pas acceptée de bonne grâce, elle serait exécutée par la force. Néanmoins quelques représentans refusèrent, et se retirèrent après avoir manifesté leur indignation. Le jour suivant, on se mit à l'œuvre. Les soldats entourèrent le palais des conseils, repoussèrent avec la baïonnette les représentans non confirmés par la réforme; chassèrent du directoire Savoldi et Testi, leur substituèrent Sopransi et Luosi. Les membres de l'opposition furent expulsés des conseils; Fantoni, Custodi, Borghi, amis chaleureux de la liberté, et chefs de cette opposition, furent arrêtés et conduits en prison; la violence présidait à tous les actes. Trouvé rédigea la nouvelle constitution. Quand il crut en avoir assez fait, et suffisamment consolidé la domination française en Lombardie, il déclara que l'autorité législative était rendue

aux conseils. Ainsi fut opérée dans la constitution de la Cisalpine une modification, bonne par le fonds, vicieuse dans la forme. On vit alors une scène assez plaisante : une foule nombreuse suivait Ranza, en criant, *que veut Ranza? qu'est-ce que ce cahier?* C'était la constitution détruite par Trouvé, et que Ranza, vêtu en deuil, allait enterrer dans les champs du Lazaret.

Brune, qui était revenu à Milan, manifesta sa mauvaise humeur. Pour l'apaiser, le directoire rappela Trouvé, et le remplaça par Fouché, laissant au général la faculté d'ordonner tels changemens qu'il voudrait, non pas dans la constitution établie par Trouvé, mais dans le personnel des fonctionnaires. Brune rappela les démocrates les plus ardens. Quels furent-ils, et comment s'y prit-il pour les rappeler? c'est ce qui serait trop long et trop fastidieux à raconter. Les assemblées populaires, décorées du nom de comices, sanctionnèrent l'œuvre de Trouvé; les démocrates étaient inconsolables : mais peu importait l'acceptation ou le refus, puisque la force étrangère dictait des lois à l'état.

Ni Brune, ni Fouché ne plurent au directoire : l'un et l'autre lui parurent trop ardens pour les opinions du jour, et il apercevait déjà les signes avant-coureurs d'une nouvelle coalition contre la France. Il substitua Joubert à Brune, Rivaud à Fouché. Étranges et rapides mutations dans les hommes

et dans les lois; mais ceux qui régnaient sur le monde par la force, employaient aussi la force au gré de leurs caprices. Joubert ne s'immisça point dans les réformes. Généreux et magnanime, il respectait l'indépendance des autres, et projetait de grandes choses en Italie. Quant à Rivaud, il suivit le chemin tracé par Trouvé. La nuit du 7 décembre, le corps législatif se trouva cerné par la troupe, au moment où il délibérait sur les trames qui s'ourdissaient. Puis, vers le matin, les soldats étrangers chassèrent violemment les législateurs nommés par Brune, replacèrent au directoire Adelasio, Sopransi et Luosi, destitués par le général. Visconti fut incarcéré, la presse enchaînée, les clubs prohibés. On menaça d'expulsion les émigrés de Naples, du cachot les démocrates cisalpins, s'ils ne modéraient leurs paroles et leurs écrits. Rivaud devint maître absolu de la république cisalpine. Les démocrates voulaient le mettre à mort, et figuraient, en tête de leurs pamphlets contre lui, je ne sais quel poignard de Brutus; mais il n'en fut rien. Ainsi placée entre les fureurs des démocrates, les espérances de l'aristocratie, la tyrannie des soldats étrangers, et la crainte générale, la Cisalpine attendait les nouveaux assauts de l'Autriche.

Ces violentes réformes en Cisalpine excitèrent en France de vives réclamations, tant parmi les législateurs de l'opposition, que parmi les publi-

cistes qui n'approuvaient pas la marche du directoire. Lucien Buonaparte, frère du général, prononça un discours, dont il puisa les principales idées dans celui de Marco Ferri, et où il appelait l'anathême sur la tyrannie des directeurs et leur despotisme en Cisalpine. Ces discours étaient l'ouvrage de la haine contre le directoire, bien plus que de l'amour pour la liberté, puisque la majeure partie de ceux qui les tenaient, et Lucien le premier, projetaient déjà de changer le gouvernement, d'abolir la constitution, de renverser le directoire, et de placer à la tête des affaires le général Buonaparte : de sorte que ceux qui par dévouement à la liberté, comme ils le prétendaient, haïssaient et déchiraient sans relâche ces avocats en possession du pouvoir, ne craignaient pas un général arbitraire, victorieux, et l'idole des armées françaises.

Pour justifier la conduite du directoire en Cisalpine, Merlin et Lareveillère-Lepeaux répondirent que cette république n'avait jamais possédé de constitution légitime, puisque le peuple n'avait point accepté celle de Buonaparte ; que c'était une simple ordonnance militaire, et non une constitution réelle et légale ; que les conseils cisalpins avaient dû être considérés comme des magistrats militaires, chargés d'administrer provisoirement le pays, jusqu'au moment de son organisation définitive ; qu'au reste, la France

avait conquis la Cisalpine au prix de son sang, et qu'elle pouvait en disposer à son gré. Cette réponse était fondée, sans doute; mais elle eût été plus sincère et moins insultante pour la Cisalpine, si on l'eût faite avant d'y être contraint par la nécessité. Si la Cisalpine, en effet, n'était rien qu'une conquête, expressément soumise par la France à une administration militaire, que signifiaient donc ce titre de pays libre que lui accordait le directoire; ces saluts donnés à l'indépendance de la Cisalpine, par l'ambassadeur Trouvé; cet échange mutuel de ministres entre la Cisalpine et presque toutes les puissances de l'Europe; ces plaintes du directoire de ce que l'Autriche ne voulait pas reconnaître la nouvelle république, refusait de recevoir ses ambassadeurs, et d'en accréditer auprès d'elle?

Les changemens opérés par la puissance des baïonnettes, et d'après les ordres du directoire de France dans le gouvernement de la Cisalpine, sous Trouvé, Brune et Rivaud, donnèrent fortement à penser aux Cisalpins et aux Italiens en général. Ils s'aperçurent sans peine que la France ne voulait rien moins que l'indépendance de la péninsule, et qu'il ne résulterait pour eux, de ses magnifiques promesses, que l'esclavage sous l'Autriche, ou sous la république française. Ils comprirent alors que pour être libres et indépendans, ils devaient se tracer eux-mêmes le chemin, et

conquérir ce qu'ils ne pouvaient plus attendre de l'étranger. En conséquence, il se forma un parti puissant pour affranchir le pays, des Français aussi bien que des Allemands, et rendre à l'Italie la direction de ses propres destins. Les chefs se réunirent à Milan. Les principaux étaient : Les généraux Lahoz, Pino et Teuillet. On remarquait encore parmi eux Birago de Crémone, et quelques autres hommes influens, tant Cisalpins que venus des autres contrées de l'Italie. Le dessein bien arrêté, il fut convenu qu'on appellerait le peuple à l'indépendance ; qu'on ferait entrer dans le parti le plus grand nombre de troupes possible ; que dans le même but, on nouerait des intelligences avec Rome et Naples, et qu'à tout événement un rassemblement serait opéré dans la Romagne, d'où il pourrait, ou se répandre dans les plaines voisines, ou se réfugier sur les Apennins, selon que les circonstances l'exigeraient. Pour favoriser ce plan, ils organisèrent des assemblées secrètes, qui correspondaient entre elles, et dont le siége principal était à Bologne. Ils appelèrent cette espèce de ligue, société des rayons, parce que leurs assemblées s'étendaient comme des rayons dans les autres pays de l'Italie.

Ce projet fut combattu par plusieurs amis de la liberté et de l'indépendance. Ils se souvenaient des services à eux rendus par les Français qui les avaient sauvés, ceux-ci de la prison, ceux-là de

l'exil, d'autres de plus grands malheurs encore. Ils étaient persuadés que sans le secours de la France, il serait impossible de résister à la fois, et aux armes autrichiennes, et aux partisans de l'ancien régime en Italie. Ils se plaignaient de ce que, pour acquérir une indépendance douteuse, on voulût, non seulement leur faire oublier la reconnaissance qu'ils devaient aux Français, mais encore les armer au besoin contre leurs bienfaiteurs. Celui qui insistait le plus sur ce point, c'était César Paribelli qui avait été envoyé de Milan en Romagne, puis à Naples, pour se concerter avec les novateurs du pays; mais quand il fut démontré pour eux que le directoire ne voulait point l'indépendance de l'Italie, ils ne manifestèrent plus qu'un vœu, et Paribelli le premier, celui de défendre leur liberté envers et contre tous. Le plan commençait à se réaliser, quand éclatèrent de nouveaux orages. Le temps des revers était venu pour la France; le Nord inonda l'Italie; tous les fils du complot se rompirent. Néanmoins, comme on le verra dans la suite, les opérations de Lahoz furent l'effet immédiat, et par conséquent une partie de cet immense projet. Ainsi, esprit d'indépendance ou de servilité, amour des innovations, ou persévérance dans l'ancien régime, présence de républicains étrangers qui désolaient le pays, débordement prochain des hommes du

Nord, tout prêts eux-mêmes à se livrer à des excès pareils, telles étaient les sources de douleur et d'effroi, où se trouvait plongée alors la malheureuse Italie.

FIN DU LIVRE QUATORZIÈME.

LIVRE QUINZIÈME.

Situation difficile du roi de Sardaigne. — Ginguené, ambassadeur de France à Turin; son discours au roi; son opinion sur le gouvernement royal du Piémont. — Les partisans de la république s'assemblent sur les frontières pour opérer une révolution. — Plaintes généreuses de Priocca, ministre du roi, sur les événemens du jour. — Les républicains sont défaits par les troupes royales à Ornavasso. — Guerre entre Gênes et le Piémont. — Brune et Ginguené forcent Charles Emmanuel à remettre la citadelle de Turin aux Français. — Amnistie en faveur des insurgés. — Événement déplorable de la Fraschea. — Honteuse mascarade de quelques Français à Turin, et danger grave qui s'ensuit. — Ginguené est rappelé; son portrait. — Le directoire de France, ne se fiant point au roi de Sardaigne, se décide à le dépouiller de ses états, et envoie à cet effet le général Joubert. — Les Français s'emparent du Piémont; obligent le roi à le quitter, et nomment un gouvernement provisoire. — Acte d'abdication du roi. — Délicatesse dont il fait preuve au moment de quitter sa capitale. — Éloge du ministre Priocca. — Manifeste de guerre du directoire contre le roi. — Généreuse protestation de Charles Emmanuel, datée en vue de Cagliari, en Sardaigne.

Je consacrerai ce Livre au martyre du roi de Sardaigne. On y verra jusqu'où peut aller l'abus de la force contre la faiblesse. On y verra aussi que le plus puissant, loin de rougir de cet abus, crut pouvoir y ajouter la fraude sous les beaux noms de loyauté et de religieuse observance des traités. Je dirai comment des hommes, d'ailleurs éclairés et recommandables, mais en proie aux illusions du

jour, se firent les instrumens de ces manœuvres coupables. Je dirai encore, et s'il est une satisfaction intérieure pour l'historien, c'est de combattre la calomnie et de venger la vertu; je dirai comment des hommes accablés sous le joug de l'oppression, réduits au dernier terme de l'impuissance, montrèrent plus de constance et de grandeur que ceux à qui obéissaient, pour ainsi dire, toutes les forces de l'Europe.

Pressé de tous côtés, le roi de Sardaigne avait mis son unique espérance dans sa fidélité envers le directoire; non que dans le fond de son âme il ne désirât un changement dans sa position, il est contre nature que l'homme se plaise dans son malheur, mais parce qu'il voyait que son oppresseur pouvait à son gré bouleverser ses états, avant même que l'Autriche s'en fût aperçue. La république française aspirait donc au renversement du roi, quoiqu'elle manifestât des sentimens contraires, et le roi voulait demeurer fidèle à cette république, malgré la répugnance que lui inspirait son alliée. Le trône de Piémont était alors occupé par Charles Emmanuel IV, prince très religieux et ami de la paix; mais, par cela même qu'il soumettait les décisions de sa politique aux préceptes de sa religion, il était moins que personne en état d'éviter les obstacles, et de profiter des occasions dans un siècle aussi déréglé.

La république française avait accrédité près les

souverains d'Italie, en qualité d'ambassadeurs ou de minitres, Ginguené à Turin, Trouvé à Milan, Garat à Naples, Sottin à Gênes. Ginguené et Garat n'aimaient pas les gouvernemens auprès desquels ils avaient été envoyés, et désiraient une révolution sans la provoquer ouvertement; tandis que Sottin ne se donnait pas la peine de dissimuler ses sentimens contre le souverain du Piémont. Le général Brune, qui commandait à cette époque l'armée française en Italie, favorisait principalement ces manœuvres, et par inclination personnelle, et à l'instigation des émigrés piémontais qui l'entouraient continuellement. Ces derniers, d'accord avec les républicains de France, maîtres absolus du pays, fulminaient sans relâche, tant en Ligurie qu'en Cisalpine, contre le roi Charles Emmanuel; et plus les Français paraissaient approuver ces invectives, plus elles ajoutaient à la fermentation déjà excitée en Piémont. En outre, Cicognara, jeune homme de beaucoup d'esprit et d'un caractère généreux, qui siégeait, en qualité d'ambassadeur de la république cisalpine, à Turin, voyait assidûment ceux qui désiraient un changement dans le gouvernement, et donnait aux affaires, suivant l'opinion des temps, une direction favorable, soit à la Cisalpine en particulier, soit à l'Italie en général. Cette conduite encourageait puissamment les novateurs. L'ambassadeur cisalpin était surtout fréquenté par ceux qui vou-

laient changer la constitution politique du Piémont, et le réunir à la Cisalpine, soit qu'on fît de l'Italie une seule république, comme quelques uns le désiraient, soit qu'on en fît deux, dont l'une aurait eu Milan, l'autre Rome pour capitales. Ces idées étaient précisément celles des novateurs italiens.

Au milieu de ces dispositions, l'ambassadeur Ginguené arrive à Turin. Ginguené était un homme recommandable sous tous les rapports, mais fort amoureux des républiques, seuls états raisonnables à ses yeux. Élevé à l'école de la philosophie, la force extraordinaire de sa république lui paraissait l'image du bonheur et de la liberté, comme si la liberté et le bonheur pouvaient exister dans des états soumis au joug effréné du soldat. Mais l'orgueil, qui naît de la puissance, produit, surtout dans les esprits ardens, de semblables illusions, et quelquefois de pires encore. La peur n'était pas non plus sans influence sur cette imagination exaltée. Nourri des écrivains italiens, et principalement de Machiavel, Ginguené croyait que l'Italie était remplie de Machiavels et de Borgia, et il n'y voyait que trahisons, fourberies, conjurations, assassinats, stylets et poisons. La France seule, selon lui, était loyale et sincère. Ni les piéges tendus par Buonaparte aux Italiens, ni les perfidies du directoire, n'avaient pu, malgré leur évidence, le guérir de son erreur.

Préoccupé de ces fantômes, il alla voir le ministre Priocca, dans le sourire duquel, pour me servir de ses expressions, il remarqua je ne sais quoi de perfide. Ensuite il se rendit auprès du roi. Familier des académies, accoutumé aux discours pompeux du directoire ou adressés au directoire, Ginguené, selon l'habitude du siècle parleur, avait préparé une belle et magnifique harangue, sans réfléchir qu'elles n'étaient point en usage à la cour de Turin, et que la simplicité du roi y est aussi grande que l'appareil de la cour est pompeux. Après avoir traversé des appartemens remplis de soldats sous les armes et de brillans courtisans, Ginguené, en grand costume, paré d'un riche baudrier où pendait un sabre, entra dans la salle d'audience du roi. L'ambassadeur républicain fut étonné de trouver si peu d'apprêt dans l'extérieur du prince. Peut-être aurait-il dû s'abstenir de débiter son discours; car les flatteries et les reproches étaient également inconvenans et hors de saison. Mais, étant revenu de sa surprise, Ginguené parla ainsi au roi :

« Sire, le directoire exécutif de la république « française, jaloux d'entretenir la bonne intelli- « gence heureusement rétablie entre la France et « le gouvernement piémontais, m'envoie auprès « de votre majesté. J'apporte, de la part du direc- « toire, foi, loyauté, respect pour les traités, pour « l'ordre public et pour le droit des gens. J'espère

« trouver, au nom de votre majesté, les mêmes « sentimens dans ses ministres et dans tous les « agens de ses ordres.

« Une diplomatie franche et ouverte est la seule « qui convienne à des gouvernemens dignes de ce « titre. La nation, que ses victoires ont fait nom- « mer *grande*, n'en connaît pas d'autre. La du- « plicité, l'astuce dans les négociations sont à ses « yeux au même rang que la lâcheté dans les com- « bats. Elle laisse, avec mépris, la ruse et le ma- « chiavélisme à ces cabinets vils, corrupteurs et « corrompus qui, depuis six années, troublent « l'Europe par leurs intrigues, et soudoient de leur « or l'effusion du sang humain.

« Quels fruits ont recueilli les puissances dociles « à leurs perfides conseils? Sire, je ne veux point « rouvrir des plaies que le temps, la paix et la « concorde peuvent seuls guérir; mais je dirai, de- « vant votre majesté, à tous les gouvernemens qui « ont été ramenés comme elle à des mesures paci- « fiques, que leur prospérité, que leur gloire est « dans la constance et dans la sincérité de leurs « sentimens pour la république française.

« J'ose me flatter, sire, de ne rien dire ici que « de conforme à ceux de votre majesté. Heureux « si ma conduite et mes principes connus dans les « orages qui ont troublé ma patrie, ont pu d'avance « vous inspirer quelque estime; si le choix que le « directoire a fait de moi pour résider auprès de

« vous est, aux yeux de votre majesté, un gage « de ses intentions pour elle ; et si je puis, dans le « cours de cette mission honorable, justifier à la « fois la confiance du directoire exécutif et l'estime « de votre majesté. »

Plus simple, plus clair et moins alambiqué que celui de Garat au roi de Naples, ce discours ne mériterait que des éloges, sans les attaques qu'il renferme contre le gouvernement du roi. Que veut-il dire autre chose, en effet, à part les précautions oratoires, sinon que le Piémont n'était ni sincère, ni l'ami de la république française, ni pur de l'or corrupteur des Anglais ? Voilà ce que croyait Ginguené, et ce qu'il a voulu sans doute exprimer. D'un autre côté, il est facile d'apprécier la sincérité du langage de Ginguené lui-même. C'était son opinion, et il écrivit au directoire qu'une monarchie telle que le Piémont, ne pouvait subsister plus long-temps, exposée comme elle l'était aux assauts de trois républiques à la fois, et qu'il devenait nécessaire d'y opérer franchement une révolution, calme et exempte de meurtre si on régularisait son action, furieuse et sanglante si on la laissait éclater d'elle-même. Ginguené pensait d'ailleurs que le roi devait se contenter de la Sardaigne. Maintenant, quelle bonne foi, quelle loyauté y avait-il envers le roi, à vouloir révolutionner ses états et le chasser du Piémont ? C'est ce que la postérité décidera. De cette manière,

ceux qui préparaient les causes provoquaient aussi les effets, et argumentaient ensuite de la nécessité des causes à la justice des effets. Ce n'était assurément pas la faute du roi de Sardaigne, si la France était devenue une république turbulente, et si les républicains français avaient fait, de la Lombardie et de la Ligurie, deux républiques plus turbulentes encore.

Le roi, qui n'était pas académicien, ne répondit rien au beau discours de Ginguené; mais aussi, il lui demanda s'il avait fait bon voyage, et comment il se portait. Puis, il parla des infirmités dont il était affligé, et de la consolation qu'il trouvait dans son épouse, sœur du roi Louis XVI. L'ambassadeur, reprenant alors la parole, dit que cette princesse avait laissé parmi les Français des souvenirs de bonté et de vertu. Le prince piémontais témoigna beaucoup de satisfaction en écoutant l'éloge de la reine; et, continuant lui-même le panégyrique, parla longuement et avec effusion de ses vertus, de sa bonté, des obligations qu'il lui avait, des défauts dont elle l'avait corrigé, de ceux de l'obstination surtout et de l'emportement, de la confiance entière qu'il avait en elle, de la paix et de la concorde qui, grâce à ses bonnes qualités, régnaient dans toute la famille. Le roi, continuant, demanda à l'ambassadeur s'il avait des enfans. Ginguené répondit que non. A quoi le prince, tout attendri sur lui-même, répliqua : *Ni moi non*

plus; mais je me console par les vertus de ma femme. Je rapporte ces détails, parce qu'ils m'ont paru établir un heureux et doux contraste avec les violences et les trahisons du siècle. L'ambassadeur, quoiqu'il eût embrassé avec ardeur les opinions républicaines du temps, se sentit néanmoins, en sortant de l'audience du roi, vivement ému et attendri à la vue de la bonté, de la simplicité et de la modestie du prince souverain du Piémont. Tel fut cependant le monarque qui devint l'objet de tant d'outrages, de fureurs et d'injustices.

L'hôtel de l'ambassadeur français était le rendez-vous des novateurs de Turin, particulièrement de ceux qui voulaient deux républiques en Italie. Ceux-ci pensaient que la réunion du Piémont à la France était nécessaire, et c'était aussi l'opinion de plusieurs des premières familles parmi la noblesse, soit par amour de la liberté, soit par jalousie contre la maison royale. Sans cesse aux côtés de Ginguené, ils lui faisaient les rapports les plus exagérés, mêlant le vrai et le faux sur la situation du Piémont, et la facilité d'y opérer la révolution. Ces rapports concordaient parfaitement avec les propres idées de Ginguené, qui, par cela seul, y ajoutait foi sans difficulté. Aussi se montrait-il toujours mal disposé pour le gouvernement piémontais; et, afin de lui ôter sa force, il insistait vivement auprès du directoire pour qu'il contrai-

gnit le roi de renvoyer les six régimens suisses qu'il gardait à sa solde.

Pendant que l'ambassadeur français encourageait les novateurs, par ses prévenances et sa facilité à croire leurs rapports; en même temps qu'il voulait obliger le roi à licencier les Suisses, les funestes doctrines répandues en Piémont produisaient les fruits qu'on en devait attendre. Plusieurs endroits furent le théâtre de mouvemens dangereux, suscités avec audace pour renverser le gouvernement. Le plus considérable de ces soulèvemens, par le nombre, le lieu, et les craintes qu'il fit naître, se forma dans Carrosio, place de quelque importance, du domaine du roi, quoique enclavée dans le Génovésat et entourée de tous côtés par le territoire de la république ligurienne. Là s'étaient réunis plus de mille émigrés piémontais : les uns par nécessité, s'étant mêlés aux conjurations antérieures; les autres volontairement, ne pouvant souffrir le gouvernement royal. Ils avaient choisi ce lieu, d'abord parce qu'il leur donnait la facilité de gagner les montagnes du Tortonais et des Langues, ensuite parce qu'ils s'y croyaient à l'abri des attaques du roi, qui pour les atteindre aurait été obligé de traverser le territoire ligurien, et enfin parce que leurs chefs avaient de nombreuses intelligences dans le Génovésat, surtout dans la capitale. Leur espoir ne fut pas vain :

deux mille soldats liguriens, environ, abandonnèrent tout à coup leurs drapeaux, sortirent de Gênes sans obstacle, et vinrent grossir à Carrosio la phalange des émigrés piémontais. Qui mettait ces soldats en mouvement? Il ne pouvait y avoir de doute à cet égard, puisqu'ils étaient abondamment fournis d'argent, et qu'ils sortirent de Gênes sous la conduite d'un officier ligurien, qui rentra ensuite paisiblement dans la ville. Dans le même temps, on représentait sur le théâtre de Gênes une comédie intitulée : *Ruse contre Ruse* (*Furbo per Furbo*), remplie d'allusions injurieuses au roi; et les spectateurs de s'écrier à chaque instant : Vive la liberté! Mort au tyran piémontais! Le chargé d'affaires qui assistait à la représentation dut se retirer pour sa sûreté personnelle. Puis les gazettes de Gênes, même celles qui se publiaient sous l'influence du gouvernement, déchiraient sans cesse le roi, le chargeaient des noms les plus odieux, et portaient aux nues l'entreprise des émigrés de Carrosio. Elles promettaient encore que les efforts de la Ligurie en leur faveur seraient également tentés par la Cisalpine, et prédisaient avec enthousiasme la chute prochaine de Charles Emmanuel. A la tête de ce mouvement étaient Spinola, appartenant à la noblesse; Pelisseri et Trombetta, de la classe plébéienne, tous gens remplis d'audace et d'ardeur pour les innovations. Deux Français, Guillaume et Colignon, se trouvaient parmi eux.

Jamais la fureur portée au comble ne vomit contre les rois plus d'injures que ces hommes n'en adressèrent au roi de Sardaigne. Afin d'inspirer plus de terreur, ils semaient adroitement le bruit que la France les protégeait, et que c'était dans l'intention expresse de faire éclater la révolution piémontaise, que le directoire avait remplacé son ambassadeur Miot, homme à vues courtes, disaient-ils, et républicain sans chaleur, par Ginguené, ami déclaré de la république et doué d'un génie actif et vigoureux.

Des paroles ils en vinrent aux effets, arrêtèrent insolemment les courriers du roi, et leur enlevèrent leurs dépêches. Détestable prélude de liberté! Devenus bientôt plus audacieux, en raison de leur nombre qui s'accroissait chaque jour davantage, ils marchèrent contre Serravalle; mais ils furent repoussés avec perte par les troupes royales. Ils revinrent plusieurs fois à l'assaut avec des succès différens. La guerre civile était donc allumée sur les frontières du Piémont.

La prédiction d'un mouvement du côté de la Cisalpine se réalisa : un corps considérable de républicains piémontais se rassembla, non sans l'aveu du gouvernement cisalpin et du général Brune, à Pallanza, sur le lac Majeur, menaçant ainsi le haut Novarais, et paraissant vouloir pousser jusqu'à Vercelli s'il en trouvait l'occasion favorable. Ce corps avait pour officiers principaux :

Seras, originaire de Piémont, mais au service de France, adjudant de Brune; Léotaud, Français, et Lions, aussi Français, adjudant de Léotaud. Il comptait plus de six cents combattans bien armés et régulièrement distribués en compagnies. On y remarquait aussi beaucoup de jeunes gens estimables et d'une naissance distinguée.

La fortune couronna leurs premiers efforts : informés que les troupes royales, après avoir dépassé Arona, se trouvaient déjà dans Stresa, ils résolurent de les prévenir en s'emparant de la forteresse de Domodossola. Ils l'attaquèrent en effet à l'improviste, et s'en rendirent maîtres; la garnison ne s'attendant point à un coup de main si rapide, la place n'étant pas non plus en mesure de résister. Les républicains y trouvèrent plusieurs pièces de canon, et les emmenèrent avec joie pour s'en servir contre les troupes du roi.

Un troisième corps de républicains armés était descendu d'Abriez, dans le pays des Vaudois, et occupait déjà Bobbio et le Villard; manœuvre qui pouvait avoir les plus funestes résultats, parce que les insurgés se trouvaient sur la route de Pinerolo, ville ouverte et à peu de distance de Turin. Ainsi attaqué de tous côtés, le gouvernement royal craignait que l'insurrection ne s'étendît jusqu'au cœur du royaume, où, malgré tout, elle n'avait pas encore pénétré. Ses amis étaient trop éloignés pour le défendre; ses voisins, c'est-à-

dire la France, la Cisalpine et la Ligurie, tramaient sa ruine sous le voile de l'amitié. Il songea donc à son honneur, ne pouvant plus penser à son salut, et aima mieux tomber sous la force étrangère, que par sa propre lâcheté. Dans un moment si critique, le roi publia un édit où, déployant une fermeté d'âme égale au péril, il fit voir qu'il y a plus de vertu à se défendre avec courage dans le malheur, qu'à user violemment de sa prospérité contre les autres. Le roi rappelait d'abord tout ce qu'il avait fait depuis son avénement au trône pour le soulagement de ses peuples. Il déplorait que, malgré tant de soins et de sollicitude paternelle, des esprits séditieux et pervers eussent entraîné à la révolte, l'année précédente, une infinité de personnes égarées ou coupables, qui avaient semé dans les villes et dans les campagnes la confusion, la terreur et la rapine. Il rappelait, qu'à l'aide de la divine providence et de ses sujets fidèles, les perturbateurs avaient été contenus et leurs indignes projets déconcertés; que néanmoins ces perturbateurs avaient trouvé asile chez les puissances voisines, y avaient recruté des partisans, et infestaient les frontières. J'ai envoyé contre eux, ajoutait le roi, des troupes suffisantes pour repousser leurs attaques; mais, pour garantir plus efficacement mes sujets, je veux que chaque ville, chaque commune, de concert avec les juges royaux, sous l'autorité des gouverneurs et des comman-

dans militaires, délivrent des armes à tous les hommes de bien attachés au gouvernement, afin qu'ils puissent au besoin se réunir aux troupes de ligne, et concourir avec elles à la défense commune. Je sais que ces malfaiteurs se vantent d'être fortement appuyés par la France; mais je sais aussi, et j'affirme, que je reçois journellement, de la part des généraux et des agens du gouvernement français, des démonstrations non équivoques de bonne amitié. Enfin, en prenant conseil de ma bonté royale, j'accorde le pardon à ceux de mes sujets égarés qui se repentiront de leurs erreurs, et voudront se jeter dans mes bras paternels.

Le roi n'ignorait pas que l'entêtement et l'exaspération politique ne se laissent point persuader. Aussi, espérant plus de ses armes que de ses exhortations, il avait envoyé, sur le lac Majeur, quelques braves et fidèles régimens, avec ordre de combattre les rebelles du haut Novarais, et de reprendre sur eux Domodossola. Un nombre suffisant de troupes fut également dirigé sur les frontières du côté de la Ligurie, contre les insurgés de Carrosio, pendant qu'une forte garnison occupait Pinerolo, pour éteindre l'incendie allumé dans les vallées des Vaudois.

C'était de l'attitude de la France que dépendait le résultat définitif. Si elle appuyait la révolte, il devenait impossible au roi de la comprimer. C'est

pourquoi le ministre Priocca insistait auprès de Ginguené pour obtenir de cet ambassadeur une déclaration franche et précise des sentimens du gouvernement français. Il importe au roi, disait-il, et avec beaucoup de raison sans doute, que le directoire prenne un parti à l'égard du Piémont. Le roi peut résister à ces attaques nouvelles; mais il faut un changement dans sa position. Il est donc nécessaire, ou que la France le soutienne, ou qu'elle dispose de lui comme elle l'entendra. « S'il est écrit dans le ciel, ajoutait « Priocca, que notre existence politique soit ar« rivée à son terme; si nous devons succomber par « la force des choses et sous l'empire des événemens, « nous aimons mieux, nous demandons même « qu'une nation grande, puissante et notre alliée, « se rende l'arbitre de nos destins, et fasse de nous « tout ce qu'elle voudra, plutôt que de rester ex« posés aux indignes menaces de nos propres su« jets, plutôt que de nous voir mourir lentement, « et dans une agonie pire que la mort. »

Ces derniers gémissemens d'une monarchie expirante, ne sont assurément pas le langage de la duplicité. La sincérité est même ici tellement évidente, qu'en portant la conviction dans l'esprit, elle excite une vive émotion dans le cœur.

Ginguené répondit avec une sincérité digne, non pas de lui, mais du directoire : que le gouvernement français ne favorisait nullement les re-

belles ; que ses intentions à l'égard du roi étaient toujours les mêmes ; que les traités seraient loyalement observés ; que si un ennemi étranger attaquait le roi, sa majesté pourrait compter sur les baïonnettes françaises ; mais ici, continuait-il, ce sont des sujets du roi qui se soulèvent contre le trône, et le gouvernement a eu l'avantage dans les premiers combats. Six mille émigrés piémontais, en proie à tous les besoins de la vie, mais ayant à cœur la vengeance et la liberté, s'agitent sur l'extrême frontière du royaume ; ils s'assemblent sur le territoire de nations libres, y concertent leurs mesures, et courent aux armes contre le roi : convient-il à la France de s'immiscer dans cette querelle? Non assurément. La France a des forces imposantes en Cisalpine et en Ligurie : s'il survenait, dans ces deux républiques, des mouvemens dangereux pour le gouvernement ; si ce gouvernement ne trouvait pas en lui-même des moyens suffisans pour sa défense, et qu'il invoquât l'appui de la république française, elle viendrait certainement à son secours ; mais, quand des Piémontais, amis de la liberté, se réunissent pour la conquérir, et la donner à leur patrie, vouloir que la Cisalpine, la Ligurie, ou la France les en empêchent, c'est une prétention injuste et sans fondement.

A ces observations, Ginguené ajoutait des reproches sur la manière d'administrer du gouver-

nement piémontais. Il parlait des abus, source du mécontentement des peuples, des rigueurs exercées à leur égard, de la pénurie des finances, de la cherté des vivres, de l'énormité des impôts. L'insurrection, disait-il en terminant, ne présente aucun danger si elle n'a point l'assentiment du peuple ; mais il est à craindre que les Piémontais, la noblesse exceptée, ne fassent des vœux pour le succès des insurgés. Je vous exhorte donc à prendre les devants, et à prévenir la révolution, en accordant spontanément au peuple tous les avantages qu'une révolution pourrait lui faire espérer. De la part d'un étranger, les reproches sur la mauvaise administration du Piémont étaient inconvenans. Que la France, ensuite, ne fût point dans l'obligation de maintenir la tranquillité du Piémont, c'était faux, puisqu'elle en avait contracté l'engagement formel par le traité d'alliance.

Au milieu de tant d'angoisses, le gouvernement royal était encore harcelé par les réclamations continuelles de Ginguené, qui paraissait vouloir ôter tout ensemble au ministère, sa force, sa présence d'esprit, et le temps de délibérer sur les affaires les plus importantes : en cela, l'ambassadeur obéissait aux ordres du directoire et à ses propres frayeurs. Il insistait donc fortement auprès du ministre Priocca, pour que le roi chassât les émigrés français de son royaume. Il demandait en outre que le roi défendît, sous peine

de mort, les poignards et les stylets; il exigeait enfin avec menace qu'on dispersât les barbets qui infestaient les grandes routes, et assassinaient les Français. Priocca répondit, à l'égard des émigrés français, qu'il désirait savoir si la république et son ambassadeur entendaient qu'ils dussent être expulsés, soit que leur émigration eût été légalement constatée, soit qu'il n'en existât aucune preuve authentique, et qu'elle n'eût d'autre cause que la haine individuelle, l'envie et l'imposture; si on voulait parler d'une émigration de fait, ou d'une émigration de droit. Dans le premier cas, ajoutait-il, il fallait que l'ambassadeur consentît à se rendre complice de tous ces actes d'injustice et de violence, que des agens subalternes avaient commis, par intérêt ou par vengeance, contre une infinité d'habitans de la Savoie et du comté de Nice. Je ne multiplierai pas les preuves, ajoutait encore le ministre du roi; deux exemples suffiront : d'abord le comte Salmatoris, natif de Cherasco en Piémont, employé dans les armées et à la cour du roi depuis plus de trente ans, qui, pour avoir passé quinze jours seulement, de sa vie, dans le comté de Nice, a été porté sur la liste des émigrés; ensuite le chevalier de Camerano enfermé depuis 1784 à l'hôpital des fous de Turin, et qui se trouve lui-même inscrit sur la liste fatale. Le ministre convenait qu'en laissant au roi la faculté de garder à son service

les hommes nés en Savoie et dans le comté de Nice, le traité de paix réservait à la France le droit de demander l'éloignement de ceux qui lui deviendraient suspects; mais voudrait-on donner à cette convention un effet rétroactif, ou établir en principe qu'un homme devient suspect par l'effet d'une dénonciation quelconque et dénuée de preuve ? La brave et noble nation française fera-t-elle, à un officier du roi, un crime d'avoir guidé contre elle ces mêmes armées, que peu de temps après elle crut pouvoir associer à ses travaux et à ses victoires ? Enfin, disait en terminant Priocca, la justice est non seulement le devoir, mais encore le besoin des grandes nations, à moins qu'elles ne se contentent de la triste gloire de régner par la force et la terreur. Eh bien ! la justice demande, elle exige impérieusement qu'on ne rende personne victime d'une accusation dictée par une haine détestable, ou par un méprisable intérêt.

Quant aux stylets et aux poignards, Priocca répondait que ceux qui portaient de pareilles armes ne pouvaient, pour ce seul fait, être punis de mort; que ce serait bouleverser la législation; que ni la justice, ni l'humanité ne permettaient de frapper du dernier supplice, quand il s'agissait d'une simple mesure de police et de prudence. Si l'on punit de mort le porteur d'un stylet, disait le ministre piémontais,

quelle peine infligera-t-on à l'homicide? Je m'étonne, s'écriait-il, que ces cruelles doctrines soient professées, que la pratique même en soit impérieusement demandée par ceux qui ont continuellement à la bouche les mots de philosophie et d'humanité. Ce ne sont pas là certainement les doctrines de Beccaria.

Pour ce qui est des assassins, continuait Priocca, ceux qui seront reconnus tels, recevront sans délai le châtiment qu'ils auront mérité. Les magistrats, civils ou militaires, ont reçu l'ordre formel et précis de veiller attentivement à la sûreté des Français. Mais l'ambassadeur doit être pénétré de cette vérité, qu'on ne saurait prévenir entièrement les effets des ressentimens particuliers, nés de la conduite coupable de plusieurs Français; et qu'il n'est au pouvoir de personne de réformer chez les autres, le mouvement de la nature qui nous porte malgré nous à venger nos outrages.

Le ministre piémontais affirmait donc que le gouvernement royal veillait, autant qu'il était en lui, à la sûreté des Français en Piémont, et ce qu'il disait, il le faisait réellement. N'est-il pas bien étonnant après cela, que sur un caprice des démocrates qu'il recevait chez lui, ou au premier conte qu'ils venaient lui débiter, l'ambassadeur français s'empressât de réclamer, et dans un langage plein de hauteur, la mise en liberté des prévenus? On instruisait le procès d'un certain Richini, sur-

nommé Contino, chef de barbets. Accusé d'assassinat sur la personne d'un commissaire français qui voyageait de Turin à Suze, il avait été arrêté par ordre du gouvernement piémontais, et se trouvait alors dans les prisons du sénat, à Turin. Quelques démocrates, ses compagnons de détention, lui persuadèrent qu'il échapperait au danger, en déclarant que le gouvernement royal s'était servi de lui pour accomplir d'horribles desseins contre les Français. Contino suivit ce conseil; il affirma, par écrit, que le feu roi Victor-Amédée, le prince royal son successeur, et le duc d'Aoste, second fils du roi Victor, lui avaient commandé de se rendre dans le comté de Nice et dans la rivière de Gênes, d'y empoisonner toutes les sources d'où les Français tiraient nécessairement de l'eau pour eux et leurs bestiaux; qu'il avait exécuté les ordres à lui donnés par les princes, et qu'il en était résulté une grande mortalité, tant parmi les Français que parmi le bétail de l'armée; que bien souvent les princes lui avaient donné le commandement exprès d'arrêter les courriers sur les routes, et fourni les moyens d'organiser, sur le col de Tende, des bandes armées pour assassiner les Français; mais que ces mêmes princes, pour faire croire qu'il n'était pas leur agent, l'avaient fait emprisonner, voulant qu'on lui fît son procès pour la forme.

Je ne puis revenir de ma surprise, en voyant

un ambassadeur de France, homme d'ailleurs bon et honnête, se résoudre à entendre, croire et rapporter, comme il fit, à son gouvernement, de telles calomnies contre des princes remplis de religion et de piété. Il faut convenir qu'une illusion bien déplorable troublait continuellement son esprit. Ginguené réclama donc Contino, solennellement, au nom de la France; le roi céda, et remit sur-le-champ, sans aucune difficulté, l'homme accusé de meurtre sur un Français. Honteuse victoire pour un gouvernement et un ambassadeur de France!

Les terreurs de Ginguené étaient encore augmentées par les exagérations des démocrates les plus ardens qui, convaincus que les Français pensaient à toute autre chose qu'à la liberté de l'Italie, avaient résolu de soulever les peuples contre eux, en les accusant d'oppression et de tyrannie. A l'occasion d'un grand dîner donné par Ginguené à tous les ministres en résidence à Turin, ces hommes audacieux s'abandonnèrent à une intempérance de langage dont on aurait peine à se faire une idée : c'était peu des paroles, ils publièrent un écrit qui fut apporté à Ginguené par Cicognara; il était ainsi conçu :

« Peuples de la terre, et vous surtout patriotes « et amis sincères de la liberté et de l'humanité, « écoutez ma voix. La France a reconnu et déclaré « les droits de l'homme, en présence de l'Être

« suprême; elle a puni le tyran qui voulait s'y « opposer, a renversé son trône, dispersé toutes « les forces coalisées de l'Europe qui voulaient le « soutenir. Tous ces prodiges, elle les a opérés « parce qu'elle a trouvé partout des hommes qui « reconnaissaient la justice de sa cause, et qui ne « balançaient pas à se déclarer pour elle contre la « tyrannie. La France s'était ménagé leur appui, « en se déclarant l'amie de tous les peuples, en « promettant de favoriser ceux qui partageaient sa « haine contre les tyrans. Peuples de la terre, la « France en a menti, et son seul intérêt est le « but qu'elle s'est proposé. Les peuples ne lui sont « rien; les tyrans lui sont tout. Elle voit, d'un « œil tranquille, égorger les patriotes, et sourit « au triomphe des despotes. Les agens qu'elle en-« voie près d'eux pour flatter leur orgueil, et « pour serrer le nœud impie de leur amitié, au « lieu de se couvrir d'un voile funèbre, à la mort « cruelle de leurs amis sacrifiés à la liberté, célè-« brent des fêtes scandaleuses, et boivent dans « la même coupe des tyrans. Le sang de ceux qui « se déclarent amis de la liberté, coule à grands « flots sur une terre faite pour rivaliser avec leur « patrie; ils ne l'abandonnent cependant pas. Les « prestiges du trône les rendent froids spectateurs « de l'horrible hécatombe immolée sur l'autel de « la tyrannie, eux que la guerre civile, avec toutes « ses horreurs, ne touche point; eux enfin que l'or

« des tyrans..... Peuples de la terre, écoutez la « voix d'un homme témoin de telles horreurs, « et dont le cœur est déchiré. Brûlez les décla« rations astucieuses des droits de l'homme qui « sont entre vos mains; fermez les yeux à la lu« mière trompeuse qui sort du temple de la li« berté; coalisez-vous avec vos tyrans, servez leurs « caprices; embrassez sincèrement leur cause, ou « vous périrez. La France ne renverse plus de « trônes; elle les protége, et cherche à réparer « l'insulte faite à la tyrannie; elle écrase, d'une « main, les peuples auxquels elle donne la liberté « pour son intérêt, et de l'autre elle soutient les « tyrans qui dévorent les peuples esclaves. Les dé« pouilles des uns et des autres suffisent à peine « à son avide cupidité. Peuples, encore un lustre, « et l'Europe déserte n'offrira plus, hors la France, « que des tyrans et des ruines. »

Si Ginguené n'avait pas eu un bandeau sur les yeux, ce pamphlet effrené, dirigé principalement contre lui, aurait dû lui montrer quel chemin on pouvait suivre avec de pareils amis de la liberté, et quelles espérances d'ordre on pouvait en attendre. Quoi qu'il en soit, l'alarme s'empara de l'ambassade française. De ce moment, Ginguené relâcha les liens d'amitié réciproque qui l'avaient jusqu'alors uni à Cicognara; l'affaire lui parut même d'une importance telle, qu'il en écrivit à son gouvernement, le priant instamment d'ob-

tenir du directoire cisalpin le rappel de Cicognara. Il y va, disait-il, du salut de la France.

L'hécatombe dont parlait le pamphlet, se rapportait au fait suivant : ainsi que nous l'avons dit, les Piémontais ennemis du nom royal, s'étaient rassemblés, sous la conduite de Seras et de Léotaud, sur les rives du lac Majeur. Déjà, ils avaient dépassé Gravelona, et marchaient au-devant des troupes du roi qui se portaient à leur rencontre. Ils avaient été armés secrètement, habillés, et fournis de munitions par le gouvernement cisalpin. Quatre mille soldats environ composaient l'armée royale : c'étaient les régimens de Savoie, de la marine, de Payer-im-off, de Zimmerman et de Bacman. Les deux partis étaient en présence; la bataille eut lieu entre Gravelona et Ornavasso. L'aile gauche des républicains, d'où pouvait venir le plus grand péril, était appuyée sur la Toce. Mais comme il importait surtout d'empêcher les troupes royales de passer le fleuve, Léotaud y avait placé une compagnie de grenadiers d'élite. Les tirailleurs commencèrent, les troupes réglées suivirent : à midi, on se battait avec acharnement sur toute la ligne. La fureur était égale des deux parts, comme il arrive dans les guerres civiles; mais les républicains montraient plus d'impétuosité. Aussi les royalistes perdaient-ils du terrain, malgré leur vigoureuse résistance, et la fortune inclinait visiblement pour leurs adversaires, tant était bien

organisé ce mouvement, encore qu'un peu tumultueux, tant était grande l'ardeur de ces jeunes républicains. Mais au moment où les novateurs paraissaient avoir l'avantage, le bruit se répand que les royalistes, après avoir enfoncé le corps qui gardait la Toce, venaient de passer le fleuve, et attaquaient les républicains avec rage sur leurs derrières. Cette effrayante nouvelle était vraie : six compagnies des braves régimens de Savoie et de la marine avaient effectivement rompu ceux qui défendaient le passage de la Toce, et prenaient à dos l'armée républicaine. Cet événement donna victoire complète aux soldats du roi. Assaillis de tous côtés, écrasés par le nombre des ennemis qui s'avancèrent alors avec toutes leurs forces, les insurgés se débandèrent, sans qu'il fût possible à leurs officiers de les rallier, malgré les efforts multipliés de Léotaud pour y parvenir. Cent cinquante républicains périrent dans le combat, quatre cents tombèrent au pouvoir du vainqueur; cent furent passés par les armes à Domodossola qui, aussitôt après la bataille, rentra sous la domination du roi. Parmi ces derniers se trouva Ange Paroletti, jeune homme d'un caractère angélique et d'un esprit admirable. Le reste fut conduit au château de Casale, et traduit devant un conseil de guerre : trente-deux subirent la peine de mort.

Sur ces entrefaites, d'importantes nouvelles ar-

rivèrent de Paris. Il manquait aux intrigues compliquées de cette époque, que le gouvernement français accusât les rois, et spécialement celui de Sardaigne, d'avoir provoqué eux-mêmes ces révoltes. Ginguené avait dépeint sous de vives couleurs, à son gouvernement, les supplices ordonnés en Piémont. Le directoire, qui aurait pu intervenir purement par humanité, aima mieux le faire au moyen d'accusations controuvées. Le 18 mai, Taleyrand écrivit à Ginguené : que les mouvemens survenus en Italie, et particulièrement ceux du Piémont, prenant un caractère menaçant et dangereux, le directoire avait dû arrêter des mesures définitives. Le directoire, disait-il, sait, de science certaine, qu'il existe une conjuration dont le but est de faire assassiner tous les Français en Italie. Il sait également que des séditions sont provoquées à dessein de tous côtés, afin que les Français, se portant au secours dans le même instant en plusieurs endroits à la fois, se trouvent affaiblis par la division de leurs forces, et soient ainsi mieux exposés aux poignards des assassins. Il sait enfin qu'on ne se borne pas à l'exécution d'un projet si coupable, et qu'on accuse encore de ces révoltes les hommes réputés amis de la France, afin de se ménager plus sûrement des motifs pour s'en défaire. Je vous transmets, ajoutait-il, la résolution que le directoire, au milieu de cette complication de crimes médités, a cru devoir prendre pour sau-

ver l'Italie, les Français et les amis de la France, des malheurs qui les menacent. Vous vous présenterez donc au gouvernement du roi; vous vous expliquerez sur la trame si évidemment ourdie par les puissances étrangères, et vous déclarerez : que la France a résolu d'en détruire les causes et les prétextes; qu'elle exige avant tout, du roi, une amnistie franche et entière pour ceux qui déposeraient les armes et rentreraient dans leurs foyers; qu'elle entend que le roi emploîra toutes ses forces contre les barbets qui désolent ce malheureux pays, et assurera, par tous les moyens possibles, les routes entre l'Italie et la France. A ces conditions, et afin de dissiper les craintes que pourraient donner les républiques cisalpine et ligurienne, le directoire interposera son autorité pour le maintien du repos public. Il ordonnera même publiquement à Brune de dissoudre les bandes séditieuses, et de les obliger à la tranquillité. Le directoire, ajoutait le ministre français, attache la plus grande importance à l'exécution prompte de ces conditions. Tant de jugemens arbitraires, tant de supplices cruels dirigés contre des hommes recommandables par leurs vertus et leur savoir, seulement parce qu'ils aimaient la république française, ne permettent pas ici le moindre délai. Si le gouvernement sarde ne les accepte pas, il devient manifeste qu'il n'est plus la victime, mais le complice de ces révoltes, qu'il feignait de crain-

dre en public, et qu'il favorisait en secret. Du reste, Ginguené devait bien prendre garde à ne jamais appeler les séditieux, patriotes; mais toujours, amis de la France.

Faut-il voir ici de la dérision ou de l'astuce? je ne saurais le dire. En effet, si les séditieux étaient mis en avant par l'Autriche et l'Angleterre, comme on le donnait à penser, on ne voit pas comment ils méritaient le titre d'amis de la France, et si, d'un autre côté, la France était réellement l'amie du Piémont, ainsi qu'on ne cessait de le publier, on ne comprend plus comment elle appelait ses amis, des rebelles armés contre leur roi.

Le 24 mai, Ginguené s'acquitta de sa mission avec beaucoup d'empressement. Il ajouta, de son chef, quelques clauses particulières, comme de chasser les émigrés, de punir activement les assassins des Français, de prohiber, sous peine de mort, les poignards et les stylets, et de châtier les prêtres qui excitaient à la haine contre une nation amie.

Contraindre Charles Emmanuel à pardonner aux insurgés, appeler amis de la France ceux qui conspiraient contre l'autorité, et peut-être contre la vie du prince; tout cela ne paraissait pas suffisant à l'ambassadeur pour constituer le souverain en état de servitude complète. Il prétendait, et c'était l'objet de ses instances près le directoire, que la France devait exercer en Piémont un pouvoir absolu et sans bornes; qu'elle devait, pour

sa sûreté, contraindre le roi à changer tous ses ministres, et à rappeler le comte Balbo de Paris. C'était principalement sur ce dernier point qu'il insistait; affirmant que le comte Balbo était, à Paris, l'agent de la confédération européenne, semait continuellement l'or et la corruption, rassurait le roi dans toutes ses dépêches, l'invitait à bannir toute inquiétude, parce que les rigueurs exercées, et celles qui devaient l'être, seraient approuvées à Paris; ajoutant que les agens de Londres et de Vienne, quoique d'un rang peu élevé, s'employaient efficacement contre la France, et que, d'ailleurs, la république tomberait avant le Piémont. Par tous ces motifs, Ginguené sollicitait le rappel de Balbo, et demandait en outre qu'on lui laissât désigner le successeur du comte à l'ambassade de Paris.

Pressé par de si vives instances, ébranlé par de si graves menaces, le gouvernement du roi ordonna qu'on suspendît, jusqu'à nouvel ordre, le procès des prévenus non condamnés, et qu'on sursît à l'exécution des Français qui avaient pris part à la révolte.

Cependant, le 26 mai, à quatre heures du matin, le sang coulait dans les fossés de Casale. Léotaud, adjudant du général Fiorella, Lions, adjudant de Léotaud, tous deux Français, mais non au service de France, huit autres individus, étrangers ou piémontais, qui, pour avoir porté les armes contre

le roi au combat d'Ornavasso, avaient été condamnés à mort, subirent le dernier supplice.

Cet événement déplorable fit accuser le gouvernement du roi de barbarie étudiée. L'heure inaccoutumée choisie pour le supplice, le retard du courrier porteur du sursis, et qui s'arrêta neuf heures à Trino, légitimait, il faut le dire, de pareils soupçons. La conduite des condamnés envers le roi était coupable, sans doute, mais retarder un courrier, mais avancer le moment du supplice, afin que la grâce n'arrivât qu'après l'exécution, c'était une cruauté non moins affreuse que le crime qui l'avait provoquée. N'était-ce donc pas assez de l'hécatombe immolée à Domodossola? Hâtons-nous de dire cependant que cette cruauté, qu'on ne saura jamais assez blâmer, ne fut point l'ouvrage de Priocca, et qu'il faut l'attribuer à des hommes moins humains que lui. Priocca s'aperçut du tort qui en rejaillissait sur son gouvernement; il écrivit, à cet égard, à Ginguené, protesta de ses regrets, et chercha, dans la lenteur du courrier, des motifs d'excuse en faveur du gouvernement. La mort des deux Français surtout l'inquiétait. Il craignait les premiers effets de l'indignation de la France. Aussi, dans sa correspondance avec Ginguené, il entrait dans de longs raisonnemens pour établir que le droit public, aussi bien que le droit naturel, avaient toujours attribué la connaissance d'un délit, au juge

du lieu où ce délit avait été commis, et que la même raison qui voudrait qu'un Piémontais, coupable d'un crime sur le territoire de France, fût jugé selon les lois françaises, voulait aussi qu'un Français, coupable d'un crime sur le territoire piémontais, fût jugé selon les lois du Piémont. Ginguené fulmina à l'occasion du supplice des deux Français, menaça le gouvernement du roi, écrivit à Paris qu'il était temps enfin pour la France, de repousser le reproche calomnieux qu'on lui adressait : de tolérer le massacre des Français et de leurs amis, à la vue de l'or envoyé au comte Balbo, à Paris. Puis, reprenant les argumens du ministre piémontais, sur le droit public et naturel, il ne les admettait que pour les cas ordinaires, affirmant que les circonstances présentes sortaient des règles communes; qu'il y avait ici réellement pour la France, droit de conquête et presque de guerre ouverte, malgré l'état de paix et le traité d'alliance existant. Ginguené disait vrai; mais, si la conduite de la France envers le roi se trouvait ainsi justifiée, les projets que l'on supposait au roi contre la France l'eussent été aussi : pourquoi donc ne pas employer le canon au lieu des discours? Pourquoi ne pas publier des manifestes de guerre plutôt que des protestations d'amitié?

La victoire d'Ornavasso avait détruit les républicains de Pallanza; restaient ceux de Carrosio, qui

devenaient chaque jour plus inquiétans. Leur audace s'accroissait avec leur nombre. Ils faisaient de fréquentes incursions sur le territoire piémontais, favorisés par les commandans liguriens, qui leur facilitaient le passage par les villes de la république. Entre autres expéditions, ils en exécutèrent une des plus hardies contre Pozzuolo, place située sur l'extrême frontière du côté de la Ligurie, et défendue par une brave garnison de troupes royales. Le 26 avril, au coucher du soleil, ils partirent à quatre cents environ, marchèrent toute la nuit, arrivèrent inopinément le lendemain sous Pozzuolo, investirent la place, et s'en emparèrent à la suite d'un court engagement. Quatre cents prisonniers, à peu près, tombèrent en leur pouvoir. La conduite des républicains dans Pozzuolo fut digne d'éloges. Leurs captifs n'eurent point d'outrages à essuyer. Ils revinrent ensuite à Carrosio, d'où ils continuèrent à infester les frontières.

Pour connaître les véritables auteurs des mouvemens de Carrosio, il fallait regarder au-dessus des républicains piémontais. Le roi le savait, d'autant mieux que Brune et Sottin les favorisaient ouvertement. Cependant, voulant accomplir les devoirs que lui imposait la royauté, le prince résolut de faire tête à la fortune. Mais avant d'en venir aux dernières extrémités contre les séditieux de Carrosio, et attendu qu'il fallait, pour arriver à

cette place, traverser nécessairement le territoire de Gênes, Charles Emmanuel représenta au gouvernement ligurien : que les rebelles n'avaient pu se rendre à Carrosio que par le territoire de la république; que le même avantage leur était accordé pour leurs excursions sur les frontières du Piémont, jusque-là qu'ils passaient librement sous les canons de Gavi; que la république, si elle voulait garder une exacte neutralité, ne pouvait souffrir chez elle les ennemis du nom royal, qui abusaient de l'asile qu'on leur accordait, en outrageant leur souverain, encore moins leur donner passage pour venir l'attaquer; qu'elle devait donc, ou les chasser elle-même, ou donner au gouvernement royal les facilités qu'elle accordait à ses ennemis.

La république répondit qu'elle ne consentirait jamais à laisser entrer les troupes royales sur son territoire. Elle promit seulement de réprimer les outrages, de prévenir les agressions, d'éloigner tous sujets de mécontentement entre les deux états. Vaines promesses : les insurgés de Carrosio se recrutaient toujours, s'organisaient, se livraient aux excès les plus condamnables; traversaient continuellement le territoire ligurien pour attaquer les soldats du roi, interceptaient les convois qui se rendaient en Piémont, arrêtaient et dévalisaient les courriers. Ils n'épargnèrent pas même le courrier ligurien, lui enlevèrent ses dépêches

pour le ministre du roi, et ouvrirent les paquets adressés aux autres puissances.

Le roi ne se laissa point abattre; il organisa une armée, et l'envoya contre Carrosio, sous la conduite de Policarpe Cacherano d'Osasco, général qui ne manquait ni de générosité naturelle, ni d'une certaine habileté militaire. Le roi déclara au gouvernement ligurien, aussi bien qu'à l'ambassadeur de France, que l'unique but de l'expédition était de chasser les séditieux de Carrosio, de reprendre une place qui lui appartenait, et de donner le repos à ses peuples.

A cette nouvelle, l'ambassadeur français entra en courroux. Il écrivit au ministre Priocca, et le requit, s'il en était encore temps, de suspendre la marche des troupes dirigées sur Carrosio, attendu qu'il était impossible d'attaquer cette place sans violer le territoire ligurien, violation, disait-il, dont il ne pouvait résulter que de graves et dangereux événemens. C'est ainsi qu'un ambassadeur accrédité auprès d'une puissance amie, et plus encore, alliée, souffrait patiemment que des rebelles traversassent le territoire ligurien pour attaquer leur souverain, et s'indignait que ce souverain, pour ressaisir ce que la révolte lui avait violemment arraché, traversât lui-même ce territoire, seule route qu'il eût à prendre, puisqu'il n'en existait aucune autre.

Pressé par tant d'ennemis, opprimé par ceux-là

même qui auraient dû le secourir, le roi ne perdit point courage; et, puisque sa fin ne pouvait être heureuse, il voulut du moins la rendre honorable. Priocca, dans sa réponse, allégua la raison, comme si la raison pouvait quelque chose devant la force. Le ministre du roi disait que, d'après les principes du droit public, un prince, lorsque des obstacles naturels ne lui laissent, pour se rendre sur une portion envahie de ses domaines, d'autre moyen que de passer sur le territoire au milieu duquel sa propriété est enclavée, peut légitimement effectuer ce passage. Il ajoutait que, puisque la république ligurienne, bien qu'elle en eût été requise, n'avait voulu ni accorder le passage, ni en éloigner les motifs, c'était à elle, et non au roi, que la violation du territoire devait être imputée.

Les soldats du roi traversèrent le territoire ligurien, chassèrent sans peine les républicains de Carrosio, et se rendirent maîtres de la place. Ensuite, pour plus de sûreté, ils occupèrent les hauteurs voisines.

Il ne faut pas demander si les journalistes de Gênes et de Milan prirent feu à cette occasion. Ce qu'ils écrivirent tient plutôt d'un délire complet que d'une extravagance ordinaire. François Serra, fils de Jacques, surpassa tous les autres. Il publia un pamphlet tellement hors de toutes les convenances, que s'il parvenait seul à la postérité, je

ne sais de quel nom elle appelerait notre siècle. Mais Sottin ne s'en tint pas aux paroles. Il se donna tant de mouvement auprès du directoire ligurien, qu'il le décida à voir dans le roi l'ennemi de la république, et à lui déclarer la guerre. Brune triomphait; les choses allaient selon ses vœux, et préparaient la voie à ses desseins ultérieurs. Il se persuadait que plus la position de sa majesté deviendrait difficile et précaire, plus elle ferait volontiers les importantes concessions qu'il avait l'intention de lui demander pour la France. C'est ainsi que le général se proposait de faire tourner au profit de sa république, la guerre qu'il encourageait lui-même sourdement contre Charles Emmanuel.

Pendant que Sottin excitait la république contre le roi, Ginguené travaillait à empêcher le roi de se défendre. C'est pourquoi il pressait vivement Priocca de renoncer à une invasion qui, selon lui, pouvait amener pour le Piémont les résultats les plus funestes. Le gouvernement, répondit le ministre, pour prévenir l'effusion du sang et donner une preuve de ses intentions pacifiques, propose de retirer ses troupes de Carrosio, et de remettre provisoirement la place aux Français. Le roi se borne à demander que la république cesse les hostilités, et n'accueille plus, à l'avenir, de bandes armées contre ses états. La proposition ne déplut point à l'ambassadeur, qui envoya son secrétaire à Milan pour en informer le général. Mais, vou-

lant se rendre agréable à Ginguené, soit par amour de la paix, soit par crainte de la France, le gouvernement piémontais n'attendit point la réponse de Brune, fit évacuer Carrosio, et rappela ses troupes sur le territoire royal, en-deçà des frontières de la Ligurie.

Les hostilités n'en continuèrent pas moins après la retraite des troupes du roi. Les Liguriens, s'étant portés en avant sous les ordres du général Siri, et accompagnés des novateurs piémontais, s'emparèrent de vive force, et après une résistance opiniâtre, de la forteresse de Serravalle. D'un autre côté, les Liguriens, conduits par deux chefs d'une grande valeur, Ruffini et Mariotti, avaient occupé la ville et le port de Loano. Les soldats piémontais, faits prisonniers dans cette affaire, furent amenés en triomphe dans la grande cour du palais national de Gênes, où siégeaient les conseils législatifs. Il y eut beaucoup de réjouissances, et les imprécations contre les rois, surtout contre celui de Sardaigne, furent portées à l'excès.

Les projets de destruction allaient bientôt s'accomplir. Déjà, pour décider le roi aux concessions qu'on voulait lui arracher, on l'étourdissait de mille récits effrayans. De toutes parts, disait Ginguené à Priocca, se manifestent les signes d'une violente conjuration contre les Français en Italie. Naples court aux armes; les troupes impériales inondent les états vénitiens; une insurrection gé-

nérale s'organise à la voix de prédicateurs incendiaires; le foyer s'étend à toute l'Italie, et c'est l'Angleterre qui l'alimente. La république française ne doit-elle pas concevoir des soupçons, en voyant à la cour de Turin, soi-disant l'alliée de la France, non seulement un ministre russe, mais encore un chargé d'affaires anglais? N'est-il pas clair qu'ils fournissent de l'argent au roi, et peut-il exister des doutes sur la destination de cet argent? Oui, la présence des émigrés français, les manœuvres des prêtres, la partialité des magistrats, les invectives publiques et audacieuses des employés, tout revèle l'existence d'une vaste conspiration contre les Français.

Le ministre royal voulut répondre à de si graves accusations, non pour persuader l'ambassadeur de France; il savait que c'était la chose impossible; mais pour justifier son souverain des imputations injurieuses dont on le rendait l'objet. J'ai lieu de m'étonner, disait Priocca, qu'on attribue au roi mon maître les préparatifs, vrais ou supposés, de Naples et de l'Autriche. Sa majesté n'entretient aucune liaison d'intimité ni avec Naples, ni avec la Toscane, et elle vit très froidement avec l'Autriche. L'ambassadeur de France à Vienne, Bernadotte, peut en rendre témoignage. L'Autriche n'est représentée à Turin que par un chargé d'affaires provisoire, et, pour ainsi dire, sans caractère public. Quant aux intelligences mysté-

rieuses, aux courriers et autres émissaires secrets, tout cela est faux, et à cet égard, je mets l'ambassadeur de France au défi. Il est donc démontré que le Piémont est étranger à ce qui se passe dans les autres monarchies italiennes, et il serait absurde de croire qu'il prît part aux dispositions des cours du Nord. Jamais gouvernement ne fut obligé de rompre ses liaisons avec d'autres états, et de chasser leurs agens, seulement parce qu'ils étaient en guerre avec une puissance amie de ce gouvernement. Le traité d'alliance autorise formellement le roi à garder auprès de lui les ministres des puissances ennemies de la France. Leur présence à Turin tient à un cérémonial fort indifférent. Stakelberg, ministre de Russie, Jacson, ministre d'Angleterre, n'ont peut-être pas communiqué avec le gouvernement deux fois depuis un an, encore était-ce pour des affaires absolument insignifiantes. Que peuvent pour le Piémont, à une aussi grande distance, la Russie et l'Angleterre? « Et plût à Dieu, s'écriait Priocca, qu'elles « eussent de l'argent à nous donner! Il viendrait « fort à propos. L'ambassadeur le sait aussi bien « que nous; mais l'Autriche et la Russie ont un « meilleur emploi à faire de leurs fonds que de les « donner à un état qui ne peut rien pour elles. » Enfin, pour parler des émigrés, des prêtres, des magistrats et des employés: ou les rapports sont faux, ou les faits sont l'ouvrage d'individus isolés.

Le gouvernement les désavoue; il ne mérite aucun reproche à cet égard, et rien ne peut l'empêcher de déclarer à la face de l'Europe, qu'il s'est toujours montré fidèle observateur des traités. Le gouvernement est innocent; on ne l'accuse que pour le perdre; mais il eût mieux valu, il eût été plus honorable pour la France de détruire d'un seul coup le Piémont, que de prolonger sa douloureuse agonie. Tel était le langage du ministre du roi.

Pour surcroît d'embarras, arrivèrent à Ginguené, de la part du ministre des relations extérieures de France, des lettres, où ce dernier exprimait son indignation contre les rigueurs exercées, selon lui, à l'égard des rebelles. La cruauté du gouvernement piémontais est au comble, écrivait le ministre. Les moyens de douceur et de persuasion sont épuisés, et désormais insuffisans. Il faut éclairer le directoire sur l'état du Piémont. Je ne doute pas qu'il n'accueille vos idées. La première condition sera le renvoi du comte de Balbo, qui, en faisant espérer l'impunité à son gouvernement, l'encourage à commettre tous les crimes dont vous êtes le témoin.

Cependant le comte Balbo ne fut point rappelé. Ou le ministre ne proposa point la mesure, ce qui est probable, ou le directoire n'accepta point la proposition. Le comte resta à Paris jusqu'à la chute complète de la monarchie.

Au milieu de tant d'alarmes, Priocca et Ginguené posaient les bases de l'amnistie que le directoire réclamait en faveur des insurgés, comme un moyen de pacifier le Piémont. Ginguené aurait voulu de plus amples concessions; mais Priocca, exactement informé par le comte Balbo des prétentions du directoire à cet égard, tint ferme, et ne consentit qu'aux articles suivans, c'est-à-dire : que l'amnistie serait seulement applicable aux délits politiques antérieurs, et non aux délits étrangers à l'insurrection, et ne préjugerait rien pour l'avenir; que le gouvernement piémontais pourrait toujours, quand il le jugerait à propos, employer ses forces au maintien du repos public; que les amnistiés s'éloigneraient du Piémont, auraient deux ans pour vendre leurs biens, et ne pourraient d'aucune manière, ni sous aucun prétexte, reprendre les armes contre le roi. Brune, à qui Ginguené avait communiqué les clauses de l'amnistie, et dont les projets ne se bornaient pas à placer le roi dans la dépendance du directoire, Brune ne se montra point satisfait. Il voulait, en outre, que la citadelle de Turin fût consignée aux mains des Français à titre de dépôt; que le roi renvoyât ses ministres; qu'on négociât pour l'échange de Carrosio, et les compensations dues à la république ligurienne. Quant à la citadelle, il prétendait que Ginguené devait la réclamer, ajoutant que si la démarche lui répu-

gnait, il la ferait lui-même. Ainsi, dépouiller le roi de la seule forteresse qui lui fût restée, pointer les canons de la république contre le palais du roi lui-même, enlever de force à Emmanuel ses sujets les plus dévoués, le contraindre à récompenser la république ligurienne de ce quelle avait fomenté contre lui la révolte, et envahi son territoire à main armée : tout cela, aux yeux de ce soldat républicain, paraissait d'une mince importance, et il suffisait, selon lui, de le demander.

Ginguené ne recula point devant cette insolente mission; il lui était cependant bien facile de s'en dispenser, puisque le général offrait de s'en charger. Il avait même d'autant plus de raison de s'y refuser, qu'il tenait de son gouvernement l'ordre exprès de ne rien exiger au-delà de ses instructions; mais, plein de confiance dans le général Brune, continuellement circonvenu par les démocrates, Ginguené consentit à une démarche que repoussait également son caractère d'ambassadeur et sa qualité d'homme civilisé. Il adressa donc au ministre Priocca un mémoire pour lui notifier, de la part de Brune, le rejet des conditions de l'amnistie. Il ajouta, de son propre mouvement, que les Liguriens demandaient vengeance pour leurs injures présentes et passées; que les Cisalpins étaient prêts eux-mêmes à se soulever pour le même objet; que les séditieux trouvaient chez ces deux républiques des conseils, des armes

et de l'argent ; que leurs masses plus nombreuses menaçaient le cœur du Piémont. D'un autre côté, ajoutait-il, les campagnes sont armées; de fanatiques paysans égorgent les Français ; les émigrés de France et les nobles du Piémont organisent des bandes contre les républicains. Tous les actes ressemblent à des hostilités; tout dénote une haine irréconciliable; tout annonce la guerre. Dans un tel état de choses, pour la sûreté du présent et de l'avenir, une garantie est nécessaire ; cette garantie, c'est la citadelle de Turin. Cette grande concession, préalablement désirée par la France, est avantageuse pour tous et ne peut nuire à personne. La confiance du Piémont aplanira les voies vers une concorde parfaite. L'amnistie devenue par là plus certaine, les démocrates poseront les armes ; les républiques cisalpine et ligurienne s'apaiseront, la tranquillité de l'état s'appuyera sur des bases plus solides. Quels obstacles, quels soupçons peuvent s'opposer à une résolution si prudente? Craint-on que les Français n'abusent de cet avantage, pour enfreindre le traité d'alliance observé jusqu'alors avec tant de scrupule? Mais une grosse armée républicaine vient de traverser le Piémont, sans le moindre dommage pour le pays. Redouter que la France ne profite de l'occupation de la citadelle, au préjudice du Piémont, ce serait faire injure à la république. Si les Français nourrissaient de semblables desseins, ils n'au-

raient pas besoin de la citadelle pour les mettre à exécution. J'espère donc, disait en terminant l'ambassadeur, le général espère lui-même, que, par amour pour la paix, le roi voudra consentir à la remise de la citadelle. Je promets de mon côté de travailler franchement, sans délai, et par les moyens les plus efficaces, au maintien de la tranquillité publique en Piémont.

Brune et Ginguené persistèrent à exiger la remise de la citadelle. En vain le ministre Taleyrand écrivit de nouveau qu'il ne fallait point songer à rendre les conditions plus dures; que la saine politique, la sûreté, la gloire, les intérêts de la France, les dispositions des puissances européennes, indiquaient cette conduite à la république; que le directoire avait supprimé l'ambassade de Gênes et rappelé son ministre Sottin, parce que celui-ci avait outrepassé les ordres de son gouvernement. En effet, Sottin venait d'être rappelé pour avoir montré trop d'ardeur à pousser la république ligurienne à la guerre contre le roi de Sardaigne. Le comte Balbo avait puissamment contribué à cette décision du directoire, par ses réclamations et ses démarches.

Une demande si extraordinaire opéra une commotion dans le gouvernement piémontais. Certain désormais du sort qui l'attendait, n'espérant plus de succès du côté des armes, contre une force irrésistible, il voulut du moins parler le langage de

l'honneur. Il commença par envoyer le marquis Colli à Milan, afin d'obtenir que Brune se relâchât de ses orgueilleuses prétentions. Priocca écrivit ensuite à Ginguené ces paroles, qui pourraient, selon nous, servir de modèle aux gouvernemens réduits à l'extrémité, par ceux qui usent de la force comme d'un droit. La troisième clause de l'amnistie, disait le ministre, fait seule difficulté. Le roi veut bien y renoncer, encore qu'il la croie nécessaire à la tranquillité de son royaume et à sa sûreté personnelle; mais en y renonçant, le roi, particulièrement intéressé dans cette discussion, fait un appel à la justice du gouvernement français et de ses représentans. La France veut le salut de ceux qu'elle nomme ses amis; le roi y consent, il y consent même sans réserve. Mais la France veut-elle que le Piémont demeure exposé à de nouveaux troubles, de la part des intrigans et des novateurs? veut-elle que la sûreté du roi, son allié, soit sans cesse compromise? Non, elle ne peut le vouloir sans manquer à la justice, à la bonne foi, à son propre intérêt. Elle ne peut le vouloir sans devenir la complice des rebelles, sans déroger à ses principes, à ses promesses, à ses sermens solennels. Le roi renonce à toute vengeance contre ceux qui l'ont trahi, et le trahissent encore en ce moment; mais il doit veiller à la sûreté de son royaume, de sa personne et de son gouvernement. C'est pour sa majesté, non seule-

ment un droit, mais encore un devoir. Quant à la république française, l'avantage qu'elle procure à ses amis est pour elle une obligation de plus de leur interdire positivement, pour l'avenir, tout mouvement insurrectionnel. Le roi demande et exige que le manifeste à publier par Brune, conformément aux ordres du directoire, soit rédigé avec une prévoyance telle, que le Piémont n'ait plus rien à craindre désormais des manœuvres de la révolte. Quant à la remise préalable de la citadelle réclamée par l'ambassadeur, sur la demande de Brune, l'ambassadeur peut se faire une idée de l'étonnement qu'elle a dû causer au roi. Le roi sait que cette condition lui est imposée sans l'ordre, et contre le vœu du directoire. L'ambassadeur lui-même a consenti à ce que sa majesté envoyât un de ses officiers au général de la république, pour le convaincre de la fausseté des rapports, de la droiture du roi et de la perfidie de ses ennemis. Le ministre, en particulier, croit devoir faire observer en peu de mots, à l'ambassadeur de France, que l'armement des campagnes est une fable; qu'un petit nombre de meurtres isolés, et provoqués par l'imprudence coupable de quelques Français, ne prouve nullement l'existence d'un fanatisme sanguinaire armé contre eux-mêmes; que le gouvernement, malgré la surveillance active qu'il exerce, n'a aucune notion de l'armement des émigrés, encore moins des nobles, assertion d'ailleurs tout-

à-fait absurde, si l'on réfléchit à la constitution actuelle du Piémont; que le premier et le principal désir du gouvernement serait de connaître, pour les réprimer, des démarches encore plus attentatoires aux droits du roi et à la tranquillité du pays, qu'à la sûreté des Français; que, du reste, sa majesté croirait se manquer à elle-même, en justifiant à la face du monde, par une concession de cette importance, les calomnies, aussi absurdes qu'atroces, dirigées contre elle par la malveillance et la haine.

Brune, qui fomentait les séditions contre le roi, dans l'intention de le réduire, par la frayeur, à lui remettre la citadelle de Turin, ne voulut, à aucun prix, se désister de ses prétentions à cet égard. Il y persista donc avec opiniâtreté, tantôt menaçant Charles Emmanuel de nouvelles insurrections, tantôt cherchant à le séduire par des espérances de paix, s'il satisfaisait à sa demande. En vain, dans une circonstance aussi grave, où le général n'avait reçu aucun ordre de Paris, les ministres proposèrent de s'en rapporter à la décision du directoire. On finit par consentir, et ce fut un acte de faiblesse inexcusable de la part du gouvernement royal, on finit par consentir à une condition qui enlevait au roi le reste de sa dignité et de son indépendance. Mais pour que la postérité puisse apprécier ce gouvernement républicain de France, je dirai : qu'au lieu des répri-

mandes et des châtimens qu'il devait à Brune et à Ginguené pour avoir, à ce point, transgressé ses ordres, il leur adressa des éloges, et se montra fort satisfait de posséder cette citadelle, acquise au moyen d'une supercherie évidente. En conséquence, le 28 juin, à Milan, entre Brune d'une part, et le marquis de San-Marsano de l'autre, fut passé un accord, dont les principaux articles étaient ceux-ci : Les Français occuperont la citadelle de Turin, le 3 juillet. La garnison républicaine ne passera jamais armée dans la ville de Turin. Le curé sera respecté, et continuera d'exercer librement ses fonctions, sans que personne ait le droit d'insulter à la religion, ni d'apporter aucun changement à ce qui la concerne. Le gouvernement français s'engage à coopérer au maintien de la tranquillité intérieure du Piémont; à ne donner, directement ni indirectement, secours ou protection à ceux qui entreprendraient de troubler le gouvernement du roi. Le général Brune fera une proclamation pour ramener la tranquillité sur les frontières du Piémont, et il se servira, pour y parvenir, de tous les moyens à sa disposition. Le général emploîra son influence et tous ses moyens pour faire cesser toute hostilité de la république ligurienne, pour empêcher toute agression de la part de la Cisalpine, ramener l'ancien état des choses et la bonne harmonie. Le roi s'obligeait, de son côté, à pardonner aux rebelles, amis de la

France; à leur permettre de rentrer en Piémont et de participer au bienfait des lois du pays, si mieux ils n'aimaient s'expatrier, et disposer alors de leurs propriétés comme ils l'entendraient bien; enfin, à prendre toutes les mesures nécessaires pour la sûreté des voyageurs, sur les routes du Piémont.

En exécution du traité de Milan, le roi publia une amnistie pour les insurgés. Brune fit aussi afficher, le 6 juillet, à Milan, le manifeste suivant :

« L'Europe est témoin des scènes sanglantes dont l'Italie est le théâtre. A peine échappée aux malheurs de la guerre, elle voit avec indignation la discorde les rappeler de nouveau. Les insinuations amicales du directoire exécutif de la république française n'ont pu arrêter des populations qui se déchiraient les unes les autres, et couraient toutes à une perte certaine.

« L'armée française, cernée de séditions et de guerre civile, a dû se tenir en garde. Il était facile d'apercevoir dans tous ces mouvemens l'influence du perfide Anglais, qui a conjuré tous les crimes contre le repos du monde, et qui trop souvent sait tirer parti des passions, même les plus généreuses.

« Toujours sûre de punir ses ennemis, la république française les voyait. Mais au milieu d'eux, et avec eux, elle voyait aussi des amis égarés. Elle a voulu réduire les premiers à l'impuissance,

et ramener les autres au bonheur, en assurant leur tranquillité.

« Sur la demande formelle du directoire exécutif, le roi de Sardaigne vient de publier une amnistie pleine et entière. Aucune recherche ne sera faite par rapport aux derniers troubles. Pour garantie de cette promesse, le roi de Sardaigne a reçu garnison française dans la citadelle de Turin.

« Ainsi doivent s'éteindre les feux de la guerre civile. La république française, après tant de sacrifices pour donner la paix à l'Italie, ne souffrira pas qu'on livre ce beau pays aux plus sanglantes dévastations.

« J'invite donc tous les amis des Français qui, excités par les injures, les menaces et les persécutions du parti contraire, ont pris les armes pour défendre leur vie et leur honneur, à déposer ces armes, et à retourner dans leurs domiciles, au sein de leurs familles, sûrs de n'y être plus inquiétés.

« Quant à ceux qui, après cette invitation amicale et solennelle, formeraient encore des rassemblemens armés, étrangers à l'organisation de l'armée française, ou des troupes des gouvernemens d'Italie, je déclare qu'ils seront regardés comme ennemis de la France, partisans des Anglais, et auteurs des troubles. Je les ferai poursuivre comme tels. »

Le 3 juillet, les Français, sous la conduite de Kister, prirent possession de la citadelle de Turin.

Le régiment de Monferrat en était sorti le même jour. Ce fut un sujet de douleur pour les fidèles, de joie pour les novateurs, d'indignation pour les ennemis de la fraude et de la violence, de curiosité pour plusieurs dames et leurs galans chevaliers qui vinrent, par le plus beau temps du monde, assister sans répugnance aux derniers soupirs de leur patrie. C'est ainsi qu'au mépris de la foi jurée, au mépris des lois divines et humaines, le roi de Sardaigne se voyait forcé de vivre sous le canon des républicains français.

Aussitôt après la reddition de la citadelle, les ministres de Russie, de Portugal, et le chargé d'affaires anglais, demandèrent à leurs gouvernemens respectifs l'autorisation de se retirer; assurant que Charles Emmanuel n'était plus roi de Sardaigne, mais bien l'esclave de la France, et que le Piémont n'avait de souverain véritable que l'ambassadeur français.

Le directoire de Paris, par l'organe de Belleville, son chargé d'affaires à Gênes, ordonna aux Liguriens de cesser les hostilités contre le roi, sinon qu'il les traiterait en ennemis. Ils obéirent avec beaucoup d'humilité : en même temps, Ginguené signifia, de la part du directoire, au roi de Sardaigne, sous peine de guerre, de déposer aussi les armes. Charles Emmanuel se soumit, non sans élever de vives et généreuses réclamations contre l'insolence de cette injonction. A ce

moyen, le calme se rétablit sur les frontières du Piémont et de la Ligurie. Les troupes royales firent néanmoins quelques nouvelles tentatives pour reprendre Loano, et plusieurs autres domaines enlevés au roi dans le cours des derniers engagemens.

J'arrive à un fait horrible en lui-même, horrible par ses causes, plus horrible peut-être si l'on considère quels en furent les auteurs. Aussitôt que le roi, par déférence envers la république française, eut retiré ses troupes de Carrosio, les Piémontais rebelles se réunirent de nouveau dans cette place. Ils y reçurent, des plus intimes confidens de Brune, l'avis formel et positif de l'accord qui se traitait, entre la France et la Sardaigne, pour la remise de la citadelle et la tranquillité du Piémont. Ils jugèrent qu'ils n'avaient pas de temps à perdre, parce que l'accord une fois conclu, tout espoir de troubler le royaume s'évanouissait pour eux, obligés qu'ils auraient été de dissoudre leur rassemblement. Ils résolurent donc de prévenir le traité par un mouvement qui, dans leur opinion devait s'étendre, sinon au Piémont tout entier, au moins à une grande partie du royaume. Ils devaient, avant tout, marcher à l'improviste sur Alexandrie. Les officiers du général Ménard, qui commandait les troupes françaises en Piémont, et dont le quartier-général se trouvait à Alexandrie, leur avaient fait espérer que les trou-

pes républicaines de France, en garnison dans cette ville, se joindraient à eux contre le roi. Nul doute, dans leur opinion, qu'un mouvement de cette importance favorisé par le bruit de la coopération des Français, ne bouleversât complétement tout le pays baigné par le Tanaro. L'occupation de la citadelle de Turin ajoutait encore à leur confiance; ils se persuadaient que les provinces du Pô se souleveraient également en leur faveur, et ils rêvaient déjà la conquête entière du Piémont. L'amnistie avait été publiée à Turin le lundi 2 juillet; le lendemain, les Français étaient entrés dans la citadelle. Le 5, à la pointe du jour, les rebelles sortirent au nombre de mille environ, passèrent près Tortone sans que la garnison français fît rien pour les arrêter, marchèrent sur Alexandrie, et arrivèrent à la Spinetta vers cinq heures et demie du matin. Le résultat eût peut-être été funeste au roi, si Solaro, gouverneur d'Alexandrie, n'eût été prévenu à l'avance par un prêtre nommé Castellani, qui avait été admis aux réunions secrètes des novateurs et connaissait ainsi leurs projets. Homme de résolution, Solaro avait placé en embuscade, entre la Spinetta et Marengo, cinq cents braves et fidèles fantassins environ, et cent chevaux, sous le commandement du comte Alciati de Vercelli, capitaine aussi dévoué au roi qu'il était ennemi des novateurs. Le plan du gouverneur réussit : sa troupe sortit à

l'improviste, tomba brusquement sur les flancs et sur les derrières des républicains qui ne pensaient à rien moins qu'à être attaqués, les rompit sans efforts, et leur enleva deux pièces de canon, avec des bêtes de sommes chargées d'abondantes munitions. La conduite des soldats royaux fut digne d'éloges. Le sang ne coula sous leurs mains que dans le premier feu du combat. Ils épargnèrent ceux qui posèrent les armes et se rendirent. Mais à eux s'étaient joints les habitans de la Fraschea, gens d'un naturel féroce, acharnés contre les Français et leurs partisans. Ils égorgeaient et dépouillaient sans pitié quiconque tombait en leur pouvoir. Tant de cruauté était en horreur aux officiers et aux soldats du roi qui s'efforçaient, quoique assez inutilement, d'en modérer les excès. La rage de ces paysans ne cessa point avec le combat : les républicains vaincus s'étaient enfuis çà et là dans les bois, dans les vignes et dans les blés. Ils les y poursuivirent et les massacrèrent impitoyablement les uns après les autres. Pendant deux jours on put compter le nombre des victimes par celui des coups de fusils qui partaient du milieu de ces taillis; c'était une chasse plutôt qu'un combat. Six cents républicains périrent dans cet événement. Parmi les morts fut trouvé Scala, jeune homme bien né, rempli des meilleures qualités, et qui n'eut d'autres défauts que ses erreurs politiques, et des idées exagérées sur la liberté.

Brune fut accusé, à cette époque, d'avoir provoqué le mouvement, pour faire révolter les états du roi. On lui reprocha d'avoir retardé, en faveur des insurgés, jusqu'au 6 du mois, la publication de son manifeste, quoique sa promesse, à cet égard, remontât au moment de l'accord conclu entre lui et San-Marsano. Ménard lui-même fut soupçonné d'avoir excité les rebelles en leur promettant l'appui des troupes françaises, puis, de les avoir trahis en révélant le complot au gouvernement royal. Action monstrueuse, incroyable même pour le temps, et surtout si l'on fait attention au caractère de Ménard. Toutefois, il est certain que les officiers qui approchaient le plus de Brune et de Ménard, se servaient de leur nom auprès des insurgés, pour leur persuader que ces deux généraux secondaient le mouvement projeté. Brune se défendit énergiquement, et même avec une sorte d'indignation, d'avoir pris part à cette tentative. Enfin, on accusa le gouvernement royal d'avoir, après son consentement forcé à l'amnistie, disposé les choses de manière à pouvoir se baigner à plaisir dans des ruisseaux de sang. On affirma encore que le gouverneur d'Alexandrie, Solaro, l'avait secondé dans cet horrible dessein; et à l'appui de leurs calomnies, les malveillans répétaient que l'amnistie, publiée le 2 à Turin, ne l'avait été que le 6 à Alexandrie, après le massacre de la Spinetta. C'est le crime du gou-

verneur, ajoutaient-ils, qui avait soif de carnage. Toujours prêt à s'effrayer de la prétendue perfidie du gouvernement royal, dont les novateurs ne cessaient de l'entretenir, Ginguené s'en plaignit amèrement à Priocca. Celui-ci répondit sans balancer, que certaines particularités trop déplorables étaient aussi venues à sa connaissance; qu'il voyait maintenant comment le petit corps des rebelles avait pu montrer tant de confiance et d'audace; que s'il y avait trahison dans cette affaire, ce n'était assurément pas du côté des agens du roi : langage terrible, qui laissait entrevoir les trames les plus funestes. Il est trop indigne, s'écriait Priocca, de calomnier un homme aussi sage que le gouverneur d'Alexandrie : lui dont tous les commissaires français ont constamment loué la vertu. Il est trop absurde de lui imputer le retard de la publication de l'amnistie. De semblables publications, d'après les lois du Piémont, n'appartiennent point aux gouverneurs. Le manifeste a été expédié de Turin, par le courrier ordinaire, le mercredi 4, c'est-à-dire précisément la veille du jour où les rebelles ont tenté d'exécuter leur projet. Voilà l'unique et véritable cause du retard. Au reste, les insurgés n'ignoraient point l'amnistie, c'est un fait avéré, dont j'offre la preuve authentique et irréfragable. Enfin, qu'on fasse un crime à une population fidèle au roi, et menacée d'agression, d'avoir pris les armes pour la défense com-

mune, c'est ce que je cherche vainement à m'expliquer.

L'occupation de la citadelle, qui, selon les traités et les promesses, devait resserrer l'union des deux états et ajouter à la sécurité du monarque, ne produisit qu'une plus grande irritation des esprits; et peu s'en fallut qu'elle ne devînt la cause d'une sanglante mêlée entre les Français et les Piémontais, au milieu même de Turin. Tous les soirs, à l'heure de la retraite, les Français se réunissaient sur les bastions du côté de la ville, et entonnaient leurs chansons républicaines, ne s'abstenant pas même de celles que tout le monde savait avoir été composées en dérision du roi de Sardaigne, au commencement de la révolution de France. Il est encore trop vrai, quoique peu croyable pour ceux qui ne connaîtraient pas la licence de cette époque, il est trop vrai que les soldats mêlaient à leurs chansons des injures personnelles contre le monarque. L'adjudant-général Collin commandait la forteresse. Républicain déclaré, d'intelligence avec les novateurs qui le poussaient continuellement aux extrêmes, Collin se montrait fort indulgent sur ces provocations indécentes. Ces étranges concerts attiraient donc chaque soir sous les murs de la citadelle, et l'oisiveté curieuse, et la malveillance attentive. Dans la nécessité de pourvoir à la tranquillité de la ville et au salut du royaume, le gouvernement envoya des

troupes, afin de prévenir le désordre. Mais quand elles entendirent les injures adressées à leur souverain, elles firent elles-mêmes éclater l'indignation la plus profonde, et eurent besoin de toute leur modération pour ne pas engager le combat. Au ressentiment des citoyens se joignit alors le courroux du soldat. Un affreux orage paraissait prêt de fondre sur le malheureux Piémont. Le marquis Thaon de Saint-André, gouverneur de la ville, avait plusieurs fois prié Collin de mettre un terme à de si dangereux abus. L'adjudant-général nia d'abord une partie des faits, alléguant ensuite qu'il était naturel que les soldats républicains répétassent des refrains en l'honneur de la république, comme les troupes royales en l'honneur du roi. Les rassemblemens continuèrent, le danger s'accrut. Dans cette extrémité, Priocca écrivit à Ginguené, le 15 septembre, que la veille au soir, outre les chants accoutumés, des vociférations criminelles, et injurieuses au roi, s'étaient fait entendre plusieurs fois dans la citadelle; que le gouvernement garantissait la tranquillité de la ville, si l'on cessait de provoquer le peuple; mais que si l'on continuait à le harceler sans relâche, si chaque soir on lui fournissait l'occasion de rassemblemens tumultueux, le gouvernement ne promettait plus rien, et que l'ambassadeur serait responsable des événemens funestes qui suivraient.

L'ambassadeur répondit qu'il acceptait cette

responsabilité, mais qu'il avait lieu de s'étonner du style de la lettre; qu'au surplus, il l'avait communiquée à Collin. Voilà donc les orgueilleux républicains de cette époque! Ils accusaient solennellement, et presque chaque jour, le gouvernement piémontais de cruauté, de trahison, de perfidie, et ne pouvaient souffrir que ce même gouvernement, appelant les choses par leur nom, les avertît, et les rendît responsables des dangers qu'ils excitaient évidemment eux-mêmes.

La licence républicaine ne s'en tint pas à des concerts et à des chansons. Dès le lendemain des réclamations de Priocca, c'est-à-dire le 16 septembre, que ce fût imprudence de quelques jeunes étourdis, ou, comme on le crut avec assez de fondement, dessein prémédité des novateurs cisalpins les plus audacieux, la ville devint le théâtre d'une scène dégoûtante qui la remplit de terreur, et faillit aussi la remplir de sang. Vers les quatre heures de l'après-midi, une ridicule mascarade sortit de la citadelle. On voyait une file de trois carrosses chargés de vivandières déguisées en dames de haut parage, et d'officiers masqués, vêtus eux-mêmes comme on l'est à la cour de Turin. Habits noirs, perruques à bourses, longues épées à poignées d'acier noir, et petits chapeaux sous le bras. Derrière les carrosses, des laquais, également habillés selon l'usage du pays. Et pour que la dérision fût encore plus évidente,

le cortége était précédé de plusieurs autres officiers en veste blanche, et portant à la main des cannes à la manière des coureurs. Parmi ces derniers se trouvaient l'adjudant et le secrétaire de Collin. Quatre hussards, commandés par un officier, escortaient la mascarade. Elle traversa successivement les rues et les promenades publiques. Les coureurs et les hussards faisaient faire place, les uns avec leurs cannes, les autres à coups de plat de sabre. C'était un dimanche; la mascarade arriva devant l'église de San-Salvario, sur l'avenue du Valentino, à l'heure où le peuple recevait avec recueillement la bénédiction. De nouveaux coups de plat de sabre forcèrent la foule à s'éloigner de l'église. Rumeur violente parmi les assistans, effervescence de la part du peuple. Après avoir ainsi outragé, aux yeux de la ville indignée, et la cour et les mœurs nationales, la mascarade imprudente rentra dans les allées qui conduisent à la citadelle, promenade favorite des habitans de Turin. Ce fut là que les coureurs, redoublant d'insolence, renversèrent, avec leurs cannes, trois vieilles dames qui ne se dérangeaient probablement pas assez vite devant la mascarade. Les hussards, de leur côté, multipliaient les coups de plat de sabre sur tous ceux qui se trouvaient à leur rencontre, pendant qu'à l'intérieur de la citadelle, retentissaient les accords prolongés d'une éclatante symphonie. Alors, l'indignation ne con-

nut plus de bornes, et passa du peuple aux soldats, fort nombreux en ce moment à Turin, ou dans les environs. En effet, pour ne pas rester entièrement à la discrétion des républicains, le roi avait rassemblé des troupes dans le voisinage de son palais, ce dont les républicains ne manquèrent pas de lui faire un crime par la suite. Sur ces entrefaites, quelques coups de fusil se firent entendre. Bientôt le feu devint terrible. Le peuple épouvanté s'enfuit dans un désordre incroyable; devenus sourds à la voix de leurs chefs, les soldats piémontais accouraient en foule; quelques Français furent tués sur la place. La ville était devenue un séjour d'effroi, de fureur et de vengeance. Informés du danger qui menaçait leurs camarades, et par le bruit de la fusillade, et par le rapport des fuyards, les républicains de la citadelle sortirent précipitamment avec leurs armes, tout prêts à livrer bataille aux troupes du roi. Une affreuse catastrophe attendait le royal Turin, sous les yeux même du monarque, si le général Ménard, par une faveur de la Providence, ne se fût trouvé accidentellement dans la ville. Un peu plus tard, c'en était fait peut-être, et des Français et des Piémontais. Ménard le vit, s'élança au milieu des siens, défendit à Collin le moindre mouvement, et fit si bien par ses exhortations, ses menaces, et l'autorité de son grade, qu'il arrêta les républicains, les força de rentrer dans la citadelle,

les empêcha de faire usage de leurs armes, suspendit les chants provocateurs, et comprima une impétuosité qui aurait eu, sans lui, les plus affreux résultats. De son côté, le gouverneur de la ville ne négligea aucun moyen de calmer l'exaspération des soldats piémontais, et les fit rentrer dans leurs quartiers. Ainsi fut sauvée la ville, par la générosité de Ménard et la modération de Thaon.

Au moment du tumulte, Ginguené prenait le plaisir de la campagne sur la colline de Turin. Il fut promptement informé de l'événement, d'abord par quelques hommes affidés, ensuite par le gouverneur, qui n'avait pas attendu l'invitation de Ménard pour envoyer une escorte à l'ambassadeur. Priocca le fit également prier de rentrer sans délai dans Turin, lui promettant sûreté pour lui et toute sa famille. Ginguené revint le soir même. Plein de droiture et d'équité, quand il n'était pas égaré par ses fantômes ordinaires, Ginguené se montra fort irrité contre Collin, et condamna hautement la conduite de cet officier; il obtint même que Ménard fût substitué à Collin dans le commandement de la citadelle. Ce fut un sujet de vive satisfaction pour le gouvernement piémontais, qui, à la place d'un homme sans retenue, et dans la dépendance des malveillans, voyait un général ennemi des révolutions, et disposé à maintenir la tranquillité du pays. Ainsi agissait

Ginguené, rendu à lui-même; mais bientôt, de nouveau circonvenu par les novateurs, il retomba dans ses vertiges accoutumés, et reproduisit, contre le gouvernement royal, cette éternelle accusation de vouloir faire massacrer tous les Français : massacre, selon l'ambassadeur, qui devait avoir lieu le jour même de la mascarade, comme si cette mascarade insolente, comme si les insultes prodiguées par les hussards et les coureurs eussent été l'ouvrage, non de Français, mais de gens armés pour les égorger. Ces considérations échappèrent à l'esprit de Ginguené; les auteurs des conjurations en étaient à ses yeux les victimes, et les victimes en devenaient les auteurs. D'un autre côté, l'ascendant de Brune le dominait, et il recommença de nouveau à tourmenter le gouvernement piémontais. Il demanda, au mépris des usages et des convenances, que le roi remplaçât tous ses ministres, particulièrement le marquis Thaon de Saint-André, gouverneur de Turin, et le comte Revello, son fils, gouverneur d'Asti, l'un et l'autre, disait-il, originaires du comté de Nice, et par-conséquent émigrés français. Il voulait, en outre, que sa majesté destituât le comte Castellengo, directeur de la police de Turin, et l'un de ses employés nommé David, auteurs, selon lui, de l'horrible complot d'assassinat ourdi contre les Français. Quant à Priocca, l'ambassadeur n'en parla pas : c'était à lui qu'il écrivait. Exiger qu'un sou-

verain indépendant et allié, se prive de ses serviteurs les plus dévoués, donner à des hommes vertueux le titre de chefs d'assassins, c'est une énormité dont on ne trouve d'exemple que dans ces temps déréglés. L'affaire était grave : le ministre demanda une entrevue à l'ambassadeur; il fut convenu qu'elle aurait lieu au palais de France. Fort de sa constance et de sa fidélité envers son souverain, Priocca se rendit à l'hôtel de Ginguené, et s'exprima ainsi : Je suis prêt à demander ma retraite, si elle est agréable aux Français et nécessaire à la tranquillité du royaume; je suis arrivé sans brigue aux charges publiques, je les quitterai sans murmure; personne, mieux que moi, ne connaît les dégoûts du ministère, à une époque pareille à celle où nous vivons; Si je reculais cependant, ce ne serait point devant l'amertume de mes devoirs, mais pour le bien de ma patrie et le salut du royaume; j'ai assez de fermeté pour tout endurer en faveur de mon roi, trop peu d'ambition pour vouloir rester en place contre les intérêts de mon pays. Quant aux destitutions réclamées, il ne suffit pas, pour que j'en parle au roi, d'accusations vagues et générales, il faut des preuves appuyées sur des faits.

Ginguené, dans sa réponse, parla encore de poignards, de stylets et d'assassinats, insista particulièrement sur la nécessité d'écarter des conseils du roi, et de bannir du Piémont, comme

émigrés français, Thaon de Saint-André, avec tous ses fils. La conversation en était à ce point, lorsque Marivault, secrétaire de la légation, entra subitement, par une porte secrète, dans l'appartement où les deux ministres tenaient leur conférence, et jeta sur le bureau un énorme paquet de poignards et de stylets; puis, regardant Priocca d'un air courroucé : *Voyez*, lui dit-il, *nierez-vous maintenant qu'il y ait des poignards, et qu'on en ait distribué dans Turin? Sont-ce là des accusations en l'air?* Nous croirons avoir montré beaucoup de réserve en nous bornant à dire que c'était là une comédie ridicule. Priocca sourit de mépris et de pitié. Ginguené lui-même en parut honteux, et se tut. Puis, se tournant vers Marivault : *Remportez ces poignards*, lui dit-il, *ce n'est pas de cela qu'il s'agit en ce moment.* Comment ces stylets prouvaient-ils que le gouvernement piémontais faisait assassiner les Français sur les grandes routes? Il faudrait qu'il fût doué d'une grande pénétration, celui qui pourrait l'entrevoir. Quoi qu'il en soit, Marivault les remporta, et les deux ministres reprirent leur entretien. Il en résulta que Ginguené ne put apporter aucun fait à l'appui de ses assertions. Priocca promit néanmoins de parler au roi, mais en se plaignant avec énergie, quoique avec modération, de ce qu'on ne cessait d'accuser le gouvernement royal de soudoyer des assassins, de ce qu'on re-

présentait continuellement la nation piémontaise comme un peuple de sicaires.

Après avoir pris les ordres du roi, Priocca répondit, au nom de sa majesté, que le directoire de France ne désirait aucun changement dans les chefs du gouvernement piémontais, ainsi l'avait déclaré le ministre Taleyrand au comte Balbo, ambassadeur à Paris; que, du reste, ni le comte Saint-André, ni ses fils n'étaient émigrés, et que les autres magistrats dont on demandait l'éloignement, non seulement n'étaient pas coupables de ce qu'on leur imputait, mais qu'ils avaient même sauvé la vie à beaucoup de Français en Piémont. Le ministre termina en disant que le roi ne voulait faire aucun changement, attendu qu'il ne le pourrait sans injustice.

De tout ce que nous avons dit, il résulte que les choses étaient arrivées à l'extrême entre l'ambassadeur de France et le gouvernement piémontais : on n'apercevait plus aucun moyen possible de s'entendre. Ginguené pressait sans relâche le directoire d'éloigner le comte Balbo de l'ambassade de Paris. Le comte Balbo, de son côté, insistait vivement à Paris pour que le directoire rappelât Ginguené de l'ambassade de Turin. Distributeur d'argent, artisan de corruption, agent infatigable et dangereux de la confédération européenne, tels étaient les noms que Ginguené prodiguait à Balbo. Cœur généreux, qualités privées estimables; mais

imagination fantastique, toujours prête à se repaître des contes et des mensonges des novateurs, académicien importun, ambassadeur fatigant qui ne savait pas commander à sa plume, caractère avec lequel le gouvernement qui avait à faire à lui, ne pouvait avoir un instant de repos; tel était le portrait de Ginguené, à entendre le comte de Balbo. Sur ces entrefaites, arriva la nouvelle de la mascarade, et la demande de Ginguené, relative au changement du ministère piémontais. Balbo saisit fort adroitement cette double circonstance, et s'en prévalut efficacement contre Ginguené, comme il l'avait déjà fait à l'époque où l'ambassadeur avait réclamé la remise de la citadelle. Taleyrand, d'un autre côté, savait qu'une nouvelle ligue se formait contre la France. A la vérité cette ligue n'était pas encore complètement organisée; mais il voulait, en attendant, éviter de nouveaux scandales. Tous ces motifs donnèrent gain de cause à l'ambassadeur piémontais. Un décret du directoire, en date du 24 septembre, rappela Ginguené de Turin. On lui donna pour successeur, d'Eymar, homme instruit jusqu'à un certain point, quoique superficiellement, ami des gens de lettres, plein d'aménité dans le caractère; mais possédant trop peu d'énergie pour diriger la politique orageuse de cette époque.

Avant de retourner en France, Ginguené avait le projet de visiter l'Italie; car il pensait dès lors

à ce bel ouvrage qui lui fit depuis tant d'honneur; je veux parler de l'*Histoire littéraire d'Italie*. Brune, qui, malgré la rudesse de son caractère et ses habitudes soldatesques, aimait et caressait les gens de lettres, lui offrit de l'argent pour le voyage; mais ce général ayant été lui-même, peu de temps après, remplacé par Joubert, Ginguené ne put exécuter son dessein, et retourna directement en France. Ginguené ne possédait pas seulement ces dehors de probité qui n'en sont que le masque hypocrite; la probité, chez lui, était réelle et sevère. Son âme bienveillante cultivait cette philosophie véritable qui se complaît dans le bonheur des hommes. Son esprit était orné, non de cette littérature mesquine et superficielle qui babille dans les salons, mais d'une littérature vaste et profonde. Il n'aurait manqué à Ginguené aucune qualité solide ou brillante, s'il eût vécu dans un siècle moins léger, ou au milieu d'événemens moins étranges; mais il fut trompé, comme tant d'autres hommes vertueux, qui n'envisagèrent alors que les sommités des choses. Ginguené aimait la vraie liberté; mais il la vit où était tout le contraire; et comme l'ardeur de son imagination égalait l'opiniâtreté de son caractère, il persista dans son erreur, et s'y attacha même avec d'autant plus de force, qu'il prenait pour de la constance, ce qui n'était chez lui que de l'obstination; au moins est-il certain qu'il se

trompa de bonne foi, et il faut l'en plaindre plutôt que l'en blâmer. Disons, cependant, que cette erreur l'entraîna dans des excès fort condamnables envers le roi de Sardaigne; et moi qui fus son ami, moi qui me fais gloire de l'avoir été, j'ai dû, j'ai voulu parler de son ambassade, non d'après mes affections personnelles, mais conformément à la vérité. Je ne crains pas d'ailleurs d'affirmer que, sa mission à Turin exceptée, Ginguené est l'un des hommes dont le siècle doive le plus se louer et s'enorgueillir.

De nouveaux événemens allaient bientôt avoir lieu en Italie. Le directoire n'ignorait pas qu'une nouvelle coalition se renouait contre lui en Europe; mais ses plus braves soldats, et son meilleur capitaine combattaient sur de lointains rivages; ses finances étaient pauvres et en désordre; un mécontentement général régnait dans l'armée d'Italie. Tous ces motifs obligeaient le directoire à temporiser, dans l'espérance de circonstances plus favorables. Il ne voulait pas non plus paraître l'agresseur, dans le cas où il aurait été forcé de reprendre les armes. Le directoire et l'Autriche attendaient, le premier qu'on l'attaquât, la seconde que les troupes de l'empereur Paul fussent arrivées sur le théâtre de la guerre. Les armemens subits du roi de Naples ne tardèrent pas à lever toutes les incertitudes. Le directoire comprit alors que la terreur de ses armes avait considérablement perdu

de son empire, et que l'orage terrible qui grondait autour de lui, éclaterait plus tôt qu'il ne l'avait pensé d'abord. Il ne lui paraissait pas probable en effet, que le roi de Naples osât affronter toutes les forces de la république française, sans l'espoir de secours prompts et puissans. Ces considérations mûrement pesées, obligé de repousser les efforts du roi de Naples, craignant aussi de se voir attaqué sur l'Adige et l'Adda, par les Impériaux cantonnés dans le pays des Grisons, le directoire voulut, avant tout, assurer ses derrières. La fidélité du roi de Sardaigne lui semblait peu sûre, et lui inspirait des soupçons. Ce prince, voyant les républicains aux prises avec l'Autriche sur le territoire de Venise, ou avec Naples dans l'état de Rome, pouvait changer subitement de résolution, se réunir aux confédérés, et renverser ainsi la fortune des Français en Italie. Le directoire connaissait les outrages prodigués à Charles Emmanuel, l'état d'oppression où l'on avait tenu ce prince, et il ne doutait nullement que le roi ne pensât aux moyens de se venger. Le directoire s'arrêtait d'autant plus facilement à cette idée, que l'organisation définitive donnée aux républiques cisalpine et ligurienne, et la protection accordée par l'Espagne au duc de Parme, enlevait au roi toute espérance de dédommagement pour la perte de la Savoie et du comté de Nice. Que le roi n'aimât point, dans le fond de son cœur, le gou-

vernement de France, cela était vraisemblable, pour ne pas dire certain; mais qu'il tramât des complots contre la France, qu'il n'eût point confié le salut de son royaume à l'amitié de la république, qu'il ne fût pas fidèle aux traités qui le liaient avec elle, qu'il ne dût pas, au premier bruit des armes, réunir franchement ses troupes à celles de la France: voilà ce qu'aucun homme sage ne saurait affirmer. Il en résulte qu'en déclarant la guerre à ce prince, en le dépouillant de ses états, le directoire prit une mesure approuvée, si l'on veut, par la prudence; mais bien certainement désavouée par la justice, puisque le roi n'avait point enfreint les traités, puisque rien n'indiquait qu'il dût les enfreindre, puisque enfin il n'entretenait aucune liaison secrète avec Naples, encore moins avec l'Autriche.

Au moment où les ministres français, et surtout Taleyrand, redoublaient de caresses et de protestations amicales auprès de l'ambassadeur du roi, le directoire envoyait en Italie le général Joubert, avec ordre de détruire la puissance de la maison de Savoie, et d'opérer la révolution en Piémont. Joubert arrive; le temps pressait. Son premier soin fut de remplir la mission dont son gouvernement l'avait chargé. Mais avant d'en venir à des mesures hostiles, il dépêcha à Turin l'adjudant-général Musnier, avec ordre de réclamer du roi les dix mille hommes que le traité d'alliance l'obligeait

à fournir, et la remise, aux Français, de l'arsenal de Turin. Cette dernière demande était d'une extrême importance, parce que l'arsenal est situé dans la ville même, et voisin de la citadelle. Le monarque répondit qu'il était prêt à fournir les dix mille hommes. Le jour même de la réclamation, des ordres furent donnés pour les rassembler. Sa Majesté expédia en outre, à Milan, un officier qui devait s'entendre avec le général en chef, relativement à la marche des soldats piémontais, et sur la manière dont ils seraient amalgamés avec l'armée française. Quant à l'arsenal, le roi déclara qu'il ne pouvait s'en dessaisir; que le traité d'alliance ne l'obligeait point à cette concession, et qu'il avait envoyé à Paris un exprès, pour se concerter à cet égard avec le gouvernement.

Mécontent de cette réponse, Joubert, qui probablement ne se serait contenté d'aucune autre, résolut de mettre à exécution les ordres qu'il avait reçus. Ce qui importait le plus aux républicains, c'était de se maintenir dans la citadelle. C'est pourquoi Joubert en donna le commandement, le 27 novembre, au général Grouchy, en remplacement de Ménard, soit que ce dernier passât pour désapprouver les excès du jour, soit qu'on lui prêtât des intentions favorables au roi. Joubert avait ordonné à Grouchy d'augmenter les fortifications de la citadelle, de la fournir d'appro-

visionnemens, et de multiplier les batteries du côté de la ville. Il espérait, au moyen de la terreur, amener le gouvernement piémontais à écouter ses propositions. Le but du directoire était de déterminer le roi à une abdication volontaire, et sans qu'il fût besoin de l'y contraindre par les armes. Maintenant, je le demande, que pensera la postérité de ce courroux de Ginguené, à la seule idée que le roi pût croire les Français capables d'abuser, contre lui, de l'occupation de la citadelle, dont il réclamait alors pour eux la remise? Que dira-t-elle de ces exclamations plaintives de l'ambassadeur, qui prétendait qu'un tel soupçon était une injure à la loyauté française? Ignorait-il que le directoire était sans foi, et que la France obéissait au directoire? Pourquoi engager la loyauté de la France, quand cette loyauté ne dépendait pas des Français?

Toutefois, dans la crainte que l'appareil de la force ne suffît pas à ébranler l'esprit du roi, on eut recours à l'artifice. A peine arrivé à Turin, Grouchy fit jouer mille ressorts, mit en campagne les démocrates du pays, et tous ceux qu'il put attirer dans ses intérêts, pour savoir quelles étaient les intentions, et surtout les moyens de défense du roi et de ses ministres. Instruits de la profonde dévotion du prince, les agens du directoire n'hésitèrent point à recourir à des moyens insolites, en cherchant à séduire son confesseur, afin que celui-ci conseillât au roi d'abdiquer. Ils vou-

laient aussi que dans l'acte même de son abdication, le roi ordonnât au peuple et à l'armée d'observer le plus grand calme, et d'obéir au gouvernement provisoire qui serait établi. Grouchy, qui s'était d'abord tenu caché à Turin, parvint à se ménager de secrètes intelligences avec de hauts personnages. Avidement recherché par les novateurs, il l'était aussi par certains nobles employés à la cour, et qui l'instruisaient des délibérations prises dans les conseils du monarque. Néanmoins, les républicains échouèrent devant la droiture du confesseur. Les nobles gagnés ne parlaient au roi que des périls qui l'environnaient, des menaces de la France, de l'impossibilité de résister, de la nécessité d'en venir à un parti décisif. Vaines manœuvres; la religion, sans parler ici d'autres motifs, soutenait le roi contre tant d'assauts. En attendant, on multipliait les batteries sur la citadelle, en les tournant contre la ville. La terreur s'accrut; le roi appela ses régimens épars, à la défense de Turin; ils se hâtèrent d'arriver. Une destinée fatale poussait vers l'abîme la cour, le peuple et le Piémont tout entier. Déjà les républicains, organisés par Joubert, marchaient contre un souverain, tant de fois abreuvé d'outrages; contre un roi frauduleusement dépossédé de la forteresse, protectrice de sa capitale et de son propre palais; contre un roi qui n'avait plus d'autre consolation, encore était-elle impuis-

sante, que la fidélité de ses soldats et l'amour de ses sujets.

Le 5 décembre, Joubert publia le manifeste suivant : La cour de Turin a comblé la mesure et jeté le masque. Ce n'est pas d'aujourd'hui que datent les nombreux forfaits qu'elle a commis ; elle a répandu, par torrens, le sang des républicains de France et de Piémont. Ami de la concorde, le gouvernement français espérait que des moyens conciliateurs auraient ramené cette cour à de meilleurs sentimens ; il espérait réparer les maux d'une longue guerre, rendre la tranquillité au Piémont, et resserrer chaque jour davantage son alliance avec lui. La France a été indignement trompée dans son espoir par cette cour déloyale. Elle ordonne donc aujourd'hui à son général, de ne plus ajouter foi aux paroles de ces hommes perfides, de venger l'honneur de la grande nation, et de donner au Piémont la paix et le bonheur. C'est pour atteindre ce but que l'armée républicaine va occuper le territoire piémontais.

Au moment où Joubert tenait ce langage, Victor et Dessoles, qui avaient opéré leur jonction aux environs de Pavie, dans Abbiategrasso et Buffalora, passaient le Tésin, et s'emparaient de Novare en y introduisant des soldats cachés dans des charrettes. Il poussèrent ensuite des reconnaissances jusqu'à Verceil. L'adjudant-général Louis entra dans Suze, Casabianca dans Coni, Montri-

chard dans Alexandrie. Partout ils surprirent les garnisons royales et firent les gouverneurs prisonniers. Maître d'Alexandrie, Montrichard marcha sur Asti, d'où, sans s'arrêter, il alla s'établir sur la colline de Superga qui domine, au Levant, la capitale du royaume. Grouchy décida, en même temps, que les ambassadeurs de France et de Cisalpine se retireraient dans la citadelle, ce qu'ils firent sans délai, après avoir enlevé de leurs hôtels les enseignes des deux républiques. Mais la citadelle manquait de munitions, surtout de projectiles; et comme l'intention des républicains était de bouleverser, d'embraser Turin, si l'armée française se voyait obligée d'employer la force, ils firent transporter à la dérobée, de l'arsenal dans la forteresse, des munitions de tout genre, s'emparant ainsi des armes du roi, pour le combattre et le détrôner. Il leur importait beaucoup d'avoir en leur possession la ville de Chivasso, défendue par une forte garnison, et que Victor devait traverser en venant de Verceil à Turin. C'est pourquoi Grouchy, conformément aux ordres du général en chef, fit partir secrètement une colonne de soldats d'élite. Ils arrivèrent à l'improviste sous les murs de Chivasso dont ils s'emparèrent sans peine, à l'aide de quelques nouvelles recrues qui se trouvaient fortuitement dans la ville. La monarchie piémontaise s'écroulait de tous les côtés à la fois, sous les injustes assauts des républicains,

qui se portaient contre le roi aux dernières extrémités de la guerre, quoiqu'elle ne lui fût pas encore déclarée par leur gouvernement.

On continua à dissimuler. On écrivit au gouverneur que tout ce qui se faisait, n'était qu'une mesure de prudence, et que si le gouvernement royal en prenait occasion de maltraiter un seul ami de la liberté, français ou piémontais, on mettrait le feu à la ville, où il ne resterait pas pierre sur pierre. Le gouvernement piémontais publia aussitôt un manifeste, pour exhorter les habitans à la tranquillité, appela les Français les plus fidèles alliés du roi, et affirma que personne n'avait rien à craindre de leur part. On affichait cette proclamation sur les murs de la ville, quand le roi reçut la nouvelle que déjà Novare, Suze, Chivasso et Alexandrie étaient prises; que sa capitale était cernée de tous côtés par des troupes menaçantes; enfin que ses soldats, attaqués à l'improviste, avaient été désarmés et traités comme prisonniers de guerre. Le prince vit bien alors qu'il ne fallait plus rien espérer; il vit que la fortune républicaine l'emportait; et que le sceptre, porté mille ans par sa famille, allait se briser dans ses mains. Déshérité de son antique royaume, il ne lui restait plus qu'à sauver son honneur; et il voulut que les preuves de son innocence accompagnassent, dans la postérité, le souvenir de sa

chute. Le 7 décembre, Priocca, par ordre du roi, publia ce dernier manifeste :

« Hier, le gouverneur de cette ville a fait con-
« naître au public, dans une proclamation, et les
« déclarations du général français, commandant
« la citadelle, et les intentions de sa majesté en-
« vers la France, intentions toujours pacifiques,
« toujours bienveillantes. Depuis, il est venu à la
« connaissance de sa majesté que plusieurs corps
« de l'armée française s'étaient emparés de Chi-
« vasso, Novare, Suze et Alexandrie, dont ils
« avaient fait les garnisons prisonnières. Un évé-
« nement de cette nature ne peut-être attribué
« qu'aux soupçons inspirés aux Français par des
« calomniateurs ennemis du roi. Le but de ces
« calomniateurs était de faire craindre à la France
« que sa majesté, sans respect pour la foi des
« traités, n'eût formé des desseins contraires aux
« intérêts de la république. Mais sa majesté a con-
« stamment donné au gouvernement français, sous
« ce rapport, les preuves les plus authentiques,
« les plus éclatantes de sa religieuse fidélité. Uni-
« quement occupée du bonheur de ses sujets bien-
« aimés, elle a toujours satisfait aux demandes de
« denrées, d'habillemens et de munitions, que
« lui adressait la république française pour l'armée
« d'Italie ; et cependant ces demandes n'avaient
« rien d'obligatoire pour sa majesté, et cepen-

« dant ces fournitures portaient un grave préju-
« dice au trésor royal. Pour assurer la tranquillité
« du royaume, elle a consenti à remettre aux Fran-
« çais la citadelle de Turin. Invitée à donner le
« nombre de troupes stipulé dans le traité d'al-
« liance, elle s'est déclarée prête à le faire, le jour
« même de l'invitation; elle a, sur-le-champ,
« expédié les ordres nécessaires pour la réunion de
« ce corps d'armée, et envoyé un officier auprès du
« général en chef républicain, afin de régulariser,
« avec lui, la marche et le service de ces troupes.
« Elle a même accrédité un agent à Paris, afin de
« s'entendre sur différens objets d'intérêt commun,
« et aussi sur la demande relative à l'occupation
« de l'arsenal, demande qu'elle ne crut pas devoir
« accorder, comme n'étant pas conforme au traité
« d'alliance. Dans l'intervalle des négociations avec
« le directoire, et son général en Italie, les Fran-
« çais, déjà maîtres de la citadelle de Turin,
« font des préparatifs formidables de défense du
« côté de la ville. L'ambassadeur de la républi-
« que enlève de son hôtel les insignes de son gou-
« vernement, et se retire dans la forteresse. On
« arrête un messager d'état venant de Paris, et
« porteur de dépêches pour la légation d'Espagne
« et les ministres de sa majesté; enfin l'armée
« républicaine s'empare à force ouverte de No-
« vare, d'Alexandrie, de Suze et de Chivasso. Pro-
« fondément émue d'événemens si étranges, mais

« toujours appliquée à en prévenir de plus funestes,
« sa majesté a essayé de toutes les voies d'accom-
« modement avec l'ambassadeur, soit par l'organe
« de ses propres ministres, soit par l'intervention
« bienveillante d'une cour amie, soit en adressant
« un officier au général en chef, afin de détourner,
« par tous les moyens possibles, les malheurs af-
« freux dont le royaume était menacé. Sa majesté
« se rend donc à elle-même ce témoignage, qu'elle
« n'a manqué ni de foi à ses amis, ni d'amour
« pour ses sujets. Elle veut que la loyauté, la
« franchise de sa conduite soit connue de tous, et
« elle déclare solennellement, à la face du monde,
« qu'elle est innocente des maux qui pèsent sur
« ses peuples chéris. Qu'ils trouvent du moins
« ici, dans l'assurance de son inaltérable attache-
« ment, la récompense de leur dévouement et de
« leur fidélité. »

Ainsi parlait le roi de Sardaigne tombé sous le despotisme étranger. Mais ces accens de sa douleur, ce langage d'une légitime défense lui furent bientôt interdits, reprochés même comme des crimes, par ces hommes qui, non contens d'abuser de la force, ne voulaient pas que d'autres fissent parler la justice.

Cependant, pour amener le roi à une résolution décisive, on redoublait d'artifice, on répandait des alarmes : on disait que les Français n'entendraient à aucune autre proposition qu'à celle de

l'abdication : il fallut céder à la destinée ; aucun moyen de résistance ne restait, puisque c'était un allié qui détruisait lui-même la puissance d'un roi son allié. L'abdication accordée, l'acte en fut rédigé le 9 décembre à Turin, par Clausel et Raimondo de San-Germano ; le premier, pour la république, le second, pour Charles Emmanuel qui avait en lui une confiance illimitée. C'était peu pour les républicains. Maîtres du royaume, ils voulurent abreuver le roi d'amertume. Le prince fut donc obligé de désavouer publiquement la proclamation du 7, et de consigner dans la citadelle, aux mains des républicains, le ministre Priocca, comme un gage de soumission, comme le témoignage de son désaveu.

Ce ne fut pas tout. On s'était persuadé que le duc d'Aoste nourrissait une haine excessive contre les Français. On le croyait d'ailleurs capable de tenter quelque grande entreprise, et on exigea que ce prince souscrivît lui-même l'abdication. Voilà pourquoi on lit au bas de l'acte, après le nom de Charles Emmanuel, celui de Victor Emmanuel, avec ces mots : *Je garantis que je ne porterai aucun empêchement à l'exécution du présent acte.*

Ce fut un grand bonheur pour le roi, et pour toute sa famille, que Grouchy et Clausel eussent mis tant d'ardeur à obtenir l'abdication. En effet, le directoire, souriant à l'idée d'exposer aux regards des républicains, en signe de triomphe,

un souverain captif et plusieurs princes dans les fers, avait décidé qu'ils seraient tous amenés en France; mais Talleyrand qui jouait volontiers de finesse, était pourtant éloigné des manières brutales des jacobins, et avant de transmettre à Joubert les ordres du directoire, relativement à l'arrestation de la famille royale, il avait recommandé au général de presser le désistement du monarque. De sorte que l'abdication était prononcée, le roi et les princes avaient déjà gagné Parme, lorsque Joubert reçut la mission de les arrêter. Clausel avait voulu dans le premier moment des négociations, s'assurer de la personne du duc d'Aoste dont le nom inspirait de l'inquiétude, et aussi pour avoir une garantie de l'exécution du traité; mais sur les remontrances du roi et de la reine, il n'insista pas plus long-temps. Satisfait de cette condescendance, le roi lui fit présent du magnifique tableau de Gerard Dow, représentant la femme hydropique.

L'acte d'abdication portait :

Sa majesté déclare renoncer à l'exercice de tout pouvoir; elle ordonne à ses sujets d'obéir au gouvernement provisoire qui va être établi par le général français.

Sa majesté ordonne à l'armée piémontaise de se regarder comme partie intégrante de l'armée française en Italie, et d'obéir à son général en chef, comme à elle-même.

Sa majesté désavoue la proclamation répandue par son ministre, et ordonne à M. le chevalier Damiano de Priocca de se rendre à la citadelle de Turin.

Sa majesté ordonne au gouverneur de la ville de Turin de recevoir et de faire exécuter les ordres du général français, commandant la citadelle.

Il ne sera rien changé à tout ce qui concerne le culte catholique, la sûreté des individus et des propriétés.

Les Piémontais qui voudront transporter leur domicile ailleurs, auront la faculté de sortir avec leurs effets mobiliers, et de vendre leurs biens pour en exporter le prix.

Les Piémontais absens pourront librement revenir en Piémont pour y rentrer dans tous leurs droits.

Le roi et toute la famille royale pourront se rendre en Sardaigne. Jusqu'à son départ, ses palais et ses maisons de campagne ne seront point occupés par les troupes françaises.

Des passe-ports seront délivrés à sa majesté. Elle sera accompagnée par des détachemens d'égale force de ses gardes et de troupes françaises.

Dans le cas où le prince de Carignan resterait en Piémont, il y jouirait de ses biens, maisons et propriétés; il pourra quitter le royaume s'il le préfère.

L'état des caisses publiques et l'inventaire des

archives seront remis sur-le-champ, et les scellés apposés sur les caisses.

Les vaisseaux des puissances ennemies de la république française ne pourront être reçus dans les ports de Sardaigne.

Joubert créa un gouvernement pour administrer le Piémont, jusqu'à ce que les circonstances permissent de prendre un parti définitif. Il y appela, par un premier décret, Favrat, Botton de Castellamont, Saint-Martin de La Motte, Fasella, Bertolotti, Bossi, Colla, Fava, Bono, Balbis, Braida, Cavalli, Baudisson, Rossi, Sartoris; et ensuite, par un second décret, Cerise, Avogadro, Botta, Chiabrera et Bellini, personnages, pour la plupart, remarquables par leurs connaissances ou par leurs vertus, par les hautes fonctions qu'ils avaient exercées, ou par la noblesse de leur naissance. Un grand nombre d'entre eux brillait par ces qualités réunies; tous méritaient un sort plus heureux que celui de gouverner leur patrie sous le joug d'une autre nation. Si quelques-uns d'eux furent guidés par l'ambition, ils connurent bientôt toute l'amertume attachée à la soumission envers l'étranger, puisqu'ils perdirent, non par leur propre faute, mais par le malheur des temps, la confiance de leurs compatriotes, et l'amitié des républicains français. Époque funeste, où les gouvernemens antiques tombaient victimes de la fureur, où les gouvernemens nouveaux gémissaient

sous les exactions de l'avarice, où les hommes vertueux perdaient leur réputation par le contact des méchans !

Ce grand changement obtenu, Grouchy obligea les soldats piémontais à prêter serment de fidélité à la république française. Ils jurèrent; mais comme étourdis sous le coup, et non par l'effet d'une volonté déterminée. Environnés d'événemens si étranges, pleins de respect pour les ordres du roi, ils éloignèrent toute idée de résistance. Il n'y eut que le régiment des chasseurs de Colli, cantonné au Parco, à un demi-mille de Turin, qui voulut, dans un premier mouvement d'indignation, donner l'assaut à la citadelle; ce qu'il eût fait, si les officiers n'eussent comprimé une impétuosité avouée par l'honneur bien plus que par la prudence. Le général en chef Joubert arriva, peu de temps après, dans la citadelle, et donna une preuve de son désintéressement, en refusant les présens que vinrent lui offrir les républicains. Mais ils donnèrent trois cent mille livres de Piémont à un certain Roccabruna, son aide-de-camp, républicain chaleureux, à l'entendre, mais qui, sous ce nom féodal de Roccabruna, n'était autre qu'un Napolitain nommé Matera.

Damiano de Priocca se livra lui-même aux républicains, et se rendit à la citadelle. Qui faut-il plaindre davantage, ou du captif ou de ceux qui

l'emprisonnaient? je le demande aux hommes de bien. Et comme la justice, qui dans sa marche lente, mais assurée, finit toujours par séparer les innocens des coupables, l'histoire elle-même distingue tôt ou tard les bons des méchans, et les livre, selon leurs œuvres, au jugement de la postérité. Aussi long-temps que la vertu aura des autels sur la terre, Priocca sera cité comme le modèle des âmes fortes, des esprits sages; comme un exemple de loyauté parfaite, de fidélité inaltérable. Les républiques ne savent que flatter, calomnier, ou mettre à mort leurs citoyens les plus illustres; les monarchies, où tout se rapporte au souverain, étouffent la renommée des sujets magnanimes en voilant l'éclat de leurs hauts faits; mais l'envie, mais l'ingratitude, ne sauraient enlever à Priocca ni les louanges, ni l'amour, ni le respect de la postérité. L'Italie, l'humanité entière verront toujours en lui l'un des hommes dont elles doivent le plus s'honorer. Il servit son roi sans ambition, supporta sans bassesse les fers et l'exil. La calomnie elle-même n'altéra jamais la sérénité de son âme. Lorsque, plus tard, ses persécuteurs couraient avidement à l'appât des richesses et du pouvoir, Priocca vécut, mourut obscur, modeste et satisfait dans Pise, après avoir plus d'une fois rejeté les offres brillantes de ce guerrier fameux, qui, pour consolider sa puissance, recherchait

avec tant de soin la coopération des hommes respectables. Nous n'avons personnellement aucun motif de reconnaissance ou de haine contre Priocca; nous n'avons même jamais eu occasion de le voir; mais son âme nous est assez connue, pour que nous soyons fier de pouvoir nous dire son compatriote.

Ce fut entre neuf et dix heures du soir, que le roi et sa famille quittèrent la glorieuse demeure de leurs ancêtres. La nuit était obscure et pluvieuse, une terreur profonde régnait dans la ville. Les illustres exilés descendirent les escaliers à la lueur des torches, traversèrent le jardin, montèrent en voiture entre la porte du palais et celle du Pô, et gagnèrent ainsi la grand'route qui mène à l'intérieur de l'Italie. Par un désintéressement qu'on ne saurait jamais assez louer, et par devoir de religion, comme l'assurait le roi lui-même, ce monarque laissa dans ses appartemens les diamans de la couronne, toute son argenterie, et sept cent mille livres en pistoles d'or. Quelques uns des princes versaient des larmes; le roi et la reine montraient la plus grande résignation. Une escorte de cent soixante hommes à cheval, moitié Français et Piémontais, les accompagna jusqu'à Livourne en Piémont. Le bruit courut, on assura même que le roi et les princes, soit par un mouvement de crainte légitime, soit qu'ils fussent réservés par le ciel à souffrir cette indignité, de la

part des soldats républicains, placèrent à leurs chapeaux la cocarde aux trois couleurs. Je n'ai point de certitude à cet égard; ce que je puis affirmer, c'est qu'au moment où la famille royale descendait l'escalier du palais, des valets de chambre allèrent en toute hâte acheter de ces cocardes. Les augustes voyageurs arrivèrent à Parme, d'où ils se rendirent à Florence. Le grand-duc leur y fit l'accueil que réclamaient à la fois l'élévation du rang, les liens du sang et les droits du malheur. Les scellés furent apposés sur le palais royal par Amelot, commissaire du directoire, et Piacenza, architecte du roi; mais quelques jours plus tard, des hommes avides brisèrent les scellés, enlevèrent les diamans de la couronne, et tous les objets précieux que le roi, dans la pureté de son cœur, n'avait pas voulu emporter avec lui.

Ainsi tomba la maison royale de Savoie. Je ne sais, maintenant, si je dois parler de la déclaration de guerre faite au roi par le directoire, le 12 décembre, lorsque la guerre était déjà, non seulement en activité, mais arrivée à son terme par le renversement de la puissance royale en Piémont. Le directoire, dans un manifeste furibond, déclama contre les poignards, les empoisonnemens et les assassinats. Il prétendit que le roi de Sardaigne s'entendait avec celui de Naples; taxa la cour de perfidie, pour n'avoir pas, disait-il, pu-

blié le traité de paix dans tous les états de la monarchie. Il ajoutait qu'elle favorisait les émigrés et les prêtres réfractaires, dans leurs manœuvres contre la république; que le gouvernement de Piémont avait fait assassiner les Français, de la manière la plus horrible, avec des stylets et des poignards; que des Français, impliqués dans le mouvement de Domodossola, avaient été mis à mort, après avoir reçu la promesse de leur pardon; que le duc d'Aoste, comme un autre Vieux de la Montagne, n'avait cessé d'avoir à ses ordres et à ses gages une bande de sicaires à qui il ordonnait l'assassinat de tel ou tel Français; que les ministres faisaient empoisonner les eaux voisines du camp des Français; qu'on insultait ces derniers; qu'on emprisonnait les amis de la république; qu'on appelait aux armes les régimens provinciaux, au moment même où le roi de Naples envahissait l'état de Rome; enfin, que le gouvernement de Piémont tenait la citadelle de Turin comme assiégée, au moyen de batteries placées sur les hauteurs qui la dominent. Le lecteur attentif a déjà fait justice de ces vociférations.

Le roi partit de Livourne en Toscane au commencement de 1799, et arriva le 3 mars en vue de Cagliari. Ainsi replacé dans son indépendance, et réfléchissant qu'une conduite généreuse et magnanime, en même temps qu'elle était honorable,

pouvait aussi, à la fin, lui devenir plus utile, il fit une déclaration publique et solennelle que réclamaient de lui, comme un devoir sacré, l'honneur de sa personne, les intérêts de sa famille et de ses successeurs, et ses liaisons d'amitié avec les autres puissances. Je proteste hautement, dit-il, contre la violence qui m'a contraint d'abandonner mes états de Terre-Ferme, et de renoncer, pour un temps, à l'exercice de mon autorité. Je déclare, j'affirme sur ma parole royale que, loin d'avoir violé en aucune manière les traités conclus avec la république française, je les ai observés, au contraire, avec tant de scrupule, de bonne foi et de condescendance, que j'ai dépassé de beaucoup les obligations qui m'étaient imposées. Chacun sait que je n'ai jamais eu qu'une pensée, qu'un seul but, celui de faire respecter et protéger les citoyens français, surtout les soldats, soit pendant leur séjour, soit pendant leur passage sur mes domaines; de comprimer et de punir les individus qui les avaient insultés, d'apaiser même ceux de mes sujets qui, cédant à un ressentiment naturel envers des soldats indisciplinés, s'étaient portés contre eux à des actes d'une vengeance légitime. Je proteste également, sur ma parole royale, contre tout écrit, en quelque lieu qu'il ait été publié, et qui m'aurait attribué des intelligences secrètes avec les puissances ennemies de la répu-

blique française. Je m'en réfère à cet égard, avec une pleine confiance, non seulement aux rapports transmis au directoire, non seulement au langage et aux assertions réitérées des généraux de la république; mais encore à la correspondance diplomatique des ministres et des représentans de ces puissances à Turin. Il est donc facile de se convaincre, d'après les faits généralement connus, que mon consentement à des conditions imposées par la force, n'était que provisoire, et ne pouvait avoir d'autre but que d'éloigner de mes sujets, des malheurs qu'une juste résistance aurait produits : me trouvant alors victime d'une attaque imprévue, à laquelle je ne devais pas m'attendre de la part d'une puissance, mon alliée, au moment même où, sur la demande de ses agens, je venais de réduire mes forces à l'état de paix la plus profonde. Par ces motifs, je me suis réservé, aussitôt que je pourrais expliquer librement ma pensée, de faire connaître à toutes les cours de l'Europe, l'injuste conduite des généraux et agens français, la futilité des griefs contenus dans leur manifeste, et de réclamer en même temps mon rétablissement sur le trône de mes ancêtres.

Ces plaintes, ces protestations du roi, quand l'aveu de ses intelligences, en les supposant réelles, avec les ennemis de la république, aurait pu servir à sa réintégration, sont une preuve, je ne dis pas seulement de sa loyauté, mais encore de l'éléva-

tion de son âme. Aussi le prince se faisait-il estimer dans ses malheurs, tandis que le directoire encourait le blâme public dans la prospérité.

Les Sardes accueillirent avec des démonstrations de respect et d'attachement, les descendans exilés d'Emmanuel Philibert.

FIN DU LIVRE QUINZIÈME.

LIVRE SEIZIÈME.

Guerre dans l'état romain; Championnet en chasse les Napolitains; Mack, leur général, se fortifie à Capoue. — Le roi Ferdinand se retire en Sicile. — Les provinces se soulèvent contre les Français; la ville de Naples tout entière fond sur eux. — Batailles acharnées entre les Français et les Lazzaroni; les premiers entrent dans Naples. — Droiture de Championnet; il organise un gouvernement provisoire; est rappelé par le directoire, et remplacé par Macdonald. — Insurrection générale; mouvement important du cardinal Ruffo. — Guerre terrible, cruelle et sanglante. — Révolution de Lucques. — Graves événemens en Piémont; ce pays demande à être réuni à la France. — Schérer remplace Jonbert dans le commandement de l'armée d'Italie, et pourquoi. — La guerre se rallume. — Le général français est vaincu par Kray, d'abord à Vérone, ensuite à Magnano. — Les Russes conduits par Suwarow, se réunissent aux Autrichiens. — Moreau remplace Schérer; est vaincu à Cassano, et se retire d'abord à Alexandrie, ensuite sur le territoire de la Ligurie au-delà des Apennins. — Milan au pouvoir des alliés. — Mouvemens désordonnés en Piémont; Suwarow y arrive, établit un gouvernement provisoire, et prend la citadelle de Turin. — Parmi les républicains italiens, les uns sont emprisonnés, les autres se réfugient en France. — Bienveillance des Français à leur égard.

Le siége antique des rois de Sardaigne était donc la proie de ces républicains, plus habiles à bouleverser qu'à organiser les états. Pendant ce temps, l'imprudence, nous allions dire la témérité du gouvernement de Naples, déterminait, dans la partie méridionale de l'Italie, d'étranges et terribles événemens. Le général Mack n'avait pas

trouvé dans l'état romain cette faveur d'opinion qu'il avait d'abord espérée. Les Français ne s'étaient point retirés à la suite d'une déroute, mais par prudence et en bon ordre. Le souvenir de leurs exploits récens agissait fortement sur les esprits, et l'on craignait qu'aux premiers renforts qu'ils recevraient, ils ne reprissent l'offensive, en dirigeant leur plus grande fureur contre ceux qui se seraient trop ouvertement déclarés leurs ennemis. Le peuple n'ignorait pas non plus que, malgré la haine profonde qu'inspiraient les nouveaux républicains, il se trouvait beaucoup d'individus qui les soutenaient, et de leurs richesses, et de leur influence, et par tous les moyens à leur disposition. On croyait même ce parti beaucoup plus nombreux qu'il ne l'était réellement. Quoi qu'il en soit, les Français se trouvaient exactement informés de ce qu'il leur importait le plus de savoir. D'un autre côté, les déplorables résultats des essais tentés contre eux sur plusieurs points de l'Italie, l'effroyable événement de Vérone principalement, jetait l'irrésolution dans les esprits, et comprimait une population qui ne demandait qu'à se soulever. D'ailleurs, on se persuadait difficilement que l'armée napolitaine, plus connue jusqu'à ce moment par ses jactances que par des actions d'éclat, pût résister long-temps à des soldats dont les succès avaient tant de fois attesté la valeur. Un triomphe sans combat, la retraite volontaire des Français,

n'avaient pas permis aux Napolitains de se mesurer avec ces redoutables athlètes de la république; de sorte que la gloire des Français était intacte, celle de l'armée royale encore douteuse. Aussi, malgré l'occupation de l'état de Rome, obtenue pour ainsi dire sans résistance, le prestige et la probabilité de la victoire étaient toujours du côté des audacieux conquérans de l'Italie. Remarquons, en outre, que si les Romains haïssaient les Français, ils n'aimaient pas davantage les Napolitains, et il leur semblait n'être sortis d'un esclavage détesté, que pour retomber dans un esclavage non moins odieux. La conduite des Napolitains n'était pas non plus de nature à calmer les ressentimens. Sans parler de ces fanfaronnades ordinaires, qui déjà irritaient le caractère réfléchi du peuple romain, leurs actes tenaient plutôt de la fureur qui suit la conquête, que de la protection qui vient avec l'amitié. L'Italie était ainsi ravagée, et par ceux qui prétendaient la soustraire au despotisme, et par ceux qui prétendaient la garantir de sa chute. Mack savait tout cela. Réfléchissant que la guerre existait en paroles bien plus qu'en réalité; qu'à moins de prouver sur le champ de bataille, qu'il était en état de réaliser ses promesses, le temps amenerait bientôt des chances défavorables et des événemens contraires, il résolut de marcher au-devant des républicains; parti d'autant plus nécessaire à ses yeux, que Championnet

montrait beaucoup d'activité à réunir ses troupes, et acquérait chaque jour de nouvelles forces. Ayant donc été informé que Naselli et Roger de Damas étaient heureusement débarqués, le premier à Livourne, le second à Orbitello, Mack leva le camp, et alla tenter le sort des combats. Comme il espérait aussi, en supposant ses premières attaques heureuses, trouver en Toscane, sinon plus d'appui de la part du peuple, au moins plus de faveur dans le gouvernement, attendu que la province obéissait à un prince autrichien, il préféra tomber d'abord sur l'aile droite de l'armée française, commandée par le général Macdonald, et qui s'étendait depuis Terni jusqu'à Nepi, Civita-Castellana et Monterosi. Il réfléchissait d'ailleurs que Naselli, et surtout le comte Roger, venaient à sa rencontre par le littoral, et le principal but de sa manœuvre était sa jonction avec ces deux corps. Il attachait aussi une grande importance à l'événement de Viterbe, où le peuple s'était soulevé avec fureur contre les Français. Le 5 décembre, l'armée napolitaine s'ébranla de Baccano sur cinq colonnes. Au même instant, Mack ordonnait un mouvement sur Civita-Ducale, pour tenir de ce côté les Français en échec. Il l'emportait de beaucoup par le nombre, puisqu'il marchait avec quarante mille hommes contre un ennemi qui en comptait au plus huit mille. Je ne parle ici que de l'aile droite des républicains. La première colonne napolitaine

déboucha vers Nepi; la seconde, insistant sur l'antique voie romaine, vers Rignano; la troisième, vers Sainte-Marie de Falori. Ces trois corps devaient combattre sur la rive droite du Tibre. La quatrième colonne avait ordre de s'emparer de Vignanello, et d'aller passer le fleuve à Orta. Enfin, pour assurer tous ces corps sur la droite, la cinquième colonne marchait dans la direction de Magliano, et avait déjà traversé le Tibre au pas de Ponzano. Les Français furent bientôt informés des approches de l'ennemi. Loin de l'attendre, forts de leur courage, et faisant peu de cas des troupes napolitaines, ils marchèrent sans balancer à leur rencontre. Les généraux ne doutaient point de la victoire. Ils connaissaient la bravoure de leurs soldats, et savaient que l'impétuosité française sait mieux attaquer que se défendre. Ils ne s'étaient point trompés. Kellermann, jeune homme dont la valeur égalait la bonté, fils du général de ce nom, enfonça, malgré la vive résistance qu'il éprouva d'abord, le premier corps napolitain, le poursuivit jusqu'à Monterosi, le rompit alors de nouveau, tailla en pièces les plus braves, et dispersa tous les autres. Le colonel Lahure joignit la seconde colonne, perdit d'abord du terrain, mais, promptement secouru par Macdonald, remporta enfin la victoire. Le corps qui marchait sur Sainte-Marie de Falori, en vint aux mains avec un bataillon polo-

nais commandé par le général Kniazcwetz, qui avait aussi une légion romaine. Polonais et Romains déployèrent la plus grande valeur. Les Napolitains s'enfuirent en laissant aux vainqueurs beaucoup de prisonniers, d'armes et de bagages. Conformément aux ordres de Macdonald, le général Maurice Mathieu tomba sur la quatrième colonne, qui céda aussitôt, et se retira dans Vignanello, place naturellement forte, et entourée de bonnes murailles. Appréciant l'importance de cette position, et puissamment aidés par les habitans, ennemis déclarés du nom français, les Napolitains opposèrent une résistance vigoureuse; mais Mathieu poussa l'attaque avec tant d'ardeur, effraya si bien l'ennemi par ses menaces, qu'il contraignit les Napolitains à rendre la ville. Les Français y entrèrent en triomphe, non sans commettre quelques excès, suite ordinaire d'une victoire achetée par de grands efforts. Maître de Vignanello, Mathieu courut à la défense du pont de Borghetto. Restait la cinquième colonne, qui manœuvrait sur Magliano. Quand elle apprit la défaite des quatre autres, elle revint, sans avoir combattu, par Ponzano, au quartier-général de l'armée. C'est ainsi que, grâce au courage de ses troupes et à l'habile direction qu'il leur donna, Macdonald sortit vainqueur d'une attaque qui présentait les plus grands dangers. Mack fit une faute en divisant ses forces en tant de corps séparés. A

la tête d'une armée plus nombreuse, il était de son intérêt de la faire marcher sur une seule colonne. La victoire consistait pour lui dans l'agglomération de ses troupes; il les dissémina, et fut vaincu. Mais ce général n'aimait pas les opérations simples, et affectait dans ses plans une combinaison exquise de tous les secrets de son art. Dupe de son habileté même, il multiplia contre lui les chances du hasard, et ne put saisir la fortune dans le vaste champ qu'il lui avait ouvert. Cependant, malgré les revers du général napolitain, sur la rive droite du Tibre, la guerre était loin d'être désespérée. Le comte Roger de Damas allait arriver, et il restait aux Napolitains, sur la rive gauche du fleuve, des forces supérieures à celles de leurs ennemis. Mack se disposa donc à une nouvelle tentative de ce côté. Son dessein était de rompre le centre de Championnet, et d'isoler ainsi les deux ailes de l'armée française, dont la droite, aux ordres de Macdonald, insistait entre la mer et le Tibre; dont la gauche, sous la conduite de Duhesme, manœuvrait au-delà de l'Apennin, entre ces montagnes et l'Adriatique. Le général français fut bientôt informé des projets de son adversaire. Pour opposer une digue à ce torrent, Championnet concentra ses troupes et renforça les garnisons de Contigliano et de Magliano. Il ordonna ensuite à Macdonald d'évacuer Civita-Castellana, en laissant un poste dans le fort de

Borghetto pour défendre le passage du fleuve. Enfin il rappela, de la division Duhesme, le général Lemoine, alors aux prises au-delà de l'Apennin, avec le chevalier Micheroux, général au service du roi, et lui fit occuper Civita-Ducale, ville du royaume de Naples, et Rieti dans l'état de Rome. Il espérait que Mack, ainsi menacé sur sa droite, abandonnerait son redoutable projet de séparer en deux l'armée républicaine. Mack, de son côté, avait pour but principal de s'emparer de Terni; sa réussite alors eût été complète. A cet effet, il plaça une division dans Civita-Castellana, dirigea de gros détachemens vers les hauteurs de Buono, Cantalupo et Aspra; déjà même il faisait ses dispositions pour l'attaque d'Otricoli, position qu'il lui importait beaucoup d'occuper. Son corps de bataille, sur lequel reposaient ses plus grandes espérances, couronnait les éminences de Calvi. Le premier engagement fut à l'avantage des Napolitains. A la vérité, le général Mathieu les avait débusqués de Magliano; mais une de leurs plus grosses divisions, sous la conduite du général Moesk, était entrée à force ouverte dans Otricoli, après en avoir chassé les républicains. Déjà leur cavalerie légère se portait rapidement sur Narni. La situation des Français devenait critique; ils ne se découragèrent pas néanmoins, retournèrent vigoureusement au combat, et prouvèrent bientôt que la victoire est dans l'audace, plus encore que dans la prudence.

D'après les ordres de Macdonald, Mathieu attaque avec fureur les Napolitains dans Otricoli, triomphe de la résistance opiniâtre qu'ils lui opposent, leur enlève deux mille hommes, cinq cents chevaux, huit pièces de canon et trois drapeaux. Les Polonais déployèrent une rare valeur dans cette occasion. Sainte-Croix, prince romain qui combattait pour la république, fut grièvement blessé à la jambe. Moesk ramena les débris de sa division à Calvi, comptant sur la force de cette position, pour balancer encore la victoire. Mais Mathieu, qui, dans cette campagne contre les Napolitains, avait obtenu, à force de valeur, tous les succès préparés par l'habileté de Macdonald, est encore chargé par son général d'occuper les hauteurs qui dominent la place, somme impérieusement Moesk de se rendre, le menace de toute sa fureur s'il s'y refuse; Macdonald lui-même paraît en ce moment, le Napolitain capitule.

Cet événement acheva de déconcerter les plans de Mack. Il vit bien alors qu'il ne pouvait plus se maintenir dans l'état de Rome et qu'il ne lui restait qu'un moyen de salut : une prompte retraite sur le territoire napolitain. Le roi lui-même, à la nouvelle de ces revers, abandonna Rome, se replia sur Caserte, d'où il se rendit à Naples. Mack se hâta donc de rallier les différens corps de son armée, et alla s'établir dans Capoue, espérant du moins y défendre Naples, n'ayant pu dé-

fendre Rome, ni à Calvi, ni à Cantalupo. La victoire ramena les Français dans Rome, qu'ils avaient quittée dix-sept jours auparavant. Les consuls y reprirent leurs fonctions.

La déroute des Napolitains sur la rive droite du Tibre, avait rendue impossible au comte Roger sa jonction avec leur aile gauche; leurs défaites sur la rive gauche du fleuve lui ôtaient tout moyen de rejoindre le gros de leur armée. Il n'avait plus d'autre parti à prendre que celui de s'ouvrir un passage par la force, ou de l'effectuer avec le consentement du vainqueur, ou d'aller se rembarquer à Orbitello. La valeur du comte éclata dans cette extrémité : à la tête de sept mille hommes, il continua fièrement sa marche, de Baccano, dans la direction de Rome. Étonné d'un mouvement si étrange, Championnet envoya son adjudant Bonami, pour savoir, du comte de Damas, quels étaient ses desseins; le comte répondit qu'il voulait passer de gré ou de force, et rentrer dans le royaume de Naples. Il obtint un délai de l'ennemi; mais, justement persuadé que Bonami ne l'avait accordé que pour donner le temps à de nouvelles troupes de le rejoindre, le comte leva le camp le plus secrètement possible, et prit en toute hâte le chemin d'Orbitello. Arrivé à la Storta, son arrière-garde fut attaquée par les républicains; mais il trouva, dans une défense vigoureuse, le moyen de continuer sa retraite. Cependant Kellermann

arrivait de Borghetto, et allait ajouter aux difficultés de la position du comte. Les troupes royales et les républicains se rencontrèrent encore à Toscanella, et se livrèrent un combat opiniâtre. Quoique grièvement blessé d'un coup de feu à la jambe, le comte resta bravement à la tête de ses soldats. Animés eux-mêmes par l'exemple de leur chef, les Napolitains se défendirent avec une grande fermeté, et ne cédèrent le terrain qu'au moment où l'apparition de Kellermann, avec sa cavalerie, rendit pour eux la partie trop inégale. En arrêtant, avec son arrière-garde, l'impétuosité républicaine, le comte avait facilité le mouvement rétrograde de son avant-garde et du gros de ses troupes, sur Orbitello. Parvenus dans la place, ces deux corps s'embarquèrent aussitôt sur des vaisseaux napolitains qui les attendaient. Restait à sauver l'arrière-garde, vivement poursuivie par les Français. Malgré la douleur qu'il ressentait de sa blessure, le comte n'avait cessé de combattre au milieu de ce corps. A peine rentré avec lui dans la ville, il fit fermer les portes et ordonna toutes les dispositions pour la défense. Alors s'ouvrit entre lui et Kellermann une négociation, dont le résultat fut que le comte pourrait s'embarquer avec le reste de ses troupes, en laissant seulement son artillerie aux mains des Français : beau fait d'armes dont il faut louer le comte Roger, et qui démontre que, si les bons soldats font les bons

géneraux, il est encore plus vrai de dire que les bons généraux font les bons soldats. Viterbe retomba sous le joug du vainqueur, et fut puni d'avoir préféré le gouvernement absolu de ses anciens maîtres, au gouvernement tyrannique de ses nouveaux conquérans. Disons cependant qu'il n'y eut point de cruauté dans la vengeance, et que le jeune Kellermann se conduisit avec une modération peu ordinaire à cette époque.

Rome était donc une seconde fois subjuguée, et l'effroi régnait parmi les Napolitains. Championnet voulut consolider sa victoire, étendre même ses succès. Le petit nombre de ses soldats semblait lui interdire la pensée de conquérir le royaume; mais leur bravoure, des triomphes récens, la terreur de l'ennemi, la force de l'opinion, depuis long-temps et partout propagée en faveur des Français, plus puissante encore en ce moment, par leur présence et la déroute de l'armée royale, furent autant de motifs qui le décidèrent à tenter l'entreprise. Pour l'accomplir, il fallait emporter Capoue, dernier rempart de Naples; Capoue, redoutable par sa position naturelle, défendue par les eaux profondes du Volturne, et où Mack avait rallié ses troupes, toujours à craindre, sinon par la valeur, du moins par le nombre des combattans. Le général républicain partagea son armée en deux corps principaux. Celui de gauche, sous le commandement de Macdonald, prenant sa route

par les hauteurs les plus voisines de l'Apennin, devait passer le Garigliano presque à sa source, à l'endroit où le fleuve a le moins de largeur, c'est-à dire à Castelluccio et à Caprano, donner ainsi la main à Duhesme et Lemoine, et combiner un triple effort contre Capoue. Le second corps, aux ordres de Rey, s'avançait le long du rivage, du côté de Terracine : il devait, chemin faisant, s'emparer de Gaète par un coup de main, et se déployer ensuite sous les murs de Capoue. Le succès répondit à l'espérance. Macdonald et Rey surmontèrent tous les obstacles qu'ils rencontrèrent sur les rives du Volturne, et mirent le siége devant la place. Aux passages étroits et retranchés de Fondi et d'Itri, les Napolitains opposèrent une faible résistance ; à Gaète, fortifiée à la fois par l'art et par la nature, défendue par une garnison de plus de trois mille hommes, munie d'approvisionnemens de toute espèce, ils n'en firent aucune. Les vainqueurs trouvèrent dans la place environ cent pièces de canon, des pontons, des chaloupes canonnières, des bâtimens de transport, avec leurs agrès, et des vivres en abondance. Le royaume de Naples inclinait rapidement à sa perte. Si l'on excepte le comte Roger et sa division, aucune troupe n'avait montré de courage pour le défendre. Duhesme et Lemoine, qui s'acheminaient par les hauteurs de l'Apennin sur la gauche, en faisant éclairer la route devant eux

par l'intrépide général Rusca, avaient plus de peine à repousser les assauts imprévus de la population soulevée, et armée de tout ce qu'elle avait pu saisir, que les efforts des troupes régulières du roi. Dans les campagnes du Tronto, principalement vers Teramo, les paysans, conduits par les prêtres, infestaient les routes, tombaient sur les détachemens isolés, et interceptaient les communications entre les deux corps de l'armée républicaine : de sorte que la marche des Français n'était pas, de ce côté, aussi rapide que celle des légions victorieuses de Championnet et de Macdonald. Cependant la valeur et la discipline finirent par triompher d'une fougue abandonnée à elle-même. Lemoine se rendit maître d'Aquila, où il trouva beaucoup de provisions de bouche. Il atteignit bientôt Sulmone, où aboutissent les chemins des Abruzzes. Son intention était d'y attendre Duhesme, qui côtoyait les bords de l'Adriatique; mais ce général pouvait rencontrer de grandes difficultés devant Pescara : c'était le seul chemin praticable pour son artillerie, et la citadelle, bâtie sur une éminence, domine tout le plat pays qui l'entoure. Les Napolitains n'avaient point de place plus considérable sur ces rivages, soit par l'importance même de sa position, soit parce qu'elle défend l'embouchure du fleuve Pescara, qui forme une espèce de port en cet endroit. Elle possédait, en outre, une garnison de deux mille

soldats; mais ils ne montrèrent pas plus de résolution que ceux de Gaète. A peine l'infanterie légère de la république parut-elle sur les hauteurs au-dessus du pont de Pescara, et les autres troupes à Pianella et à Civita di Penna, que le commandant parla de capitulation, et rendit aux Français une place dont la nature et l'art avaient multiplié les moyens de résistance, et qu'on pouvait regarder comme une des clefs du royaume. Une grande quantité d'armes et de munitions tombèrent ainsi aux mains des vainqueurs. Maître de Pescara, Duhesme prit la route de Popoli, et rejoignit Lemoine à Sulmone. Les deux généraux franchirent alors les sommets de l'Apennin et arrivèrent ensemble, avec toute l'aile gauche républicaine, sous les murs de Capoue.

Quant à Naselli, informé de la défaite des Napolitains, sachant, d'un autre côté, que Serurier marchait à sa rencontre, et se trouvait déjà dans Lucques avec sa division, il quitta Livourne, embarqua ses troupes, et fit voile vers le Garigliano.

Les nouvelles positions de Mack ne manquaient point de force. Dix mille hommes avaient été jetés dans Capoue, et le gros de l'armée campait dans la plaine de Caserte, d'où il pouvait défendre le passage du Volturne. Ces troupes réunies formaient encore une masse supérieure en nombre à celles des Français, et si les soldats eussent été mieux aguerris, ou les officiers plus dévoués; si Mack

lui-même eût voulu déroger un moment aux savantes minuties de sa tactique, il aurait pu balancer encore la fortune des républicains. L'effet prouva que Capoue était en état de résister, puisqu'elle ne céda point à la force, et qu'un traité seul la perdit; mais il se passait à Naples des événemens plus décisifs que toutes ces circonstances ensemble. Le retour subit du roi, les nouvelles désastreuses qui arrivaient à chaque instant de l'armée, un pays évacué plus rapidement encore qu'il n'avait été envahi, la perte accablante d'Aquila, de Pescara et de Gaëte, les progrès continuels de l'ennemi dans le cœur du royaume, les rapports des fuyards, qui, pour s'excuser, grossissaient le péril, l'arrivée de Mack lui-même qui venait concerter à Naples les dernières mesures à prendre pour le salut du royaume : tout cela rappelait le souvenir des nombreuses victoires des Français en Italie, donnait une nouvelle force à la terreur inspirée par leurs armes, jetait le découragement parmi les hommes éclairés, la rage et le désespoir dans l'esprit d'un peuple ignorant. Les conseillers de la couronne n'étaient point d'accord sur le parti qu'il fallait adopter. Les uns voulaient qu'on armât le peuple, d'autres pensaient que le roi devait se retirer sans délai au-delà du Phare. Quelques instigations auxquelles le gouvernement ne fut pas étranger, suffirent auprès du peuple : il courut aux armes. D'un côté l'épouvante, de l'autre

la fureur, donnaient à la ville un aspect des plus sinistres. Déjà, comme il arrive toujours en semblable circonstance, la foule aveugle accusait les ministres de trahison. Le sang ne tarda pas à couler; les adversaires, vrais ou supposés, du gouvernement royal, furent les premières victimes. On en chercha bientôt jusque dans ses partisans. Alexandre Ferreri, messager d'état, chargé de dépêches pour Nelson qui se trouvait avec une partie de son escadre dans le port de Naples, tomba percé de coups, sur le môle. Son cadavre fut traîné sous les fenêtres du palais royal, et exposé, tout sanglant, aux regards du monarque. *Meurent les traîtres! Vive notre sainte religion! Vive le roi!* s'écriaient alors les farouches assassins; et la populace en délire de répéter ces clameurs. Plus de frein qui arrêtât la multitude. Saisi d'horreur à la vue du cadavre de son messager, menacé de voir bientôt arriver les Français, le roi pensa que sa dignité, que sa sûreté même ne lui permettaient pas de rester à Naples plus long-temps. D'un autre côté, Mack n'espérant pas réussir avec des soldats qui pourtant avaient fait leurs preuves sous le comte Roger, conseillait au roi de traiter avec les Français.

Toutes ces considérations, peut-être plus encore la crainte de quelque conspiration de la part des novateurs, exaspérés au dernier point par les maux qu'ils avaient soufferts, firent prévaloir l'avis

de ceux qui voulaient que le roi se retirât en Sicile. La délibération prise, elle fut exécutée sur-le-champ, au milieu de l'effroi et de la confusion inévitables en de tels momens. Ce fut pendant la dernière nuit de l'année 1798, qu'on transporta sur les bâtimens anglais et portugais mouillés dans le port, le mobilier le plus précieux des palais de Caserte et de Naples, les bijoux de la couronne, le trésor de Saint-Janvier, qui contenait plus de vingt millions d'espèces, et une grande quantité de lingots d'or et d'argent. On y ajouta les antiquités les plus rares d'Herculanum. L'embarquement de tous ces objets effectué, Ferdinand nomma vice-roi le prince Pignatelli, le revêtit des pouvoirs les plus étendus, l'autorisant même à traiter de l'occupation de Naples, pourvu que les Français garantîssent les personnes et les propriétés. Ferdinand s'embarqua, la même nuit, sur le vaisseau de Nelson, avec Acton, Hamilton et plusieurs courtisans. Le jour suivant éclaira un affreux spectacle. Après avoir fait sortir les vaisseaux, grands ou petits, en état de tenir la mer, Nelson fit mettre le feu à tous les autres, parmi lesquels on distinguait *le Guiscard*, de soixante-quatorze. Retenu par les vents contraires, non loin du rivage, le roi eut la douleur de voir disparaître ses vaisseaux au milieu d'immenses tourbillons de flamme et de fumée. Les barques armées, de la côte de Pausilippe, et les magasins de l'arsenal,

subirent le même sort. La rage des incendiaires anéantit en un moment les nobles travaux de la paix. Le départ du roi remplit Naples de tristesse et d'épouvante. Les habitans envoyèrent une députation au prince, pour le prier de rentrer dans la ville, offrant à sa majesté leurs biens et leurs jours, pour la défense de son trône et de sa personne; mais les Anglais ne permirent pas aux députés d'arriver jusqu'au roi. Le 2 janvier, il ne restait plus rien, ni à transporter ni à détruire : la flotte appareilla. C'était peu de l'aspect terrible de Naples, encore en vue des navigateurs; une tempête furieuse les assaillit et redoubla leurs angoisses. Le trajet fut long et difficile. A toutes ces causes de douleur, s'en joignit une autre; ce fut la mort du jeune prince Albert, fils du roi, âgé de sept ans, qui expira pendant la tourmente, sur le sein même de sa mère, déjà victime de tant de malheurs. Enfin, après mille fatigues, l'escadre entra dans le port de Palerme. Le monarque trouva, dans l'amour des Siciliens, quelque adoucissement à ses peines; mais une calomnie vint mettre le comble aux chagrins de la reine. On a écrit qu'avant de partir, cette princesse avait ordonné l'armement général du peuple, l'embrasement de Naples, et le massacre de tout individu au-dessus de la condition de notaire. Caroline, il faut le dire, déploya dans la suite une sévérité excessive; mais qu'elle ait commandé

des actes d'une telle barbarie, voilà ce que personne ne saurait croire, excepté ceux qui n'écoutent qu'une passion aveugle, ou se laissent guider par un esprit de parti détestable.

Le départ du roi fut un malheur pour le royaume, puisqu'en ce moment la fortune redevenait propice à ses armes. Les populations qui avaient rendue si pénible la marche de Duhesme et de Lemoine, principalement celles des Abruzzes supérieurs et de l'antique Samnium, se réunissaient plus nombreuses, plus fortes, plus animées que jamais. Partout retentissaient le bruit des armes et les cris de vengeance. Pas une route qui ne fût infestée sur les derrières de l'armée française. La rage de ces hommes étonne jusqu'à l'imagination. Ils commettaient sur les républicains qui tombaient en leur pouvoir, des actes de cruauté dont les bêtes féroces paraîtraient seules capables. Ils prenaient plaisir à couper leurs ennemis par morceaux, à les suspendre aux arbres, et à les brûler ainsi à petit feu, à les écraser sur la pierre des rochers, à les précipiter dans le fond des abîmes, à les mutiler d'une manière affreuse, et à leur laisser ensuite une existence pire que la mort. La multitude furibonde couvrait tant d'horreurs de ses applaudissemens frénétiques. Déjà Itri, Fondi et Sessa étaient occupées par les insurgés. Saint-Germain se levait en masse. Teano, quartier-général de Championnet, avait été surpris et enlevé. Les républi-

cains se voyaient resserrés dans d'étroites positions ; une masse de furieux se portait sur le Garigliano, et leur laissait peu d'espoir d'échapper. Championnet envoya Rey à leur rencontre. Le Français combattit avec plus de courage que de bonheur, et se hâta de rentrer au camp, après avoir éprouvé une perte considérable. L'audace des insurgés s'accrut par le succès. Ils attaquèrent le pont jeté sur le fleuve par les Français, et l'emportèrent. Poursuivant leurs avantages, ils vinrent jusque dans le parc de réserve s'emparer de l'artillerie, briser les affûts, et enlever des munitions de guerre. Les cartouches et les vivres commençaient à manquer aux Français. Aucun moyen de s'approvisionner dans les environs ; les insurgés inondaient la campagne, et la volonté de résister semblait avoir disparu avec les moyens de se défendre. D'un autre côté, l'immense population de Naples se montrait toute prête à se porter sur le Garigliano au secours de Capoue, et de l'armée royale qui la protégeait. N'oublions pas de dire qu'indépendamment de ce soulèvement général des peuples, un assaut malheureux, donné à Capoue, avait ralenti l'ardeur des républicains. Chargé de cette attaque, Macdonald, malgré ses efforts, fut repoussé avec une grande perte. Mathieu lui-même y eut le bras fracassé par une balle, au point de ne pouvoir plus servir pendant le reste de la campagne. Les Français voyaient avec

inquiétude que les Napolitains commençaient à s'aguerrir. On attendait, d'un moment à l'autre, à l'embouchure du Garigliano, les troupes que Naselli ramenait de Livourne. Réuni aux masses insurgées de la rive droite du fleuve, ce corps pouvait tomber brusquement sur les derrières de Championnet, pendant que Mack, débouchant de Capoue, l'aurait assailli en face. Ainsi, devant eux l'armée royale, obstinée à défendre une ville et le passage d'un fleuve si faciles à garder; derrière eux, les Abruzzes et les populations de la Campanie, menacés en outre par celle de Naples tout entière, les Français se trouvaient dans une position, pour ainsi dire, désespérée; et il ne s'agissait pas seulement pour eux du renversement de leurs projets; il y allait du salut de l'armée entière, exposée à toutes les horreurs d'une vengeance insatiable.

La faiblesse de Pignatelli, pour ne pas employer d'expression plus sévère, sauva les Français au moment où ils se croyaient perdus. Mack lui-même montra autant de mollesse quand la fortune revenait à lui, qu'il avait étalé de jactance lorsqu'il envahissait l'état romain, à la tête de nombreuses et brillantes légions. Naples périt par la faute de ceux qui étaient le plus obligés de la défendre. Ce fut en cet instant critique que le prince de Miliano et le duc de Gesso se présentèrent au camp de Championnet, de la part du vice-roi, et

demandèrent à traiter. Certain désormais de la timidité de ses adversaires, et voulant les tromper sur sa position réelle, Championnet se tint d'abord sur la réserve; mais enfin, cédant aux prières d'un ennemi dont il ne devait attendre que des menaces, il convint de l'accord suivant :

Les hostilités seront suspendues, et le traité d'armistice sera soumis à l'approbation des gouvernemens respectifs. Si l'un ou l'autre refuse de le ratifier, les généraux-commandans s'en donneront réciproquement avis, trois jours avant de recommencer les hostilités. La ville de Capoue sera remise aux Français. L'armée républicaine occupera la rive droite des lacs napolitains, jusqu'aux bouches de l'Ofanto. Il ne sera reçu, dans les ports napolitains, aucun vaisseau des puissances en guerre avec la république française. Le roi des Deux-Siciles payera à la république dix millions de livres tournois, dont cinq au 15 janvier 1799; et les cinq autres, au 25 janvier même année. Aucun individu ne sera inquiété pour ses opinions politiques. Les relations de commerce entre Naples et le territoire occupé par l'armée française, subsisteront comme auparavant. Cet accord ne plut à aucun des deux gouvernemens. Le roi refusa de le ratifier; et lorsque Pignatelli se réfugia en Sicile, après le soulèvement populaire dont nous allons bientôt parler, sa majesté l'envoya dans la forteresse de Girgenti. Subtilisant surtout, comme

les Grecs dont ils descendent, les Napolitains affirmèrent que le ministre Acton n'avait placé Pignatelli au milieu de ce tourbillon, que pour l'y engloutir. De son côté, le directoire accusa le général d'avoir consenti à un traité honteux. Mais Championnet se trouva doublement heureux de pouvoir le conclure. Il avait ainsi sauvé son armée, et s'était ménagé les moyens de se concerter avec les novateurs de Naples, pour y opérer une révolution complète, et en faire une république. En effet, le général avait dans son camp plusieurs émigrés napolitains, à la tête desquels était le comte Hector Caraffa, seigneur d'Andria et de Ruvo. Ils entamèrent avec leurs amis de Naples des relations secrètes, qui leur permirent d'informer, jour par jour, le général français, de tout ce qui se passait dans la ville. Leur activité était infatigable et très avantageuse à Championnet, d'ailleurs plein de sincérité dans ses idées de républicanisme. Tantôt ils exagéraient la force des Français et les difficultés de leur résister; tantôt ils déclamaient contre la royauté, en faveur de la république; représentaient fortement les rigueurs de Caroline, l'orgueil d'Acton et l'incapacité du roi : ce sont leurs expressions que je rapporte. Tous les élémens d'une révolution étaient préparés; on n'attendait plus que l'occasion. Pignatelli ne faisait rien pour conjurer l'orage; y avait-il chez lui défaut d'intelligence, de force ou de vo-

lonté? je l'ignore. Quoi qu'il en soit, une grande catastrophe était sur le point d'éclater. L'exécution d'un article de la trève hâta le moment; mais la crise ne fut pas telle qu'on l'attendait. Le commissaire français Arcambal s'était rendu à Naples, pour y lever la contribution stipulée. Les chariots étaient prêts : la populace s'en aperçoit, s'écrie que le peuple est trahi, et qu'on veut livrer Naples aux Français. Les conditions du traité, tenues secrètes jusqu'à cet instant, furent tout à coup publiées. On accusait Mack et Pignatelli de trahison; le mécontentement devenait général. Les murmures firent bientôt place aux clameurs, les clameurs aux menaces, les menaces à la rage. C'était, parmi les lazzaroni, une rumeur, une effervescence incroyables. Ils sortirent furieux de leurs retraites, se répandirent dans les rues et les places publiques, s'armèrent et s'encouragèrent les uns les autres aux cris mille fois répétés de *Meurent les traîtres! Vive saint Janvier, vive la sainte religion, vive le roi!* Impatiens de carnage, ils allaient commencer par Arcambal, et l'auraient mis à mort si quelques Napolitains, amis des Français, n'eussent favorisé sa fuite. Pignatelli voulut comprimer ce mouvement aveugle, au moyen de quelques patrouilles de soldats et de milice : mesure impuissante contre les lazzaroni. Le remède fut pire que le mal. L'exaspération de la populace ne fit que s'accroître. Elle poussa des cris de mort sur Pignatelli,

Mack, les soldats, et tous ceux qui avaient part au gouvernement. L'histoire des révolutions populaires n'offre point d'exemple d'un désordre si épouvantable. Après s'être emparés du château neuf, des châteaux Saint-Elme, et du Carmine, les lazzaroni coururent à l'arsenal du roi, s'en partagèrent les armes, et se disposèrent à porter de plus grands coups. Pignatelli et Mack virent le danger de leur position et s'enfuirent, le premier en Sicile, le second au quartier-général de Championnet. La garde urbaine fut désarmée. Quant aux troupes qui retournaient à Naples, après la reddition de Capoue, une partie se débanda et chercha un asile au milieu des Français; l'autre, sous la conduite du duc de Salamandra, se réunit au peuple soulevé, en criant : *Vive la patrie, vive Naples, vive le roi!* Devenue plus audacieuse en raison du nombre, la populace assaillit avec furie la garde française au pont de Rotto, la culbuta et en fit un grand carnage. Championnet prétendit que cette action des Napolitains rompait la trève et l'autorisait à recommencer les hostilités. Mais exciter sourdement les novateurs, comme le faisait Championnet, à révolutionner le royaume pour le transformer en république, n'était-ce pas rompre la trève d'une manière plus odieuse que par la force des armes? Mack et Pignatelli ayant disparu, la ville devint la proie d'une effroyable licence. Partout la violence, le ravage, l'incendie et la

mort. Les canons braqués dans les carrefours répondaient aux éclats de l'artillerie des châteaux. Parmi les sanglots des mourans et les vociférations des meurtriers, on entendait avec un nouvel effroi les cris de *Vive saint Janvier! vive la sainte religion!* Cet épouvantable tumulte dura longtemps. Las enfin de pillage et de meurtre, l'imbécille vulgaire comprit qu'il devait s'occuper d'autres soins, et organiser, contre ses ennemis seuls, des mouvemens dont l'incohérence le rendait la première victime. Il pensa donc à se mettre sous le commandement et la protection d'un chef. Les suffrages se réunirent sur le prince Moliterni, fils du prince Marsiconovo, jeune homme ardent, et qui avait fait preuve de valeur contre les Français, devant Capoue. Son élection fut accueillie par les acclamations les plus insensées, mais agréables à Moliterni, dont l'ambition méditait déjà de plus grands desseins. Il commença par faire planter, en différens quartiers de la ville, d'énormes potences, et menaça d'y attacher quiconque remuerait sans son ordre. Puis il créa des officiers municipaux et des chefs du peuple, s'efforça par des proclamations, et en se montrant avec appareil en public, de calmer peu à peu les esprits. Tout à coup le bruit se répand que les Français marchent sur Naples, et sont déjà dans Aversa. En effet, informé des désordres de Naples, des heureux efforts des novateurs ses partisans, favorisé

en outre par une circonstance bien plus décisive, et que nous rapporterons dans un moment, Championnet, saisissant l'occasion que lui présentait la fortune, s'avançait à marches forcées sur la ville en tumulte. Moliterni lui fit demander une conférence; elle eut lieu dans les plaines d'Aversa. Le prince revint, et déclara que le général français ne voulait entendre aucune proposition qu'après qu'on lui aurait remis les châteaux, et désarmé tout individu non soldat. Il n'en fallut pas davantage; Moliterni fut chargé des épithètes d'infâme, de traître, de parjure; et il allait être mis en pièces s'il ne se fût soustrait, par la fuite, à la rage populaire. Méconnaissant dès lors toute espèce d'autorité, les lazzaroni retournèrent avec plus de fureur à la destruction et aux massacres. Le duc de la Torre, et Clément Filomarino son frère, tous deux respectables par leur savoir et leurs vertus, tombèrent les premiers sous leurs coups; Zurlo, ancien ministre des finances, subit les plus affreux traitemens; étrangers et Napolitains éprouvaient également leur férocité. C'est ainsi qu'ils égorgèrent un officier de marine anglais, et un émigré français de Toulon. La barbarie était devenue pour eux un plaisir. Ils avaient conçu des soupçons sur un autre étranger; ils lui clouèrent les pieds et les mains à la porte d'une boutique, et le martyrisèrent ensuite à coups de haches et de baïonnettes. Menacé de mort lui-même, l'am-

bassadeur de France, Lacombe Saint-Michel, ne dut son salut qu'à la générosité de quelques royalistes, plus empressés de sauver un homme que de s'informer de son opinion. Un peuple en révolution se trompe rarement sur l'intention de ceux qu'il a placés à sa tête, parce que la défiance ajoute à la sagacité, et double l'attention. Il est certain du moins que Moliterni ne secondait plus les intentions du peuple napolitain, vraisemblablement parce qu'il pensait que la présence et la protection des Français pouvaient apporter seules un terme aux malheurs de la ville. Pour atteindre ce but, Championnet lui ayant déclaré d'ailleurs, dans la conférence d'Aversa, qu'il n'entrerait point à Naples si la possession du château Saint-Elme ne lui était préalablement garantie, Moliterni avait introduit dans la forteresse beaucoup de ses adhérens, et plusieurs Napolitains partisans de la république. Il en arma, en outre, le plus grand nombre possible, et les distribua dans les endroits convenables. Les mémoires du temps rapportent que Moliterni, en cela d'accord avec Championnet, sut adroitement persuader au peuple enflammé, qu'il fallait attaquer les républicains, et que les masses napolitaines écraseraient sans peine cette poignée de soldats. Triompher, dans Naples, de ces lazzaroni si nombreux, si braves, si exaspérés, était, aux yeux de Moliterni et de Championnet, la chose impossible. Chaque maison serait

devenue pour eux une forteresse ; la connaissance des rues et des passages leur eût donné une trop grande supériorité ; il semble d'ailleurs que la patrie soit dans les villes plutôt que dans les campagnes, et nous défendons nos propres foyers avec plus de courage et de persévérance que les foyers d'un inconnu. Un combat en plaine présentait aussi plus de chances aux Français, malgré leur infériorité numérique, parce qu'ils avaient quelques escadrons de cavalerie, une artillerie mieux organisée, et plus d'expérience de la guerre. L'effet justifia le dessein. Le peuple sortit avec plus d'impétuosité que de réflexion à la rencontre des Français, qui, certains d'avance du château Saint-Elme, et dans l'espoir de trouver à Naples un parti considérable en leur faveur, marchaient en bon ordre sur la ville. Le premier choc eut lieu entre Aversa et Capoue ; la mêlée fut terrible. D'un côté, l'avantage des armes et de la discipline ; de l'autre, plus de combattans et d'acharnement. La bataille dura trois jours avec des succès variés. L'artillerie française faisait, au milieu de ces épais bataillons, un carnage épouvantable. Les lazzaroni serraient aussitôt les rangs, revenaient à la charge avec plus de fureur, s'efforçaient de joindre leurs adversaires et d'engager le combat corps à corps. Foudroyés de loin par le canon des républicains, ils étaient déchirés de près par leurs baïonnettes; mais la crainte ne pouvait rien sur eux, et l'aspect

de leurs camarades immolés ne faisait qu'ajouter à leur rage. Les deux premiers jours, ils rompirent souvent les Français, qui se rallièrent chaque fois par d'habiles manœuvres. La nuit n'apportait point le calme avec elle. Pendant le jour, c'étaient les cris des combattans; pendant l'obscurité, c'étaient les gémissemens des blessés moribonds; et la nuit elle-même avait ses combats et ses victimes. Le tocsin non interrompu des villages environnans augmentait encore la terreur. Les paysans, diversement armés, accouraient en foule au secours des citadins en péril. Le théâtre de la guerre était partout. Ici, des batailles rangées; là, des massacres individuels. Le carnage continuait à Naples, et la rage y allait en croissant. Les villes des Abruzzes, du Samnium, de la Campanie, n'offraient plus qu'un monceau de cendres fumantes, et la guerre avait épuisé sur elles toutes ses horreurs. Les habitans songeaient à de nouvelles Vêpres siciliennes, dont les Français méditaient déjà la vengeance. Un assassin, nommé Proni, guidait les paysans exaspérés; les prêtres, le crucifix en main, aiguillonnaient leur audace; effet ordinaire des fureurs civiles et des commotions populaires. Rey livrait aux flammes Castelforte, après y avoir répandu des flots de sang napolitain. Telle avait été la résistance et l'opiniâtreté des défenseurs, qu'après avoir emporté d'assaut les murailles, le général républicain fut forcé d'assiéger

chaque maison, d'où ne cessaient de pleuvoir les balles, les pierres, les poutres, l'eau et l'huile bouillantes. Irrité de la valeur surhumaine avec laquelle les habitans d'Isernia, soutenus par les paysans, défendaient leurs remparts, Monnier faisait, de cette noble ville, un lieu de carnage et de mort. Enlevée de vive force, elle subit tous les désastres, toutes les calamités d'une prise d'assaut. Mais qui pourrait raconter les abominations, les actes de cruauté qui se commirent entre deux partis, dont l'un croyait combattre des ennemis de Dieu; l'autre, un peuple d'assassins? Les sauvages ne portent pas si loin la barbarie. Le sang français et napolitain qui ruisselait dans les fourches Caudines, vaillamment emportées par Broussier, attestait, encore fumant, l'opiniâtreté des batailles récentes; dans ces fourches Caudines, antiques témoins de la défaite des étrangers, aujourd'hui théâtre de leur victoire. Tel était l'affreux tableau que présentaient à la fois les Abruzzes, le Samnium, la Campanie et la populeuse capitale du royaume. Des cités en cendre, des monceaux de cadavres, des vivans désolés, un rugissement continuel de guerre entre Naples et Capoue, partout la force aux prises avec la fureur, ou la fureur suppléant partout à la faiblesse. Jamais les Français ne coururent de plus grands dangers, ne déployèrent une plus rare valeur. Enfin, une manœuvre habile décida le succès complet des républicains. Lemoine

et Duhesme, qui venaient de terminer leur course pénible à travers les Apennins, furent chargés par Championnet de donner, avec leurs troupes fraîches, contre le flanc des lazzaroni. Exténués de lassitude, affaiblis par le nombre de leurs morts, ceux-ci ne résistèrent pas plus long-temps, se débandèrent, et rentrèrent tout sanglans dans la ville.

Pendant le combat, Moliterni, qui s'était assuré, non seulement du château Saint-Elme, mais encore du château de l'OEuf, y avait arboré l'étendard aux trois couleurs, en signe de paix, et pour assurer Championnet que les deux forts étaient à sa disposition. Il envoya même au général républicain des exprès pour traiter avec lui de la reddition. Moliterni avait encore cherché à séduire la garnison du fort du Carmine; mais ses propositions avaient été rejetées avec mépris. Quand les lazzaroni, échappés au dernier massacre, virent flotter sur les deux châteaux les enseignes abhorrées, une nouvelle rage les saisit; ils reprirent leurs armes, et s'apprêtèrent à disputer l'entrée de Naples aux Français. Ils s'adressent des exhortations, partie féroces, partie ridicules, organisent des processions de Saint-Janvier, se forment en bataillons, s'écrient de nouveau qu'ils ne craignent ni les saints, ni les diables, ni les Français; qu'ils ne veulent point de la république, et qu'ils le feront bien voir. Ce n'étaient

point là de vaines fanfaronnades. Ils se jettent sur Capochino et Capodimonte, en chassent violemment les républicains, qui, revenant bientôt en forces, expulsent à leur tour les lazzaroni. A la porte de Capoue se livra une sanglante bataille, où les Français eurent d'abord le désavantage, où les Napolitains finirent par être vaincus. Pendant ce temps, de superbes édifices devenaient la proie des flammes, parce qu'ils nuisaient aux opérations des républicains. Ceux-ci cherchaient à pénétrer jusqu'au palais royal, sous la protection des châteaux Saint-Elme et de l'OEuf; les lazzaroni s'en aperçurent, et mirent tous leurs efforts à les en empêcher. La victoire balançait incertaine, quand tout à coup Moliterni descend des châteaux avec sa troupe, et prend à dos ceux-là même qui l'avaient nommé leur général. Une affreuse mêlée s'engage alors entre les deux partis; mais enfin, cerné, attaqué de tous les côtés, le peuple dut céder aux Français, qui, malgré les barricades placées dans chaque rue, et l'opiniâtreté des lazzaroni à se défendre derrière ces retranchemens et de l'intérieur des maisons, parvinrent jusqu'au palais du roi, dont ils se rendirent maîtres. Peu d'instans après une autre troupe de Français, précédée de novateurs du pays, pénétra de vive force dans la rue de Tolède et s'en empara. Cependant les lazzaroni combattaient encore dans plusieurs quartiers; l'infortunée cité se voyait menacée de sac

et d'incendie. Le château du Carmine présentait un obstacle difficile à vaincre. Pour arrêter l'effusion du sang et le cours de ces effrayans massacres, d'adroits novateurs firent suggérer aux lazzaroni l'idée de piller le palais du roi : au même instant, chose étrange, mais réelle, ces hommes jetèrent leurs armes, et coururent dévaster la demeure de ce souverain, pour qui tant des leurs venaient de perdre la vie, pour qui eux-mêmes avaient bravé tant de périls et reçu tant de blessures. Quelques républicains, indignes du nom de Français, parmi ceux qui veillaient à la garde du palais, se mêlèrent aux pillards napolitains et prirent part à cet infâme brigandage. Il ne restait plus que le château du Carmine à emporter. La garnison se refusait à toute espèce de traité, il fallut donner l'assaut. La résistance fut vigoureuse, mais elle dut avoir un terme. Le fort se rendit, Naples entière était soumise. Ce qui ne périra jamais, c'est le souvenir des efforts courageux d'un peuple qui, privé de chefs pour régulariser ses mouvemens, fut sur le point d'exterminer une armée fameuse par tant de triomphes, et l'aurait détruite même, si l'artifice ne se fût pas réuni contre lui à la force.

A l'abri de toute inquiétude, par la soumission de Naples et l'occupation des forts, le général républicain fit savoir, par une proclamation, qu'il contiendrait l'impétuosité de ses soldats, impatiens

de venger leurs compagnons tombés sous les coups d'assassins stipendiés. Je connais, ajoutait-il, la générosité du peuple napolitain, je déplore personnellement ses malheurs : rentrez donc en vous-mêmes, redevenez paisibles; je promets, de mon côté, sûreté pour la religion, les propriétés et les personnes. Quant aux audacieux qui tourneraient encore leurs armes contre les Français, je les punirai de mort et j'embraserai leurs demeures. Si la tranquillité renaît, j'oublierai le passé et je rendrai le bonheur à ce beau pays.

Ce manifeste produisit l'effet que Championnet s'en était promis : le calme reparut dans la ville, soit par la crainte des Français, soit par la crainte des lazzaroni. Il ne suffisait pas néanmoins d'avoir pacifié la capitale, il fallait encore y organiser des pouvoirs; le républicain Championnet créa donc un gouvernement, où il appela vingt-cinq personnages réputés, en général, par leur savoir, leurs vertus, leur naissance, ou par ces qualités réunies. La plupart aimaient sincèrement la liberté, et faisaient des vœux pour le bonheur des hommes. Quelques uns d'entre eux, ayant pris part aux conspirations précédentes, avaient été condamnés par le gouvernement royal, à l'exil ou à l'emprisonnement; aussi étaient-ils les amis de la liberté, moins encore que les ennemis de l'ancien gouvernement : tous hommes, du reste, je dis les Napolitains, sincères dans leurs opinions, désin-

téressés, et d'autant moins propres à conduire le vaisseau de l'état au milieu de ces bourrasques modernes, que leur caractère se rapprochait davantage des mœurs de l'antiquité. C'étaient Abbamonti, Albaneze, Baffi, le Français Bassal, Bisceglia, Bruno, Cestari, Ciaia, Degennaro, de Philippis, de Rensis, Doria, Falcigni, Fasulo, Forges, Laubert, Logoteta, Manthoné, Pagano, Paribelli, Pignatelli-Vaglio, Porta, Riario et Rotondo. Ils se partagèrent, selon la coutume, en comités chargés du pouvoir exécutif. La puissance législative était exercée par ces comités réunis. Le royaume fut divisé lui-même en onze départemens, savoir : de la Pescara, chef-lieu Aquila; du Garigliano, chef-lieu San-Germano; du Volturne, chef-lieu Capoue; du Vésuve, chef-lieu Naples; du Sangro, chef-lieu Lanciano; de l'Offanto, chef-lieu Foggia; du Sele, chef-lieu Salerne; de l'Idro, chef-lieu Lecce; du Brendano, chef-lieu Matera; du Crati, chef-lieu Cosenza; de la Sagra, chef-lieu Catanzaro. Après les départemens vinrent les districts, puis les municipalités, toujours à l'imitation des Français, et tout cela fut appelé la république de Parthénope.

Comme les Grecs dont ils descendent, les Napolitains ont l'esprit très subtil : ils embrassent avec ardeur les abstractions, et voient tout, à travers le prisme de leur imagination fantastique. Si l'on réfléchit, en outre, qu'ils sont grands par-

leurs, on concevra sans peine dans quels détours ils se jettent, dans quels rets ils s'embarrassent, soit qu'ils veuillent le bien, soit qu'ils veuillent le mal. Les ramener dans la voie de la raison n'est pas une tâche facile à remplir. Plus vous faites d'efforts pour y arriver, plus ils s'enveloppent dans leurs abstractions et leurs syllogismes; et ils finissent toujours par vous y envelopper vous-même. Je laisse maintenant, au lecteur, à penser quel raffinement ils apportaient dans ces principes de politique et de philosophie françaises, principes dont l'application serait peut-être possible au milieu d'hommes meilleurs que nous; mais qui, à notre époque, ressemblent à de belles couleurs sur un lambris vermoulu. Leur pensée s'arrêtait complaisamment sur ces tableaux enchanteurs. La république de Platon leur semblait, non seulement praticable, mais insuffisante; ils en rêvaient le perfectionnement et se promettaient bien de l'obtenir. Les meilleurs et les plus savans citoyens caressaient cette chimère avec plus d'amour que les autres : Cirillo, Conforti, Logoteta, Russo, Mario Pagano surtout, et tant d'hommes célèbres, dont la vertu ne recevra jamais assez de louanges, dont la fin n'excitera jamais assez de regrets. Les femmes elles-mêmes étaient en proie à ces illusions. La respectable, savante et malheureuse Éléonore Fonsèca Pimentel brillait aux premiers rangs, et embellissait la nouvelle doctrine

de toutes les graces de son sexe. Sa maison était le rendez-vous des plus beaux génies, des esprits les mieux cultivés. Déjà ses leçons et son exemple avaient propagé la pratique des vertus. C'était le règne de Platon. Les plus douces émotions découlaient de cette source abondante et s'insinuaient dans tous les cœurs. Je me sens pénétré d'une compassion profonde en pensant qu'à de si aimables pensées, des vœux si purs, de si charmans entretiens, succédèrent tant de fureurs, de désordres, de brigandages et de massacres. Il me semble, s'il est permis à l'homme de tenir ce langage, il me semble que le ciel aurait dû préserver les bons du contact des méchans, et laisser ces derniers se dévorer entre eux. Ce funeste mélange me remplit d'épouvante.

Infortuné Pagano, tu rêvais la plus heureuse des républiques, et les lazzaroni pillaient, ensanglantaient la capitale ; et le peuple égorgeait les Français dans les Abruzzes, les déchirait, à défaut d'armes, avec les mains et avec les dents ; les Français eux-mêmes exerçaient sur le peuple des Abruzzes toutes les cruautés qu'ils en éprouvaient. Tant de trahisons, de meurtres et de rapines, ne pouvaient retirer ces hommes généreux de leur profonde illusion. Le mal du lendemain ajoutait incessamment au mal de la veille, et ils allaient toujours s'égarant en vaines subtilités sur le bien et sur le mieux. Un nouveau motif de désespérer

semblait pour eux un nouveau sujet d'espérance. Ils ne voyaient pas que les fripons et les tyrans dominaient; que ces tyrans et ces fripons, en criant à l'indépendance, se moquaient d'eux et de la liberté. Toujours en proie à la préoccupation de leur esprit, comme à une maladie lente et incurable, ils poursuivaient doucement leurs chères utopies. Siècle étrange et barbare, qui n'enfanta la vertu que pour l'outrager, le vice que pour lui décerner des triomphes! l'Italie entière, Naples surtout en est la preuve. L'imagination s'y créa de plus heureux songes, la fraude y trama ses plus coupables manœuvres, la mort y frappa de plus illustres victimes, de plus larges ruisseaux de sang y coulèrent. Ce sera, pour la postérité, un sujet de compassion et d'effroi tout ensemble. Les hommes de nos jours gardent une coupable indifférence, ou se répandent en railleries, ou font entendre des applaudissemens; il est impossible de les ramener à de meilleurs sentimens. Les fruits savoureux se sont transformés en poisons pour la malheureuse humanité. Célébrez la vertu, vous serez accusé de mensonge; préconisez le vice, vous êtes l'oracle de la vérité. Oui, cette écorce de civilisation qui nous couvre, n'est que le manteau de nos travers et de notre honte, et si la bonté du ciel ne nous assiste, le despotisme deviendra un bienfait, parce qu'on n'a su ni organiser, ni goûter, ni supporter la

liberté; parce que cette fleur de la civilisation a été flétrie par les atteintes des insectes malfaisans.

Les opérations du nouveau gouvernement de Naples furent donc marquées au coin de la bienveillance et de l'erreur. Avant de rapporter ses actes, il convient de dire comment s'y prit Championnet pour accomplir ses desseins sur le royaume. Ce général était homme de bien, c'est-à-dire quelque chose de plus qu'homme de génie. Chez lui, l'esprit était plutôt suffisant que remarquable; mais sa générosité naturelle le portait à écouter les avis des hommes généreux, ou de ceux qu'il avait jugés tels. Ne voulant pas faire de Naples ce qu'on avait fait de Rome, il s'appliqua, en fondant la nouvelle république, à lui donner l'opinion, non la force pour appui. Après avoir convoqué le peuple dans l'église de San-Lorenzo, il proclama solennellement, au nom du gouvernement français et de la grande nation, la liberté et l'indépendance des états napolitains, abjura tout droit de conquête, ne se réservant que la faculté d'établir une contribution de guerre, pour payer aux troupes six mois de solde arriérée. La contribution fut de soixante-quinze millions, y compris dix millions pour la seule ville de Naples et son territoire. Impôt accablant, mais que le peuple eût payé sans murmure, s'il n'avait pas été obligé en même temps de nourrir et d'habiller l'armée

française. Sachant aussi combien il importait de ménager les opinions religieuses de ce peuple exalté, Championnet donna une garde d'honneur à saint Janvier. De plus, il fit entendre aux surveillans naturels du saint, qu'il désirait que le miracle ordinaire eût lieu. Le miracle fut opéré, et les lazzaroni d'applaudir, disant que les Français n'étaient point des impies, comme la cour l'avait prétendu, qu'ils ne croyaient plus que leur présence à Naples fût un outrage à la volonté de Dieu, puisque le sang du saint venait de se liquéfier à leurs yeux. Le cardinal Zurlo Capece, archevêque de Naples, s'empressa lui-même, à la première invitation du gouvernement, de publier des lettres pastorales, où il exhortait le peuple à se soumettre aux nouveaux magistrats, préconisant la liberté et l'égalité comme dérivant des préceptes de l'Évangile. Ainsi se calmèrent les opinions opposées, ainsi se rétablit la tranquillité dans Naples. Tous les discours de Championnet, tous ses actes tendaient à diminuer, pour les Napolitains, le poids de la domination étrangère, à fonder dans le royaume une république libre et indépendante. Mais les circonstances n'étaient pas favorables à l'exécution de ce projet.

Le gouvernement abolit les droits féodaux ainsi que les fidéicommis, et chargea le comité de législation de préparer la constitution qui devait régir la république. Cette constitution fut en grande

partie l'ouvrage de Mario Pagano. Parmi plusieurs institutions servilement imitées du code français, on en remarquait plusieurs autres dont on ne saurait contester l'importance et l'utilité. De ce nombre furent le pouvoir censorial confié à un tribunal de cinq membres, chargé de veiller au maintien des bonnes mœurs et à la réforme des mauvaises; l'éphorat, qui devait s'assurer que la constitution était scrupuleusement exécutée dans toutes ses parties, contenir les magistrats dans les limites de leurs pouvoirs, destituer ceux qui les auraient franchies, casser les actes arbitraires, et proposer au sénat les réformes dont l'expérience aurait démontré la nécessité. Ce chapitre portait, en outre, qu'une décision quelconque, fût-ce une loi déjà promulguée, qui serait annulée par un décret des éphores, cesserait à l'instant d'être obligatoire, sans que le corps législatif pût élever aucune réclamation à cet égard; qu'il n'y aurait qu'une session des éphores chaque année, et que cette session ne durerait que quinze jours, sauf les cas extraordinaires; qu'ils seraient élus par le peuple, dans chaque département de la république, et qu'il n'y en aurait qu'un seul d'élu par département; u'ils ne pourraient parvenir à l'archontat, pouvoir suprême chargé de l'exécution des lois, que cinq ans après être sortis de l'éphorat; au corps législatif, qu'après trois ans d'intervalle; enfin, que la qualité d'éphore se perdait

avec le titre. Cette institution de l'éphorat mérite de grands éloges ; elle est de nature à prévenir, dans les républiques et dans les monarchies tempérées, beaucoup de querelles et de discordes civiles. Fortifiée par l'autorité du temps, elle pourrait être d'un grand secours aux états libres. Il faut louer aussi les règlemens pour les écoles publiques. Les monarchies pourraient encore en faire une heureuse application, et il suffirait de donner aux études une direction différente. Toutes ces institutions, Pagano les trouva dans son génie ; le reste, il le copia de la constitution française, donnant à connaître, de cette manière, et la capacité de son esprit, et le système de servilité qui régnait à cette époque. Ne passons point sous silence le discours préliminaire qui sert de préface au projet de constitution : on y retrouve toute la subtilité des Grecs, et cette facilité, qui leur est propre, à entasser les sophismes pour en prouver d'autres.

De si doux prestiges disparurent bientôt devant la réalité. Il faut en accuser à la fois Championnet, le gouvernement et les circonstances. Championnet, comme on vient de le dire, était homme d'honneur ; mais il manquait de la fermeté nécessaire pour contenir des soldats accoutumés à la licence, dans les états de Rome et la république cisalpine. De là les outrages prodigués aux personnes, surtout aux magistrats munici-

paux; de là les extorsions violentes et multipliées; de là l'indignation des peuples.

Joignez à tout cela les imprudences des démocrates exagérés. Les barons du royaume, qu'on appelait les aristocrates, se trouvaient l'objet de pamphlets diffamatoires, ou d'injurieuses provocations. Justement courroucés, ils se servaient du crédit que leur donnaient la richesse et les habitudes résultant de l'ancienne féodalité, pour susciter, par tous les moyens possibles, de puissans et nombreux ennemis à la moderne république. Ce n'était pas seulement le ridicule que l'on déversait sur les barons; victimes d'une répartition arbitraire, dans les impôts forcés que le gouvernement établissait pour satisfaire les vainqueurs, ils se voyaient surchargés d'une manière révoltante, comme si c'eût été l'opinion, et non la propriété, qui dût être soumise à la taxe. Du reste, il n'y avait pour la presse d'autre liberté que celle de vociférer contre les aristocrates.

Pour démontrer aux populations les avantages du nouveau système, le gouvernement avait envoyé dans les provinces, ses partisans les plus déclarés. Par légèreté, ou par l'effet d'un enthousiasme ordinaire à cette époque, ces commissaires se répandirent, sans mesure, en railleries et en menaces contre les aristocrates et les prêtres. Se persuadant en outre que, dans les occasions non communes, il fallait employer des moyens ex-

traordinaires ; ils usèrent de violence, multipliant partout les destitutions et les emprisonnemens ; conduite capable de faire tomber l'état le plus robuste, à plus forte raison un état aussi fragile que l'était celui de Naples à sa naissance. Un autre fléau ne tarda pas à paraître ; c'étaient les clubs, où une jeunesse ardente et entraînée par les opinions du jour, venait traiter publiquement des questions politiques. Les funestes effets produits en France par les assemblées de cette nature, n'étaient point une leçon pour cette jeunesse imprudente. Plus d'espoir de salut, plus de bonne institution possible, quand les citoyens font consister le patriotisme dans l'exagération des idées. Il est chez l'homme un esprit inné d'opposition que la douceur peut soumettre, mais qui résiste toujours à la force. De là l'horreur que le peuple concevait pour les folles opinions professées alors dans ces clubs. Pour comble de maux, il n'était invective si extravagante, si odieuse qu'elle fût, que les énergumènes ne vomissent contre leur propre gouvernement et les membres qui le composaient ; et l'on sait que les énergumènes, violens chez tous les peuples, le sont à Naples beaucoup plus que partout ailleurs. Ainsi décroissait la réputation des hommes en place ; ainsi leur échappait la force et la puissance. Il est vrai de dire cependant, que ces hommes étaient par le savoir, la vertu et le patriotisme, les plus recom-

mandables du royaume. Il reste donc démontré qu'à Naples et dans toute l'Italie, ce n'était point l'amour de la liberté, mais la soif du pouvoir qui faisait pousser ces coupables clameurs. Ce fut l'ambition qui s'arma contre l'ancien gouvernement ; ce fut elle encore qui s'arma contre le nouveau. Quel devait être le terme de ces ambitions ? On ne pouvait le dire, si ce n'est quand l'un de ces effrénés, s'élevant sur la ruine de tous les autres, se serait emparé de l'autorité suprême. Lorsqu'il est passé en habitude d'accuser les meilleurs citoyens de perfidie, de bassesse, de vénalité, ou de despotisme, par cela seul qu'ils occupent les premières charges de l'état, toute liberté devient impossible, et la patrie est en proie aux ambitieux. Voilà surtout le fléau qui a désolé l'Europe moderne ; voilà pourquoi la liberté n'a pu et ne peut s'y établir ; et je ne sais si la postérité n'éprouvera point plus de mépris pour nos travers, que de compassion pour nos malheurs.

Détesté des aristocrates, blâmé par les libéraux, opprimé par les Français, le gouvernement napolitain n'avait plus ni influence morale, ni force matérielle pour opérer, je ne dis pas le bien de la république, mais un bien quel qu'il fût. Un seul appui lui restait ; c'était la présence de Championnet, toujours prêt, autant qu'il était en son pouvoir, à réprimer la licence des troupes, et à seconder les efforts de ceux qui montraient plus de patriotisme

que d'ambition; mais le directoire français, qui savait que les généraux suivaient leurs penchans plutôt que ses désirs, nomma une commission civile pour aller recueillir à Naples les fruits de la conquête. Cette commission était présidée par ce même Faipoult, déjà si connu par le rôle qu'il avait joué dans les troubles de Gênes. Il arrive à Naples; prétend que Championnet s'est trop relâché des droits de la victoire; condamne publiquement la conduite du général; déclare qu'il a méconnu ses instructions; que la commission civile avait seule qualité pour imposer des taxes; et frappe de nullité tout versement qui ne serait pas effectué dans la caisse de cette commission. Il eût ménagé davantage un général victorieux, s'il n'avait su que déjà Championnet commençait à perdre dans l'esprit du directoire. Faipoult déclara, en outre, que les propriétés de la famille royale appartenaient à la France par droit de conquête, et il ajoutait que dans ce droit de conquête se trouvaient compris, non seulement tous les biens du roi, dans la ville et le royaume de Naples, comme palais, châteaux, chasses, etc., mais encore les biens provenant de la famille Farnèse, qui étaient du patrimoine particulier du roi, ceux de l'ordre de Malte, et de l'ordre Constantinien, ceux des jésuites, les fonds affectés à l'instruction publique, ceux mêmes de la banque, qui n'étaient que le dépôt de la fortune des citoyens, tous les revenus publics,

et jusqu'au produit des contributions arriérées; de sorte qu'à l'instant même où l'on exigeait du gouvernement des sommes immenses pour l'entretien de l'armée, on tarissait les sources où il aurait pu les puiser. Outré de la hardiesse du commissaire, Championnet le fit chasser de Naples par ses soldats. La discorde était parmi les Français; elle était parmi les Napolitains; tous devenaient également l'objet de la haine générale; il n'y avait plus que la terreur des armes qui soutînt encore un fantôme de république. Cependant, par l'effet d'une intrigue puissante, les Napolitains allaient perdre leur protecteur. Championnet avait encouru le mécontentement du directoire, pour ne s'être pas borné à expulser l'armée royale du territoire de Rome, et avoir envahi tout à coup le royaume de Naples, sans ordres ultérieurs. Le directoire aurait voulu temporiser, parce qu'il n'avait point encore rompu avec l'Autriche, et que la citadelle d'Érébrestein, l'un des plus forts boulevards de l'Allemagne, était toujours au pouvoir des Impériaux. A cette accusation, pour un fait récent, on en joignait une autre pour une entreprise méditée: elle reposait sur les préparatifs de Championnet pour une expédition en Sicile, dans le but de déposséder le roi de cette dernière portion de ses états. Championnet se promettait un succès facile, soit qu'il réfléchît au peu de forces que Ferdinand avait dans l'île, soit qu'il comptât sur la terreur de

ses armes, soit enfin qu'il songeât à la faveur des opinions modernes qu'il supposait implantées au-delà du Phare. Les dispositions du général n'étaient plus un mystère. Déjà il avait dirigé quelques troupes en Calabre, sous le prétexte de dissiper des rassemblemens de royalistes qui couraient le pays; mais ce projet se trouva heurter certaines pensées mystérieuses. En effet, le ministre Talleyrand voulait qu'on ménageât les Bourbons autant qu'il se pourrait. Peut-être même nourrissait-il intérieurement l'espoir de les voir rétablis sur le trône de France. Plusieurs émigrés ses parens, qui s'étaient réfugiés en Sicile, entretenaient avec lui, si l'on croit les bruits qui en ont couru, une correspondance secrète, et lui recommandaient instamment le roi de Naples et sa famille. Maître consommé en ces sortes d'affaires, Talleyrand feignit d'entrer dans les vues du directoire, et convint qu'il fallait arrêter les desseins ambitieux de Championnet; mais son but véritable était de faire rappeler le général, et il y parvint. D'un autre côté, cette mesure était conforme aux désirs de Macdonald, qui, depuis l'invasion du royaume, pendant laquelle il avait si bravement combattu, et la reddition de Capoue, en grande partie son ouvrage, vivait assez froidement avec le général en chef. Macdonald ambitionnait ardemment, trop ardemment peut-être, l'occasion de signaler, dans un plus haut rang, la valeur dont il se sentait animé. Championnet quitta

son armée victorieuse, et partit de Naples en liberté; mais il fut arrêté entre cette ville et Rome, conduit d'abord dans la citadelle de Turin, puis en France. Deux chefs d'accusation pesaient sur sa tête : ses opérations militaires, et le renvoi de Faipoult. Macdonald prit le commandement en chef de l'armée; Faipoult revint à Naples pour pressurer les malheureux Parthénopéens.

Pendant qu'on s'agitait péniblement à Naples en faveur de la république, les provinces devenaient le théâtre de graves événemens. Les barons n'aimaient pas la république, encore moins les Français; et comme ils disposaient tous de spadassins audacieux, parmi lesquels se trouvait plus d'un malfaiteur, ils s'en servirent pour tenter une révolution contre les dominateurs du jour. Les ecclésiastiques, qui, à travers les premières caresses du gouvernement, démêlaient sans peine l'éloignement réel qu'il avait pour eux, employaient toute leur influence à lui susciter des ennemis. Un grand nombre de vieux militaires avaient refusé de se soumettre aux nouveaux maîtres, et s'étaient retirés dans des lieux inaccessibles, d'où ils fomentaient le trouble et la révolte. Beaucoup d'autres, officiers ou soldats de l'armée royale, après avoir offert leurs services aux républicains, et s'être vus négligés par eux, soit à cause de la pénurie du trésor, soit parce qu'ils n'inspiraient pas de confiance, avaient porté leur

mécontentement dans les provinces, où, par leurs discours et leur présence, ils excitaient le peuple à l'insurrection. Les conjurés pouvaient aussi compter sur quelques débris de l'ancienne armée, et sur d'autres corps envoyés de Sicile par le roi, pour appuyer les mouvemens de la Terre-Ferme en sa faveur. De si puissans motifs d'espérance acquéraient un nouveau degré de force, par le bruit qui courait de l'arrivée prochaine des flottes russe et ottomane dans les eaux de l'Adriatique, avec de nombreuses troupes de débarquement, destinées à relever la puissance royale. En effet, la paix ayant été conclue entre la Russie et la Porte, une escadre russe avait passé les Dardanelles. Réunie à celle du grand-seigneur, elle s'était emparée de toutes les îles vénitiennes de l'Archipel et de la mer Ionienne, avait mis le siége devant Corfou, la plus considérable de ces îles, et commençait à se montrer sur les côtes du royaume. Ces secours, dont la voix publique exagérait encore la force réelle, animaient prodigieusement le peuple à l'accomplissement de ses desseins; et telle était l'aversion portée au nouveau système, qu'une population catholique, guidée par des évêques et des prêtres, se réunissait avec empressement, pour le renverser, à des schismatiques et des mécréans.

Une preuve de l'impuissance du gouvernement dans les provinces, ce sont les succès obtenus à

Otrante et à Bari par quelques émigrés corses, qui d'abord songeaient à se sauver bien plus qu'à combattre. Ils attendaient un vent favorable pour Corfou ou pour Trieste, lorsque la république fut proclamée à Tarente, où ils se trouvaient alors. Saisis de frayeur, ils résolurent de gagner Brindes en passant par Monteasi. Arrivés en cette dernière ville, et pour obtenir plus d'égards de leur hôtesse, ils lui dirent que le prince héréditaire était avec eux. Le bruit s'en répand aussitôt. Secondés par un paysan des environs, nommé Girundo, et qui était considéré dans Monteasi, ils soulevèrent la province. Bientôt, ce ne fut qu'un cri général: Vive le roi! meure la république! Ces émigrés parviennent à Brindes, portés, pour ainsi dire, sur les bras du peuple. Le faux prince publie des décrets, chacun se fait un devoir d'obéir. Il s'embarque enfin pour la Sicile, promettant au nom du roi, son père, de prompts secours à cette population fidèle. Il laissait dans Brindes, pour exécuter ses ordres, deux prétendus généraux, qui n'étaient autres que deux Corses obscurs, nommés Boccheciampe et de Cezare. Le premier s'établit à Otrante, après avoir soumis l'importante place de Lecce. Le second alla organiser l'insurrection dans Bari, s'emparant sur sa route de Martina et d'Acquaviva, qui s'étaient déclarées pour la république. Bons et méchans, nobles et roturiers, prêtres et laïcs accouraient de toutes parts; et un événe-

ment que le hasard seul avait fait naître, aida puissamment l'autorité royale à se relever dans ces contrées.

Presque dans le même temps, le cardinal Ruffo débarquait avec un petit nombre de soldats à Reggio en Calabre. Il avait reçu de Ferdinand des pouvoirs illimités avec le titre de vice-roi. Le gouverneur de la province Winspear et l'auditeur Fiore, lui offrirent leur coopération. Quelques écrivains assurent que le cardinal répandit le bruit de son avénement à la papauté, et ce propos lui fut attribué, parce qu'on le croyait capable de l'avoir tenu. Faible dans ses commencemens, cette expédition acquit, en peu de jours, une force extraordinaire, et amena les plus graves résultats. Grâce à l'influence de sa famille, le cardinal trouva d'abord dans la Calabre ultérieure un grand nombre de partisans. Bientôt il rallia quelques troupes régulières; enfin, tout ce qui voulait le roi, tout ce qui aspirait après la vengeance ou convoitait le pillage, venait avec empressement se ranger sous ses drapeaux. Il soumit en premier lieu les campagnes, puis les villes ouvertes, et bientôt après les places fortes. Il s'empara de Mileto, de Monteleone, de Catanzaro, réduisit toute la Calabre ultérieure. Excommunié par le cardinal Zurlo Capece, archevêque de Naples, il excommunia lui-même l'archevêque Zurlo Capece. C'était peu pour lui que des paroles; poursuivant le cours de

ses avantages, il donna l'assaut à Cosenza, capitale de la Calabre citérieure, et malgré les efforts des républicains qui la défendaient, s'en rendit maître après une sanglante bataille. Il prit, non sans peine, Rossano, Paola, l'une des plus belles villes de Calabre, et mit le feu à cette dernière pour la punir de sa résistance opiniâtre. C'était la plus terrible des guerres civiles. Ruffo triomphait partout, la terreur marchait à ses côtés, elle lui livra les Calabres jusqu'à Matera, où il se réunit à de Cezare, auteur de l'insurrection de Bari.

Les autres provinces, même les plus voisines de Naples, ne se montraient pas plus paisibles que les Calabres. Une population effrénée, conduite par des chefs plus effrénés encore, commettait, au nom de l'autorité légitime et de la religion, des actes de la plus atroce barbarie. Non moins audacieux que féroce, un ancien soldat du roi, nommé Sciarpa, avait soulevé les campagnes du Sèle, et portait l'effroi jusque sous les murs de Salerne; non qu'il eût à cœur les intérêts du roi; mais les républicains avaient rejeté l'offre de ses services, et il se vengeait d'eux, en paraissant défendre la cause de son souverain. Les Lucaniens firent de vains efforts pour empêcher la jonction de Sciarpa et de Ruffo; Naples n'envoyait aucun secours; les soulèvemens se multiplièrent. A Sora, en Campanie, s'était déclarée une révolte des plus dangereuses. Le principal auteur était un certain

Gaetan Mammone qui, de meunier, était devenu chef d'insurgés. Cet homme s'abandonna aux excès les plus effroyables, fit fusiller plus de cent prisonniers de guerre, saccagea, brûla plus de villes à lui seul que tous les autres chefs de révoltés ensemble. Il enfermait ses captifs dans d'horribles prisons, inventait des tortures et des supplices. Pour s'accoutumer au sang, comme s'il avait eu besoin de s'y accoutumer, il s'en faisait tirer du sien, qu'il buvait; mangeait entouré de membres palpitans, se désaltérait dans un crâne, souriait aux tourmens de ses victimes, pourvu que ce fussent des républicains, encore n'était-il pas toujours nécessaire qu'ils le fussent; imaginait enfin des prétextes pour satisfaire son insatiable férocité. Tels étaient les hommes qui aidaient Ruffo à replacer le roi sur son trône. De l'autre côté de l'Apennin, Proni, que n'inquiétaient plus Duhesme et Lemoine, arrivés sous les murs de Capoue et de Naples, recommençait ses ravages à la tête de la population des Abruzzes. Après l'expédition du cardinal Ruffo, le soulèvement principal, et le plus à craindre, avait lieu dans la Pouille, province plus considérable que les autres, dont le peuple s'était réuni à celui des Abruzzes, qui pouvait recevoir dans ses ports les flottes russes, ottomanes et anglaises, et dont les riches moissons alimentaient la capitale du royaume.

De cette manière, tout le pays, si l'on excepte

Naples et un petit nombre de villes où les républicains se défendaient avec plus de valeur que d'espérance, tout le pays, disons-nous, se révoltait en faveur de Ferdinand, quoique les moyens employés ne fussent dignes ni du roi, ni d'aucun autre gouvernement. La nécessité des approvisionnemens exigeait une prompte répression des mouvemens de la Pouille. D'un autre côté, les masses audacieuses s'accoutumaient continuellement davantage à braver les Français. Il devenait chaque jour plus urgent pour ces derniers de prouver, par de nouvelles actions d'éclat, que les délices de Naples n'avaient point énervé leur valeur, et de réformer cette opinion, déjà établie, que si leurs armées régulières savent triompher sur le champ de bataille, elles ne savent pas aussi bien résister aux assauts d'un peuple irrité. C'est pourquoi Championnet (ces événemens avaient lieu avant son départ) organisa deux expéditions, l'une contre la Pouille, surtout contre San-Severo et Trani, où les insurgés avaient réuni leurs principales forces, l'autre contre la Calabre; celle-là pour disperser les révoltés, celle-ci pour contenir seulement la population. Il confia la première au courage éprouvé de Duhesme, son ami particulier; la seconde au général Olivier, dévoué à Macdonald, son émule. Le gouvernement fournit à Duhesme une légion napolitaine, mais incomplète, aux ordres du comte Hector de Ruvo, dont

nous avons déjà parlé, jeune homme d'une audace sans exemple, d'une valeur farouche, et de caractère à se jeter dans les plus difficiles et les plus périlleuses entreprises. Avant la chute du gouvernement royal, le comte Hector avait déjà signalé son amour pour les innovations. Il avait même pris part à plusieurs conjurations, quoiqu'il fût majordome du roi, et son père premier majordome de cour. Il était l'ennemi déclaré de Médici, et avait fait imprimer à Naples la constitution de Robespierre. Sa témérité naturelle lui avait fait négliger les précautions indispensables; il fut découvert et conduit au château Saint-Elme par ordre de Médici. Mais la fille d'un officier du fort, à laquelle il avait inspiré de l'amour, le descendit avec des cordes par les murs du château, puis le long d'un roc escarpé. Le comte trouva un asile chez quelques uns de ses parens à Portici, et prit ensuite, à travers les montagnes, des chemins détournés qui le conduisirent sain et sauf à Milan. Brave et insinuant, il plut aux Français, se fit aimer de Joubert, qui, sur le caractère du jeune homme, le jugea capable de seconder puissamment, au besoin, une révolution dans l'état de Naples. En effet, lorsque Championnet entreprit l'invasion du royaume, Joubert lui envoya le comte Hector, qui lui en facilita la conquête, et principalement celle de la capitale. Le gouvernement napolitain, connaissant l'esprit turbulent, le na-

turel indomptable de cet homme, toujours extrême dans ses projets, et plus enclin à commander qu'à obéir, le fit passer avec Duhesme dans la Pouille, où il avait ses propriétés, espérant que le comte, se trouvant sur ses propres terres, et dans un pays rempli de ses parens et de ses amis, pourrait y recruter pour la république. Il recruta en effet; mais, comme il fallait payer son monde, il frappa des impôts, et commit des exactions incroyables. Il s'embarrassait peu des moyens, justes ou injustes. Peu lui importaient les personnes, républicains ou royalistes. Des soldats, de l'argent pour les payer, voilà tout ce qu'il lui fallait. Le gouvernement le craignait, et c'était néanmoins le seul homme capable de soutenir l'état prêt à tomber. Il l'eût fait volontiers, mais dans son intérêt, sans se soucier de la république. L'avenir toutefois pouvait amener des chances plus favorables. En attendant, le premier soin des républicains devait être d'empêcher le retour du roi.

Olivier avait pour guide, dans sa marche sur la Calabre, un nommé Schipani, républicain ardent plutôt qu'habile militaire, et peu fait pour lutter contre l'audacieux Sciarpa et le rusé cardinal. Si les batailles se gagnaient avec des paroles, Schipani aurait pu remporter la victoire; mais autre chose est de débiter une harangue ou de se trouver en présence de l'ennemi. Ce n'était pourtant pas le courage qui manquait à Schipani, c'était la

connaissance de l'art militaire. Duhesme et le comte Hector s'avançaient avec précaution, de peur des embûches et des attaques imprévues. Ils avaient considérablement étendu le front de leur ligne pour balayer à la fois un plus grand espace de terrain. A la suite de chaque division marchait un conseil de guerre, toujours prêt à condamner à mort les auteurs d'insurrections. On en prit beaucoup qui furent sur-le-champ fusillés. Ainsi, Duhesme et le comte Hector d'un côté, de l'autre Sciarpa, Mammone et Ruffo, multipliaient réciproquement les supplices; ceux-là contre les royalistes, ceux-ci contre les républicains. Haines profondes, vengeances terribles, et qui renaissaient les unes par les autres! L'intention du général français était de pacifier d'abord le pays entre Naples et la Pouille, et d'anéantir ensuite les forces royalistes concentrées à San-Severo. Il avait avec lui des prêtres et des évêques prêchant pour la république. Ses ennemis avaient des prêtres et des évêques prêchant pour la royauté. Le fanatisme religieux se mêlait au fanatisme politique. L'armée de Duhesme marchait sur trois colonnes. L'une se dirigeait par Avellino, Ariano et Bovino, sur Foggia; la seconde par Arienzo, Benevento et Troia, sur Lucera; la troisième, qui formait l'arrière-garde, par la route d'Arienzo, Benevento, Ariano et Bovino, sur Foggia. Troia, Lucera et Bovino déposèrent les armes et se rendirent à

Duhesme. Foggia, qui abondait de républicains, reçut avec empressement les Français, dont l'arrivée préserva aussi Barletta et Manfredonia, sur le point de céder aux royalistes. Rassurées cependant par la force de San-Severo, les populations environnantes se maintenaient en état de révolte ouverte, et les républicains ne possédaient réellement de villes que celles où ils avaient leurs quartiers. C'est ce qui fit résoudre Duhesme à donner l'assaut à San-Severo. Ce rempart du royalisme détruit, il espérait soumettre facilement tous les autres. Il y avait à San-Severo douze mille hommes de troupes royales, vieilles et nouvelles. Campées sur une montagne d'oliviers, elles dominaient toute la plaine, gardée elle-même par de la cavalerie, et du canon braqué contre le défilé par où l'on y arrive. S'apercevant que les républicains s'étendaient à gauche pour les attaquer en flanc et à dos, les royalistes se portèrent vaillamment à leur rencontre, et engagèrent un combat meurtrier. Insensés les uns et les autres, qui cherchaient, dans ces fureurs, le calme de la royauté ou la liberté de la république! La mêlée fut longue, la perte considérable des deux côtés, parce que la valeur était égale, et que l'avantage du nombre chez les troupes royales, était balancé par la supériorité de la tactique chez les républicains. Les insurgés cédèrent enfin à l'action mieux calculée des troupes régulières, et prirent

la fuite. Dès lors, ce fut un massacre plutôt qu'un combat. Pris en queue par le général Forest, enveloppés et rompus, ils ne se défendaient plus qu'à peine, et les républicains en furie faisaient au milieu d'eux un épouvantable carnage. Trois mille insurgés restèrent sur le champ de bataille. Ils y auraient péri tous, ou du moins le plus grand nombre, si une multitude éplorée de femmes et d'enfans, tableau de deuil et de misère, ne fussent venus implorer aux pieds du vainqueur la grâce de leurs fils, de leurs époux et de leurs pères. Duhesme se laissa toucher malgré son courroux, et fit cesser le massacre. Son intention première était cependant de brûler San-Severo comme siége principal de la révolte, et parce que le peuple frénétique avait mis à mort plusieurs prêtres et l'évêque lui-même, qui s'étaient déclarés pour les Français et la république. Le farouche comte de Ruvo excitait encore le général à cet acte de barbarie; mais Duhesme ne put se résoudre à détruire une grande et florissante cité, que les habitans en larmes le suppliaient d'épargner.

San-Severo soumis, le mont Gargano, les monts Liburniens, Corvino, et Lecce elle-même imitèrent son exemple. Cette victoire ouvrait aussi la route de Pescara, précieux avantage pour les Français. Cependant, Trani, Andria et Molfetta restaient au pouvoir des royalistes. La vue des flottes russe et ottomane, qui couraient l'Adriatique, entrete-

nait dans ces villes l'esprit de fureur et d'insurrection. Duhesme voulait les soumettre à la république; mais Macdonald ayant succédé à Championnet dans le commandement de l'armée, Duhesme reçut l'ordre d'évacuer la Pouille, et de ramener ses troupes sous les murs de Naples. Informés de cet événement, les royalistes inondèrent de nouveau la province, et interceptèrent les communications de la Pouille avec la capitale. Foggia seule, où les républicains se trouvaient en majorité, tenait encore pour les Français, sur le point de céder néanmoins faute de secours. Il y eut alors nécessité, pour éviter la famine dans Naples, de penser à reconquérir les villes perdues, et à dissiper ce puissant parti de royalistes réunis dans Trani. A Trani, comme à Andria, de nouvelles fortifications avaient été ajoutées aux anciennes. Les portes, à l'exception d'une seule, étaient murées, défendues par un fossé et un parapet, les rues coupées et barricadées, les maisons crénelées. Ces villes contenaient en outre une population belliqueuse, exaspérée, et résolue à se bien défendre. Andria fut l'objet des premières attaques. Broussier, chargé en chef de l'entreprise, prit les dispositions suivantes: Le comte Hector, cet homme terrible dont on ne pourrait, sans frémir, rapporter les discours et les actes, le comte Hector, natif d'Andria, et par conséquent le plus intéressé dans cette expédition, devait assaillir,

avec sa légion et quelques Français, la porte Comozza; Ordonneau, celle de Barra; Broussier, celle de Trani. La bataille commença des deux côtés avec une rage digne des guerres civiles. Assiégeans et assiégés déployaient une valeur pareille, sans que les premiers remportassent aucun avantage remarquable. Déjà les républicains plantaient des échelles, entreprise qui pouvait leur devenir funeste, lorsque la porte de Trani fut enfoncée par un obus. Broussier avec les Français, le comte Hector avec les Napolitains, les soldats d'Ordonneau eux-mêmes, qui avaient échoué devant la porte de Barra, se précipitèrent en masse à la brèche, et entrèrent à force ouverte dans la ville. Les royalistes se retranchèrent dans les maisons, aux fenêtres et sur les toits, faisant pleuvoir sur ces républicains détestés tout ce qui leur tombait sous la main. Chaque habitation était devenue une forteresse, et les assiégés plus que des hommes. Les Français ne se virent entièrement maîtres de la ville, que quand les maisons, les rues et les places furent inondées de sang et encombrées de cadavres. Ce n'était point assez; le ciel voulait la destruction totale de la malheureuse Andria. Irrités à la vue de leurs propres blessures, par le nombre de leurs morts, par la longue résistance des royalistes, les vainqueurs se livrèrent à des excès dont ils auraient dû rougir : excès fréquens, à la vérité, dans les guerres civiles et le sac des

cités, mais qui n'en accusent pas moins la barbarie des hommes. Peu d'heures après, les flammes dévoraient la ville, et six mille Andriotes étaient passés au fil de l'épée. Les vieillards, les femmes et les enfans avaient été seuls épargnés, encore s'en trouva-t-il parmi les victimes. Les cendres et les débris d'Andria déposeront aux yeux de la postérité, et du courage des Italiens dans les combats, et de l'oubli de toute humanité dans les guerres civiles de Naples. L'Italie fut souvent ravagée, et par l'étranger des temps anciens, et par l'étranger des temps modernes, quelquefois même par ses propres enfans, et si elle est belle encore, ce n'est assurément pas la faute des hommes.

Cependant Trani tenait toujours pour les royalistes, et ne se laissait point abattre par le désastre d'Andria. Munie de bastions et d'une citadelle, défendue par huit mille braves combattans, elle paraissait imprenable, autrement qu'à la suite d'un blocus. Mais le temps pressait, et il n'était point de périls capables d'arrêter les républicains, napolitains ou français. Le plan de Broussier était celui-ci : La légion napolitaine et un gros de Français, chacun de leur côté, devaient simuler une attaque sur les flancs de la ville, pendant que Broussier aurait dirigé le véritable assaut sur un autre point. Les royalistes avaient deviné son dessein, et l'attendaient avec la plus grande partie de leurs forces. La bataille s'échauffait, le sang ruisselait dans les

deux armées, la victoire ne se décidait pour aucune; lorsque les assiégés, qui ne songeaient qu'à éloigner les assiégeans du pied des murailles, appelèrent la garnison d'un fortin situé du côté de la mer. Les républicains saisirent l'occasion, s'emparèrent du petit fort et tournèrent son artillerie contre la ville. Ce grave incident déconcerta la défense; déjà les républicains, après de pénibles efforts, et malgré la grêle épaisse de balles qui tombait sur eux du haut des remparts, faisaient pencher la fortune de leur côté. Toutefois, la bataille continuait avec acharnement dans la ville. Comme à Andria, les républicains étaient obligés à autant de siéges qu'il y avait de rues et de maisons. Le carnage pouvait se prolonger longtemps de cette manière, si Broussier, ayant enfoncé les portes des premières habitations, n'eût imaginé de faire monter ses Français sur les terrasses qui couronnent ordinairement les maisons en Italie. Combattant ainsi des hauteurs et s'avançant de terrasse en terrasse, les républicains chassèrent successivement les royalistes des maisons, et parvinrent jusqu'à la citadelle de Trani. Alors s'engagea entre eux et la garnison une bataille étrange, et pour ainsi dire aérienne. Après beaucoup de sang répandu et une résistance opiniâtre, les royalistes, attaqués sur un point où ils ne s'attendaient pas à l'être, s'enfuirent vers le port, dans le dessein de s'embarquer. Ce fut en vain,

Broussier avait tout prévu. Quelques navires armés par son ordre, fermèrent le passage aux fuyards. Plusieurs des bâtimens royaux furent pris à l'abordage, d'autres s'échouèrent à la côte. Tout ce qui débarquait était sans miséricorde égorgé par les républicains triomphans. Cette belle ville de Trani fut, comme Andria, mise à feu et à sang; tous ses habitans armés, ou en état de porter les armes, passés au fil de l'épée; massacre épouvantable dont nous aurons encore à citer des exemples. Ces deux victoires soumirent la Pouille, mais non pas sans retour. De nouveaux rassemblemens de royalistes se formèrent à Bitetto et à Rutigliano, rassemblemens peu redoutables alors, et qui le devinrent beaucoup par la suite.

Schipani, qui avait été envoyé contre les insurgés de Calabre, et pour calmer les esprits dans cette province, y fut plus nuisible qu'utile à la république. Il combattit sans bonheur, et irrita imprudemment les populations, non par des cruautés excessives, mais par des provocations maladroites. Il s'était d'abord emparé de Rocca d'Aspide et de Sicignano; mais, ayant attaqué Castelluccio, place aussi fortement située que bien défendue, il y perdit une grande partie de ses soldats et de sa réputation, et fut obligé de se retirer; sans avoir pu profiter des efforts que firent en sa faveur Campagna, Albanella, Controne, Posti-

glione et Capaccio, toutes villes qui s'étaient vivement déclarées pour le nouveau système. Les insurgés de cette province eurent ainsi la facilité de se réunir aux bandes du cardinal Ruffo; de sorte que les Calabres, presque sans exception, et la province de Bari, ne cessaient de harceler la naissante république. Obligés de se tenir en garde contre les Abruzzes, la Campanie, et même contre Naples; trop peu nombreux d'ailleurs, les Français ne pouvaient porter remède à ce contre-temps, et songeaient plutôt à se maintenir dans la capitale qu'à conquérir les provinces. Repoussé des Calabres, Schipani se porta contre les insurgés de Sarno, dans les environs de Naples. Il s'y conduisit en républicain de cette époque, publia des exhortations et des promesses, porta aux nues le gouvernement de la république, et brûla, pour ses menus plaisirs, tous les portraits du roi et de la reine qui lui tombèrent sous la main. Le peuple le laissa dire, courut sur lui aux cris de vive le roi, et le contraignit à la retraite. Les Français marchèrent à son secours, pillèrent Lauro, et revinrent eux-mêmes sans avoir réussi à autre chose qu'à exaspérer davantage la population de ces deux villes, qui se réunit aux révoltés des environs de Salerne. La position de Naples devenait critique. Pour comble de péril, après un combat de plusieurs heures, bravement soutenu par François Caracciolo, les Anglais s'étaient emparés des îles d'Is-

chia et de Procida, situées à l'embouchure du golfe de Naples, dont elles leur assuraient la domination. L'insurrection contre le nouveau gouvernement embrassait ainsi la plus grande partie du royaume, et l'on commençait à voir, dans l'entreprise de Championnet, plus d'imprudence encore que d'audace. Les deux partis se livrèrent aux actes les plus barbares, à la Fratta et à Castel-Forte. Royalistes et républicains semblaient rivaliser de rage pour égorger les hommes un à un, pour détruire et brûler les maisons et les édifices. Guerre affreuse, bien digne des temps, du caractère ardent des indigènes, et de l'exagération des opinions politiques et religieuses! Guerre impie, où le père combattit contre ses enfans, les enfans contre le père, le frère contre le frère, le mari contre son épouse et la femme contre son mari; où des prêtres républicains luttaient avec des prêtres royalistes, et des prêtres royalistes avec des prêtres républicains; où la croix heurtait la croix; où l'étendard sacré de Jésus-Christ dégouttait du sang des batailles! Les uns et les autres s'autorisaient de l'Évangile : il enseigne la démocratie, disaient les premiers; ce divin livre, prétendaient les autres, ne reconnaît que l'Église et César; il établit que ce qui n'est pas de l'Église est de César, non de la cité ou de la république.

Voulant poser une digue à ces fureurs, Macdonald publia, le 4 mars, un violent arrêté : nouvel

exemple du pouvoir qu'ont les révolutions de dénaturer le caractère des hommes.

Après avoir dit qu'il était informé que de vils agens, salariés par l'Angleterre, et par les vols d'une cour infâme et perfide, parcouraient les villes et les campagnes, pour égarer le peuple et le pousser à la révolte, et que des prêtres fanatiques ourdissaient des trames pour renverser le gouvernement républicain, et massacrer les patriotes, il ordonnait que toute commune qui lèverait l'étendard contre-révolutionnaire serait réduite par la force, assujettie à des contributions extraordinaires et traitée militairement; que les cardinaux, archevêques, évêques, abbés, curés, et tous les autres ministres du culte, seraient personnellement responsables des tumultes et de la révolte; que tout rebelle pris les armes à la main serait sur-le-champ fusillé; que tout prêtre ou ministre de la religion arrêté dans une réunion d'insurgés, serait également fusillé sans procès; que le gouvernement était autorisé à s'assurer des individus suspects; que quiconque dénoncerait ou ferait saisir, soit un émigré français, soit un agent de l'ex-roi de Naples, recevrait une bonne récompense, et pourrait compter sur le secret; qu'une récompense était aussi réservée à celui qui indiquerait un magasin d'armes cachées, blanches ou à feu; que les habitans seraient tenus de rentrer aussitôt que la générale battrait; qu'en cas d'alarme il

était défendu, sous peine de mort, de sonner les cloches, et que les prêtres, les religieux et les religieuses en étaient collectivement responsables; que tout individu qui serait convaincu d'avoir répandu de fausses nouvelles serait jugé et puni comme rebelle; que celui qui les propagerait serait arrêté et exilé comme suspect; que la peine de mort entraînerait le séquestre et la confiscation des biens, meubles et immeubles, au profit des républiques française et napolitaine; que toute permission de chasse était annulée, et que quiconque serait pris avec un fusil de chasse, serait puni comme rebelle. Le général protestait de nouveau de son respect pour la religion et pour le culte, et promettait protection à leurs ministres, comme aux propriétés et aux personnes. Les magistrats étaient chargés de l'exécution de cet arrêté, qui devait être lu au prône dans toutes les paroisses. Le général en chef ne s'en tint pas là contre le roi Ferdinand : il publia, le 9 du même mois, une proclamation remplie d'expressions outrées, pour animer les peuples à se défendre contre les troupes et les insurgés qui combattaient pour la cause royale. En effet ce monarque venait d'informer ses sujets de son prochain retour au milieu d'eux.

Les émeutes populaires contre les gouvernemens républicains en Italie, devenaient d'autant plus à craindre qu'elles éclataient successivement sur différens points, et se manifestaient aussi dans

l'état de Rome. La population de Terni et des environs interceptait les routes entre cette ville et Spoleto. En vain le général Grabruski, à la tête de ses Polonais, se fatiguait à soumettre ces masses. Un moment comprimées, elles reparaissaient plus nombreuses d'un autre côté. Déjà Rieti periclitait; le général Merlin était obligé de tirer à boulets rouges pour achever de réduire Civita-Vecchia; Stroncone et Alatri étaient en état de révolte; Orvieto même s'était déclarée contre les républicains, et leur résistait avec opiniâtreté; l'incendie se propageait; partout le bruit des armes, ou un repos menaçant.

Comptant, ou feignant de compter pour rien ce danger, les directeurs de France avaient pris la résolution de réformer le gouvernement napolitain. Ils savaient que le commissaire Faipoult déplaisait généralement, et que l'organisation introduite par Championnet, dans le premier moment, n'avait ni l'influence morale, ni la force matérielle nécessaires à l'accomplissement de leurs projets ultérieurs. De plus, les clameurs continuelles, les calomnies dirigées contre ceux dont on convoitait les places, et surtout contre les membres du gouvernement, avaient fait perdre à ce dernier, ou du moins à la plus grande partie de ceux qui le composaient, toute espèce de crédit et d'autorité. D'après ces considérations, le directoire avait envoyé à Naples un homme ver-

tueux et expérimenté, pour replacer le gouvernement sur d'autres bases, et calmer l'indignation provoquée par l'insolence des précédens commissaires. Si les temps eussent été plus calmes, si l'indépendance napolitaine eût existé autrement qu'en paroles, la mesure aurait pu amener d'heureux résultats. Abrial arriva donc à Naples, en qualité de commissaire du directoire. Il s'entoura de personnages respectables, mit tous ses soins à effacer les traces des derniers malheurs, introduisit de louables réformes dans l'administration des finances, et apporta de grandes améliorations dans l'organisation judiciaire. Quant aux établissemens politiques, n'ayant point à ce sujet la liberté d'agir, il ne put qu'imiter servilement la France, sans avoir aucun égard au projet de constitution proposé par les Napolitains, et dont nous avons parlé plus haut. Il créa en conséquence un directoire; mais ce que l'institution avait de vicieux en soi, il le corrigea, du moins, par le choix des personnes. Il appela au directoire Hercule d'Agnès, Ignace Chiaja, Joseph Abbamonti, Joseph Albanèse et Melchior Delfico, tous hommes d'une vertu éprouvée, et qui valaient mieux que l'époque à laquelle ils vivaient. S'il n'était pas survenu des obstacles insurmontables, si un nouveau torrent n'eût pas débordé du nord sur l'Italie, ce généreux et estimable Français aurait fait disparaître, dans Naples, les vestiges

de la fureur du soldat et de l'ambition des citoyens. Sorrento, patrie du Tasse, avait pris part au soulèvement de Sarno et de Salerne contre les Français. Cette ville était vouée à la destruction. Déjà un corps de troupes républicaines marchait contre elle à cet effet. Abrial donna en cette occasion, comme en beaucoup d'autres, une preuve signalée de la douceur de son caractère et de la civilisation de son esprit. Il pria Macdonald de faire épargner la maison ocpée par les descendans de la sœur du poète. Le général ne pouvait manquer d'accueillir un pareil vœu, et disputa de générosité avec Abrial, en s'empressant de donner les ordres nécessaires au commandant de l'expédition. Les égards prodigués à la postérité du chantre de Godefroi, au milieu des massacres, de l'incendie et de la dévastation de l'infortunée Sorrento, montrèrent tout ce que pouvait sur de nobles âmes le souvenir de ce prince des poètes italiens, et le respect qu'inspirait sa mémoire. Persuadée qu'elle devait son salut à Macdonald, la famille reconnaissante le pria d'accepter le portrait du Tasse, peint d'après nature, selon l'opinion commune, par François Zuccaro. Macdonald s'en défendit, et nomma le véritable auteur de l'action. La famille offrit donc le portrait au modeste Abrial, et paya ainsi un bienfait immense par un témoignage de reconnaissance unique au monde. Abrial l'accepta fran-

chement, et attache encore aujourd'hui beaucoup de prix à sa possession. Douce et pieuse conquête ! Plût au ciel que les Français n'en eussent fait que de ce genre en Italie !

Mais le contentement n'est pas de longue durée pour qui écrit l'histoire de notre époque. Les républicains avaient encore à mutiler les deux fleurs de l'Italie, je veux dire Lucques et la Toscane. Parlons d'abord de la première. Serurier, qui revenait de Toscane, entra vers le commencement de l'année dans Lucques, à la tête de quatre cents hommes de cavalerie. Il publia aussitôt, selon la coutume du temps, qu'il ne venait point pour renverser le gouvernement, mais pour faire respecter les personnes, les propriétés et la religion : comme si la religion, les propriétés et les personnes n'eussent pas été respectées dans Lucques, et avaient eu besoin, pour l'être, de la présence de soldats étrangers. Le principal but de Serurier était de se faire donner, à titre de prêt, et pour le service de l'armée, deux millions de francs par les Lucquois. Puis il parla de réformes dans le gouvernement, encore bien qu'il eût promis le contraire. Il paraissait impossible, et il l'était réellement, qu'une aristocratie paisible se maintînt au milieu de l'agitation populaire. Déjà Lucques était esclave, puisque le gouvernement ne pouvait prendre aucune mesure que du consentement de Serurier. Voilà le respect qu'on portait à l'indépendance nationale. Miollis suc-

céda bientôt à Serurier. De nouvelles troupes républicaines arrivèrent. Encouragé par leur présence, le parti démocratique, ayant à sa tête un nommé Cotenna, demanda tumultueusement, vers la mi-janvier, l'abolition de la noblesse et l'établissement du gouvernement populaire. Les nobles s'assemblèrent; la frayeur et la nécessité dictèrent leur délibération. Ils décrétèrent que la noblesse était abolie, que la souveraineté retournait au peuple; que douze députés seraient élus pour rédiger une constitution semblable à celle qui régissait l'état avant la loi Martinienne. Les votes se réunirent sur Jean Luchesi, Paul Garzoni, Cosimo Bernardini, Alexis Ottolini, Lelio Manzi, Vannucci, Pellegrino Frediani, Rustici, Pio Poggi, Paoli Samminati et François Burlamacchi : nobles pour la plupart, et qui auraient volontiers donné plus d'extension au système républicain, mais en s'appuyant sur les institutions du pays plutôt que sur celles de France. Les démocrates exagérés ne voulurent entendre à aucune proposition nationale, et firent accepter l'organisation française. De là, dans Lucques comme à Paris, à Milan, à Gênes et à Rome, deux conseils et un directoire. On commença par enlever l'argent du trésor, les armes des arsenaux, les vivres des magasins. En peu d'heures fut dissipé le fruit de l'antique et admirable prévoyance des Lucquois. Les munitions de bouche furent réparties dans les différentes garnisons de Corse;

l'artillerie, dont rien n'égalait la beauté, alla grossir les parcs de l'armée française et garder le golfe de la Spezia. Lucques asservie parla bientôt le langage de la servilité, et je ne saurais dire si le style du gouvernement lucquois, de cette époque, est plus adulateur que corrompu. La division ne tarda pas non plus à se mettre dans les esprits. Celui-ci prétendait rester Lucquois, celui-là voulait la réunion à la Cisalpine. Vinrent ensuite les vexations ordinaires. Il fallut habiller, nourrir, loger, payer les soldats étrangers, liguriens, cisalpins ou français, soit qu'ils traversassent le pays, soit qu'ils y tinssent garnison. Joignez à cela l'insolent cortége d'une domination militaire. La belle et florissante cité devint, en un mot, le séjour du désordre et du malheur: c'est ainsi que les républicains la réformèrent, d'abord pour s'en rendre maîtres, ensuite pour la livrer à des rois.

Lorsque le général français eut établi en Piémont, après le départ forcé du roi, ce gouvernement que je ne sais comment appeler, puisqu'il n'était ni monarchique ni aristocratique, et encore moins démocratique, on s'aperçut que les innovations récentes déplaisaient à la majorité de la nation. Les militaires surtout se montraient les ennemis déclarés du nouveau système. Les derniers événemens avaient semé la mésintelligence entre eux et l'armée française, et celle-ci avait mis le comble à leur mécontentement, en témoi-

guant aux soldats piémontais, non l'amitié qu'on doit à des frères d'armes, mais le mépris qu'on porte à des vaincus. Ajoutons que les excès à l'ordre du jour avaient exaspéré un peuple sensible à l'injure. Il y avait donc en Piémont calme à la surface, et agitation dans le fond. Ce qui souleva surtout les esprits, ce fut, comme nous l'avons déjà raconté, le pillage du palais du roi, qu'on ne put effectuer qu'après avoir violemment brisé les scellés. Les Piémontais sont purs de cette indiguité; mais le gouvernement qui n'avait pu la prévenir, perdit toute espèce de confiance, et subit la réputation qui lui était due : celle d'être l'esclave de l'étranger. Son crédit souffrit encore considérablement de la mesure qu'il adopta dès le commencement, d'envoyer comme otages à Grenoble les chefs des premières familles de la noblesse. Parmi ces otages se trouvèrent Priocca, et Castellengo, lieutenant de police à Turin. Le premier vivait fort retiré dans Grenoble; le second, par instinct naturel, se tenait sans cesse aux écoutes, épiait le bien comme le mal, et plutôt le mal que le bien. On le trouvait partout; aux marchés, dans les maisons de jeu, dans les tavernes, dans les réunions publiques ou particulières. Il était doué d'une sagacité merveilleuse à deviner le cœur humain, et les républicains eurent tort de ne pas se l'attacher; mais ces républicains étaient hommes de parti, et nullement hommes d'état.

L'affaire du papier-monnaie nuisit encore beau-

coup à la considération du gouvernement, qui réduisit ce papier au tiers de sa valeur nominale, après avoir promis de ne point l'altérer; préjudice immense pour ceux qui en étaient porteurs. L'énormité de la dette publique rendait à la vérité cette mesure indispensable; mais en faisant le contraire de ce qu'il avait annoncé, le gouvernement tomba dans le mépris. C'était un fléau toujours renaissant que ce papier. Réduit des deux tiers, il perdait encore tous les jours. Plus de garantie dans les transactions; et les caisses du trésor qui le recevaient pour sa valeur légale, se trouvaient en retour de la différence. Pour combler le gouffre, on vendit les biens du clergé. Cette ressource ne suffit pas; le papier tombait continuellement davantage. On eut recours à divers autres moyens, et toujours inutilement. On imagina enfin de convertir ce papier en lettres de change tirées sur les riches, et principalement sur les personnes connues par leur attachement au roi. Elles étaient obligées, par une loi expresse, d'accepter ces traites, d'en payer le montant, et de recevoir en compensation, des propriétés nationales. La mesure parut d'abord efficace; mais de nouvelles circonstances vinrent bientôt en paralyser les effets. Le Piémont succombait sous le poids de sa dette, et ne pouvait faire face aux dépenses. Joignez à tant de calamités le passage des troupes étrangères, leur séjour, l'obligation de les payer, de les nourrir,

de les habiller; c'était un gouffre sans fond où s'abîmaient les finances du royaume. L'état menaçait ruine de tous les côtés. Plus de trente-quatre millions, soit en espèces, soit en fournitures, se trouvèrent absorbés dans l'espace de trois mois. Où devait s'arrêter ce désastre? personne ne le savait. Une banqueroute paraissait inévitable; on prévoyait qu'il ne resterait bientôt plus aux Piémontais, que des terres sans culture ou des maisons dévastées. Le désespoir frappait aux portes; le pays se voyait menacé de devenir un désert.

Telle était la situation financière. L'état politique ne se montrait pas plus satisfaisant. Déjà nous avons rapporté les principales causes du discrédit où était tombé le gouvernement. Il faut ajouter que la municipalité de Turin, imitant sur ce point celle de Paris, à l'époque de la révolution, était devenue un foyer d'opposition, et entraînait avec elle beaucoup d'individus. Cette opposition se trouvait encore fomentée par quelques républicains français en place, qui se plaignaient de n'avoir pas reçu du gouvernement piémontais la récompense qu'ils croyaient due à leurs services. Leurs partisans piémontais élevaient aussi de vives réclamations à ce sujet, et accusaient le gouvernement d'ingratitude.

Cependant les musées et les bibliothéques étaient dépouillés. La table d'Isis, les manuscrits de Pirro Ligorio, tout ce qui pouvait ajouter à la magni-

ficence du glorieux Paris, fut enlevé à Turin déchu. Dans l'intervalle de ces événemens, l'avocat Rocci et le comte Laville avaient été chargés, par le gouvernement, de se rendre auprès du directoire français, pour le remercier de la liberté par lui donnée, le maintenir dans ses dispositions favorables, et sonder ses projets futurs sur le Piémont. Ils se présentèrent aussi, par ordre exprès, chez le comte Balbo, et lui demandèrent des explications sur certains fonds envoyés, disait-on, par le roi à son ambassadeur à Paris. Balbo répondit qu'il ne pouvait et ne voulait rendre compte qu'au roi; déclarant ne point reconnaître les changemens opérés en Piémont. L'entremise de Balbo fut très utile au monarque près le directoire, et il ne faut pas juger de la négociation par son résultat. C'est la faute des temps s'il n'a pas été plus heureux; et en supposant que le comte ait corrompu quelqu'un à force d'or, ce qui ne serait point une action louable, le blâme doit retomber principalement sur ceux qui se seraient laissé corrompre. Le comte eût volontiers consenti à un gouvernement plus libéral; mais par raison, et non par caractère. Sous ce dernier rapport, il eût préféré un gouvernement plus ferme. Il admettait une liberté tempérée; mais il avait en horreur, avec tous les honnêtes gens, les moyens employés en France pour l'établir. Personnage d'ailleurs d'un esprit peu commun, savant distingué, versé dans

la littérature italienne, ami des littérateurs, zélé pour la justice et connaissant bien le cœur humain, il possédait toutes les qualités qui constituent l'homme d'état; trop d'opiniâtreté peut-être dans ses opinions, à moins que l'opiniâtreté, comme l'a souvent démontré l'expérience, ne soit encore une vertu politique. Il portait cette ténacité jusque dans ses relations sociales; et son amitié était immuable, comme sa haine, qu'il fût ou non fondé dans sa haine ou son amitié.

On abolit les fidéicommis; on abolit encore le droit d'aînesse. Les cadets de familles nobles avaient réclamé vivement cette mesure; mais l'exécution en fut suspendue par le directoire français, sur les observations du comte Morozzo qui s'était rendu tout exprès à Paris. Enfin, les titres de noblesse furent annulés et brûlés sur la place publique.

Cependant l'incertitude générale sur le sort réservé au Piémont, aigrissait et multipliait les partis. L'un voulait la réunion à la France, l'autre la fédération italienne, celui-là prétendait rester Piémontais. Les premiers argumentaient de l'asservissement des républiques d'Italie, de la puissance des Français, et de la proximité des lieux; les seconds, de la beauté du nom italien, de la langue nationale et des mœurs; les derniers, de l'antique renommée de l'état piémontais, de la spécialité de ses institutions, de leur différence avec celles de France et d'Italie, de la valeur de

son armée et de ses droits à conserver le nom qu'elle avait rendu si fameux. Sur ces entrefaites, arriva de Paris l'avocat Charles Bossi. Il faisait partie du gouvernement établi par Joubert. Bossi brillait surtout par la noblesse de son caractère, la pureté de ses intentions et son amour de l'humanité. Il aimait la liberté, parce qu'il la croyait nécessaire au bonheur des hommes; il aurait été plus sévère, s'il n'eût écouté que sa propre inclination. Il s'indignait du bavardage des démocrates et de leurs emportemens, parce qu'il voyait, par une sagacité extraordinaire et peut-être unique dans les affaires d'état, qu'on n'arriverait jamais avec eux à fonder un gouvernement raisonnable, moins encore un gouvernement libéral. Quelques amis de la liberté n'avaient pas confiance en lui, parce qu'ils croyaient entrevoir dans son caractère, plutôt l'instinct du commandement que celui de l'obéissance; mais si l'on veut voir en lui l'homme privé, on chercherait en vain plus de tendresse dans l'amitié, de droiture dans l'esprit, de générosité dans le cœur. Je ne parlerai pas de son talent comme écrivain; il était, non seulement rare, mais digne d'admiration : tous ses compatriotes le connaissent, et ses écrits immortels en rendront témoignage dans la postérité.

Informé par Joubert, Talleyrand et Rewbel, des projets du directoire sur le Piémont; persuadé qu'il valait mieux s'associer au maître qu'aux es-

claves, Bossi était décidé à proposer au gouvernement piémontais le parti de la réunion à la France. Il le fit sans délai et à l'improviste; parla, comme à son ordinaire, avec une rare éloquence, s'appuya des raisonnemens les plus spécieux, et triompha sans opposition, les uns ne voulant pas le combattre, les autres n'ayant pas eu le temps de s'y préparer. L'union à la France résolue par le gouvernement, on fit des démarches auprès de la municipalité de Turin. Elle y adhéra avec empressement. La décision de la capitale eut des résultats immenses, et entraîna tout le pays. Des commissaires furent envoyés dans les provinces, afin de recueillir les votes pour la réunion. Le peuple n'y comprenait rien, et n'en voulait pas; mais l'autorité du gouvernement et la présence des Français déterminaient les magistrats à l'accepter. Ceux en qui l'on soupçonnait le plus d'aversion pour le nouveau régime, furent les premiers à donner les mains au projet. Évêques, abbés, chanoines, prêtres, moines, y souscrivirent presque tous; l'opinion parut unanime en sa faveur. Trois Piémontais d'un grand mérite allèrent porter au directoire le consentement de la nation; c'étaient Bossi, Botton de Castellamont et Sartoris. Ces députés n'ayant pu s'accorder entre eux à Paris, rapportèrent des élémens de discorde en Piémont.

Mais le peuple n'aimait pas la domination étran-

gère, et cette résolution excita encore ses murmures. De leur côté, les partisans de la fédération italienne redoublèrent d'efforts pour rendre le gouvernement plus odieux que jamais. A peine informé de l'événement, Fantoni, poète italien célèbre, que les révolutions trouvaient toujours à leur rencontre, arriva aussitôt dans le pays, s'agita en tous sens contre le gouvernement, déclama partout contre la dernière mesure qu'il qualifiait de trahison envers l'Italie, et fit tant qu'on fut enfin obligé de l'enfermer dans la citadelle. Fantoni aimait beaucoup sa patrie, sans doute; mais tel était le dérèglement de ses idées, que, si on l'avait laissé faire, le moindre malheur qui serait arrivé à l'Italie, eût été un bouleversement de fond en comble.

La résolution du gouvernement devint, sinon la cause, au moins l'occasion d'un soulèvement plus téméraire qu'honorable, plus ridicule que dangereux, dans la province d'Acqui. Le bruit s'y répandit, non par esprit national, mais par aversion pour le gouvernement, que la réunion à la France était la perte de la religion, que des armées formidables arrivaient pour affranchir l'Italie du joug des Français, et que des troupes libératrices débarquaient partout sur les côtes. La population belliqueuse de Rivalta donna le premier exemple, en chassant le commissaire républicain; peu s'en fallut même qu'il ne pérît. La place de

Strevi montra plus d'ardeur encore, abattit l'arbre de la liberté, insulta les magistrats, et se mit en état d'insurrection. Le commandant d'Acqui Plàizat, et l'évêque de La Tour, se portèrent successivement sur les lieux pour apaiser le tumulte. Le commandant fut tué ; cent cinquante recrues qu'il avait amenées avec lui s'enfuirent en désordre ; l'évêque lui-même fut menacé de mort par les habitans. La retraite des soldats français aveugla cette population sur les périls de son entreprise. Elle avait pour chef le médecin Porta. Les populations de Vigone, Ricaldone, Alice et Moirano se joignirent aux insurgés. Sans discipline, grotesquement armées de tout ce qu'elles avaient pu saisir, elles s'emparèrent néanmoins de la ville et du château d'Acqui, élevèrent au milieu des acclamations les plus bruyantes un intendant, un commandant et des officiers municipaux, et arrêtèrent les jacobins, qu'elles relâchèrent pour de l'argent. Il fallait entendre les forfanteries de cette multitude ignorante et fanatique ! Conquérir le Piémont, chasser les Français, c'était la moindre chose à ses yeux. Un insurgé, plus fou que tous les autres, se met à crier qu'il faut aller prendre Alexandrie. Porta fait écrire par son secrétaire Laneri, des circulaires à toutes les communes, pour les inviter à sonner le tocsin ; le tocsin résonne aussitôt dans les campagnes. L'archiprêtre Bruno s'y refuse ; il est inhumainement massacré

par ses paroissiens de Montechiaro. Ces masses incohérentes s'ébranlent pour l'expédition d'Alexandrie, soulèvent, chemin faisant, les villages, pillent ceux qui ne veulent pas se soulever, et après avoir dépassé Nizza de la Paglia, qui leur ferma ses portes, paraissent au nombre de huit ou dix mille hommes sous les murs d'Alexandrie. Le médecin Porta prit les devants; il était sans armes, et paraissait vouloir entrer en négociation; mais sur l'avis du marquis Colli, brave officier, natif d'Alexandrie, le commandant de la place, qui avait été informé à temps du projet des insurgés, fit sortir quarante soldats piémontais, qui d'abord arrêtèrent Porta, et dissipèrent ensuite à coups de plat de sabre cette multitude imbécille. L'entreprise était manquée sans retour, et pendant ce temps, les plus heureuses nouvelles circulaient parmi les révoltés d'Acqui : Alexandrie était prise, la citadelle forcée, tout l'Alexandrin, tout le Tortonais se levait en leur faveur; et les cloches de sonner en signe de fête, et les *Te Deum* de retentir dans les temples, et les insurgés de crier : *Vive Acqui! vive Strevi!* et de temps en temps aussi : *Vive le roi!* Ils se voyaient déjà la terreur du monde. Persuadés de leurs succès, et sous le prétexte de chercher les armes cachées, ils pillèrent les maisons des partisans de la France, ou réputés tels. Sur ces entrefaites, et au moment où ils se croyaient le plus certains de la victoire, un bruit, sourd

d'abord, mais qui ne tarda pas à se propager, vint démentir de si heureuses nouvelles. Celui qui le répandit le premier en fut cruellement puni; mais l'approche des Français et des Piémontais ne laissa bientôt plus aucun doute. La fureur fit place à l'effroi; les révoltés se débandèrent, après avoir pillé une seconde fois les maisons des riches, et principalement celles des juifs. Un premier corps de républicains arriva, sous la conduite de Flavigny, commandant d'Asti. Grouchy se présenta ensuite à la tête de troupes plus nombreuses. Flavigny mit le feu à Strevi. Grouchy, accompagné par ordre du gouvernement, de l'avocat Colla, frappa une contribution sur Acqui, arrêta les individus suspects; mais ne répandit point de sang. Porta fut condamné à mort et fusillé dans Alexandrie. Grouchy fit preuve de modération. Colla et Avogadro, chargés par le gouvernement de rétablir l'ordre dans le pays insurgé, en montrèrent davantage encore. Quant à Flavigny, il ne parut pas se souvenir que la ville d'Acqui avait déjà été ravagée par les mécontens; et depuis cette époque, son nom n'est plus prononcé qu'avec indignation dans cette malheureuse cité. Ainsi finit l'imprudente échauffourée des habitans du Haut-Mont-Ferrat. Après l'événement, personne ne voulait y avoir pris part.

La réunion à la France une fois décretée, le directoire de Paris, jugeant qu'un gouvernement

déconsidéré, comme celui du Piémont, devenait pour lui un instrument inutile, envoya Musset, avec le titre de commissaire politique et civil, pour organiser le pays à l'instar de la France. Son arrivée fut un signal pour toutes les ambitions; nobles et plébéiens briguaient également sa faveur. Il se rapprocha des amis de la France, et se tint en garde contre les partisans de la fédération italienne. Puis, comme à l'ordinaire, Musset divisa le territoire en départemens, créa des tribunaux, des magistrats de district et des municipalités, toujours sur le modèle des institutions françaises. Pour remédier au désordre des finances, il appela auprès de lui Prina, fort habile, et trop habile en cette matière. Musset était homme de bien, il voulut calmer les irritations politiques, mais le mal avait poussé des racines trop profondes, et d'ailleurs un nouvel orage se formait au septentrion. Les craintes renaissaient comme les espérances; les passions se réveillaient plus terribles.

Telle était la situation de Naples et du Piémont. Mieux organisées, les républiques de Gênes et de Milan s'étaient aussi mieux maintenues, surtout la première, parce que l'adulation envers l'étranger n'y était pas érigée en système. Tourmentée par tant de vicissitudes, la malheureuse Rome se voyait toujours exposée à la cupidité de certains hommes, et à des changemens continuels dans le personnel des gouvernans. De tous côtés,

l'imprudence ouvrait des voies au torrent qui menaçait de déborder sur l'Italie.

Nous avons parlé, dans un précédent Livre, des pratiques, des instigations et des offres de l'Angleterre. Elles produisaient en ce moment leur effet. L'Europe se soulevait toute entière contre la France et les nouveaux états créés par cette république. Une grosse armée autrichienne occupait les rives de l'Adige et de la Brenta, en Italie. En même temps, et au moyen de secrètes intelligences, l'Autriche avait fait en sorte que le parti des Grisons qui inclinait en sa faveur, réclamât son appui, sous le prétexte de préserver le pays d'une invasion des Français, et elle avait envoyé dans ces montagnes une seconde armée dont les avant-postes s'étendaient, d'un côté jusqu'aux frontières de la Suisse, de l'autre, jusqu'à celles de la Valteline. L'empereur et les Grisons s'étaient déterminés à cette mesure en voyant les Français s'emparer de la Suisse, d'où ils pouvaient, au renouvellement des hostilités, fondre subitement sur le Tyrol, les états héréditaires et l'état de Venise. Citadelle posée par la nature à l'entrée de l'Italie, contre la Suisse, et pour la défense du Tyrol, le pays des Grisons était en effet une puissante barrière à opposer aux Français. Renonçant à employer ses généraux vaincus, l'empereur François confia le commandement de ces deux armées à des capitaines d'un talent éprouvé : Bellegarde

chez les Grisons, Melas en Italie. Auprès de ce dernier était le général Kray, avantageusement connu par les guerres d'Allemagne, et fort aimé du soldat. Mais la base principale de toute l'entreprise, c'étaient les phalanges de l'empereur Paul, qui, accourant des rives glacées du Volga et du Tanaïs, allaient bientôt entrer en Germanie, pour combiner leurs efforts avec ceux de l'Autriche contre la péninsule. Cette armée, si étrangère à l'Italie, obéissait au maréchal Suwarow, capitaine d'une audace incroyable, et plus accoutumé à rompre qu'à éviter les obstacles. A ces masses, déjà si formidables, se réunissaient les forces maritimes de l'Angleterre, de la Russie et de la Porte. Maîtresses de l'Adriatique et de la Méditerranée, elles pouvaient à chaque instant opérer des débarquemens sur les côtes d'Italie, et renverser ainsi tous les plans des généraux républicains. L'Italie elle-même ne présentait pas une entière garantie aux Français. Les dissidences d'opinion, soit en politique, soit en religion, et le régime vexatoire introduit par les nouveaux dominateurs, avaient attiré sur eux, comme nous l'avons vu, la haine d'une grande partie de la population.

Le directoire, de son côté, mettait sur pied trois armées. La première, aux ordres de Jourdan, devait passer le Rhin et attaquer la Bavière, qui était entrée dans la confédération; la seconde, sous la conduite de Masséna, en Suisse, chasser les Au-

trichiens du pays des Grisons, envahir le Tyrol, et aller donner la main à l'armée de Jourdan sur la gauche, à celle d'Italie sur la droite; la troisième, en Italie, aux ordres de Scherer, déjà célèbre par la victoire de Loano, se porter rapidement en avant, franchir les Alpes juliennes et noriques pour se réunir aux deux autres, pénétrer avec elles dans les états héréditaires, et conquérir la capitale de l'empire elle-même. Les troupes piémontaises et cisalpines faisaient partie de ce troisième corps. Joubert, dernièrement général en chef de l'armée d'Italie, très capable par ses talens, sa bravoure et son expérience, de présider aux opérations de cette campagne; Joubert, ami de Championnet, indigné comme lui contre les déprédateurs, et voyant qu'il ne pouvait les réprimer, avait par cette raison sollicité son rappel. L'ombrageux directoire qui craignait, de la part de Joubert, ce qu'il avait précédemment craint de la part de Buonaparte, s'était rendu sans peine aux vœux du général. Les partisans du nouveau régime en Italie avaient placé toute leur confiance dans la valeur, le génie et l'intégrité de Joubert; ils l'aimaient surtout, parce qu'ils le savaient ami de leur pays. Son départ acheva de les décourager. Le faste du nouveau général fit ressortir davantage, et la simplicité de Joubert, et le dénûment du soldat. On redouta plus que jamais les extorsions de l'avarice, le mécontentement se manifestait partout.

Malgré ces démonstrations hostiles, la guerre n'était pas encore ouverte entre les deux puissances. Avant de réclamer contre la marche des Russes, le directoire voulait être en possession de la forteresse d'Erebrestein; et l'Autriche, pour ne pas entrer seule en campagne, attendait l'arrivée des Russes. A la suite d'un long blocus, le fort d'Erebrestein, affamé, se rendit enfin aux républicains. Le directoire ne balança plus, et fit dire à l'empereur que si l'armée de Paul continuait son mouvement et ne se retirait pas d'Allemagne, il regarderait la guerre comme déclarée. Le cabinet de Vienne fit une réponse évasive pour donner aux Russes la facilité d'arriver. Le directoire vit la ruse, et résolut de gagner tout le temps que l'Autriche voulait lui faire perdre. Scherer n'attendait donc plus, pour commencer les hostilités, que la nouvelle des premiers succès de Jourdan et de Masséna. Informé que l'un avait passé le Rhin, que l'autre avait obtenu des avantages, quoique vivement disputés, dans le pays des Grisons; espérant d'ailleurs que les généraux Dessoles et Lecourbe, qui traversaient la Suisse à la tête d'un corps de républicains, le seconderaient du côté de la Valteline, il marcha franchement à l'ennemi. Les deux armées occupaient les positions suivantes : le général en chef français avait son quartier-général à Mantoue, abondamment pourvue,

par ses soins, de munitions de guerre et de bouche. Sa gauche s'appuyait à la forteresse de Peschiera; sa droite, à la ville et au château de Ferrare. Ses forces se montaient à cinquante mille hommes, y compris les régimens cisalpins et piémontais. D'autres troupes, françaises et alliées, assuraient ses derrières entre le Mincio et les Alpes. Les Autrichiens s'étendaient parallèlement à l'Adige, depuis les frontières du Tyrol italien jusqu'à Rovigo. Trente mille combattans étaient campés sur les bords de l'Adige; autant sur les rives de la Brenta. La forteresse de Legnago les couvrait à gauche. Vérone avec tous ses forts les protégeait au centre. Les villages de Sainte-Lucie et de San-Massimo, qui sont comme des remparts avancés de Vérone, avaient été garnis de tranchées et de vaillans soldats. La droite se trouvait le plus exposée, point d'ouvrages d'art qui la défendissent; mais, comme le gain de la bataille dépendait de la résistance de cette aile, attendu qu'en la forçant, les Français auraient pénétré entre les états héréditaires et le territoire de Venise, le général Kray avait fait pratiquer, de ce côté, un grand nombre de tranchées hérissées de batteries à Pastrengo, près Boussolengo. Pour faciliter leur passage, les Autrichiens avaient encore établi et fortifié quatre ponts sur l'Adige, à Parona, à Pescantina, à Pastrengo et à Polo. De gros détachemens, placés

de manière à pouvoir se prêter mutuellement secours, gardaient ces positions; l'un dans Arcuà, lieu célèbre par la mort de Pétrarque; un autre à Bevilacqua, à cinq milles au-dessus de Legnago; un troisième entre Conselve et Este; un quatrième enfin à Boussolengo.

Au moment où il allait avoir la guerre avec l'Autriche, le directoire n'avait pas cru pouvoir se fier au grand-duc de Toscane, et s'était déterminé à le chasser de ses états. Scherer commença par reprocher au grand-duc l'asile donné au pape, le passage permis aux Napolitains, et des intelligences secrètes avec les confédérés; après quoi il prit possession de la Toscane au nom de la France. C'est ainsi que la république appesantissait son joug sur l'Italie entière, à l'instant même où l'Italie entière allait lui échapper. Le général Gaultier partit subitement de Bologne, envahit la Toscane jusque-là heureuse, et, le 25 mars, à la tête d'un gros corps de cavalerie et de quelques compagnies d'infanterie, il entra, comme en triomphe, avec son artillerie et ses bagages, par la porte de San-Gallo, dans la pacifique Florence. Le séjour de la civilisation se vit tout à coup transformé en caserne de soldats étrangers. Les dominateurs désarmèrent les troupes nationales, occupèrent les forts, le vieux palais et les portes. Pendant ce temps, Miollis s'emparait de Pise et de Livourne, y désarmait les troupes du grand-duc, plaçait des

garnisons dans les forteresses, des gardes sur le port, confisquait les marchandises anglaises et napolitaines. Le commissaire du directoire, Reinhard, ordonna aux magistrats de continuer l'exercice de leurs fonctions, au nom de la république française. Après avoir anéanti le gouvernement de la Toscane, les républicains permirent au grand-duc de se retirer à Vienne avec sa famille, et d'emporter avec lui certains meubles du palais Pitti, plus quelques tableaux et statues d'un haut prix. La nouveauté de l'événement fit tourner la tête à une partie des Toscans; ils plantèrent l'arbre favori sur les places publiques, prononcèrent des harangues, crièrent à la liberté, avec plus de modération cependant que les autres peuples.

Les républicains débutèrent en Toscane par des actes de cruauté. Les exilés français, prêtres ou laïques, qui étaient venus chercher asile dans les paisibles états de Ferdinand, furent chassés sans miséricorde. Restait un pontife prêt à succomber sous le poids des ans, et qui reposait, au fond de la Chartreuse de Florence, ses infirmités et sa vieillesse. Ces derniers instans de calme lui furent enviés par les républicains. Ils le contraignirent, au moment même de la retraite de Ferdinand, de se rendre à Parme, d'où on le conduisit en France. Tel était l'effet de la crainte qu'inspirait une opinion. Le vieillard partit, affaibli par la souffrance et le malheur, emportant avec lui les regrets et les bénédictions

du peuple. Pendant le voyage, le pape fut successivement déposé dans les forteresses, puis enfermé à Briançon, et transporté enfin à Valence en Dauphiné. C'est là qu'il finit, dans l'exil, une vie dont les commencemens avaient été signalés par tant de majesté, de puissance et d'éclat. Le généreux Spina, qui fut depuis cardinal, resta auprès de lui jusqu'au dernier moment. Le sort de Pie VI est un nouvel exemple de l'instabilité des choses de la terre, une preuve nouvelle que si la guerre enfante quelquefois la liberté, la liberté ne peut jamais naître du mépris de ce qu'une longue suite de siècles a rendu sacré dans l'esprit des nations.

La terreur succéda bientôt à la compassion : l'armée française divisée en trois corps attaqua bravement, le 26 mars, l'armée autrichienne, campée sur les rives de l'Adige. Montrichard, avec la droite, cherchait à s'emparer de Legnago ; Victor et Hatry, au centre, s'efforçaient d'enlever Sainte-Lucie et San-Massimo, pour arriver jusqu'à Vérone. Enfin Moreau, qui avait sous lui Delmas, Grenier et Serurier, avait ordre d'emporter Pastrengo et Boussolengo, de passer l'Adige, et d'arriver menaçant sur les flancs de Vérone et de l'armée impériale. C'était de ce côté que devaient se porter les plus grands coups. Tous les corps s'ébranlèrent à la fois. Déjà le sang coulait des deux parts, depuis Legnago jusqu'au-delà de Boussolengo. Au premier bruit des armes, la

garnison de Legnago, commandée par le colonel Skal, était accourue sur les remparts et dans le chemin couvert. Les postes extérieurs furent bientôt aux prises avec les républicains, qui avaient encore à surmonter les difficultés du terrain, jonché d'arbres et coupé en tous sens par des haies et des fossés. Français et Autrichiens combattaient avec la plus grande valeur, sous les murs de Legnago, dans les environs d'Anghiari, et à San-Pietro, sur la route de Mantoue. Les républicains réussirent à San-Pietro, échouèrent à Anghiari, et balancèrent la fortune à Legnago; mais ici, les Impériaux avaient pour eux l'avantage de la position. Kray, avec une forte colonne, occupait Bevilacqua : informé du danger des siens, il envoya aussitôt le feld-maréchal Froelich à leur secours. Ces troupes fraîches assaillirent les Français sur plusieurs points, principalement à San-Pietro, où ils étaient plus nombreux et déjà triomphans. Après une vigoureuse résistance, ces derniers plièrent et furent contraints de se retirer au-delà d'Anghiari et de Cerea, vers le Tartaro, avec perte de deux mille hommes. Montrichard vaincu à Legnago, les Autrichiens se mirent en devoir de le poursuivre; mais en ce moment, Kray reçut la nouvelle que Victor et Hatry venaient d'emporter Sainte-Lucie, et réunissaient tous leurs efforts contre San-Massimo, déjà pris et repris sept fois d'assaut. Les deux généraux autrichiens,

Liptay et Minkwits, furent blessés dans cette mêlée meurtrière. La défense de ces positions, celle de Vérone même était confiée au brave feld-maréchal Keim. Si les républicains s'étaient emparés de Sainte-Lucie, les Impériaux se maintenaient dans San-Massimo, et la bataille continuait toujours sans que la victoire se décidât pour l'un ou l'autre parti. Cette incertitude sur l'issue du combat, la crainte des Français, qui auraient pu vouloir venger d'anciennes et récentes injures, inspiraient une terreur profonde aux habitans de Vérone. A ces motifs d'anxiété, se joignit la nouvelle de la déroute des Autrichiens sur leur droite, aux ordres des généraux Gottesheim et Esnitz, ce qui obligea Kray à d'autres mesures, et lui fit abandonner le projet de poursuivre les Français au-delà de l'Adige, sur la route de Mantoue. Nous avons déjà dit que les Impériaux avaient multiplié les défenses en avant de Pastrengo et de Boussolengo. Elles consistaient en vingt-deux redoutes, flèches, tranchées de campagne et têtes de pont. Delmas et Grenier attaquèrent ces ouvrages avec tant de résolution qu'ils s'en emparèrent, malgré les efforts des Autrichiens pour les conserver. Le mouvement fut si rapide, que ces derniers n'eurent pas le temps de rompre les ponts de Pastrengo et de Polo, laissant aux Français les moyens de passer l'Adige et de se porter, par la rive gauche du fleuve, sur Vérone, et contre cette partie de l'ar-

mée autrichienne campée sur la route de Vicence. Pendant que Delmas et Grenier triomphaient à Boussolengo, Serurier, plus en avant sur la gauche, chassait les Allemands des hauteurs de Lasize, puissamment secondé dans cette opération par le capitaine de frégate Sibilla et le lieutenant Pons, dont les embarcations légères couraient le lac de Garda. Ces divers engagemens coûtèrent aux Autrichiens cinq mille hommes tués ou blessés, mille prisonniers et sept pièces de canon. En même temps qu'on se battait sur l'Adige, les Français attaquaient Wukassowich sur les frontières du Tyrol, dans le voisinage du lac de Garda. Déjà ils s'étaient emparés de Lodrone, et avaient dépassé de beaucoup les lacs d'Iseo et d'Idro. Ils finirent cependant par être repoussés sur tous les points, parce que Wukassowich était homme de cœur, qu'il avait une connaissance exacte du pays, et acquérait, sous ce rapport, plus de supériorité, à mesure qu'il reculait davantage dans les états héréditaires. Informé de la déroute de son aile droite, Kray laissa une garnison dans Legnago, et, malgré la fatigue de ses troupes, les fit marcher rapidement sur Vérone, pour dérober cette ville au danger qui la menaçait : il y entra les 27 et 28 du mois. De plus, il envoya Froelich au secours de son aile droite, dont la position était devenue critique depuis le passage des Français sur la rive gauche de l'Adige. Mais Scherer, à qui l'échec de

Legnago et de Lodrone donnait peut-être de l'inquiétude, ne chercha point à profiter de la victoire de Boussolengo. Exténuées par un combat long et opiniâtre, les deux armées convinrent de suspendre les hostilités pendant un jour, pour enterrer les morts et panser les blessés. Les Français restaient en possession de la rive gauche du fleuve, et il y avait nécessité, ou qu'ils en fussent chassés par les Allemands, ou qu'ils délogeassent les Allemands de Vérone. Cette ville emportée, le succès de la campagne devenait certain pour les républicains, et Suwarow aurait pu arriver trop tard; le contraire avait lieu si les Français étaient repoussés sur la rive droite. Il importait surtout aux républicains de hâter le moment de la bataille, et de vaincre avant l'apparition des Russes; autrement, une augmentation de forces si considérable faisait, selon toutes les probabilités, pencher la balance du côté des confédérés.

Le 30 mars, vers dix heures du matin, Serurier, ayant passé le fleuve à la tête de nombreux bataillons, attaqua les généraux Esnitz et Gottesheim, déjà renforcés des troupes fraîches de Froelich. Un autre corps de républicains, sous la conduite de Victor, se portait en avant, par les chemins supérieurs de la vallée, sur Montebaldo, vers la Chiusa et Rivoli, dans le dessein d'occuper les hauteurs où s'appuyait la division autrichienne, et de gagner la route de Vicence. A la suite de

plusieurs charges vigoureuses, les Français de Serurier avaient fait de grands progrès, et se montraient déjà en force au-delà de Parona, à un mille et demi de Vérone. En ce moment critique, Kray fit sortir de Vérone huit mille soldats qui assaillirent les Français sur trois points à la fois : du côté de Parona, sur la route du Tyrol à Rivoli, et le long des montagnes de Mantico. Il s'ensuivit un choc des plus sanglans, où l'avantage resta aux Autrichiens. La cavalerie piémontaise opposa une barrière puissante à l'impétuosité des vainqueurs, et favorisa la retraite des vaincus. Cependant il fallait se mettre en sûreté derrière le fleuve : une partie de la division passa; mais Kray fit occuper les ponts par sa cavalerie, et rompre, par les grenadiers de Korher, Fiquelmont et Weber. Tout ce qui restait de républicains sur la rive gauche se trouva cerné, posa les armes et se rendit. De cette manière, la plus grande partie du corps qui s'était dirigé par les hauteurs, fut tuée ou prise. La perte des Français en morts et en blessés fut de mille hommes. Douze cents prisonniers ornèrent le triomphe des vainqueurs. Serurier ne s'étant fait suivre que d'une seule pièce de canon, les Autrichiens n'en trouvèrent point à prendre. Ces derniers perdirent peu de monde, grâce à l'habileté du général, à l'ardeur des soldats, à la rapidité de leur victoire.

De ces faits, il résulte que Scherer avait adroi-

tement combiné son attaque sur Vérone; mais qu'il commit une faute en ne profitant pas des premiers avantages de son aile gauche. Si le jour même de la bataille, c'est-à-dire le 26, ou du moins le 27, il eût fait passer le fleuve à cette division, et qu'elle se fût portée vivement sur le flanc de Vérone, tout porte à croire qu'il eût facilement triomphé du général Keim, réduit à ses propres forces, et qu'il se serait emparé de la ville, avant que Kray y eût ramené les troupes victorieuses de Legnago. Qui n'aperçoit, au premier coup d'œil, les conséquences nécessaires de la prise d'une cité si importante, et de la déroute des deux ailes de l'armée autrichienne? Ce ne fut donc point d'habileté, mais bien de résolution que manqua Scherer; d'autant plus inexcusable sous ce rapport, qu'il laissa échapper ainsi la seule occasion de vaincre, que la fortune lui ait offert dans le cours de cette campagne. On rapporta que Moreau lui conseilla de la saisir; mais qu'il rejeta cet avis.

La double bataille de Vérone permit aux Autrichiens de porter la guerre sur la rive droite de l'Adige. De son côté, Scherer s'était retiré derrière le Tartaro, entre Villefranche et l'île de la Scala. Son dessein était de s'y fortifier et de réorganiser son armée. Il avait son quartier-général à Magnano. Cependant, sa position devenait chaque jour plus embarrassante; les troupes lé-

gères de l'ennemi commençaient à l'inquiéter sur ses flancs et sur ses derrières. Wukassowich arrivé du Tyrol, entre les lacs de Garda et d'Iseo, menaçait Brescia; le colonel Saint-Julien, balayant toute la plaine entre la rive droite de l'Adige et le lac de Garda, avait obligé la flottille française à chercher un asile sous les murs de Peschiera, et le général Klenau, parti de l'aile gauche avec ses coureurs, se montrait déjà sur le Pô, mettait tout en rumeur sur les deux rives, coulait à fond les bâtimens français, et forçait les républicains à se réfugier, les uns dans Ferrare, les autres dans Ostiglia. Le général de France se trouvait ainsi dans un péril imminent, et il avait d'autant plus sujet de craindre, que son armée, en raison des pertes qu'elle venait d'éprouver, était devenue inférieure en nombre à celle de l'ennemi. Scherer n'ignorait pas non plus que les pluies et le débordement des fleuves avaient seuls retardé la marche de Suwarow, et que l'arrivée des Russes était prochaine, ce qui garantissait le succès aux confédérés, s'il ne rétablissait auparavant sa fortune. Il se souvenait des précédentes victoires, considérait qu'il commandait à ces Français tant de fois triomphans, réfléchissait que le théâtre actuel de ses opérations avait été naguère celui de leurs exploits et de leur gloire. Tous ces motifs, et sa valeur personnelle, le décidèrent à se mesurer encore avec

l'ennemi, espérant ressaisir à Magnano, l'avantage perdu sous Vérone. Le général autrichien désirait aussi la bataille. Il ne voulait pas donner à son adversaire le temps de se reconnaître, ni laisser refroidir l'enthousiasme d'une armée d'autant plus fière de sa victoire, qu'elle l'avait obtenue, pour ainsi dire, le lendemain de sa défaite. Kray pouvait être encore dirigé par un autre sentiment. Peut-être voulait-il la bataille pour déterminer lui seul le succès de la campagne, avant l'arrivée du général en chef Mélas, et du brave maréchal russe. Si telle fut la pensée de Kray, comme on peut le croire, il faut convenir qu'il avait une grande confiance en lui-même, et ne doutait nullement de la victoire. En effet, s'il eût été vaincu, pouvant attendre de puissans secours sur le point d'arriver, toute la faute retombait sur lui seul. Les deux armées en vinrent aux mains le 5 avril. L'une et l'autre étaient partagées en trois corps. La droite des républicains, aux ordres de Victor et de Grenier, marchait à l'attaque de Saint-Jean; le centre, guidé par Montrichard et Hatry, sous le commandement suprême de Moreau, devait déloger l'ennemi de ses positions entre Villefranche et Vérone; Serurier, avec la gauche, avait ordre de s'emparer de Villefranche, et de se porter ensuite sur l'Adige. L'intrépide Delmas manœuvrait sur Dossobono pour appuyer le corps de ba-

taille. Le général autrichien, qui voulait forcer le camp de Magnano et repousser les républicains au delà du Tartaro et du Mincio, avait pris les dispositions suivantes : Zoph commandait la droite, Keim le centre, Mercantin la gauche. Une avant-garde, conduite par le général Hohenzollern, protégeait la division de Zoph; et Lusignan, avec une grosse réserve de treize bataillons, était prêt à se porter partout au besoin. Kray avait en outre donné l'ordre à la garnison de Legnago de faire des sorties sur le flanc droit de l'ennemi, et à Klenau, d'insister plus vivement que jamais sur les rives du Pô. Alors s'engagea une bataille furieuse. Inférieurs en nombre, les Français gagnaient cependant du terrain et faisaient plier leur ennemi. C'était toujours la valeur des soldats républicains, c'était encore la même habileté chez leurs généraux. Violemment repoussé d'abord de Villefranche, Serurier s'en rendit maître au second assaut. Delmas continuait son mouvement rapide en avant, Moreau le suivait avec autant de prudence que de courage; Victor et Grenier emportaient Saint-Jean et y prenaient position. Kray voulut rompre la division de Moreau, et la fit tourner par un gros corps d'Autrichiens qui devait la prendre en queue, pendant qu'il attaquerait lui-même avec impétuosité la colonne de Delmas. Cette savante manœuvre aurait pu déconcerter un général moins habile que Moreau;

mais il vit, au premier coup d'œil, ce qu'il avait à faire dans un si grand danger. Il s'arrête, fait volte-face à droite, et tombe comme la foudre sur le flanc de ceux qui espéraient le prendre à dos : mouvement admirable qui décida la déroute du corps autrichien, et l'obligea de fuir dans la direction de Vérone, poursuivi par Delmas et Moreau, qui rejoignirent alors les deux autres divisions de l'armée. L'effroi se répandait déjà dans la ville. La bataille paraissait désespérée pour les Impériaux, lorsque Kray fit avancer neuf bataillons de l'arrière-garde, et ordonna au général Lattermann qui les commandait, de charger l'ennemi, en tête avec trois de ces bataillons, en flanc avec cinq autres. Le choc eut lieu avec tant d'ordre et d'impétuosité, que les Français perdirent à l'instant tous leurs avantages et prirent la fuite. Ils avaient vaincu par des prodiges de valeur, une valeur égale leur enleva la victoire. Dans cette extrémité, Scherer et Moreau appelèrent un faible corps de réserve, c'était leur dernière espérance. Ils le poussèrent à l'ennemi, et parvinrent, non seulement à rétablir le combat, mais encore à rompre entièrement tout le centre autrichien, qui se replia jusque sous les murs de Vérone. Kray n'avait plus qu'une ressource, c'était le reste des bataillons de l'arrière-garde. Qu'ils vinssent à faillir, la fortune autrichienne était renversée, et les républicains recommen-

çaient une nouvelle série de triomphes dans ces contrées, déjà si fameuses par leurs exploits. Les derniers bataillons allemands, conduits par le brave Lusignan, se précipitent sur les Français avec une fureur sans exemple. Les Français reçoivent le choc sans plier; mais ils n'avancent plus. Une lutte affreuse s'engage entre les deux partis, on eût dit d'une bataille de géans. La victoire fut long-temps douteuse, et quel que dût être le malheur de l'un ou l'autre parti, l'honneur était sauf pour tous deux. L'opiniâtreté allemande l'emporta enfin sur l'impétuosité française. Les républicains furent plutôt enlevés que repoussés du champ de bataille. La digue rompue, les vainqueurs se jetèrent avec rage sur les vaincus et en firent un horrible carnage. La division de Serurier, qui s'était maintenue intacte à Villefranche, fut contrainte alors de se retirer à la hâte, abandonnant aux ennemis ses bagages, son artillerie et ses blessés. La poursuite ne cessa qu'avec le jour. Les républicains perdirent plus de quatre mille hommes, morts ou blessés, trois mille prisonniers, dix-sept pièces de canon, beaucoup de munitions et d'équipages. Au nombre des blessés se trouvèrent les généraux Beaumont, d'Alesme, Pigeon et Delmas. Le sang autrichien coula aussi en abondance. La perte des Impériaux en tués et en blessés fut d'environ trois mille hommes. Les républicains leur avaient fait à peu

près autant de prisonniers; mais la plupart furent repris après la victoire. Parmi les morts se trouva le général Mercantin, non moins chéri des siens par son courage, que par la douceur de son caractère. Les Autrichiens regrettèrent encore quelques officiers de marque, entre autres le major Voggiasi, qui venait de mériter la croix de Marie-Thérèse sur le champ de bataille de Legnago. Le combat dura depuis six heures du matin jusqu'à six du soir. La valeur fut égale des deux côtés; la victoire de Kray prépara les succès de Mélas et de Suwarow.

Scherer, voyant son armée réduite par tant de pertes, découragée par tant de revers, parut d'abord vouloir se maintenir sur le Mincio; mais se décida bientôt à se retirer sur la rive droite de l'Adda, pour y arrêter l'ennemi s'il était possible, et préserver Milan. Cette retraite de Scherer était moins l'effet d'une disposition calculée, que le résultat d'une nécessité rigoureuse. En effet, l'arrivée des Russes portait les forces des confédérés à soixante mille hommes, non compris les corps de Wukassowich et de Klenau, qui faisaient toujours de grands progrès, le premier sur les hauteurs à gauche des républicains, le second sur les rives du Pô, à leur droite; tandis que Scherer, défalcation faite des garnisons qu'il était obligé de laisser dans Mantoue, Peschiera et d'autres places moins importantes, n'avait pas avec

lui plus de vingt mille hommes, en supposant même qu'il les eût. Le succès des Autrichiens, la présence des Russes, nation réputée invincible, opérèrent un soulèvement en masse dans la population, qui ne se demandait pas si la domination russe ou allemande devait être plus douce que celle dont elle voulait s'affranchir. C'est que le peuple ne se contente jamais du présent, et se flatte toujours sur l'avenir; attendu qu'il juge du premier par ce qu'il éprouve, du second par ce qu'il espère. Les commandans russes et autrichiens excitèrent ces soulèvemens par tous les moyens à leur disposition, et ils eurent tort. Les soulèvemens des peuples et la guerre civile traînent à leur suite les plus grands maux. Les étrangers qui ne se sentent pas assez forts pour vaincre par le seul moyen des armes, doivent s'en abstenir et laisser les peuples en repos : c'est un devoir que l'humanité leur impose. Laissons la guerre à ceux qui sont chargés de la faire, n'y mêlons pas ceux qui sont chargés de la payer. D'ailleurs, les chances de la guerre sont douteuses et variables, et il paraît peu humain d'exciter les peuples contre ceux qui peuvent revenir se venger.

Quoiqu'il en soit, cette population, en se soulevant, servait puissamment les Impériaux, parce qu'elle jetait l'effroi parmi leurs adversaires, interceptait les communications, et fournissait aux

nouveaux conquérans des espions très utiles. Ces insurrections étaient plus ou moins considérables, selon les lieux et les opinions dominantes; mais fort actives, surtout dans le Polesine et le Ferrarais. Un violent orage se formait aussi contre les Français, dans le Brescian et le Bergamasque. Wukassowich avait trouvé de nombreux partisans dans ces provinces.

. . . .

FIN DU TOME TROISIÈME.

TABLE

DU TOME TROISIÈME.

Botta, Carlo Giuseppe
Guglielmo
Histoire d'Italie, de
1789 à 1814

15